

# GAZETTE DU GOLFE ET DES BANLIEUES

Nouvelle série  
trimestriel

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

Numéro 60 -- été / summer 2007

> [gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr) <

> <http://revurevi.net> <

News in French and English

Established 1991 by Serge Thion

@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@@

La *Gazette* va devenir annuelle. Prochaine parution : début 2008

**AMÉRIQUE : LA TÊTE DANS LE SAC  
SARKO TOUTOU  
LE PAKISTAN ATTEND LA DÉFLAGRATION  
LA HAMAS SAUVE LA PALESTINE  
ISRAEL GAGNÉ PAR LA GANGRÈNE  
L'HOLOCAUSTE : UN TAS EN DÉCONFITURE  
L'AVENIR EST RADIEUX  
LA LIBERTÉ EST AU BOUT DU TUNNEL**

SOMMAIRE

édito

1 SITUATION DE L'IRAQ

2 UN COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU par Serge Thion

3 DARFOUR CRÉMATOIRE

« Urgence Darfour » **Erreur complète**

**1 - La Palestine martyrisée par les sauvages**

Antisémitisme et négationnisme sont-ils solubles dans le soutien à la cause palestinienne ?

Gérard Eizenberg

Carter Book Stirs Furor With Its View of Israelis' 'Apartheid' By Julie Bosman

**Carter and Swarm** by Israel Shamir

**Going for the nuclear option** By Avner Cohen

Les guerres d'Israël Joseph Algazy

Juin 1967 : Le Plan secret de l'URSS pour attaquer Israël David Kurtz

**SOUTIEN A LA RESISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN**

**Tuez des Arabes, criez à l'antisémitisme ! Norman Finkelstein**

**A Shared History, a Different Conclusion** Scott Wilson

**Il faut le dire : ce n'est pas ça, le Fatah** par Israël Shamir

« Frères d'armes » : Le pacte secret d'Israël avec l'Afrique du Sud de l'apartheid

Chris McGreal

**Les ventes d'armes de l'équipe Chirac au régime de l'Apartheid**

**Confiscations de terres, attaques du bétail, profanations des lieux saints, menaces de mort et de déportation** CIREPAL

**Out of sight maybe, but not out of mind** By Zafir Rinat

## 2 - L'horizon iranien

**Zbigniew Brzezinski lance une bombe politique** Par Barry Grey

«Rayé de la carte»: la rumeur du siècle - ce qu'a vraiment dit Mahmoud Ahmedinejad par Arash Norouzi, janvier 2007

## 3 - L'Iraq des marais

**JACQUES VERGÈS : « la condamnation à mort de Saddam Hussein n'était pas légale »**

**Le coût des guerres en Irak et en Afghanistan équivaut à 1 % du PIB américain** Eric Leser

**Bagdad brûle, Calgary prospère** Naomi Klein

Point de vue de **Frank Furet** : Meurtres étranges (avec des suspicions sur le Mossad..)

**LES ESCADRONS DE LA MORT, REPORTAGE À BAGHDAD, BAYAN JABR LE TIGRE SANGLANT DE BAGHDAD** Deborah Davies

**Les Irakiens voient des Juifs partout**

**Irak: 200 membres d'une secte messianique tués et 250 arrêtés près de Najaf**

**Rideaux** Par Juan Gelman

**Ce que dit la Rand**

## 4 - Là-haut sur la montagne : Afghanistan

**The eternal struggle between the good guys and the bad guys** William Blum

**Sodomy Returns to Afghanistan** Timothy Bancroft-Hinchey

## 5 - Le pays des faux-juifs

**RETOUR SUR LE PAGANISME JUIF**

## 6 - Le ROW

**Abe says World War II leaders tried by allies cannot be considered war criminals**

**L'AFFAIRE DU FACHO JUIF MEURTRIER INTENTIONNEL**

**Mémoire et Conclusion** Ginette Hess Skandrani

**Nuisibles** Maria Poumier

**L'AFFAIRE SCHOEMANN EN APPEL** par Gilles Munier

« **Il n'y a pas seulement des musulmans chiïtes au Hezbollah** » Entretien avec Mme **Zeinab**

**Al-Saffar** réalisé par Irmgard Wurdack

**Hoenlein: Delegitimization of Israel rising among US elite** by Haviv Rettig

**CONGRÈS JUIF MONDIAL : 3,8 millions de dollars dépensés sans justificatifs** Ian Hamel

**Assez de récriminations, place aux réparations**

**LE SIONISME, C'EST PAS BEAU = CINQ MOIS DE TAULE !!! (Kemi Seba)**

**Lettre ouverte au peuple iranien et au président Ahmadinejad** José Petrosino et Oscar Abudara Bini

**Lettre ouverte au Président de la République italienne** Mauro Manno

**LA BAVE DU CRAPAUD, LA VOILÀ !!**

**Fafs verts et démagos**

**La gazette des gazettes,** Fabien Granjon

# NN

Vidéos, Terroristes, coopérants, Olof Palme, William Blum, Akribéia, Tomislav Sunic, Nicolino et Veillerette, le sublime Ramonet, génocide en Serbie, l'ignoble Stora, Georges Corm.

édito

1

## SITUATION DE L'IRAQ

**L'Iraq vu par les Américains**

Point n'est besoin d'attendre le rapport du brav'général Petraeus. L'envoi des renforts, au début de 2007, n'a eu aucun effet sensible. La "sécurité" s'est plutôt dégradée. Aucun des objectifs de la politique américaine ne s'est rapproché. Il aura même fallu entrer, à reculons, dans une négociation avec les Iraniens. Impasse et stagnation. Dubya Bush approche de sa dernière année à la Maison Blanche avec un bilan que l'opinion américaine comprend tous les jours davantage comme désastreux.

Les néocons sont peu à peu éjectés de l'orbite présidentielle. Des rêves de constitution d'une force d'intervention rapide et efficace, à la Rumsfeld, une police mondiale, il ne reste rien: ils se sont fracassés sur l'immense bureaucratie militaire américaine, toujours incapable de mettre plus d'un homme sur dix au combat, et toujours prompte à se réfugier vers les moyens techniques du bombardement à distance plutôt que d'affronter le combat d'homme à homme, réservé en général aux Marines, à condition que cela ne dure pas plus de quelques semaines. Le moral des troupes est toujours fragile et quelques pertes les mettent tout de suite sur le flanc. On trouve facilement aux Etats-Unis des cow-boys qui dégainent vite, des tueurs psychopathes, des brutes policières, mais des soldats disciplinés qui tiennent au feu, cela ne se trouve pas. Le recours désormais massif aux mercenaires qui remplissent les tâches autrefois dévolues aux militaires, ne change rien à l'affaire. Ils ne sont engagés, pour le moment, que dans des tâches subalternes. Et il n'y a pas de raisons de penser que des armées entièrement privées seraient plus valeureuses que des armées fondées sur le patriotisme. On ne peut pas reproduire partout le modèle des Gurkhas. Le prolo d'origine latino, qui remplace le Noir comme piétaille, ne combat que pour sa carte verte. Le reste l'indiffère.

Le but politique s'est entièrement dérobé : mettre en place un gouvernement "ami" des Etats-Unis s'est révélé une tâche impossible. Les seuls "amis" des Etats-Unis, dans la région, sont les Kurdes, prostitués traditionnels, qui ont toujours préféré se vendre aux uns pour lutter contre les autres, et réciproquement. Cette "amitié" des Kurdes est devenu singulièrement embarrassante puisqu'elle suscite les raisons d'une intervention turque. Le gouvernement de Baghdad ne dépasse pas la zone verte et il est assis sur le baril de poudre de ses propres contradictions. Il ne peut pas surnager tout seul. Il n'est qu'une fiction en perpétuel ballottage.

Le grand problème, et maintenant le seul véritable, c'est le retrait, une opération très compliquée puisqu'elle doit camoufler sa propre réalité. Ho Chi Minh disait qu'il fallait dérouler le tapis rouge devant l'ennemi contraint à l'évacuation. La difficulté viendra du fait qu'il n'existe pas d'entité irakienne susceptible de garantir la sécurité du retrait et la fiction du rôle achevé : laisser derrière soi un gouvernement "ami". Le parallèle avec le Viêt-Nam montre bien où le bât blesse.

**L'Iraq vu par les Irakiens**

La situation créée par la destruction du mausolée des Imams de la mosquée de Samarra, le 22 février 2006, évolue très vite. A l'époque, la ville était quadrillée par les Américains et l'attentat a été préparé pendant le couvre-feu. Un témoin a entendu les perpétrateurs parler anglais. Ceux qui ont allumé le détonateur de la guerre confessionnelle étaient soit les Américains, soit les Israéliens. Je connais bien l'endroit. J'ai parlé avec toutes sortes de gens, y compris les gardiens du mausolée. **Aucun Irakien n'aurait jamais songé à commettre un tel acte.** L'ignominie poussée à ce point ne pouvait germer que dans des esprits machiavéliques, décidés à couler l'Iraq, faute de pouvoir s'en emparer.



Feb. 2, 2004



Feb. 22, 2006

Un jour cette affaire sera éclaircie. La presse nous vend ces jours-ci l'idée que l'auteur de l'attentat aurait été un Irakien d'Al Qaida et qu'il vient de se faire tuer. A d'autres !

Mais le but recherché a été atteint. Les attaques de groupes sectaires se sont multipliés et les représailles n'ont pas manqué d'ensanglanter les mosquées et les marchés. Des quartiers mixtes se sont vidés, les gens se sont regroupés par appartenance.

Il faut rappeler avec force qu'il n'y a pas deux sociétés distinctes où se répartiraient sunnites et shi'ites. Il y a certes deux attitudes religieuses, morales, éthétiques, deux sensibilités mais elles se répartissent dans toute la société irakienne. Beaucoup de familles, de clans, ont des branches sunnites et shi'ites. Les familles mixtes sont légion. L'histoire idéologique n'a pas effacé les conflits, la grande *fitna* (discorde), <sup>(1)</sup> certes, mais ces gens vivent ensemble depuis treize ou quatorze siècles. Il a fallu des tombereaux de sang et des attentats ressentis au plus intime pour créer de toute pièces le conflit actuel. On reconnaît là le maître-plan de la politique israélienne (diviser le Moyen-Orient en petites entités confessionnelles incités à se faire la guerre perpétuelle, cf le Liban 1975-89) et la débilite intellectuelle proprement américaine (les communautés en lutte permanente).

On a assisté ensuite à un embrasement général. Les soi-disant communautés ont explosé. Des groupes guerriers se sont constitués sur des bases floues, religieuses mais aussi claniques, pour assurer l'auto-défense locale mais aussi la menace des voisins. Du coup, des groupes de bandits se sont multipliés, sous couvert d'appartenance religieuse, alimentés par les raptés et les rançons et les meurtres sauvages. L'anarchie gagne. Des millions d'Irakiens choisissent l'exil. La résistance, ou le vague conglomérat qu'il faut ranger sous ce nom, a perdu du terrain. Elle continue à s'attaquer aux troupes étrangères d'occupation, mais elle ne domine pas la scène irakienne et peut-être tentée d'entrer en lutte contre les islamistes takfiristes, qui agitent le drapeau vide d'Al Qaida, dans un jeu à plusieurs composantes. Les Américains se frottent les mains. Ils ne sont peut-être plus la cible principale. Les djihadistes étrangers, accourus de partout, sont manipulés comme de pauvres marionnettes. Le chaos s'accroît et plus aucune force politique n'est crédible. Les Iraniens mettent leurs pions partout et attisent le feu tout en luttant contre les infiltrations dirigées par les Occidentaux alliés aux sionistes.

A l'heure actuelle, plus personne n'a la clé de la négociation qui pourrait permettre le départ des Américains; ils en profitent donc pour créer dans le désert d'énormes bases, auto-suffisantes, qu'ils voudraient permanentes, et pratiquement extra-territoriales. On a devant nous dix à vingt ans de chaos sanglant, avant que l'épuisement progressif des différents concurrents n'amène la paix des "grands cimetières sous la lune". C'est le titre d'un livre scandaleux de Bernanos qui dénonçait l'absurdité d'une guerre civile alimentée par la religion. *Nihil novi sub sole*.

Nous y sommes: l'Iraq est la Guerre d'Espagne de l'époque qui s'est ouverte le 9 septembre 2001. Le 20 septembre, nous remettons en route la *Gazette*. Six ans et soixante numéros plus tard, nous pouvons nous targuer d'avoir tiré juste, sur les bonnes cibles. Nous continuerons sur un rythme différent : de gros numéros, mais une ou deux fois par an. La *Gazette* est sur le ligne de front; nous

<sup>1</sup> Voir l'excellent ouvrage de l'historien tunisien Hichem Djaït, *La Grande Discorde, Religion et politique dans l'islam des origines*, paru en 1989 chez Gallimard, malheureusement dépourvu d'index alors qu'il est truffé de termes arabes.

voulons aussi contribuer aux bombardements stratégiques. Nous avons aussi nos B-52, nos Guam et notre Qatar. Ils n'aimeront pas ce qu'ils vont prendre sur la gueule.

16 août 2007.

## 2

# UN COUP D'ÉPÉE DANS L'EAU

par Serge Thion

A l'appel des gens du Camps anti-impérialiste, coordonnés par Willi Langthaler et Leonardo Mazzei, il s'est tenu une conférence intitulée "Avec la Résistance — Pour une paix juste au Moyen-Orient", les 24 et 25 mars 2007, à Chianciano Terme, petite station thermale qui se trouve à une heure de Rome. Des représentants des mouvements de résistance venus d'Iraq, du Liban, des Philippines, d'Afghanistan, de Palestine, etc. étaient annoncés. Ce projet de conférence avait été mis en échec par le gouvernement Berlusconi, qui avait refusé en bloc les visas aux différents intervenants. Cette année, le gouvernement Prodi a laissé faire. Il s'agissait donc de la première rencontre internationale en Europe à laquelle pouvaient participer des représentants dument accrédités de ces mouvements de résistance, généralement qualifiés de "terroristes" par la presse servile qui bat les tambours de l'invasion américaine dans cette région du monde. En principe, cela aurait dû être un événement politique considérable.

Le flop en a été d'autant plus net. La presse italienne qui avait violemment critiqué le Campo pour cette initiative qualifiée de subversive, à l'heure où les contingents militaires italiens, ayant quitté l'Iraq, se débattent en Afghanistan, et au Liban (dans le cadre de la Finul), a fait un grand silence sur la tenue et les résultats de la conférence elle-même. Une délégation de la *Gazette du Golfe et des banlieues* a pu observer sur place les débats. Voici son sentiment :

Le titre était trompeur : il s'agissait non pas des résistances, mouvements populaires engagés dans des luttes armées de libération nationale, mais de groupuscules communistes dont l'existence fantomatique est elle-même douteuse. Ainsi l'Afghanistan était représenté par les "Radicaux de gauche" et non par le moindre taliban. Que représentent les "radicaux de gauche" à Kaboul ? Sans doute trois personnes dans un bistrot. Les Irakiens étaient, pour la plupart, membre d'une "Alliance patriotique" qui n'a jamais fait parler d'elle, sinon par l'intermédiaire du Campo. On pourrait analyser la liste des intervenants et celle des "soutiens" à la conférence. Il en ressort qu'on a affaire à des fantômes issus de l'éclatement et de la disparition des partis communistes, certains autrefois fort importants, qui ne représentent que des drapeaux fanés. On avait affaire à une image virtuelle de ce qu'ont été les composantes du mouvement communiste international vers les années 50, ou, remontant plus loin, pour ceux qui ont de bonnes lectures, le Congrès des Peuples d'Orient, qui s'est tenu à Bakou en 1920. On percevait la lancinante nostalgie des organisateurs et leur refus de voir que ce mouvement, plutôt que de préfigurer l'avenir, s'enfonce dans les ombres du passé.

On aurait supporté le ressassement de théories politique disparues du terrain depuis trente ans si elles ne s'étaient accompagnées, chez les Irakiens, de virulentes attaques contre l'Iran. Voilà des gens, qui passent sans doute leur vie dans les cafés de Damas ou d'Amman, fragments d'une direction communiste en exil depuis presque un demi-siècle, qui viennent en Italie pour exploser de haine contre leur voisin. Ces gens n'ont pas eu une seule parole pour exposer de supposées activités de résistance et il est apparu clairement qu'ils étaient, à cet égard, des imposteurs purs et simples. Leurs accès de chauvinisme ont d'ailleurs provoqué des remous dans l'assistance et les organisateurs ont eu du mal à colmater les brèches. Si, d'un côté, personne n'était là pour chanter les louanges du régime iranien, ou celles d'un Etat quelconque, personne non plus ne souhaitait reprendre l'antienne américaine d'une "agression" iranienne en Iraq. Si on ne comprend pas que la politique iranienne est d'abord déterminée par le souci d'empêcher que l'Iraq serve à nouveau de base à une offensive contre la République islamique, on se condamne à l'aveuglement. La critique est une chose, le déferlement du chauvinisme en est une autre, qui explique que Téhéran cherche à prendre des gages.

Il y avait quelque chose de suranné dans ce que nous avons entendu. Les mouvements maoïstes (Inde, Népal, Shri Lanka, Pérou) n'étaient pas là. Les autres, vaguement staliniens ou trotskisans, n'étaient pas en prise sur les événements. En ce qui concerne le Moyen-Orient, il est clair depuis 15-20 ans, que la résistance est animée par les islamistes, que ce fait plaise ou non. Les communistes, crypto-communistes, "progressistes" de tous poils ont disparu de l'environnement politique du Moyen-Orient, principalement à cause de la disparition de l'URSS. Ceux qui, dans le monde, sont engagés dans le combat anti-impérialistes doivent pratiquer une solidarité étroite et indéfectible avec les islamistes qui se battent sur le terrain. Tout le reste est baratin, fumée, illusion, irréalisme et auto-satisfaction. Le seul représentant qui pouvait parler au nom du Hezbollah s'est vu refuser la parole au prétexte qu'il ne fallait pas relancer la polémique avec les chauvins irakiens. Ce fut une grave erreur politique qui a annulé complètement l'objectif de la conférence. On avait l'impression d'être dans un musée où l'on entendait les paroles gelées, conservées dans la glace, qui avaient été déjà prononcées au temps de la guerre du Viêt-Nam, souvent évoquée par ailleurs. A l'époque, ce communisme bureaucratique chevauchait le tigre nationaliste. Les jeunes Vietnamiens acceptaient de mourir pour la libération de leur pays. Par la suite, le communisme s'est évaporé et n'est plus resté que comme principe d'une confiscation du pouvoir au profit d'une bureaucratie corrompue. Les Vietnamiens réels étaient absents. Seules les références flottaient dans l'air humide.

Les organisateurs de la conférence de Chianciano doivent tirer les leçons de l'histoire récente et écaerter l'espoir de la reconstruction d'un mouvement communiste international mythique. Leur bonne volonté, leur travail inlassable, leurs personnalités attachantes n'y pourront rien. Ceux qui ne comprennent pas l'histoire qui se déroule sous nos pieds sont impitoyablement marginalisés. Une vraie rencontre des mouvements de résistance (réelle) reste à imaginer. Elle est sûrement possible. La seule condition est de regarder la réalité en face.

30 mars 2007

### 3 DARFOUR CRÉMATOIRE

#### « Urgence Darfour »

**Ayman El Kayman**

« Urgence Darfour », « Save Darfour » : c'est le slogan d'une campagne internationale qui bat son plein depuis quelques mois à travers le monde occidental. Pendant le week-end des 16-17 septembre, des rassemblements ont eu lieu à New York et à Paris, avec une faible participation, pour exiger une « intervention des Casques bleus pour mettre fin au génocide ».

Une précédente mobilisation avait rassemblé 5 à 7000 personnes à Washington le 30 avril dernier. Les médias yankees avaient accordé une couverture plus importante à cette manifestation qu'à celle de 300.000 personnes la veille à New York contre la guerre d'Iraq ou encore aux millions de manifestants qui avaient défilé le 1er mai dans tous les USA pour protester contre les projets de loi répressifs contre l'immigration.

C'est que la campagne pour le Darfour bénéficie de la figure populaire de l'acteur George Clooney, qui en est le porte-parole. Le célèbre médecin de la série « Urgences » a été convaincu par son père Nick, journaliste de télévision et démocrate du Kentucky de se lancer dans cette nouvelle bataille douteuse.

Le 14 septembre 2006, George Clooney était donc la guest star du Conseil de sécurité des Nations Unies, aux côtés de la pleureuse professionnelle Elie Wiesel. Ils avaient été invités par John Bolton, l'ambassadeur US à l'ONU, pour plaider la cause, la cause. Mais au fait, la cause de qui et de quoi ?

Une guerre civile bat son plein au Darfour depuis 3 ans. Elle met aux prises des Soudanais de diverses factions et tribus, mais qui ont tous en commun d'être Noirs, musulmans et [quelques fois] arabophones. Il n'y a pas ici de chrétiens comme au Sud-Soudan, où une guerre civile a duré 25 ans. Un des enjeux fondamentaux de cette guerre civile est le contrôle des points d'eau, vital dans une région frappée par la sécheresse depuis deux décennies.

Récemment, un accord de paix a été signé entre le gouvernement de Khartoum et les groupes « rebelles », qui sont soutenus notamment par la régime du Tchad voisin. 7000 hommes de troupes de l'Union africaine sont censés faire respecter ce cessez-le-feu, avec l'aide logistique de l'OTAN. Mais ces troupes doivent quitter le pays le 1er octobre.

Le Conseil de sécurité a voté le 1er septembre une résolution stipulant l'envoi de 20.000 casques bleus au Soudan, mais le gouvernement de Khartoum a opposé un refus clair et net d'accepter ces troupes, disant qu'il les considérerait comme des troupes d'invasion et les traiterait de la même manière que la résistance libanaise a traité les troupes israéliennes.

Du coup, Washington a mis en branle la machine à faire pleurer les chaumières, pour préparer le terrain à un coup de force militaire contre le Soudan ; Son objectif est clair : renverser le régime de Khartoum. Objectif partagé depuis longtemps par les Démocrates et les Républicains.

Rappelons-nous en 1998 le bombardement , sur ordre de Bill Clinton, de l'usine de médicaments qui assurait 80% des besoins en médicaments du Soudan, présentée par Washington comme une usine de « gaz toxiques ». Et c'est cette position qui motive le refus de Khartoum de laisser pénétrer les Casques bleus sur son territoire.

Le Darfour est la région occidentale du Soudan. Il a la taille de la France, avec une population de 6 millions d'habitants. Des ressources récemment découvertes ont suscité un intérêt très grand pour le Soudan parmi les compagnies yankees. On croit qu'il possède des réserves en pétrole rivalisant avec celles de l'Arabie saoudite. Il possède également de vastes poches de gaz naturel et son sous-sol abrite en outre l'un des trois gisements les plus importants au monde d'uranium de haute pureté, sans oublier qu'on y trouve aussi le quatrième gisement le plus important de cuivre.

Qui est à l'initiative de la campagne internationale « pour le Darfour » ?

Comme par hasard, les grandes organisations sionistes juives et évangéliques (protestantes) US, relayées en France par la LICRA, SOS-Racisme et une nébuleuse de groupuscules juifs, noirs, laïcs et « humanitaires ». L'objectif de cette campagne est donc double :

1° - Détourner l'attention de la situation en Iraq, en Palestine et au Liban

2° - Faire pression pour une « ingérence humanitaire » au Soudan. La campagne « urgence Darfour » n'est qu'une manière de préparer une nouvelle guerre d'agression contre un pays dont le gouvernement a commis le crime impardonnable de ne pas se plier aux ordres de l'Empire. George Clooney, qu'on croyait intelligent, n'a pas l'air d'avoir compris quels intérêts se cachent derrière cette campagne. Ou alors, il en est parfaitement conscient, ce qui est encore plus grave.

11 septembre 2006

Envoyé par Ayman El Kayman dans Coups de dent - Le blog de Ayman El Kayman le 9/18/2006 07:00:00 AM

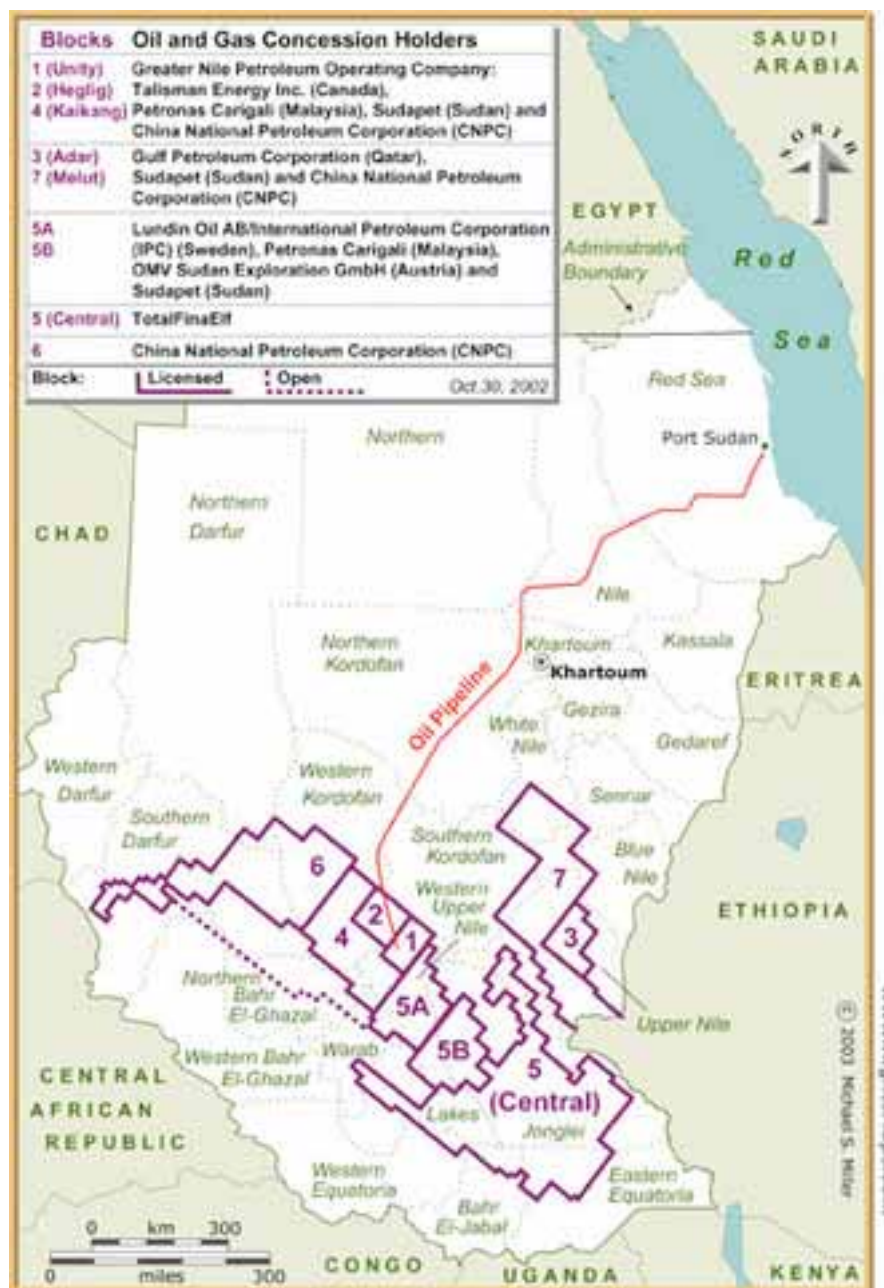
### Erreur complète

L'excellent Kayman ne mentionne pas l'origine de cette campagne mondiale, dont les relais sont partout sionistes. Le Soudan, doté d'un régime militaire plus ou moins "islamiste" n'est pas entièrement sous le contrôle de l'entité sioniste, comme l'Egypte ou l'Ethiopie. La stratégie sioniste a toujours cherché à faire de la Mer Rouge un "lac sioniste". C'est la voie de l'approvisionnement pétrolier qui se fait sous drapeau américain. Au temps du Négus, les Israéliens disposaient de bases secrètes dans les îles Dahlak. Le Mossad disposait de toutes les facilités dans le Soudan du général Nimeiry, par exemple pour l'évacuation des faux-juifs connus sous le nom de Falashas. L'Etat sioniste cherche donc à susciter à tout prix une intervention militaire des Occidentaux au Soudan en agitant l'invention d'un prétendu "génocide" au Darfour. Sarközy et Köuchner frétilent à l'idée d'une telle intervention, qui entraînera à coup sûr une résistance armée et une guerre civile...

Récemment, on a vu paraître un article d'un bon analyste des affaires pétrolières, F. William Engdahl, intitulé *Darfur? It's the Oil, Stupid...* daté du 20 mai 2007. Je ne le reproduis pas ici mais il est trouvable à l'adresse :

[http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/Geopolitics\\_Eurasia/Oil\\_in\\_Africa/oil\\_in\\_africa.html](http://www.engdahl.oilgeopolitics.net/Geopolitics_Eurasia/Oil_in_Africa/oil_in_africa.html)

Peu de temps après, il a été traduit en français par un cousin homozygote d'Ayman el Kayman, connu sous le nom de Fausto Giudice. On le trouve sur le site (à peine prononçable) des traducteurs réunis, Tlaxcala. Tout repose sur l'idée qu'il y a des réserves de pétroles importantes au Darfour, province du Soudan, rappelons-le, et que tout ce qui se passe là (génocide/pas génocide) est explicable par le pétrole. Or c'est une erreur complète. pour le voir il suffit de se rapporter à la carte des périmères concédés par le gouvernement de Khartoum, dessinée par un service américain, et reproduite par Engdahl. la voici :



On voit tout de suite que le Darfour en entier (les trois provinces, Nord, Ouest et Sud) sont en dehors des périmètres de recherche pétrolière. Une toute petite partie de la zone 6 (zone chinoise, octroyée en dernier, et donc marginale) se trouve affecter une petite fraction de la province du Sud-Darfour. Autrement dit, ce qu'on appelle **le Darfour ne recèle pas une goutte de pétrole**, dans l'état actuel des connaissances des entreprises qui se livrent à sa recherche. Le pétrole est ailleurs, et certainement dans ce qui est le sud du Soudan, qui a fait l'objet d'une très longue guerre, aujourd'hui arrêtée. De même, le pipeline qui relie les zones pétrolière à Port Soudan, sur la Mer rouge, pour approvisionner les tankers chinois, passe par le Kordofan et remonte vers Khartoum, ce qui le tient à plus de 200 km du Darfour. Enfin, M. Engdahl néglige de noter un élément qui nous intéresse : la zone la plus dense, la plus prometteuse est le bloc qui s'appelle Central (zone 5) et il est détenu par la compagnie française Total. Cette compagnie aura fait preuve de patience. Elle est présente sur le terrain depuis plus de trente ans. Elle s'est toujours discrètement immiscée dans la guerre du Sud. Les Français ont toujours appuyé leur présence dans la région, sous la parapluie de MSF. Les représentants de MSF que j'ai interrogés à Khartoum dans les années 80 n'ignoraient pas la raison de leur présence toujours soigneusement financée par Paris. A l'époque, le Darfour était calme et vivait

son anarchie et sa pauvreté avec tranquillité. Il était à peu près impossible d'intéresser les organisations humanitaires à la situation des populations four déshéritées. En outre, le cœur du Darfour est un massif montagneux qui culmine à 3000m. Ce n'est pas dans ces coins-là qu'on trouve du pétrole. Il est donc impossible de faire du pétrole la cause des conflits entre fractions du Darfour, et la raison des ingérences manifestes des puissances étrangères.

Bref, je reproche à nos excellents amis de faire une grosse erreur, de céder à la paresse du sempiternel "its oil, stupid" et de ne pas voir que l'enjeu du Darfour, comme question internationale, est essentiel pour les seuls Israéliens qui cherchent à exploser le plus grand pays "arabe" pour en récupérer des morceaux. Pourquoi croyez-vous que des "réfugiés" soudanais se retrouvent en Israël ? A l'aveuglette ?

Gavial jovial.

## 1 - La Palestine martyrisée par les sauvages

UN EXEMPLE À SUIVRE

### Antisémitisme et négationnisme sont-ils solubles dans le soutien à la cause palestinienne ?

Gérard Eizenberg

En Grande-Bretagne, le mouvement pour la solidarité avec la Palestine a rejeté deux motions contre l'antisémitisme et le négationnisme. Nos amis d'Engage, tout en défendant la cause d'un Etat palestinien viable à côté de l'Etat d'Israël, ne fraient pas avec n'importe qui. Nous non plus d'ailleurs, même si le paysage français n'est pas celui du Royaume-Uni, un peu effrayant à certains égards. Restons fermes et vigilants sur les valeurs, en république comme en monarchie parlementaire.

Tony Greenstein est antisioniste. Il pense que le sionisme équivaut au nazisme, que les sionistes ont aidé les nazis à perpétrer la Shoah, et qu'Israël est par essence un Etat raciste.

Sue Blackwell est antisioniste. Elle s'est fait connaître en militant pour l'exclusion des universitaires israéliens des campus, des conférences et des revues scientifiques dans le monde. Elle pense qu'Israël est un Etat « *illégitime* » .

Roland Rance est antisioniste. Il milite pour « *le démantèlement de la structure sioniste de l'Etat d'Israël* ».

Pendant des dizaines d'années, tous les trois ont diabolisé Israël, avec passion et constance. Ils se sont battus très dur pour tous les principes antisionistes, sans répit. Israël est un Etat d'apartheid, disent-ils, les syndicats ne sont pas de vraies organisations de travailleurs, disent-ils, les universités sont des instruments d'oppression, disent-ils, ses civils ne sont pas vraiment des civils, ses antiracistes sont en réalité des racistes, déclarent-ils.

Mais aujourd'hui, la Campagne pour la Solidarité avec la Palestine (CSP) au Royaume-Uni les rejette, parce qu'ils ont osé s'élever contre l'antisémitisme ouvertement prôné au sein du mouvement. Le week-end dernier, ils sont venus à la conférence de la CSP porteurs de deux motions qui demandaient l'exclusion de ceux qui poussent au négationnisme et prônent ouvertement l'antisémitisme. Leurs motions ont été repoussées à la quasi unanimité.

L'antisionisme britannique se bat pour un monde qui singularise et diabolise Israël, comme s'il était le seul mal du monde. Il évolue dans un monde où la plupart des antisionistes, des staliniens au

jiihadistes en passant par les néo-nazis et les nationalistes arabes, sont ouvertement antisémites. Il est évident qu'une telle diabolisation, constante et qui s'étend partout, a le potentiel de mener à la montée d'un antisémitisme à ciel ouvert. Et aujourd'hui, nous le voyons en train de se produire au sein du mouvement de solidarité avec la Palestine.

Greenstein et Rance ont été attaqués, et ils ont pensé réagir en mettant de leur côté la conférence antiraciste de la CSP. Ils se sont trompés. La conférence s'est prononcée contre. Sue Blackwell, semble-t-il, est aujourd'hui isolée et fait partie des rares antisionistes antiracistes qui restent à la CSP. Elle est l'une des seules à s'élever pour défendre ses camarades juifs.

Greenstein, Rance et Blackwell paraissent ne pas comprendre comment leurs obsessions anti-Israéliennes ont conduit à une situation où eux-mêmes ont été marginalisés au sein de leur CSP par une bande d'antisémites. Ce week-end, ce que nous avions prévu s'est réalisé, plus tôt que nous le pensions.

Avant le vote, Roland Rance en avait appelé aux antiracistes de la CSP pour venir à la conférence et voter : un appel à quiconque est membre de la CSP, ou désireux d'en faire partie, d'être présent à la conférence. Il y avait deux motions (l'une émanant de nous et de Les Levidow, l'autre de Tony Greenstein et Sue Blackwell, qui s'opposaient à l'infiltration des antisémites et des négationnistes au sein du mouvement. Les opposants sont devenus enragés, et ont posté sur Internet des textes de plus en plus hostiles. Il était important que ces motions soient adoptées, et que la motion truquée du bureau exécutif soit repoussée, car autrement, les « ordures » qui se sont introduites chez nous et utilisent une soi-disant solidarité avec la lutte des Palestiniens à leurs propres fins, auraient gagné. Nous demandions d'avaler toutes réserves sur la tactique sur la formulation. Ce qui était en jeu, c'était le principe, et il fallait rallier le plus de partisans possible.

Mais ce sont les « ordures » qui ont gagné.

Pour lire la suite, commentaires et textes des motions (en anglais), cliquer sur le lien : <http://www.engageonline.org.uk/>

Trad. : Gérard Eizenberg pour La Paix Maintenant

Source : <http://www.lapaixmaintenant.org/article1568>

A condition de savoir lire, c'est l'exemple à suivre: ceux qui mettent en avant ce qu'ils appellent l'antisémitisme qui est une énorme calomnie, et qu'il faudrait rejeter, visent les véritables critiques du sionisme qu'ils trouvent insupportables. A Paris, il sont légion ceux qui veulent faire croire que les juifs ont encore leur place au Moyen-Orient. Or l'effrayante quantité de crimes qui sont commis par la présence juive la rend depuis longtemps indésirable et impossible. C'est cela qui est la pierre de touche entre les sionistes cachés et ceux qui sont vraiment solidaires des Palestiniens. La position dite "des deux Etats" est donc en train de couler. (1) Messieurs les Anglais, vous avez tiré les premiers. Chapeau.

<http://infoblog.samizdat.net/2007/03/30/antisemitisme-et-negationnisme-sont-ils-solubles-dans-le-soutien-a-la-cause-palestinienne/>

(1) On écrit même des livres pour l'expliquer : *Where Now for Palestine?: The Demise of the Two State Solution (Où va la Palestine. La fin de la solution par les deux Etats)* de [Jamil Hilal](#) . (vu sur Amazon.com).

RELUCTANCE

## Carter Book Stirs Furor With Its View of Israelis' 'Apartheid'

By Julie Bosman

On Tuesday night in Phoenix, after signings and interviews to promote his new book, *Palestine Peace Not Apartheid*, President Jimmy Carter made a hastily arranged visit: an hourlong gathering with a group of rabbis. "We ended up holding hands and circled in prayer," Mr. Carter said in a telephone interview from Phoenix, adding that the rabbis requested the meeting to discuss his book.

It was an unusual interruption during an unusually controversial book tour, which began with a few faint complaints last month and has escalated to a full-scale furor, with Mr. Carter being trailed by protesters at book signings, criticized on newspaper op-ed pages and, on the

normally sedate "Book TV" program on C-Span2, being called a racist and an anti-Semite by an indignant caller.

Such backlash is triggered by Mr. Carter's assertions that pro-Israel lobbyists have stifled debate in the United States over the Israeli-Palestinian conflict; that Israelis are guilty of human rights abuses in Israeli-occupied Palestinian territories; and that the editorial pages of American newspapers rarely present anything but a pro-Israel viewpoint. But the bulk of outrage has come from his use of the word apartheid in the title, apparently equating the plight of today's Palestinians to the former victims of government-mandated racial separation in South Africa.

Jewish groups have responded angrily, saying that Mr. Carter's claims are dangerous and anti-Semitic. But Mr. Carter is steadfastly defending the book, saying he believes there is a valid comparison between Israelis and the white South Africans who oppressed blacks. "It was obviously going to be somewhat provocative," Mr. Carter said of the title. "I could have said 'A New Path to Peace' or something like that." But Mr. Carter said he felt apartheid was the most pertinent word he could use, and in retrospect he would not change any of the book's content.

His book details his version of the history of the Israeli-Palestinian conflict, beginning with the 19th century. He concludes that Israel is now following a "system of apartheid," in which Israelis are dominant and Palestinians are deprived of basic human rights.

The book was published Nov. 14 by Simon & Schuster. It is at No. 7 on *The New York Times's* best-seller list, and has sold more than 68,000 copies, according to Nielsen BookScan, which measures 60 to 70 percent of a book's sales. In the interview Mr. Carter defined apartheid as the "forced separation of two peoples in the same territory with one of the groups dominating or controlling the other." Under that definition, he said, the United States practiced a form of apartheid during its "separate but equal" years of segregation.

Opposition to the book has appeared widely on newspaper editorial pages, including in *The Washington Post* and *The Atlanta Journal-Constitution*.

In an essay titled "It's Not Apartheid," Michael Kinsley lambasted the book in *The Washington Post* on Tuesday. "It's not clear what he means by using the loaded word 'apartheid,' since the book makes no attempt to explain it, but the only reasonable interpretation is that Carter is comparing Israel to the former white racist government of South Africa," Mr. Kinsley wrote.

In *The Jerusalem Post*, David A. Harris, the executive director of the American Jewish Committee, called the book "outlandishly titled." Abraham H. Foxman, the national director of the Anti-Defamation League, said: "The title is to de-legitimize Israel, because if Israel is like South Africa, it doesn't really deserve to be a democratic state. He's provoking, he's outrageous, and he's bigoted."

This week the Anti-Defamation League began running ads criticizing Mr. Carter in major newspapers, including *The New York Times*, *The Washington Post*, *The Los Angeles Times* and *The Atlanta Journal-Constitution*. Mr. Carter has also fought off charges that he misappropriated material in a book by Dennis Ross, a former envoy to the Middle East who is now a foreign affairs analyst for Fox News. And Kenneth W. Stein, an adviser to Mr. Carter, resigned last week from the Carter Center after calling the book "replete with factual errors, copied materials not cited, superficialities, glaring omissions and simply invented segments."

Mr. Carter contradicted those claims, saying he had never read Mr. Ross's book *The Missing Peace*. "I wrote every word myself," he said. "I didn't plagiarize anything." Mr. Carter has a longstanding interest in the Middle East conflict. When he won the 2002 Nobel Peace Prize, the prize committee cited his role in the 1978 Camp David accord between Israel and Egypt.

Mr. Carter wrote in an essay in *The Los Angeles Times* on Friday that the American Israel Public Affairs Committee's lobbying efforts have produced a reluctance to criticize the politics of the Israeli government. The editorial boards of major American newspapers and magazines, he continued, have exercised self-restraint on the subject of Israel and the Palestinians. A vocal pro-Palestinian viewpoint, he said, is "nonexistent in this country to any detectable degree." Which is the claim that Mr. Foxman said he found most offensive. "The reason he gives for why he wrote this book is this shameless, shameful canard that the Jews control the debate in this country, especially when it comes to the media," he said. "What makes this serious is that he's not just another pundit, and he's not just another analyst. He is a former president of the United States."

12.14.2006 | [The New York Times](#)

## Carter and Swarm

by Israel Shamir

Publication of Jimmy Carter's *Palestine: Peace Not Apartheid* is a great event for America and for all of us. It's not that Carter had said something we did not know about Palestine. Before Carter came, <http://www.counterpunch.org/aloni01082007.html> we knew that the Zionists established a racist apartheid regime in the Holy Land where Jews have rights, and goyim have duties. Before Carter came <http://www.counterpunch.org/cook01192007.html> we knew a native Palestinian has no right to vote, move, work freely in his land, that he is locked up behind the twenty-foot wall. Before Carter came <http://www.counterpunch.org/makdisi12202006.html> we knew that the US support allowed the atrocities to occur and the apartheid regime to entrench. But we did not know that there are prominent Americans who would dare the wrath of organised Jewry and spell it out loud.

Why did President Carter do it? Why did he risk his peaceful old age and gently fading glory to endure an attack of Israel's Fifth Column as merciless as the Four Columns' onslaught on Gaza? He was moved by compassion, by this supreme Christian virtue of feeling together with the suffering and the oppressed. He saw the suffering of Palestine and he could not keep his quiet. He upheld a honourable American tradition: that of Mark Twain who condemned the US atrocities in Philippines, that of Henry Thoreau speaking against the Mexican War. This is a universal tradition, too: Multatuli unmasked the Dutch atrocities in Indonesia, Roger Casement did it to the Belgians in Congo, Radishchev bewept the fate of a Russian peasant. And their voices changed our world, though not immediately. Carter is not a radical; a man of hotter temper would call to terminate the infamy called «The Jewish State» altogether. Carter's message was soft and gentle; so soft and compassionate that only an arrogant and power-intoxicated won't be able to live with it. Others (including me) were more hard and explicit, but then the others weren't the US presidents.

Why now? The apartheid in Palestine was bad enough ten years ago to warrant his intervention, but this despondent helplessness we witness now is a new phenomenon. Hope ever kept alive up by Camp David, by peace with Egypt, by Madrid and Oslo conferences is dead. A year of severe blockade brought forth a confrontation between the Palestinian parties and the Jewish wet dream, an inter-Palestinian civil war, is about to come. The Holy Land is on the verge of collapse. President Carter is 82, and he is not afraid of anything. In this age, and at this stage of life, statesmen are likely to speak their mind, like the Malaysian PM Mohammad Mahathir did after his retirement. This is the time for unpalatable truth: the ideological and spiritual guidance of the West while dislodged from the hands of the Church, passed over to the usurpers of Zion. While they rule, Palestine has no chance.

Though most ordinary US Jews are sane and sensible, the decisions are made by super-rich, super-powerful, super-chauvinist Jews who are anything but. They are the power pushing for war. Carter wanted to stop the disaster in the Middle East, by convincing the sane and rebutting the arrogant. Thus the President joined the fracas, as the traditional WASP America tries to regain the lost ground and save the country they love from destruction. The WASPs, with all their immense property holdings, traditions and roots found themselves marginalised by the Jews with their dead hold on media and universities: indeed the spirit rules over matter.

<http://www.counterpunch.org/patrick12082006.html> Baker-Hamilton Iraq Study Group and [http://www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01\\_.html](http://www.lrb.co.uk/v28/n06/mear01_.html) Walt - Mearsheimer report are the first salvos in this WASP Intifada. A Jewish American columnist (resident in Israel and writing for Israel's <http://www.haaretz.com/hasen/spages/813159.html> Haaretz) Burston correctly stated that "Carter's true intended target was the organized American Jewish community." Carter pointed out the main reasons for apartheid in the Holy Land, says Burston:

\* Jewish control of [the US] government: "It would be almost politically suicidal for members of Congress to espouse a balanced position between Israel and Palestine, to suggest that Israel comply with international law or to speak in defense of justice or human rights for Palestinians.»

\* Jewish control of the [US] media: "What is even more difficult to comprehend is why the editorial pages of the major newspapers and magazines in the United States exercise similar self-restraint, quite contrary to private assessments expressed quite forcefully by their correspondents in the Holy Land."

After Carter spoke, he was immediately counterattacked by organised Jewry. This was not a sight to miss. In my native Siberia, in its short and furious summer you may see swarm of gnats attack a horse,

each tiny bloodsucker eager for his piece of action. In a while, the blinded and infuriated animal rushes headlong in mad sprint and soon finds its death in the bottomless moors. The Jews developed the same style of attack. It is never a single voice arguing the case, but always a mass attack from left and right, below and above, until the attacked one is beaten and broken and crawls away in disgrace.

Each attacker is as tiny and irrelevant as a single gnat, but as swarm they are formidable. Observe them separately: Dershowitz, an advocate of [http://www.prisonplanet.com/dershowitz\\_torture\\_could\\_be\\_justified.htm](http://www.prisonplanet.com/dershowitz_torture_could_be_justified.htm) torture and of hostage killing, an apprehended

<http://www.normanfinkelstein.com/article.php?pg=11&ar=112> plagiarist who never was elected to any position of authority and commands no respect, demands to debate the president. It is indeed beyond chutzpah; but Dershowitz is supported by other Jews in prime positions and his ridiculous demand is seconded by university and media until this thieving nonentity gets equal time on a TV channel to present “his case”. Another gnat is a Deborah

<http://pcapostate.blogspot.com/2007/01/deborah-lipstadt-is-less-popular-than.html>

Lipstadt, a nonentity brought forth by the *Washington Post*. Plenty of others are even smaller than these two, for instance 14 Jews who gave up their positions at Carter Center. If they would not keep media in their hands, they wouldn't be heard but by their spouses.

Their technique is quite simple. They switch the focus of argument onto the personality of their adversary. Thus, instead of discussing apartheid in Israel, we discuss Jimmy Carter, whether he is a bigot and antisemite (thus Foxman, a bad Jew) or he is not (Avnery, a good Jew). The correct answer is “irrelevant”: Carter's love of Jews or lack of it has no bearing on the question of apartheid in Palestine. Likewise, if we discuss the situation in Bosnia or Kosovo, we do not go into our sentiments towards Serbs, Albanians or Croats. But Jews are different.

<http://www.alternet.org/story/47148> For instance, General Wesley Clark said that rich Jews, the great donors of Washington politicians, push for war with Iran. Well, it can be discussed, maybe denied, but instead, they derail the discussion into another topic, whether Clark is an antisemite. Matthew Yglesias

<http://www.alternet.org/story/47148> provides the sources for the whole kosher hog, from comparison with *The Protocols*, to inevitable quote from Foxman who says Clark had “bought into conspiratorial bigotry”. From this moment, Clark will stick to defending himself, and the guys will take care that his hands will be full. Here again, the correct answer is a polite shrug: who cares whether Clark is a bigot? Maybe he is also a paedophile and usurer, but this ad hominem has no bearing on what he said. And an accusation “you do not love Jews” is not much different from “You do not love your aunt”, and you probably have learned to live with it at the age of six.

A good book to accustom oneself to this sort of attack is Michael Bulgakov's <http://www.amazon.com/Master-Margarita-Mikhail-Bulgakov/dp/0679760806> *The Master and Margarita*: this marvellous book shows a Jewish critics' swarm attack on a writer who dared to write about Christ. Indeed, whoever mentions Christ will experience it sooner or later.

I also tried the taste of swarm attack. During the Tsunami disaster in Thailand I discovered that the Jewish undertakers, Zaka, forced the Thais to delay mass burial of victims for a day or two, despite the real and immediate danger of epidemic diseases, in order to avoid a real calamity: holy Jewish bodies may be inadvertently buried together with the goyim. I was told so by the members of the Zaka team who were quite proud of their feat. I wrote about it

<http://www.israelshamir.net/English/Tsunami.htm> *Tsunami in Gaza*. It was republished by a few sites. Then, a British Jew named Manfred Ropschitz began an *ad hominem* campaign – against me. Other Jews joined the fray, discussing whether I am a Jew, or a “Swedish-Russian Nazi antisemite”, as if it has any bearing on the tsunami story. Instead of shrugging it off, other supporters of Palestine switched to this piquant subject. They carried their discussion from *The Times* to their email lists, until eventually, another Jewish “antisionist” commented with deep satisfaction: “Shamir is marginalised and brought into disrepute”.

Ropschitz did not try to disprove the story, for the story was true. He wrote: “With an army of journalists crawling over the Tsunami story I'd expect to have heard such shocking news by now – if it's true. I am a journalist and I don't believe it.” No, gentlemen, you won't hear a true story if it is not acceptable to Ropschitzes of this world. They will hunt you to the far-away corner of the world, and there are not many people who care to risk their well-planned attack. Indeed one should be a real kamikaze to enter this fight. The Ropschitzes, these quiet ordinary Jews who fully identify with their community, are the key to the swarm attack. There are many Jewish media-lords, even more editors, but it is the Ropschitzes that clinch the party line. These willing executioners of our freedom, the foot-soldiers of the media lords, automatically defend “the Jews” i.e. the organised Jewish community at any price. Ordinary human beings of Jewish origin can be of any opinion. Likewise, ordinary Americans do not decide whether their country will attack Iran or not. But Bush

and Cheney alone can't fight Iraqi war, and the Jewish media lords would be powerless without their willing executioners of freedom.

The Gentile philosemites are even worse, noticed Eustace Mullins, the legendary American writer whose best-selling books (running into the millions) were never published or distributed by the mainstream. He wrote:

“It has long been common knowledge since the incorporation of the three [US] major national television networks that each of them was owned, operated and controlled by Jews. Now at last, or so it seemed, the Christians of America would have their own Christian television network on which they could observe the tenets of the Christian religion. Or so it seemed. And when the CBN began its daily broadcasting, what was its daily message? We must love the Jews. We must support the State of Israel in all its depredations and its immoral devastation of the Holy Christian Shrines in the Birthplace of Our Saviour. We must help the Jews, and we must, above all, avoid the greatest sin, the sin of 'anti-Semitism', whatever that is. Even the Jewish networks do not broadcast as blatantly pro-Jewish propaganda as the Christian Broadcasting Network.”

A man died this week in France, a real saint, who was known by affectionate appellation “Abbè Pierre”, a priest who fought with the Resistance, helped homeless, provided for the poor and was a great friend of Palestinians. In 1996 he was hounded almost to death after he expressed his support for another friend of Palestine, Roger Garaudy who wrote a book

<http://www.codoh.com/zionweb/zionmythgar.html> *The Founding Myths of Israeli Politics* A victim of Jewish swarm attack, he went into seclusion to Italy and to Switzerland, deserted by the people he fought for. His sorry fate should be remembered by the French and bother their conscience. If the Maid of Orleans was executed by the British Occupation regime (though using French collaborationists) no such excuse is available for those who ostracised the Abbè Pierre: they just got frightened by the swarm attack.

This fear of Jewish swarm attacks already brought much sorrow to mankind. In 1930s, the famous American aviator Charles Lindbergh called the US to stay out of the coming war in Europe. He was attacked by the Jewish media as a Nazi and a Hitler sympathiser, was besmirched and “overnight Lindbergh

<http://www.kevinmacdonald.net/BenderskyRev.htm> *went from cultural hero to moral pariah*”. Now again, the US is being pushed by the same forces into a new war, this time in the Middle East. Let us try and stop it by being fearless, for as a Jewish Hassid spiritual song hath it, “haikar lo lefahed bihlal”, the most important is not to be afraid at all. Carter brought us hope that there is an America the world can live with, a non-aggressive, democratic America, whose policies aren't decided by the rich donors, but by the ordinary Americans who voted against the war, and who today gather in Washington calling to stop escalation.

28 January 2007

LA BOMBE

## Going for the nuclear option

By Avner Cohen

***On the eve of the Six-Day War, while Israel was preparing thousands of graves for the expected casualties, it achieved a major breakthrough in its nuclear program. To this day, it has remained shrouded in ambiguity, secrecy and taboo***

This week, 40 years ago, was perhaps the most dramatic and nerve-wracking in the history of the state. It was the last, and the most difficult, of the three weeks that have become engraved in national memory as "the waiting period" on the eve of the 1967 Six-Day War. Most of the Egyptian army was already deployed in the Sinai, some of it in attack formation, while the Syrians were deployed on the Golan Heights. On May 28, Israel decided to wait for another "two or three" weeks. Two days later King Hussein of Jordan signed a defense pact with Egypt, thereby effectively subordinating Jordan and its army to the Egyptians. Anyone who wasn't yet born then cannot possibly fathom the depth of the anxiety that gripped Israel. It was but two decades after the end of World War II, one generation after the Holocaust, and many of Israel's citizens, who were still of an age to engage in military action, were themselves survivors. This was a tiny Israel, located inside the 1949 armistice borders, which foreign minister Abba Eban called "Auschwitz borders."

Israel's nuclear project was borne out of the tremendous fear of another Holocaust, which was a guiding light for the project's father, David Ben-Gurion, and that week in May may have been its most dramatic.

Many of those involved saw themselves as partners in the making of a unique history. They were convinced that their activity signified a historic moment, and no politician, not even the prime minister, would be able to turn back the clock. Many of the recently published studies of the Six-Day War hinted at the fact that **the Israeli nuclear dimension played an important but hidden role** in the events leading up to the war, but none of the books has focused on this aspect. Layers of ambiguity, secrecy and taboo, in addition to censorship, prevented the story from coming to light. In my book *Israel and the Bomb* (1999), I tried to examine the crucial place of the Six-Day War in Israel's nuclear history. On the basis of commentary in Israeli and foreign publications, as well as additional documentary material, I suggested that it was on the eve of the war that Israel realized its nuclear option. Here, I will update that research. It should be noted that in the absence of official, authorized Israeli material, all of the assessments and conclusions made here are mine alone.

According to all the estimates, Israel had almost completed the research and development stage of its nuclear plan during the year that preceded the Six-Day War. The main partners in the plan's development had acted separately from each other both organizationally and technologically, but now they were approaching the point of convergence. To oversee coordination of their work, halfway through 1966, the Atomic Energy Commission was reconstituted as an administration responsible for dealing with nuclear activity, under the management baton of Professor Israel Dostrovsky of the Weizmann Institute. Prime minister Levi Eshkol decided that he himself would chair the committee and hold the ministerial responsibility for its sensitive work. Despite the establishment of the commission, the political establishment still found it difficult to provide clear answers to the dilemmas that multiplied during the period preceding the Six-Day War. For the initial five nuclear countries (the United States, the Soviet Union, Britain, France and China), a successful nuclear test marked the transition from the infrastructure and R&D stage to the stage of building force and strategy. While such a test revealed the capabilities, it also publicly symbolized that the country had a nuclear political commitment. A test meant lifting the ambiguity surrounding the country's intentions. According to expert opinion, from a technological perspective, Israel could have followed this procedure in full during the second half of 1966. At that point, Israel could have joined the Nuclear Non-Proliferation Treaty (NPT) as a nuclear country in every respect.

#### **Delicate political consensus**

But Israel was different. As I wrote in *Israel and the Bomb*, as far as Eshkol was concerned, such a step was not a possibility. "What do you think, that the world will congratulate us for our achievements?" Eshkol would sarcastically demand of those who brought up the subject. And he had good reasons for thinking this way. Eshkol knew that the act of revelation would be a gross violation of the commitment he had made to the American administration that Israel would not be the first country to introduce nuclear weapons into the Middle East. Ben-Gurion had used this formula back in 1962, and afterward Shimon Peres used it as well, at an improvised meeting with president John F. Kennedy at the White House in April 1963. But the memorandum of understanding Eshkol signed in March 1965 with White House representative Robert Kommer turned this formula into an official Israeli commitment. Its precise meaning was vague, and Israel refrained from clarifying it. Eshkol, who fell in love with the formulation for exactly that reason, would, with a half-smile, ask the native English speakers around him (Abba Eban and Ya'akov Herzog) what exactly he was promising not to do in saying this.

Everyone understood that a revelatory act would signify a gross violation of the Israeli commitment. Beyond that, Eshkol knew that the great powers were in an advanced stage of discussing an international nuclear nonproliferation pact. An Israeli revelatory act would therefore be tantamount to a challenge to those powers, which would result in a diplomatic catastrophe in the relations with the United States on which he had worked so hard.

Furthermore, this commitment also had political significance inside Israel. The policy expressed a delicate internal Israeli consensus that the leaders of Ahdut Ha'avodah, one of the predecessors of Labor, especially Yisrael Galili and Yigal Allon, saw as a part of the sensitive coalition agreements still in place with Ben-Gurion. As far as they were concerned, this formula reflected a strategic Israeli interest and was no mere convenient and vague formulation. They believed that Israel had to develop a nuclear "capability," but not proceed

beyond this stage and nuclearize the Middle East. It is hard to know what Eshkol thought about this view, but most probably, if only for political reasons, he was closer to Galili and Allon than to the Rafi (an offshoot of the Mapai party) people, Peres and Moshe Dayan, who at that time supported nuclear deterrence. And of course there was the Egyptian factor. Eshkol knew very well that a revelatory act would be tantamount to a provocation that would ignite a regional war, as Nasser had indeed threatened in 1966, when he announced that Israel's deployment of nuclear weapons would require the launching of a preventive war.

Due to these special circumstances, the nuclear dilemma Israel began to grapple with on the eve of the Six-Day War was anything but simple. Israel had to decide what it wanted to do with its nuclear project: whether it wanted to develop nuclear weapons, or to develop a limited, virtual capability, and then rely on security guarantees from the United States, or even make peace with the Arabs. To put it another way: Israel had to decide on the real parameters of its nuclear plans, both with respect to infrastructure and with respect to products. Israel's political leadership in 1966-1967 had difficulties providing clear-cut answers to those questions. Eshkol's difficulty derived in part from the fact that Ben-Gurion, the founding father of the nuclear project, had determined that big strategic questions should be set aside and the focus should be on the here and now. As I understand it, Ben-Gurion did not have clear answers, apparently not even for himself, as to where Israel should be heading after the completion of the research and development stage. A lot depended on the way the world would react to Israel's behavior.

It was only natural that the heads of the nuclear project would push for technological determination. They wanted to forge ahead even without a revelatory act. As far as they were concerned, freezing the project at the crucial point would amount to a betrayal of their work. The ethos of the project, as it was nurtured, was that a nuclear option meant usable capability for an existential (and unexpected) "moment of last resort." To the best of my understanding, as they saw it, Israel had to have a real nuclear option, not something amorphous.

#### **A strike on Dimona**

But it appears that prime minister Eshkol and part of the military top brass saw things differently during the months that led up to the Six-Day War. In my estimation, Eshkol's heart was more on the side of caution than toughness. I use a cautious formulation to express Eshkol's position on the nuclear issue for two reasons. For one, unfortunately, no public archival material exists that casts light on Eshkol's thoughts. The second and no less important reason is that the "meagerness of the material" has a real objective dimension: The nuclear ambiguity was convenient for everyone, including those like Eshkol, who did not want to decide, or found it difficult to do so. Nevertheless, it appears that now there are many testimonies, some of them better known and some of them less so, that indicate Eshkol's caution.

In his book *Eshkol, Give the Order!* (2004), Ami Gluska, using IDF documents from the highest level, revealed the concern among the top brass and the political level during the two preceding years about an Egyptian military response to Israeli nuclearization. The top military and government echelons assessed that the nuclear compound in Dimona was a major target for an Egyptian surprise attack, especially if and when Egypt believed Israel was close to producing a nuclear weapon. Worries such as this became central as Israel progressed in its nuclear activity.

Thus, Gluska describes how, at a meeting of the General Staff, toward the end of 1965, chief of staff Yitzhak Rabin said: "If the Egyptians bomb Dimona and we want to go to war, we will get an ultimatum from the entire world." Even though Egypt's military involvement in Yemen had, in the assessment of Military Intelligence, reduced the chances of an all-out war with Egypt, at the beginning of 1966 the heads of Military Intelligence perceived a pinpoint Egyptian attack on Dimona as not only possible, but likely. Several months later, in October 1966, Rabin used Dimona in his arguments on why the IDF should practice restraint in the face of Syrian provocations. "There is an object in the south of the country that is an ideal object for a limited response [on the part of Egypt] and it would enjoy total support from the entire world for this. Dimona. [Government ministers] say [that] Egypt can't move troops [to Sinai or to Syria], but dealing with Dimona, that doesn't count as war. It would be a limited action." Gluska notes that the fear with respect to Dimona was translated into an explicit demand by the political level not to ratchet up the activity against Syria, as the army was demanding.

There are other indications with respect to the disquiet Dimona caused. During the year and a half before the Six-Day War, Mossad head Meir Amit invested great effort in examining the possibility of a profound change in Israeli-Egyptian relations, including even an opportunity for peace. Looking at the documents of this project, known as Icarus, which were

published by Ronen Bergman and Tom Segev, and reading Amit's book *Head to Head*, illustrates that Dimona looked to him like a possible diplomatic lever for a breakthrough with Egypt. Amit was not the only one who thought this. MK Zalman Abramov of the General Zionists and a member of the Committee to Prevent the Nuclearization of the Middle East, tried to promote similar diplomatic ideas. When I interviewed him at the beginning of the 1990s, he spoke about his perception back then that it was possible and necessary to trade the Israeli nuclear option for the possibility of peace. He wrote personal memoranda dealing with this matter to Eshkol and Eban, and met with them, but it was unclear to him whether either ever did anything about it.

Further evidence for Eshkol's disquiet comes from another direction. In December 1966, there was a serious industrial accident at the Dimona compound. One worker was killed, a sensitive work area was contaminated and it took many weeks to purify and seal off the damaged area. The accident shocked all those responsible for the nuclear project, including the prime minister himself. Recently published American diplomatic documents show how the U.S. ambassador to Israel at the time, Walworth Barbour, saw matters. In a letter Barbour sent in February 1967 to a senior person in the State Department's Near East Division, he wrote that he did not recall any other occasion when Eshkol had sounded so uncertain as to the future of Dimona. Barbour recommended to his correspondent that perhaps, from Washington's perspective, this was the time to move the idea of developing a large energy project, involving nuclear desalinization of water in Israel, into practice. According to Barbour, in return, Israel would place Dimona under inspection. In his letter Barbour writes that even six months earlier he had been certain that the Israelis would never be persuaded to give up their option of a nuclear weapon in return for the desalinization project, but he believed a number of new elements had entered the picture of late. He went on to say that one could sense a slackening of the determination to leave Nasser unwitting as to Israel's nuclear intentions and that the Israelis' awareness of the dangers inherent in this mode of action had become clear to him in a number of recent conversations with the prime and foreign ministers. He also wrote that his personal impression was that Dimona was not working at full-steam and that the most promising arrangement available on the horizon was the possibility that Israel would open Dimona to a significant number of non-Israeli scientists for inspection. He added that Abba Eban was thinking along those lines, which was significant, and that at least one trial balloon had been sent up recently in that direction.

Another piece of indirect evidence shedding light on Eshkol's hesitations arose in an interview I conducted with Floyd Culler, who headed the American team visiting Dimona in the late 1960s. Culler also headed the team that visited Dimona in April 1967, the last visit before the war broke out. During this visit the team was officially accompanied by Professor Amos de-Shalit, the scientific director of the Weizmann Institute. On the last day of the visit, after a reception at de-Shalit's home in Rehovot, the host insisted on personally taking Culler back to his hotel in Tel Aviv. In the conversation between the two, de-Shalit brought up a number of suggestions Culler later described as the detailed thoughts of a physicist on how to prevent a nuclear Middle East. Although de-Shalit described his suggestions as "personal thoughts," Culler was convinced that the suggestions were a "trial balloon" launched on Eshkol's behalf, and he transmitted them to Washington as such.

From the little Culler was prepared to say on the subject, it was obvious to me that de-Shalit had made it very clear to him that now was the time to act in order to prevent a nuclear Middle East. Unfortunately, added Culler, within weeks the crisis in the Middle East erupted, and the nuclear issue lost its relevance overnight. Even decades later, Culler still related to the conversation with great delicacy, and he refused to go into detail.

### **Crossing the threshold**

We are coming to May 1967. The standard Israeli narrative until now has never discussed the war's nuclear dimension. The memoirs of Eshkol's military secretary, Colonel Yisrael Lior, which were edited by Eitan Haber in the book *Today War Will Break Out* (1988), for the first time revealed the aerial photographs taken by parties hostile to Israel over "strategic targets" during the waiting period, and discussed the impact these flights had on the way Israeli politicians perceived the crisis. In two reports in the early 1990s in *Haaretz*, Aluf Benn was, I believe, the first to say that the Six-Day War also had a nuclear dimension, citing the somewhat opaque remarks of the founder of Rafael (Armaments Development Authority), Munia Mardor, about that "fateful weapons system my people have succeeded in bringing to operational readiness."

From Gluska, we learned how two high-altitude aerial photography flights over Dimona, on May 17 and 26, were critical for the IDF and the government's understanding of the

Egyptians' intentions. On both occasions the atmosphere of crisis was exacerbated within minutes of the flights being discovered. The second flight was discovered in real time during a government meeting. Rabin and Eshkol went out for an immediate consultation. Rabin reported on "a strange and worrying transmission that reported about coordination between bombers and fighter planes." For a moment there was a fear that this was the start of an aerial attack on Dimona. Eventually minister Moshe Carmel spoke of the "shock" that gripped the members of the government when they received the report of a "wing of fighter planes over the reactor in Dimona." In their new book, *Foxbats Over Dimona: The Soviets' Nuclear Gamble in the Six-Day War*, Isabella Ginor and Gideon Remez for the first time suggest that the planes were not in fact MiG 21s, as stated in Israeli sources, but rather MiG 25s, flown by Soviet pilots. However, at the same time, an even more important drama in the chapter of Israel's nuclear history was playing out somewhere else in the country. In my books *Israel and the Bomb* and *The Last Taboo*, I have argued that the weapons system Mardor (with some injustice) took credit for bringing to "operational readiness" was an atomic apparatus improvised toward the end of May 1967, at a time when Israel was preparing burial sites for the thousands of victims the war was expected to create. In this Israel crossed a threshold the likes of which it had never crossed before.

This was the first time the nuclear project managed by Professor Dostrovsky had taken a series of emergency measures. Now, for the first, time, Israel had a real nuclear option. This move expressed the depth of Israel's existential anxiety at that time: If everything failed, and Israel's existence were on the brink, the nation would be able to evince a doomsday weapon.

To the best of my understanding, these emergency measures were not taken in answer to a specific request from the highest military or government levels, and certainly not as a response to a concrete operational need. They were taken simply because those who were doing the work were unable not to do so. The nuclear project had reached a historic point at which it was simply possible to do this, and those working on the project could not imagine that such steps should not be taken at that critical moment, even without an order from above. To this day, if the published reports are correct, this dramatic event has not been included in the official history of the Six-Day War. To this day the State of Israel has not publicly expressed its thanks to Dostrovsky, Mardor, Joseph Tulipman (the director of the nuclear scientific complex during that period) and their staff. Within three hours, the Israel Air Force destroyed most of the air forces of the Arab countries - the rest is known. This dramatic move on the eve of the war evaporated from national memory as though it never happened. In other words, it was and remains taboo. Prime minister Eshkol continued to maintain ambiguity with respect to the nuclear issue and apparently he found it hard to decide what Israel should do. New, far more urgent problems arose in the wake of the war and in any case, post-war Egypt was not the Egypt pre-1967. No one feared an Egyptian preventive strike against Dimona anymore, and after the decisions of the Khartoum summit, no one was looking for cracks for peace either. Meir Amit's fine diplomatic idea that the atom might perhaps be able to find an opening for peace breathed its last.

The signing of the NPT a year later did not ease Eshkol's hesitations either. He did not say yes to the NPT (as was the belief at the start of 1968), but he also did not say no to it; he simply kept postponing the decision. When he died, in February 1969, the issue had still not been resolved. It was Eshkol's successor, Golda Meir, who after about a year of thought and discussions shaped the ambiguous path Israel walked with respect to the atom during the following decades. After years of hesitations and pondering, of wondering how and in what way others would react, Israel found a way, or a non-way, of preserving the nuclear legacy of 1967.

The writer is a senior research scholar at the University of Maryland and the author of *Israel and the Bomb*.

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/862350.html>

Extraits en français (Merci Mireille)

Traduction d'extraits d'un article d'Avner Cohen paru sous l'intitulé « Going for the nuclear option » paru sur *Ha'aretz* le 22/05/07 [www.haaretz.com](http://www.haaretz.com) qui examine la dimension nucléaire de la Guerre des Six Jours de 1967.

... A la veille de la guerre des six jours, tandis qu'Israël préparait des milliers de tombes pour les victimes escomptées, Israël a accompli une percée majeure dans son programme nucléaire. Jusqu'à aujourd'hui, cela est dissimulé sous le voile de l'ambiguïté, du secret, et du tabou....

De nombreuses études publiées récemment sur la guerre des six jours laissent entendre que la dimension nucléaire d'Israël a joué un rôle important mais un rôle caché, dans les événements qui ont conduit à la guerre, mais aucun des livres ne s'est concentré sur cet aspect. Des couches d'ambiguïté, de secret et de tabou en plus de la censure ont empêché l'histoire de voir le jour.

Dans mon livre « Israël et la Bombe » (1999) j'ai essayé d'examiner la place cruciale de la guerre des six jours dans l'histoire nucléaire israélienne. Me basant sur des commentaires dans des publications israéliennes et étrangères, ajouté aussi à cela du matériel documentaire, j'ai suggéré que c'était à la veille de la guerre qu'Israël avait réalisé son option nucléaire. Ici, je vais actualiser cette recherche. Il faut noter qu'en l'absence de document officiel autorisé israélien, toutes les estimations et conclusions fournies ici sont seulement miennes.

Selon toutes les estimations, Israël avait pratiquement complété l'étape portant sur la recherche et le développement de son plan nucléaire pendant l'année qui a précédé la Guerre des Six Jours. Les principaux partenaires participant au plan de développement avaient chacun de son côté à la fois sur le plan organisationnel et technologique, mais maintenant ils s'approchaient du point de convergence. Pour superviser la coordination de leur travail, mi 1966, la Commission à l'Energie Atomique a été reconstituée comme Administration responsable pour s'occuper des activités nucléaires sous la direction du professeur Israël Dostrovsky de l'Institut Weizman. Le premier ministre Levi Eshkol a décidé qu'il présiderait lui-même le Comité et porterait la responsabilité ministérielle pour cette tâche sensible...

...Dans son livre « Eshkol Donne l'Ordre ! » (2004), Ami Gluska utilisant des documents de l'armée israélienne au niveau le plus élevé, a révélé les préoccupations existantes au sommet de l'armée et du politique pendant les deux années précédant la Guerre des Six Jours, sur une réponse militaire égyptienne à la nucléarisation d'Israël. La direction de l'armée et les échelons du gouvernement estimaient que l'installation nucléaire de Dimona constituait une cible principale d'une attaque surprise égyptienne, spécialement si et quand l'Egypte croyait qu'Israël se rapprochait de la production d'une arme nucléaire. De telles inquiétudes sont devenues centrales alors qu'Israël progressait dans son activité nucléaire.

Ainsi, Gluska a décrit comment, lors d'une rencontre de l'état major, vers la fin de 1965, le chef d'Etat Major Yitzak Rabin a dit : « si les égyptiens bombardent Dimona et que nous voulons entrer en guerre, nous aurons un ultimatum du monde entier. » Bien que l'implication militaire de l'Egypte au Yémen, ait, selon une estimation du renseignement militaire, réduit les chances d'une guerre totale avec l'Egypte, au début de 1966, les chefs des renseignements militaires ont envisagé une attaque ciblée égyptienne sur Dimona non pas comme possible mais comme probable.

Plusieurs mois plus tard, en octobre 1966, Rabin a utilisé Dimona dans ses arguments pour dire pourquoi l'armée israélienne devait pratiquer la restrainte face aux provocations syriennes. « Il y a un objet dans le sud du pays qui est un objet idéal pour une réponse limitée (de la part de l'Egypte) et pour cela, elle bénéficierait du soutien total du monde entier. Les ministres du gouvernement pensent que l'Egypte ne peut déplacer ses troupes (dans le Sinaï ou en Syrie) mais s'occuper de Dimona, cela ne compte pas comme une guerre. Ce serait une action limitée. » Gluska note que la crainte en ce qui concerne Dimona a été traduite par une demande explicite de l'échelon politique de ne pas augmenter les activités contre la Syrie comme l'armée le demandait.

Il y a d'autres indications liées à l'inquiétude concernant Dimona. 1 an et demi avant la Guerre des Six Jours, le chef du Mossad Meir Amit a consacré d'importants efforts pour examiner la possibilité d'un changement profond dans les relations israélo égyptiennes, incluant même une opportunité pour faire la paix. En regardant les documents de ce projet connu sous le nom d'Icarus, qui ont été publiés par Ronen Bergman et Tom Segev et en lisant le livre d'Amit « Tête à Tête » on a l'illustration que Dimona semblait pour lui un levier diplomatique pour une percée avec l'Egypte.

Amit n'a pas été le seul à penser cela. Le parlementaire Zalman Abramov des Généraux Sionistes et membre du Comité pour Prévenir la Nucléarisation du Moyen Orient, ont essayé de faire la promotion d'idées diplomatiques similaires. Quand je l'ai interviewé au début des années 90, il parlait de sa perception à l'époque qu'il était possible et nécessaire d'échanger l'option nucléaire israélienne pour la paix. Il a écrit un mémorandum personnel sur le sujet à l'adresse d'Eshkol et

d'Eban (ministre israélien des affaires étrangères de l'époque), et les a rencontré, mais pour lui ce n'était pas clair si l'un des deux avait fait quelque chose là-dessus.

Une preuve de plus pour nourrir l'inquiétude d'Eshkol est venue d'une autre direction. En décembre 1966, il y a eu un accident industriel sérieux dans la Centrale de Dimona. L'un des ouvriers a été tué, une zone sensible de travail a été contaminée et cela a pris plusieurs semaines pour purifier et sceller la zone endommagée. L'accident a choqué tous ceux qui étaient responsables du projet nucléaire dont le premier ministre lui-même....

... Nous en venons à Mai 1967. La narration standard d'Israël jusqu'à maintenant n'a jamais discuté la dimension nucléaire de la guerre. Les mémoires du secrétaire militaire d'Eshkol le colonel Yisrael Lior, qui ont été éditées par Eitan Haber dans le livre « Today War Will Break Out » (1988) (« Aujourd'hui la Guerre Eclatera ») ont révélé pour la première fois que des photographies aériennes avaient été prises par des partis hostiles à Israël au dessus de « cibles stratégiques » pendant la période d'attente, et discutaient de l'impact de ces vols sur la façon dont les politiciens israéliens percevaient la crise. Dans deux articles au début des années 1990, dans Haaretz, Aluf Benn, a été, je crois, le premier à dire que la Guerre des Six Jours avait aussi une dimension nucléaire, citant les remarques quelque peu opaques du fondateur de Rafael (Autorité de Développement de l'Armement) Munia Mardor, sur «le système d'armes fatales que mon peuple a réussi à amener à un niveau opération de préparation.»

De Gluska nous avons appris comment deux vols de photographies aériennes de haute altitude au dessus de Dimona le 17 mai et le 26 mai, ont été critiqués pour l'armée israélienne et la compréhension par le gouvernement des intentions égyptiennes. Dans les deux cas, l'atmosphère de crise a été exacerbée dans les minutes qui ont suivi la découverte des vols. Le deuxième vol a été découvert en temps réel lors d'une rencontre du gouvernement. Rabin et Eshkol sont sorti pour une consultation immédiate. Rabin a rapporté « une étrange et inquiétante transmission qui faisait état d'une coordination entre des bombardiers et des avions de combat. » A un moment donné on a craint que ce soit le début d'une attaque aérienne sur Dimona.

Le ministre Moshe Carmel a éventuellement parlé du « choc » qui s'est emparé des membres du gouvernement quand il ont reçu le rapport d'une « escadre d'avions de combat au dessus du réacteur de Dimona » Dans leur nouveau livre « Foxbats Over Dimona : the Soviets' Nuclear Gamble in the Six Days War », Isabella Ginor et Gideon Remez suggère pour la première fois qu'en fait les avions n'étaient pas des MiG 21s, comme les sources israéliennes le déclarent, mais plutôt des MiG 25s, volant avec aux commandes des pilotes soviétiques.

Cependant, en même temps, un drame encore plus important dans le chapitre de l'histoire du nucléaire israélien se jouait quelque part dans le pays. Dans mes livres « Israël and the Bomb » et « The Last Taboo » (le Dernier Tabou) j'ai avancé que le système d'armement de Mador (avec une certaine injustice) correspondait au « niveau opérationnel de préparation» que c'était un système atomique improvisé vers la fin de mai 1967, au moment où Israël préparait des endroits pour enterrer les milliers de victimes qu'on s'attendait à avoir à cause de la guerre.

Là, Israël a franchi le seuil qu'il n'avait jamais franchi auparavant.

C'était la première fois que le projet nucléaire dirigé par le professeur Dostrovsky avait pris des mesures d'urgence sérieuses. Maintenant pour la première fois Israël avait une vraie option nucléaire... Ces mesures d'urgence n'ont pas été prises, selon ma meilleure compréhension du sujet, pour répondre à une demande spécifique des plus hauts responsables militaires ou du gouvernement, et certainement pas en réponse à un besoin opérationnel concret. Elles ont été prises simplement parce que ceux qui faisaient le travail ne pouvait pas ne pas le faire. Le projet nucléaire avait atteint un point historique où il était possible de faire ceci, et ceux qui travaillaient sur le projet (Dostrovsky, Mardor, Joseph Tulipman le directeur du complexe scientifique nucléaire et leur personnel ndlt) ne pouvaient pas imaginer que de tels pas ne seraient pas faits au moment critique, même sans ordre venant d'en haut....

... Après la Guerre des Six Jours, personne ne craignait plus une attaque préventive égyptienne contre Dimona et après les décisions du sommet de Kartoum personne ne cherchait plus de tentative de paix non plus.

L'excellente idée diplomatique de Meir Amit que l'atome pouvait peut être ouvrir la porte de la paix expirait.

L'auteur de cet article est chercheur à l'Université de Maryland et auteur de *Israel and The Bomb* et *The Last Taboo*. [L'excellente Mireille se met le doigt dans l'œil. Avner Cohen, qui écrit souvent dans le Bulletin of Atomic Scientists n'a pas écrit d'ouvrage sur "le dernier tabou". C'est un auteur très fiable qui épluche soigneusement une grande masse de documents. C'est incontestablement le meilleur spécialiste de la question nucléaire israélienne. aaa]

Traduction et choix des extraits **Mireille Delamarre** pour [www.planetenonviolence.org](http://www.planetenonviolence.org)

1948-1967

## Les guerres d'Israël

Joseph Algazy

Se penchant sur le conflit israélo-arabe de 1948, David Tal traite, au début de son livre (1), de plusieurs aspects de l'invasion des armées arabes, au lendemain de la proclamation de l'indépendance d'Israël. Il en conclut que seul un objectif les unifiait : le refus de l'établissement d'un Etat juif en Palestine. Mais elles étaient divisées sur les moyens à mettre en œuvre et sur le niveau de leur coopération. Ainsi la Légion arabe franchit-elle la frontière non pour servir la cause palestinienne, mais pour préparer l'annexion unilatérale de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est à la Transjordanie, qui intervint en avril 1950. Ces divisions ont contribué à la tragédie de l'expulsion des Palestiniens, la Nakba. Mais la société palestinienne était elle aussi divisée, souligne Tal : en l'absence d'une véritable direction nationale, c'est le grand mufti de l'époque, Hadj Amin al-Husseini, qui l'impliqua dans la guerre sans l'y préparer et contre la volonté d'une partie des Palestiniens.

Au lendemain de l'invasion des armées arabes, montre Tal, le gouvernement de David Ben Gourion était déterminé à garder le contrôle de toute la superficie que le plan de partage des Nations unies lui avait octroyée, mais aussi de tout le territoire occupé au-delà de ces lignes. En outre, Tel-Aviv n'entendait pas laisser les Palestiniens qui avaient fui la Palestine ou en avaient été expulsés revenir sur leurs terres. Le 29 novembre 1947, dans le territoire prévu pour l'Etat juif, vivaient 500 000 Juifs et 350 000 Arabes ; en 1949, après les armistices, Israël comportait 650 000 Juifs et 100 000 Arabes. Cette nouvelle réalité territoriale et démographique s'était créée sur le champ de bataille. Et, durant dix-huit ans, Israël s'efforça par tous les moyens de préserver cette carte, que la guerre de 1967 bouleversera.

Il a fallu cinq ans pour que le dernier livre d'Avi Shlaim paraisse en hébreu (2). Il y raconte notamment comment certaines opérations menées par Israël, qui se veut un Etat de droit, servirent d'exemples à des mouvements terroristes. Israël fut ainsi le premier, au Proche-Orient, à recourir à la piraterie aérienne : le 12 décembre 1954, sur l'ordre du ministre de la défense Pinhas Lavon, l'armée de l'air intercepta un avion civil syrien et prit en otage pilotes et passagers pour contraindre Damas à relâcher cinq soldats israéliens capturés durant une opération d'espionnage.

Dans leurs livres, Ami Gluska et Tom Segev révèlent certains aspects de la guerre de juin 1967 – que les auteurs, à l'époque, avaient approuvée. Ancien colonel et responsable de différents services, Gluska (3) apporte la preuve que Washington avait donné son feu vert à Israël pour attaquer les Etats voisins. Quant à Segev (4), il expose en détail les tentatives d'Israël pour déclencher un nouvel exode palestinien pendant et après la guerre de juin 1967.

Enfin, s'appuyant sur des documents jusqu'ici confidentiels, le journaliste Ronen Bergman (5) révèle qu'en 1966, à la veille de la guerre de juin 1967, certains hauts responsables des services de Tsahal avaient rédigé un projet intitulé « Thèmes pour un dialogue avec l'Egypte » : ils préconisaient un compromis politique avec Gamal Abdel Nasser afin de prévenir une nouvelle guerre, quitte à arrêter la propagande antiégyptienne à la radio israélienne et même à suspendre le programme nucléaire du réacteur atomique de Dimona. Le gouvernement de Levi Eshkol mit son veto...

- (1) David Tal, *War in Palestine 1948. Strategy and Diplomacy*, Routledge, Londres, 2004, 498 pages, 60 livres sterling.
- (2) Avi Shlaim, *The Iron Wall : Israel and the Arab World*, Penguin Books, New York, 2000, 670 pages, 12,99 livres sterling. Version israélienne : Books in the Attic, Tel-Aviv, 2005, 640 pages, 98 shekels.
- (3) Ami Gluska, *Eshkol, donne l'ordre ! Le haut commandement de l'armée d'Israël et le leadership politique sur le chemin vers la guerre des six jours, 1963-1967* (en hébreu), Marakhot, Tel-Aviv, 2005, 544 pages, 95 shekels.
- (4) Tom Segev, *1967. Et le pays changea de visage* (en hébreu), Keter-Books, Jérusalem, 2005, 710 pages, 98 shekels.
- (5) Ronen Bergman, « Comment a été manquée la paix à la veille de la guerre des six jours », dans *Yediot Aharonot*, Tel-Aviv, 3 juin 2005.

*Le Monde diplomatique*, janvier 2006  
<http://www.monde-diplomatique.fr/2006/01/ALGAZY/13115>

## SIX JOURS

Pas question de donner foi immédiatement à ce genre d'écrit. Mais ils ont en commun de faire sauter la version officielle israélienne de la Guerre des Six Jours, qui est particulièrement mensongère.

## Juin 1967 : Le Plan secret de l'URSS pour attaquer Israël

David Kurtz

**A la veille de la guerre des Six Jours, en mai 1967, l'URSS avait donné ordre à ses navires de guerre stationnant en Méditerranée de faire route vers les côtes israéliennes. Des troupes d'infanterie de marine se préparaient à traverser le canal de Suez. Un pilote d'élite survola la centrale de Dimona, aux commandes d'un Mig 25, le tout nouveau prototype de l'armée de l'air soviétique, sans être abattu par les missiles Hawk israéliens. Tout était prêt pour une attaque contre Israël, que le Kremlin avait soigneusement planifiée, dans le but de détruire la centrale de Dimona, même au prix d'une Troisième Guerre mondiale...**

Ce scénario catastrophe n'est pas celui d'un film de politique fiction, inspiré d'un thriller digne de Tom Clancy... Il résulte des travaux de deux chercheurs israéliens, qui sont sur le point de révolutionner l'historiographie de la guerre des Six Jours. Pour Gidéon Remez et Isabella Ginor, deux journalistes vivant à Jérusalem, qui enquêtent depuis plusieurs années sur le sujet, il est clair que la version communément admise de l'histoire de la guerre de juin 1967 est erronée. Selon cette version, qui est partagée par tous les historiens jusqu'à ce jour, Israël a déclenché une attaque préventive contre l'Égypte et la Syrie, après que le président égyptien Nasser eut fermé les détroits de Tiran et amassé ses troupes dans le Sinaï. De son côté, l'URSS aurait tout fait pour dissuader l'Égypte d'attaquer Israël, n'étant pas intéressée au déclenchement d'un conflit dans la région. C'est sur ce point que les découvertes de Remez et Ginor remettent en cause tout ce que l'on croyait savoir.

Ancien directeur du desk étranger à Kol Israël, Gidéon Remez est un fin connaisseur des questions internationales, et s'intéresse depuis longtemps à l'Union soviétique. A la fin des années 1980, il s'est lancé dans un projet de grande envergure sur ce sujet, en collaboration avec Isabella Ginor, journaliste israélienne originaire d'Ukraine, qui a collaboré notamment au journal *Haaretz*. Leur découverte extraordinaire a commencé de la manière la plus anodine, par un article de journal ukrainien, trouvé en 1998 par Isabella Ginor au hasard de ses nombreuses lectures.

Dans cet article, un officier soviétique relatait ses souvenirs de service en Méditerranée, et racontait comment il avait reçu l'ordre du commandant du navire sur lequel il se trouvait de

préparer une unité de 30 "volontaires" pour débarquer sur les côtes d'Israël. Intrigués par cet article, Ginor et Remez ont commencé leurs investigations. Contacté par téléphone, l'officier soviétique en question leur a raconté qu'il devait débarquer à Haïfa en mai 1967.

Cette première découverte a été suivie par d'autres trouvailles, tout aussi stupéfiantes. Malgré la volonté soviétique de dissimuler son implication dans la guerre de 1967, plusieurs indices ont fini par apparaître au grand jour, y compris dans des publications officielles. En épluchant les numéros du journal du Ministère de la Défense du Bélarus, Isabella est ainsi tombée sur le témoignage d'un officier, qui commandait une unité d'infanterie de marine. Il relatait comment celle-ci, basée en Egypte à la veille du conflit, avait vainement tenté de traverser le canal de Suez, armée de lanceurs portables de missiles Katyousha... Bombardée par l'armée de l'air israélienne, son unité avait été décimée. L'auteur de l'article, qui voulait rendre hommage à ses compagnons d'armes disparus, n'indiquait pas la date des événements relatés, mais il est clair d'après le contexte que cet épisode se situait au début de la guerre des Six jours. Par la suite, Ginor et Remez ont réussi, par un travail de fourmi, à identifier d'autres témoignages de soldats de l'armée soviétique, qui se trouvaient dans la région à la veille du conflit.

### **Un plan conjoint entre l'URSS et l'Egypte**

La conclusion qui ressort de leurs recherches - qui sont loin d'être achevées - est contraire à toute l'historiographie traditionnelle : selon Remez et Ginor, il est désormais clair que l'Union soviétique avait élaboré dès 1966 un plan conjoint avec l'Egypte, visant à entraîner Israël dans la guerre. Selon ce plan, Israël devait être provoqué à attaquer le premier, pour être considéré comme l'agresseur au regard du droit international, ce qui aurait permis à l'URSS d'intervenir ensuite pour défendre son protégé égyptien.

Un des aspects les plus révolutionnaires de leurs conclusions est lié au facteur nucléaire. En 1956 déjà, lors de la campagne de Suez, l'URSS était intervenue en menaçant Israël d'une attaque nucléaire, si l'offensive conjointe franco-anglo-israélienne contre l'Egypte ne prenait pas fin. Du point de vue soviétique, cette menace avait porté ses fruits. En 1962, lors de la crise des missiles de Cuba, l'URSS avait obtenu le retrait des missiles américains de Turquie, en échange du démantèlement de ses missiles à Cuba. Ce rappel chronologique montre que l'URSS était prête à intervenir de manière très agressive pour défendre ce qu'elle considérait comme ses intérêts vitaux.

Dans ce contexte, la possibilité qu'Israël se dote de l'arme nucléaire était considérée comme très préoccupante par l'URSS. Celle-ci avait tenté de faire pression pour qu'Israël adhère au Traité de non prolifération nucléaire, sans succès. Dès cette époque, l'Etat hébreu avait adopté sa position officielle, qui ne s'est pas modifiée depuis : "Nous ne serons pas les premiers à introduire l'arme nucléaire dans la région".

Au lendemain de la guerre des Six Jours, le journal *Haaretz* avait publié les plans de guerre égyptiens, saisis dans le Sinaï, d'où il ressortait que les deux objectifs militaires principaux de l'attaque aérienne égyptienne - prévue pour le 26 mai - étaient les centrales atomiques de Dimona et Nahal Soreq. La carte de l'armée égyptienne ne faisait pas état de centrales nucléaires, mais indiquait que ces deux sites étaient protégés par des missiles "Hawk" antiaériens.

Comme l'explique Gidéon Remez, il existe de nombreux témoignages indiquant que les Soviétiques étaient très inquiets de la capacité d'Israël de parvenir à fabriquer une arme atomique et se livraient à des estimations de l'état d'avancement du programme nucléaire israélien. Selon les estimations des renseignements militaires soviétiques, la date butoir était l'année 1967. Un autre facteur qui a contribué à précipiter les événements était le cinquantième anniversaire de la Révolution de 1917. Selon des témoignages recueillis par Remez et Ginor, l'URSS souhaitait obtenir une victoire militaire pour célébrer dignement l'anniversaire de la "grande révolution" d'octobre.

Tous ces facteurs réunis expliquent pourquoi l'URSS avait mis au point un plan offensif contre Israël, prévoyant l'intervention de forces maritimes et terrestres, et prenant en compte la possibilité d'une Troisième Guerre mondiale... Pour certains chercheurs israéliens, il est difficile d'admettre que l'URSS ait pris ce risque. Mais comme le fait remarquer Remez, le facteur nucléaire justifiait le risque de l'affrontement avec les Etats-Unis aux yeux de l'URSS, obsédée par l'idée qu'Israël puisse devenir un maillon dans l'anneau occidental qui l'enserrait...

Dès 1960, Nasser avait demandé à ses protecteurs soviétiques de lui fournir l'arme nucléaire, ce que l'URSS avait refusé. Mais elle lui avait promis un "parapluie nucléaire" en cas de conflit avec Israël. Le 25 mai 1967, le ministre égyptien de la guerre Badran se trouvait à Moscou, pour demander l'aval de l'Union soviétique à une attaque contre Israël. L'URSS, on le sait, était opposée à un tel scénario, car elle souhaitait qu'Israël attaque en premier, pour être considéré comme l'agresseur.

*Israel Magazine*

<http://www.israelmagazine.co.il/website/index.php?rubrique=articles&sid=79>

Sur les responsabilités dans le déclenchement de la Guerre des Six Jours, voir Mohamed ABDEL AZIM, [La Guerre des Six jours : Des questions sans réponse](#), <pdf> 23 p. 250 K. Une approche de type "sciencepo" de la Guerre des Six Jours. Evidemment, toutes les archives ne sont pas encore ouvertes. Mais, avec ce qui est disponible, on peut déjà commencer à chercher, à réfléchir. Ceux qui ont vécu l'événement ne pouvaient pas avoir accès à toutes les discussions internes et les prises de décision. Il est bon que les jeunes chercheurs se mettent à gratter, il y a beaucoup à trouver.

Mis en ligne en août sur le site de l'aaargh :

<http://www.aaargh.com.mx/fran/livres7/AZIM6jours.pdf>

ET TOC

## SOUTIEN À LA RÉSISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN

Il n'y a pas de Palestiniens " modérés "

Il n'y a pas de Palestiniens " islamistes "

IL N'Y A QUE DES PALESTINIENS COLONISES

La dernière crise palestinienne, appelée " guerre civile " nous interpelle. Mahmoud Abbas, président palestinien pantin, aux ordres de l'Occident a prononcé la dissolution du " gouvernement d'union nationale " constitué après l'accord de la Mecque, décrété l'état d'urgence et désigné arbitrairement Salam Fayyad comme nouveau Premier ministre à la place du légitime Ismail Haniyeh, bloqué à Gaza.

L'Israël, les USA, la Communauté européenne ont immédiatement fait part de leur satisfaction, vu qu'ils n'attendaient que cet acte de trahison et annoncé un renforcement de leur soutien à Abbas pour monter un gouvernement factice duquel sont exclus d'office ceux qui avaient gagné les élections les plus démocratiques de la région en janvier 2006.

Cet acte autorise effectivement la levée du blocus de la Cisjordanie, le rétablissement des aides, la restitution des fonds illégalement confisqués, tout en continuant à étouffer et à affamer les Gazaouis. Le " modéré pantin " Abbas, avait déjà profité d'une aide financière exceptionnelle de 75 millions de dollars du gouvernement des Etats-Unis et fournitures d'armes avec l'accord des Israéliens pour le renforcement de sa garde présidentielle.

Il n'y a pas de guerre civile, il n'y a pas deux gouvernements palestiniens, il n'y a pas d'un côté des Palestiniens modérés et de l'autre côté des Palestiniens répertoriés sur une liste terroriste orchestrée par les impérialistes... il y a juste un peuple colonisé depuis 60 ans, luttant pour sa survie et résistant stoïquement avec peu de moyens.

Ceux que l'on désigne comme des putschistes n'ont voulu qu'arrêter la guerre fratricide en s'opposant aux collaborateurs de l'Etat sioniste afin de continuer à résister légitimement à l'occupant. La petite bande de terre, dite libérée, coincée entre la mer et le désert est devenue une prison à ciel ouvert, avec la famine en plus, vu que les Gazaouis sont cernés de tous côtés par cette armée inhumaine qui s'appelle Tsahal. Le seul gouvernement issu des élections n'a jamais pu gérer

ce que les urnes lui avait octroyé. Sans ressources, sans espaces, ni aérien, ni marin, ni terrestre, Gaza et ses habitants sont condamnés à étouffer.

#### TOUT CE PLAN FAIT PARTIE D' UN GENOCIDE PROGRAMME

En Palestine occupée, on peut observer depuis un demi-siècle les formes modernes d'un génocide commis tranquillement, avec un aplomb hallucinant, au vu et au su de tout le monde.

#### PALESTINE, UN SEUL ETAT POUR TOUS

Alliance zapatiste de libération sociale <http://azlsbasta.blogspot.com>

Association entre la plume et l'enclume

Association pour un seul État démocratique en Palestine/Israël

La Pierre et l'Olivier

Association CODEGE

#### RÉCHAUFFÉ

## Tuez des Arabes, criez à l'antisémitisme !

### Norman Finkelstein

**Une des thèses centrales de mon livre *Beyond Chutzpah* [Au-delà du culot monstre], c'est que, dès lors qu'Israël est confronté à une débâcle dans ses relations publiques, ses apologues sonnent l'alarme afin d'avertir qu'une énième forme de « nouvel antisémitisme » vient de nous arriver.**

#### **Une philosophie de rêve pour les paranoïaques : « Tuez des Arabes, criez à l'antisémitisme ! »**

Aussi, conformément à l'attente, juste après qu'Israël se soit trouvé confronté à un nouveau problème d'image en raison de sa destruction meurtrière du Liban, un groupe multipartidaire du Parlement britannique, sous la houlette du député travailliste Denis MacShane, ci-devant champion notoire d'Israël, a publié un énième rapport alléguant une résurgence d'antisémitisme [*Report of the All-Party Parliamentary Inquiry Into Antisemitism*, Septembre 2006]. A en juger d'après les témoins (David Cesarani, Lord Janner, Oona King, Emanuele Ottolenghi, Melanie Phillips) et les sources (MEMRI, Holocaust Education Trust) cités dans le corps du texte, beaucoup de temps et d'argent auraient pu être épargnés si ce rapport avait été tout simplement soumissionné au ministère israélien des Affaires étrangères. [L'affirmation contenue dans ce rapport selon laquelle « nous n'avons reçu aucune preuve du fait que l'accusation d'antisémitisme aurait été en quoi que ce soit utilisée de manière abusive par les organisations et les dirigeants reconnus de la communauté juive britannique » traduit sans doute plus le soin apporté à la sélection des témoins que la réalité].

La seule nouveauté de ce rapport, constitué pour l'essentiel de réchauffé des allégations spé cieuses auxquelles nous avons déjà fait un sort dans *Beyond Chutzpah*, ce sont les paliers inexplorés d'idiotie qu'il franchit.

Prenons la méthodologie mise en œuvre pour démontrer ce soi-disant « nouvel antisémitisme ». Le rapport définit comme incident antisémite toute occasion « perçue » comme antisémite par la « communauté juive ». [Nous avons affaire à cette école de pensée](#) selon laquelle il pleut, quand bien même n'y aurait-il pas la moindre précipitation, parce que j'ai l'impression qu'il pleut ! On a affaire, ici, à la philosophie rêvée pour des paranoïaques, et en particulier des paranoïaques rationnels, pour lesquels une victimitude alléguée est politiquement expédiente. Ce rapport place sous la rubrique des incidents antisémites non seulement des actes violents et des

discours incendiaires, mais aussi les « conversations, discussions ou déclarations faites tant publiquement qu'en privé, qui franchissent la ligne rouge de l'acceptabilité », ainsi que « le ton et l'humeur entourant des propos portant sur les juifs. » Le miraculeux, dans cette affaire, étant qu'il n'ait pas recensé y compris les fantasmes libidineux antisémites répréhensibles. Dans la catégorie des déclarations intrinsèquement antisémites, le rapport inclut le fait d' « établir des comparaisons entre la politique israélienne actuelle et la politique des Nazis » (seules les comparaisons entre la politique arabe actuelle et celle des Nazis sont autorisées...) et les « théories au sujet de l'influence juive et / ou sioniste sur la politique extérieure des Etats-Unis » (que les organisations juives et sionistes s'en vantent, ça n'est apparemment pas une raison !)

La plupart des soi-disant « preuves » d'un antisémitisme britannique omniprésent requièrent de véritables trésors de crédulité. La seule occurrence listée - sous la sous-rubrique (de très mauvais augure) de « Diffamations sanglantes » [« The Blood Libel »] - est une série télévisée syrienne, « que des téléspectateurs disposant de l'équipement idoine de réception des retransmissions satellitaires auraient pu voir au Royaume-Uni ». Le rapport relève aussi le cas (non circonstancié) « d'un maître assistant d'université, juif, qui a fait l'objet d'une tirade antisémite de la part d'un étudiant, au beau milieu d'un cours, et dont il aurait été par la suite exigé qu'il expliquât aux autorités universitaires pour quelle raison il aurait (lui, la victime) provoqué l'étudiant en question. »

Et se demander s'il s'agissait d'un vieux chnoque, c'est aussi de l'antisémitisme ?

Ensuite, le rapport cite la mise en garde du Groupe conservateur de l'Assemblée municipale de Londres, contre le fait qu'il « existe un risque que, dans certains milieux politiques, "des opinions sur certains événements internationaux puissent, fût-ce de manière subconsciente, conduire à de subtils changements d'attitudes envers (et à de subtils niveaux d'engagement aux côtés de) divers groupes minoritaires..." »

Dites-moi : votre nouvel antisémitisme doit avancer sacrament de traviole, pour que les conservateurs britanniques se mettent à parler comme Lacan !

Enfin, il est jugé antisémite, pour des syndicats étudiants, de prôner un boycott des produits israéliens, car cela aurait pour effet de « limiter la disponibilité d'aliments cachère sur les campus ».

Ne pourrait-on pas demander à Israël d'organiser un « pont aérien style Berlin années cinquante » en vue d'assurer un approvisionnement des campus en carpes farcies ?

Tout en jurant ses grands dieux que, dans la lutte contre l'antisémitisme « aucune des personnes qui ont témoigné n'a manifesté le moindre désir de voir porter atteinte à la liberté d'expression », et que « seulement dans des circonstances extrêmes serions-nous partisans d'une intervention de la justice », le rapport recommande que les autorités universitaires « prennent une part active dans la lutte contre des actes, des discours, une littérature et des manifestations susceptibles de causer de l'anxiété ou une certaine inquiétude chez leurs étudiants juifs ». Il note aussi une certaine inquiétude, causée par le fait que des « œuvres antisémites classiques et contemporaines sont en libre accès, prêtes à être commandées, sur le site ouèbe de la librairie en ligne Amazon.com » et que « les Etats-Unis, en particulier, ont été particulièrement lents à agir » afin de contraindre à fermer « des sites ouèbes antisémites ».

C'est dans des moments comme ceux-là que même la moins patriotique des âmes peut légitimement se sentir fière d'être américaine !

\* Les données de la police concernant l'augmentation des incidents antisémites ne prouvent pas grand-chose en elles-mêmes car, comme le concède le rapport, la pointe dans le graphique peut être attribuée au fait qu'une proportion plus importante d'incidents a fait l'objet d'un dépôt de plainte ainsi qu'au durcissement de la vie britannique en général, ainsi qu'au « débordement » [en France, la notion d' « importation » est plus souvent invoquée, ndt] du conflit israélo-palestinien. De plus, il y a très peu de preuves au sujet d'agressions antisémites « organisées » et « politiquement motivées » ; il n'y en a aucune non plus que les auteurs de telles attaques aient été musulmans dans une mesure disproportionnée et la plupart des suspects, dans les incidents rapportés, étaient des adolescents. Pour l'année 2005, le rapport cite deux ou trois incidents « potentiellement » mortels. Il ne cite aucune donnée comparative concernant d'autres minorités en Grande-Bretagne, tout en reconnaissant tacitement que le « niveau des préjugés et des discriminations attribuables aux juifs de Grande-Bretagne demeure très inférieur », ce qui est un euphémisme considérable. Dans une note à ce sujet, le rapport déplore que « moins d'un incident antisémite dénoncé à la police sur dix ait abouti à la mise en accusation d'un suspect », mais il ne cite aucune donnée de comparaison qui pourrait permettre de vérifier le caractère aberrant d'un tel ratio.]

Le dernier livre de Norman Finkelstein est *Beyond Chutzpah : On the misuse of anti-Semitism and the abuse of history* (Au-delà du culot : du mésusage de l'accusation d'antisémitisme et de la distorsion de l'histoire)- (University of California Press).

Adresse URL de son site : <http://www.NormanFinkelstein.com>]

Publié sur *Counterpunch* le 12 septembre 2006 En français sur le site de Michel Collon

[http://www.info-palestine.net/article.php3?id\\_article=544](http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=544)

LA SOIF DE RÉVISION

## A Shared History, a Different Conclusion

Scott Wilson

HAIFA,-- Ilan Pappé, one of the revisionist scholars known in Israel as the "new historians," began his career in some of the same wartime archives as Benny Morris. But his own ideological journey has taken him to the far shore of Israel's political gulf and nearly complete isolation.

The two disagree not on the facts about Israel's founding that they helped uncover but on what lessons they hold nearly six decades later. Morris maintains the rise of radical Islam is largely responsible for the region's strife; Pappé is virtually alone among Jewish Israelis in blaming the Zionist project to create a Jewish state in the Arab Middle East for the lack of peace. "Zionism far more dangerous to the safety of the Middle East than Islam," Pappé says.

The 52-year-old historian is a senior lecturer at the University of Haifa, which overlooks the thriving port where Pappé's parents arrived from Germany seven decades ago. Many of the relatives who stayed behind perished in the Holocaust. Pappé's family was apolitical. He served in the Golan Heights during the 1973 Arab-Israeli War.

What Pappé calls his "journey to the margins and beyond" began at Oxford University, where under the guidance of the renowned Arab historian Albert Hourani he wrote a doctoral thesis that became his first book, *Britain and the Arab-Israeli Conflict*. He mixed with Palestinian intellectuals when the Palestine Liberation Organization was outlawed in Israel. "My research debunked all of the lessons about Israel's creation that I had been raised on," Pappé says.

In his view, Israeli professors were not criticizing Israel's occupation of Palestinian land with the same stridency in academic conferences abroad as they did in the op-ed pages back home. He increasingly believed that land included all of Israel, not just the territories Israel seized in the 1967 Middle East War.

In 1996, Pappé joined Hadash, the mostly Arab anti-Zionist communist party and ran unsuccessfully for parliament. His work two years later organizing campus events to commemorate the 50th anniversary of "the catastrophe," as Palestinians call the 1948-49 war, placed him at odds with the university's politically powerful Land of Israel Studies department. The university president began calling for his resignation.

"The debate that year prepared the way for the big battle -- the second intifada," Pappé says. "I looked around and I was alone." Relatives stopped speaking to him over his rejection of the Jewish state in the dedication of his 2003 book, *A History of Modern Palestine: One Land, Two Peoples*. He dedicated it to his sons: "may they live not only in a modern Palestine but in a peaceful one."

"When I was struggling against public denial of what occurred in 1948, I was still hopeful," Pappé says. "But the fact that denial has disappeared is even more worrying. It means that my outlook and theirs is unbridgeable. This is a basic problem of morality and ethics now."

Israel's war with the radical Lebanese Shiite group Hezbollah last summer convinced Pappé of something he suspected for years: His views are irrelevant inside Israel. Both Kiryat Tivon, the upper-middle class enclave in the Galilee where he lives, and his university were within Hezbollah

rocket range. But he said his neighbors, most of them dovish professionals, "sent their sons to fight and fled for the south," never questioning the government's decision to go to war following the capture of two soldiers. "That strengthened my conviction that I have very little to do here anymore," said Pappé, whose most recent book is titled *The Ethnic Cleansing of Palestine*. He has accepted a post at the University of Exeter in England and will move there later this year. "It will be an attempt to see if one can live outside this place," Pappé says.

*Washington Post* Foreign Service

Sunday, March 11, 2007

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/03/10/AR2007031001252.html>

Comme on le sait, Pappé a été contraint à l'exil. Il a quitté Israël et travaille en Angleterre.

LA SALOPERIE PRÉVENTIVE

## Il faut le dire : ce n'est pas ça, le Fatah

par Israël Shamir

Les Palestiniens sont le peuple le plus libre qui soit sur Terre. Ils l'ont prouvé une nouvelle fois, en ce mois de juin, en fracturant les infâmes chambres de torture de Dahlan [voir <http://www.spiegel.de/international/world/0,1518,489898,00.html> ], libérant les prisonniers qui y étaient enfermés et envoyant bouler les petites frappes entraînées par la CIA chez leurs maîtres juifs.

Je suis fier de leur victoire sans pareille : les Américains sont, quant à eux, incapables de se débarrasser de Guantanamo et de leurs autres geôles pleines de millions de prisonniers (plus que dans le Goulag de Tonton Jo Dougashvili) ; les Britanniques sont incapables de démantibuler leurs caméras de surveillance et les Saoudiens sont infichus de se débarrasser de leurs gouvernants inféodés à la CIA. Les gens ne sont pas si nombreux que ça, à avoir réussi à supprimer la machine de la terreur et de l'oppression, en écrasant ces polices sécuritaires, clones de la Gestapo, qui poussent comme champignons après l'ondée un peu partout dans le monde. Dans la Palestine future, la chute de la Prison de Sécurité Préventive de Gaza sera célébrée exactement de la même manière dont les Français célèbrent la Prise de la Bastille.

C'est la victoire du peuple sur l'oppression. Mieux : c'est la victoire de la loi contre l'anarchie, car la Palestine avait, et a toujours, son gouvernement légitime, tandis que l'appareil sécuritaire voyou tentait de se placer au-dessus de la légalité. C'est une authentique victoire populaire, car elle a réussi, sans nulle vengeance et sans effusion de sang inutile. Les médias israéliens en ont fait des tonnes avec une soixantaine d'hommes de la sécurité, qui demandaient la protection israélienne. Mais, en réalité, même sur ce nombre (extrêmement réduit, quoi qu'il en soit), plus de la moitié ont demandé à retourner à Gaza. Ils savaient qu'il n'y aurait pas de vengeance à leur encontre, pas de chasse à l'homme, aucune Nuit des Longs Couteaux ni de Procès de Moscou, pour les combattants du Fatah [vaincus] : le peuple a vaincu, il n'y a pas de guerre civile, il n'y a pas non plus de bain de sang. Les malfrats de la garde prétorienne ont perdu, et une chance de redevenir des hommes s'offre désormais à eux.

La magnanimité, la largesse, les sentiments fraternels furent et restent les caractéristiques de cette révolution populaire. S'efforçant de semer la discorde, fidèles à leur habitude, les médias consensuels ont présenté cette révolution glorieuse comme une victoire du Hamas sur le Fatah. C'est une exagération. Le peuple de Gaza s'est battu contre les gangs de Dahlan, contre des criminels sans foi ni loi qui tentaient d'établir leur règne de la force et de la violence sur l'ensemble de la bande de Gaza. Les lecteurs de Tolkien se souviennent sans doute de la Bataille de Bywater, où les Hobbits libres écrasent les brutes de Sharkey, qu'ils expulsent du Comté. Ces gangs étaient les restes d'une

sinistre domination précédente ; ils avaient été mis en place par le Saruman israélien, et leur défaite n'était plus qu'une simple question de temps. Mais Dahlan ne représente pas, à lui seul, le Fatah ; il en va de même de Mahmoud Abbas, intronisé roi du Bantoustan de Ramallah par les États-Unis et Israël. Le véritable Fatah, ce sont Marwan Barghouti [cette marionnette ? ndt], qui est toujours engagé dans le Goulag juif, ainsi que d'autres hommes magnifiques et d'autres valeureux combattants qui ont porté haut le nom de la Palestine, depuis la bataille de Karaméh jusqu'à l'Intifada. Ce sont eux, le véritable Fatah, et on garde une place pour eux dans la Galerie des Gloires de la Révolution palestinienne.

Je connais bien les combattants du Fatah ; je les ai rencontrés dans leurs villages, dans les collines de la Palestine, tandis qu'ils prenaient un bref instant de repos après de nombreuses années d'exil et de prison. Ce sont de grands hommes, qui ont été tout autant abasourdis par la soumission honteuse d'Abou Mazen au diktat israélo-américain que quiconque. La victoire des habitants de Gaza peut les mobiliser pour un ménage en règle de la maison, et leur faire recouvrer les traditions révolutionnaires qui sont les leurs. Dahlan et Rajoub, ces brutes sécuritaires, ainsi que leurs alliés politiques, Abou Mazen et Saeb Erekat, ont usurpé – que dis-je, ils ont privatisé – le nom du Fatah, exactement de la même manière que les gros bonnets du KGB ont privatisé le communisme et que les élites judéo-mammonites ont privatisé l'entreprise libératrice des pères fondateurs de l'Amérique. Que les combattants du Fatah ne soient surtout pas affectés par la défaite de Dahlan ! De plus, ils peuvent poursuivre sur leur lancée et se débarrasser de ces loups-garous qui ont usurpé le beau nom du Fatah, au service du Shin Bet.

Jonathan Steele nous a rappelé, à juste titre, [voir <http://www.guardian.co.uk/comment/story/0,,2108820,00.html> ] que le fait d' « armer des insurgés contre des gouvernements démocratiquement élus est une marotte des États-Unis qui ne date pas d'hier, et il n'est nullement accidentel qu'Elliott Abrams, vice-conseiller ès sécurité nationale et architecte manifeste de la subversion anti-Hamas, ait déjà été un élément clé dans la fourniture par Ronald Reagan d'armes aux Contras qui combattaient le gouvernement démocratiquement élu du Nicaragua, dans les années 1980 ». Mais ces Contras, ubiquistes dès lors que survient une révolution – qu'il s'agisse des Chouans de la Vendée, ces Contras de la Révolution française, des Cosaques du Don, ces Contras de la Révolution russe, de l'Unita de Savimbi, ces Contras de la Révolution angolaise –, avaient effectivement, quant à eux, quelque vérité plaidant en leur faveur et ils exprimaient certains intérêts légitimes. C'est la raison pour laquelle nous approuvons et nous soutenons le caractère miséricordieux de la révolution du Hamas : celui-ci, en effet, est prêt à travailler à la cause palestinienne en associant à son combat les éléments les plus sains [ou plutôt : les moins pourris, ndt] du Fatah.

Cependant, il est des leçons que l'on peut – que dis-je, que l'on doit absolument – retenir : la direction du Fatah a succombé à la tentation israélo-américaine à cause de son idéologie déficiente. Le nationalisme, cette arme de désintégration massive, a été exportée vers l'Est par les colonisateurs occidentaux afin de diviser pour mieux conquérir. Jusqu'au 19<sup>ème</sup> siècle, l'Orient ignorait ce qu'était le nationalisme, car il était encore uni par la foi et gouverné par ses dirigeants traditionnels, les successeurs de Constantin le Grand et de Soliman le Magnifique. T. E. Lawrence a libéré les bacilles du nationalisme au Hejaz, où il les avait apportés cachés dans sa besace de selle de l'Intelligence Service, et c'est lui qui a sapé cette belle unité orientale. Il a promis aux Arabes leur indépendance des « Ottomans honnis », mais rien de bon n'a résulté de leur trahison : les colonisateurs britanniques, américains, puis, plus tard, sionistes, se sont partagé le butin, tandis que les indigènes étaient de plus en plus opprimés.

Le nationalisme est par nature, nécessairement, une sorte d'idéologie particulariste du style « do it yourself ». En Palestine, en Egypte, en Syrie, cela fut compensé par un socialisme universaliste, mais avec l'évaporation de cet élément socialiste, le Fatah s'est retrouvé avec son seul nationalisme vicié, condamné à l'échec. « Ce sont des nationalistes, comme nous », disent les sionistes – de Sharon à Avnery –, en parlant du Fatah. « Ils seront très heureux avec un drapeau, un hymne national, un compte en banque en Suisse – comme nous ! Ils se contenteront bien d'un Bantoustan ou deux... »

Mais ce n'est pas demain la veille, que les Palestiniens trahiraient la Palestine pour une illusion d'indépendance ! Tous les Palestiniens, je veux dire : tous ceux qui habitent en Palestine – natifs et immigrants - ont besoin de la Palestine dans sa totalité, et non pas des deux pourcents que

représente Gaza, ni des dix pourcents que représente l'enclave de Ramallah, mais bien des 100 %. Nous pouvons avoir toute la Palestine ensemble, non pas en la divisant, mais en l'ayant en partage. L'Islam est une foi universelle, comme le christianisme, et ses fondements sont plus adaptés à notre Etat universel que ne l'est le nationalisme de papa, qu'il soit arabe ou qu'il soit sioniste. Un processus similaire est à l'œuvre en Turquie, où le nationalisme kémaliste est devenu un allié des Américains soutenu par les militaires à la pointe des baïonnettes, tandis que le parti islamiste, lui, répond aux aspirations du peuple.

Les peuples de l'Orient croient en Dieu ; c'est pourquoi la Lumière vient d'Orient : Ex Oriente Lux. Par ailleurs, ils savent, d'expérience, que les athées n'ont ni scrupules ni compassion, alors que nous avons besoin de dirigeants miséricordieux. Ignorez cet épouvantail à moineaux appelé « islamofascisme », ou « danger islamique ». C'est un mythe, créé par Podhoretz et ses semblables ; c'est une menace inventée, tout comme l'étaient le Péril Jaune, le panslavisme ou le communisme. Nous n'avons pas peur des adeptes de l'Islam, nous qui vivons jour après jour avec eux.

Le processus d'édification d'une nation, en Palestine, est loin d'être achevé. Un nouveau paradigme doit être trouvé, qui soit à même d'unir ses tribus et ses groupes dans une unique société, en démantelant l'Autorité Nationale Palestine – et l'Etat juif, comme l'a à très juste titre formulé Avrum [Avraham] Burg. La séparation et la tendance à l'indépendance de telle ou telle partie de la Palestine s'avèrent constituer une stratégie défailante.

La Palestine ne saurait être divisée.

Les amis de la Palestine et les amis d'Israël doivent œuvrer, ensemble, pour unifier. Et non pour séparer.

25 juin 2007

<http://www.israelshamir.net/>

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

## L'UNION DES RACISTES

### « Frères d'armes » : Le pacte secret d'Israël avec l'Afrique du Sud de l'apartheid

**Chris McGreal**

*Au cours de la deuxième guerre mondiale, celui qui allait devenir le Premier ministre de l'Afrique du Sud de l'apartheid, John Vorster, fut interné par les autorités britanniques pour ses activités en faveur de l'Allemagne nazie. Mais trois décennies plus tard, cet homme sera accueilli en grande pompe à Jérusalem. Le journaliste du Guardian Chris McGreal, qui a effectué une grande partie de sa carrière tant en Afrique du Sud qu'en Israël-Palestine, vient de publier une longue enquête sur l'alliance militaire clandestine entre Israël et le régime de l'apartheid, qui trouva son point d'orgue avec le développement, en commun, de l'arme nucléaire*

Il y a quelques années, à Johannesburg, je rencontrai une femme juive, dont la mère et la sœur avaient été assassinées à Auschwitz. Peu après vint son tour d'entrer dans la chambre à gaz. **Mais un miracle se produisit**, et la mise à mort du groupe de condamnés dont faisait partie Vera Reitzer fut annulée au dernier moment. Vera Reitzer survécut à l'enfer d'Auschwitz, se maria peu après la guerre, et émigra en Afrique du Sud.

Sur place, elle adhéra, au début des années 1950, au Parti National (PN), qui venait de remporter les élections (réservées à la population blanche, NDR) sur une base ouvertement raciste et ségrégationniste. C'est à ce moment-là que le Premier Ministre du PN, Malan,

introduisit au Parlement une nouvelle législation, qui rappelait furieusement les lois de Nüremberg adoptées par Hitler contre les Juifs : la « Loi portant recensement de la population » de Malan classait les Sud-africains selon leur race, elle interdisait le mariage et les relations sexuelles entre gens de couleur différente, et elle barrait aux Noirs l'accès à de multiples professions.

Vera Reitzer ne voyait pourtant pas de contradiction dans le fait qu'elle-même, survivante du génocide, puisse adhérer à un système rappelant de manière dérangeante, dans la philosophie qui le sous-tendait sinon dans l'amplitude de ses crimes, celui auquel elle avait réussi à survivre. A l'époque, elle pensait que l'apartheid était une nécessité, tant pour prévenir la domination par les Noirs, que pour endiguer le communisme, qui triomphait au même moment dans son propre pays d'origine, la Yougoslavie. Reitzer déclare aujourd'hui qu'elle était convaincue que les Africains étaient inférieurs aux autres êtres humains, et ne devaient par conséquent pas être traités en égaux. Je lui fis observer qu'Hitler disait la même chose à propos d'elle, en tant que juive. **Elle me demanda alors de mettre fin à l'entretien.**

Reitzer n'est pas un cas isolé dans cette communauté juive d'Afrique du Sud, dont beaucoup de membres manifestaient de l'enthousiasme pour l'apartheid, et leur appartenance personnelle au Parti National. Au demeurant, elle était elle-même une représentante en vue de la communauté, travaillant dans l'Association des Survivants de l'Holocauste, alors que les Juifs qui militaient contre le système d'apartheid étaient au contraire fréquemment dénoncés par leur propre communauté.

De nombreux Israéliens repoussent avec horreur l'idée que leur pays, né sur les cendres du génocide et qui s'est construit sur les idéaux du judaïsme, puisse être comparé un instant à un régime raciste. Pourtant, pendant des années, la majorité des sud-africains juifs, non seulement n'ont pas lutté contre le système d'apartheid, mais ont au contraire prospéré sous son aile protectrice, même si quelques membres de cette communauté ont occupé une place éminente dans les mouvements de libération. A la même époque, les gouvernements israéliens, eux aussi, ont mis sous le boisseau les critiques d'un régime dont les dirigeants avaient antérieurement été des admirateurs d'Adolf Hitler. Pendant trois décennies, la célèbre « pureté des armes » - le terme employé par Israël pour vanter la supériorité morale de ses soldats-- fut secrètement sacrifiée, dès lors que l'avenir de l'Etat Juif devenait si étroitement imbriqué avec celui de l'Afrique du Sud que les milieux dirigeants de la défense israélienne finirent par se convaincre que la relation avec l'Afrique du Sud était vitale pour leur propre pays.

### **L'antisémitisme afrikaner (1)**

L'apartheid avait pour objectif d'introduire la ségrégation dans tous les domaines de la vie, du travail à la chambre à coucher, alors même que les Blancs dépendaient des Noirs, en tant que main-d'œuvre et domesticité. La ségrégation prit ensuite l'appellation de « développement séparé » et on créa les « bantoustans », ces cinq enclaves nominalement indépendantes, où l'on entassa des millions de Noirs sous la férule de potentats locaux, à la solde des dirigeants (blancs) de Pretoria, la capitale.

Lorsque le PN prit pour la première fois le pouvoir à Pretoria, en 1948, les Sud-africains juifs - dont la majeure partie était arrivée à la fin du XIXe siècle, fuyant les pogroms de l'Empire tsariste, en Lituanie et en Lettonie surtout - avaient quelques soucis à se faire. Une petite dizaine d'années avant de prendre les commandes du gouvernement, c'est-à-dire en 1937, Malan dirigeait en effet l'opposition à l'accueil des juifs allemands pourchassés qui essayaient d'être admis en Afrique du Sud. « On a dit que je m'en prends maintenant aux juifs en tant que juifs. Eh bien, permettez-moi de vous dire que c'est parfaitement exact », se vantait ainsi Malan devant le Parlement sud-africain en 1937.

Les préjugés antisémites, dans la population afrikaner, s'étaient développés depuis les succès économiques obtenus par des juifs à partir des années 1860, consécutivement à la ruée vers les mines de diamant du Kimberley. Au début du XXe siècle, un envoyé spécial du journal *The Manchester Guardian*, nommé J.A. Hobson, racontait par exemple que la guerre des Boers était ressentie, sur place, comme une guerre conduite dans l'intérêt « d'un petit groupe de financiers étrangers, principalement d'origine allemande et de race juive ». Cinquante ans après, Malan et ses hommes étaient toujours habités par ces théories de complots. Hendrik Verwoerd, directeur d'un journal violemment antisémite, *Die Transvaler*, et futur auteur d'un projet de « Grand apartheid », accusait les juifs de contrôler l'économie. Avant la seconde guerre mondiale, une confrérie secrète afrikaner, le Broederbond - dont Malan et Verwoerd étaient membres - entra en relation avec les Nazis. Un autre membre du Broederbond et futur Premier Ministre, John Vorster, fut interné pendant la seconde guerre mondiale (l'Afrique du Sud restant

encore dominée par la Grande-Bretagne), pour ses liens avec les Nazis, et avec la milice fasciste locale des « Chemises Grises ».

Don Krausz, qui préside aujourd'hui l'Association des Survivants de l'Holocauste, est arrivé en Afrique du Sud en 1946, après être passé par les camps de concentration de Ravensbrück et Sachsenhausen, et il a perdu une grande partie de sa famille dans le génocide. « Les Nationalistes avaient un programme électoral fortement antisémite en 1948. La presse afrikaans était méchamment anti-juive, on pourrait la comparer à ce qu'était le *Stürmer* dans l'Allemagne d'Hitler. Quand on était juif, à l'époque, on avait peur de l'Afrikaner. Ma femme est originaire de Potchefstroom, dans ce qui était alors la province très afrikaner du Transvaal. Chaque fois qu'un juif arrivait dans la localité, il pouvait être sûr d'avoir des ennuis avec les Chemises Grises. Il n'y a aucun doute que dans les villes et localités à prédominance afrikaner, les juifs étaient brimés. Et voilà que ces types prennent le pouvoir en 1948 ... On craignait le pire », se souvient Don Krausz.

Helen Suzman, laïque d'origine juive, fut pendant longtemps la seule voix anti-apartheid au parlement sud-africain. « Les Juifs ne craignaient pas une répétition du génocide, mais ils redoutaient l'adoption de lois raciales de type Nuremberg, par exemple des lois qui leur barreraient l'exercice de leurs professions respectives. Le nouveau gouvernement avait prévu qu'il accentuerait la ségrégation raciale, et les juifs se demandaient quel serait leur sort particulier », raconte-t-elle.

La peur fut cependant de courte durée, parce que si le gouvernement adopta effectivement de dures lois raciales, les juifs en furent exonérés. Le gouvernement d'apartheid, fondé sur la suprématie blanche, devait tenir compte des réalités démographiques, et il considéra qu'il ne pouvait pas se payer le luxe de se priver d'une partie de la population blanche, fût-elle juive. En l'espace de quelques années, beaucoup de juifs arrivèrent à une situation où non seulement ils n'avaient plus peur, mais où ils trouvaient franchement leur compte avec le nouveau système. Il y en eut même qui établirent un parallèle entre ce renouveau du nationalisme afrikaner et le renouveau juif incarné par Israël.

Beaucoup d'Afrikaners considéraient que la victoire électorale du Parti Nationaliste les libérait d'un ordre britannique détesté. Les camps de concentration créés par les Britanniques pendant la guerre des Boers pour y parquer les Afrikaners rebelles ne pouvaient certes se comparer à ceux où les Nazis mettaient les Juifs, mais la mort de 25.000 femmes et enfants, de faim et de maladies, avait laissé des traces profondes dans la mémoire afrikaner, une mémoire analogue à celle du génocide, avec laquelle Israël a construit son identité. Le régime afrikaner, lui aussi, martela l'idée que les Afrikaners devaient défendre leurs intérêts, ou faire face à l'anéantissement.

(...)

Et puis il y avait Dieu. L'Eglise Réformée Hollandaise alla chercher des justifications à l'apartheid dans l'Ancien Testament et dans l'histoire afrikaner, affirmant que la victoire, déjà ancienne, des Afrikaners sur le peuple zoulou à la bataille de Blood River était un signe que le Tout-Puissant était bien du côté de l'homme blanc.

« Les Israéliens disent qu'ils sont le peuple élu, choisi par Dieu, et ils trouvent une justification biblique à leur racisme et à leur exclusivisme sioniste », dit Ronnie Kasrils, ministre des Renseignements de la nouvelle Afrique du Sud, post-apartheid. Ronnie Kasrils, qui est juif, a lancé une pétition en direction des juifs d'Afrique du Sud, leur demandant de protester, eux aussi, contre l'occupation israélienne des territoires palestiniens.

« Il y a une similitude avec les Afrikaners de l'époque de l'apartheid ; eux aussi avaient un discours biblique, dans lequel la terre était à eux, car Dieu la leur avait donnée. Tout comme les sionistes qui racontaient que la Palestine dans les années 1940 était une terre sans peuple pour un peuple sans terre, les colons Afrikaners répandent le mythe qu'il n'y avait pas de peuple noir en Afrique du Sud quand ils ont commencé à arriver au XVIIe siècle. En fait, ils ont conquis par la force des armes, la terreur, et ont déclenché une série de guerres coloniales sanglantes », poursuit Kasrils.

L'antisémitisme ne disparut pas, mais au bout de quelques années de pouvoir PN, un grand nombre de juifs d'Afrique du Sud se sentaient vraiment sur un pied d'égalité avec les autres blancs. « On était des blancs, et même si l'Afrikaner n'était pas notre ami, c'était un blanc lui aussi », reconnaît Krausz. « Ce qui nous unissait, c'était la crainte des Noirs. Quand je suis arrivé en 1946, les juifs ne cessaient de dire 'les Noirs ceci, les Noirs cela'. Moi, je leur disais 'vous savez, j'ai entendu les Nazis dire et faire aux juifs exactement la même chose que ce que vous dites des Noirs. Ici, on a des panneaux marqués "Réservé aux Blancs", eh bien là bas, en Allemagne, c'était des panneaux "Interdit aux Juifs" ».

Mais pendant des décennies, la Fédération Sioniste et le Jewish Board of Deputies (équivalent sud-africain du CRIF, ndr) a tenu en grande estime un de ses notables, Percy Yutar, le

procureur qui avait requis contre Nelson Mandela, qu'il accusait de sabotage et conspiration, et qu'il fit condamner à la réclusion perpétuelle en 1964 ! Yutar poursuivit ensuite une belle carrière sous le régime de l'apartheid : procureur général de l'Etat « libre » d'Orange, puis de la province du Transvaal, et il fut également élu président de la plus grande synagogue orthodoxe de Johannesburg. Dans l'establishment juif du pays, on louait volontiers « son apport à la communauté », et un symbole de la contribution des Juifs au développement de l'Afrique du Sud.

« Pourtant, en termes d'image, quand on pensait aux Juifs, on pensait plutôt à Helen Suzman », estime Alon Liel, ancien ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud. « A mon avis, la plupart des Juifs n'aimaient pas l'apartheid et ce que ce système imposait aux Noirs, mais ils retiraient les fruits, et se consolait peut-être en se disant qu'après tout, c'était la seule manière de diriger un tel pays », ajoute-t-il.

L'establishment juif évita toute confrontation avec le gouvernement. La doctrine officielle du Jewish Board of Deputies était la « neutralité », de manière à « ne pas mettre en danger » la communauté. Quant aux Juifs qui trouvaient que se taire, c'était approuver l'apartheid et l'oppression raciale, et qui s'engageaient dans la lutte contre la discrimination, ils étaient mis à l'écart.

« On stigmatisait ceux-là fortement, en les accusant de mettre la communauté en danger. Le Board of Deputies disait que chaque juif pouvait bien sûr adhérer au parti politique de son choix, mais en pesant bien toutes les conséquences que cela pouvait avoir pour la communauté. Pour faire court, disons que les juifs appartenaient à la minorité blanche privilégiée, et l'attitude du plus grand nombre a été : ne pas faire de vagues », résume de son côté Helen Suzman.

### Des intérêts communs

L'Etat d'Israël, de son côté, critiqua ouvertement l'apartheid dans les années 1950 et 1960, à une époque où il construisait des alliances avec les gouvernements des pays africains nouvellement indépendants. Mais la plupart des Etats d'Afrique rompirent avec Israël après la guerre de Kippour de 1973, et Jérusalem commença à avoir des vues plus sympathiques pour le régime isolé de Prétoria. L'évolution fut importante et rapide si bien que dès 1976, Israël lança une invitation officielle au Premier ministre John Vorster (l'ancien Nazi dont on a parlé plus haut, ndr)

Silencieux sur le comportement de Vorster pendant la deuxième guerre mondiale, Yitzhak Rabin veilla à ce qu'on n'en parle surtout pas pendant la visite obligée au mémorial de Yad Vashem, dédié aux 6 millions de juifs massacrés par les Nazis. Au dîner d'Etat offert à Vorster, Yitzhak Rabin porta un toast « aux idéaux communs à Israël et à l'Afrique du Sud : l'espoir en la justice, et en une coexistence pacifique ». Les deux pays, dit encore Rabin, « affrontent une brutalité et une instabilité inspirées par l'étranger ».

Vorster, dont l'armée envahissait, à ce moment-là, l'Angola, répondit que les deux pays étaient l'un et l'autre les victimes des adversaires de la civilisation occidentale. Quelques mois plus tard, le gouvernement sud-africain, dans son bilan de l'année écoulée, écrivit que les deux pays avaient un même problème : « Israël et l'Afrique du Sud ont une chose essentielle de commun : ils sont tous les deux situés dans un environnement hostile, habité par des peuples à la peau sombre ».

La visite de Vorster jeta les bases d'une collaboration qui fit de l'axe Israël-Afrique du Sud un grand pôle de développement de matériels militaires, et un acteur majeur dans le domaine du commerce international des armes. Liel, qui dirigea le département Afrique du Sud au ministère israélien des Affaires étrangères dans les années 1980, estime que ce processus amena la haute direction israélienne en matière de sécurité, **à la conviction intime que l'Etat juif n'aurait pas survécu sans sa relation avec les Afrikaners.**

« C'est nous qui avons créé l'industrie militaire sud-africaine », estime Liel. « Ils nous ont aidé à développer une vaste gamme de techniques militaires, parce qu'ils avaient beaucoup d'argent. Notre mode de travail habituel, c'était que nous apportions le *know-how*, et eux le capital. **Après 1976, c'est une véritable histoire d'amour qui a commencé entre nos directions militaires et nos armées respectives** ».

« Nous avons été impliqués dans la guerre de l'Angola, comme conseillers de l'armée sud-africaine. **Nous avons des officiers israéliens sur place.** La relation était très étroite ».

Et tandis que les manufactures d'Etat israéliennes produisaient du matériel de guerre pour l'Afrique du Sud, le kibboutz Beit Alfa se diversifia de manière rentable, en produisant des véhicules anti-émeutes, destinés à la répression des manifestants noirs dans les bidonvilles<sup>2</sup>.

## Vers le nucléaire

Le secret le mieux gardé était celui du nucléaire. Israël fournit une expertise et des technologies qui furent cruciales pour le développement de la bombe atomique sud-africaine. Israël avait déjà suffisamment de difficultés à justifier toutes ses autres relations étroites avec un régime fondé sur la discrimination raciale, pour ne pas vouloir que sa collaboration militaire soit publiquement exposée.

« Tout ce dont nous parlons aujourd'hui était totalement secret », poursuit Liel. « En dehors des dirigeants des affaires de défense, les personnes mises dans la confiance étaient très peu nombreuses. Mais il se trouve que nombre de nos Premiers ministres en faisaient partie, c'est pourquoi on peut dire que des gens comme Shimon Peres ou Rabin étaient évidemment au courant ».

« A la tribune des Nations Unies, nous répétions : "en tant que peuple juif qui a subi le génocide, nous sommes contre l'apartheid, c'est intolérable"; mais dans la pratique, la collaboration au niveau militaire continuait », poursuit Liel.

Au niveau politique aussi. Les jumelages entre villes des deux pays se développèrent, et, parmi les pays occidentaux, Israël fut le seul à reconnaître la création, par l'Afrique du Sud, du bantoustan du Bophuthatswana, et à l'y laisser ouvrir une « ambassade ».

Dans les années 1980, Israël et l'Afrique du Sud se confortaient mutuellement pour justifier leurs dominations respectives sur d'autres peuples. L'un et l'autre racontaient que leurs propres peuples étaient menacés d'anéantissement par des forces extérieures - en Afrique du Sud, des gouvernements noirs du continent et le communisme ; en Israël, par les Etats arabes et l'Islam. Cela n'empêcha ni l'un ni l'autre de connaître des soulèvements populaires : (Soweto en 1976, l'intifada palestinienne en 1987) qui étaient indigènes et spontanés, et changèrent radicalement la physionomie des deux conflits.

« Nous reconnaissons bien, en tant que Sud-Africains, dans la lutte des Palestiniens, le combat pour l'auto-détermination et les droits humains », nous dit l'actuel ministre Ronnie Kasrils. « Ceux qu'on réprime sont accusés d'être des terroristes, afin de trouver des justifications à des violations encore plus grandes de leurs droits. On arrive à ces discours fous où les victimes sont blâmées pour la violence qui s'exerce contre elles. Le régime de l'apartheid et Israël sont des exemples frappants d'Etats terroristes accusant leurs propres victimes ».

Il y a cependant d'importantes différences entre les deux. Israël a mené trois guerres pour sa survie, et la lutte armée en Afrique du Sud n'a jamais évolué vers ces stratégies d'assassinats ni à une échelle de meurtres telles qu'on les a observées de la part de certains groupes palestiniens ces dernières années. Mais, dès la décennie 1980, la supériorité militaire écrasante d'Israël, la baisse du niveau de la menace exerçable par ses voisins, et le déplacement du conflit en direction des villes palestiniennes ont altéré la sympathie dont avait bénéficié autrefois Israël dans le monde.

L'Afrique du Sud, tout comme Israël, se définissaient en tant qu'enclaves de la civilisation démocratique, aux avant-postes pour la défense des valeurs du monde occidental. Mais ils ont souvent demandé à être jugés par comparaison avec leurs propres ennemis, tout en affirmant que leur mission était précisément de protéger le monde libre de l'invasion de ces derniers.

(...)

Lorsque les pressions internationales commencèrent à se faire sentir sur le dossier de l'apartheid, et qu'Israël commença en conséquence à opérer lui aussi un retrait, la première réaction des militaires israéliens fut le refus, indique Liel. « Vers 1986-87, on arriva à la croisée des chemins. Mais lorsque le ministère des Affaires étrangères fit savoir qu'il était temps de prendre le tournant, et de soutenir désormais les noirs et non plus les blancs, l'establishment de la sécurité hurla : "Vous êtes complètement fous, c'est suicidaire", raconte l'ancien diplomate israélien. Les militaires nous disaient qu'on aurait jamais d'industries militaires ni aéronautiques si on avait pas eu l'Afrique du Sud pour premier client dès le milieu des années 1970 ; les Sud-africains ont sauvé Israël, disaient-ils. Je dois vous avouer que c'est probablement exact », poursuit Liel.

## Oublier le passé

Shimon Peres était ministre israélien de la Défense lors de la visite de Vorster, et il également été deux fois Premier Ministre pendant les années 1980, au pic de la collaboration avec le régime de l'apartheid. Devant nous, il balaie d'un revers de main les questions sur la morale de tels liens avec Pretoria. « Moi, je ne regarde jamais en arrière. Dès lors qu'on ne peut pas changer le passé, pourquoi m'en occuperais-je ? », nous répond-il.

Quand nous insistons, et lui demandons s'il a jamais des doutes sur le fait de soutenir un régime représentant l'antithèse de ce pour quoi Israël a été créé, Peres nous répond qu'à l'époque, Israël menait une lutte existentielle. « On n'a jamais le choix entre deux situations parfaitement définies. Chaque choix que l'on fait est entre deux options imparfaites. A cette époque, le mouvement noir d'Afrique du Sud était du côté d'Arafat, contre nous. En fait, nous n'avions pas vraiment le choix. Mais nous n'avons jamais cessé de dénoncer l'apartheid. On n'a jamais été d'accord avec cela », finit par lâcher Peres.

Et Vorster ? « Certes, je ne le mettrais pas sur une liste des plus grands hommes de notre époque », dit-il.

Le directeur général adjoint du ministère israélien des Affaires étrangères, Gideon Meir, après nous avoir dit qu'il n'avait pas de connaissance détaillée de la relation Israël-Afrique du Sud de l'apartheid, préfère parler de « sécurité ». « Notre principal problème, c'est la sécurité. Il n'y a aucun autre pays dans le monde dont l'existence même soit menacée. Cela vaut du premier jour de l'existence de notre État à aujourd'hui. Tout cela vient de la géopolitique d'Israël ».

Lorsque l'apartheid s'est effondré, l'establishment juif sud-africain, celui-là même qui naguère encensait Percy Yutar opéra un brusque virage, et tendit ostensiblement les bras à ceux des juifs qui avaient engagé le combat contre l'apartheid, comme Joe Slovo, Ronnie Kasrils ou Ruth First.

« J'ai reçu des félicitations de la part des organisations sionistes internationales. Ils disaient que c'était mes racines juives qui avaient donné son sens à mon combat. Mais quand je leur ai rétorqué que je n'avais pas reçu d'éducation juive, et que ma fréquentation d'une école religieuse chrétienne ne m'avait guère influencée non plus, ils ont dit que c'était l'instinct juif qui avait opéré en moi ! »

Aujourd'hui, le discours anti-apartheid, dans l'establishment juif sud-africain, est devenu un moyen pour défendre Israël. Le grand rabbin d'Afrique du Sud, Warren Goldstein, décrit le sionisme comme « mouvement de libération nationale du peuple juif », et il récupère la terminologie officielle du gouvernement actuel de l'Afrique du Sud, qui veut améliorer le sort des Noirs « auparavant désavantagés ». « Israël est un Etat résolu, créé pour protéger les Juifs d'un génocide. Nous aussi sommes des gens auparavant désavantagés, et on ne peut pas compter sur la bienveillance du monde », déclare Goldstein, qui a décliné nos demandes d'interview.

En 2004, Ronnie Kasrils s'est rendu dans les territoires palestiniens, pour faire le bilan de l'offensive israélienne de 2002 en Cisjordanie, après une vague d'attentats-suicide qui avait fait des centaines de morts. « C'est bien pire que l'apartheid », nous dit-il. « **Les mesures israéliennes, leur brutalité, font ressembler l'apartheid à une aimable partie de campagne.** Il n'y a pas eu chez nous des jets attaquant les bidonvilles. Nous n'avons pas eu ces bouclages répétés de mois en mois. Non plus que de tanks détruisant les maisons. L'Afrique du Sud avait bien des véhicules blindés, et la police utilisait ses armes légères pour tirer sur les gens, mais pas à pareille échelle », analyse-t-il.

## Pétition de conscience

Plus de 200 Africains du Sud juifs ont signé une pétition dont Ronnie Kasrils et un autre vétéran du combat anti-apartheid, Max Ozinsky, sont les initiateurs. Ils dénoncent le traitement réservé par Israël aux Palestiniens, et font un parallèle avec l'apartheid. Le document, intitulé *Une Déclaration de Conscience*, a fait du bruit dans la communauté juive sud-africaine. Parmi les signataires, Arthur Goldreich, un des premiers compagnons d'armes de Nelson Mandela, qui était parti, tout jeune en 1948, se battre pour la création d'Israël. Il a tenu à accompagner sa signature d'un amendement, dénonçant les attentats-suicide et leur impact sur la perception des Palestiniens par le public israélien.

Kasrils est d'accord sur le fond avec Goldreich, mais il observe que la « stratégie d'apartheid » d'Israël était en cours bien avant que ne commence la vague d'attentats-suicide. Il relève aussi la ressemblance entre les territoires occupés et le patchwork de bantoustans prévu par le régime sud-africain, destiné à enfermer l'essentiel de la population noire du pays dans ces enclaves, la population blanche s'appropriant le gros des terres.

Aujourd'hui, près de 6 millions d'Israéliens vivent sur 85% de l'ancienne Palestine mandataire, alors que près de 3,5 millions de Palestiniens sont confinés sur les 15% restants, leurs villes et villages coincés entre des blocs de colonies israéliennes en expansion constante, et derrière un réseau de routes ségréguées, de barrières de sécurité et d'installations militaires.

On peut considérer, bien sûr, qu'Israël tout comme l'Afrique du Sud sont des produits des événements historiques. Le monde de 1948, année de la création d'Israël et de l'accession au pouvoir des Afrikaners, était un monde qui ne se souciait guère de ces « peuples à peau sombre »

se mettant en travers de leurs grands desseins. Aucun de ces gouvernements ne faisait finalement beaucoup plus que ce qu'avaient fait d'autres avant eux, les colonisateurs britanniques notamment.

Et si l'on veut bien admettre qu'Israël, en expulsant les Arabes de leurs maisons, luttait aussi pour sa propre existence, qui pouvait, dans le monde occidental, faire des reproches aux juifs, au lendemain de leurs terribles souffrances ?

Mais le colonialisme s'est effondré en Afrique, et Israël est devenu fort, et le reste du monde est devenu de plus en plus réticent aux discours de Pretoria et de Jérusalem. Comme on le sait, les dirigeants sud-africains blancs ont choisi la voie du compromis, alors qu'Israël se trouve maintenant à un moment critique de son histoire.

Avec un Sharon dans le coma, il est douteux que nous sachions jamais jusqu'où il entendait développer sa stratégie de « désengagement unilatéral », après le retrait de Gaza et d'une partie de la Cisjordanie. Comme le dirigeant sud-africain blanc de Klerk, qui se décida à entamer le démantèlement du système d'apartheid, on peut formuler l'hypothèse que Sharon serait arrivé à la conclusion qu'il avait mis en branle des forces le dépassant, forces devant conduire à un compromis acceptable par les Palestiniens.

Mais aux yeux des Palestiniens, la politique de Sharon n'était qu'une version adaptée du vieux dessein consistant, pour Israël, à se débarrasser du plus grand nombre d'Arabes possible, tout en conservant le maximum de terres possible.

De fait, pendant que Tony Blair saluait le Premier ministre israélien pour son « courage » politique, avec le retrait de Gaza en août 2005, Sharon expropriait encore de nouvelles terres en Cisjordanie, plus qu'il n'en avait d'ailleurs rendues à Gaza ; il poursuivait la construction de milliers de logements supplémentaires dans les colonies juives, accélérât la construction de cette barrière de béton et de fils de fer barbelé de 700 kilomètres, dont peu doutent que son objectif soit de constituer une frontière.

Pour les Palestiniens, l'Etat « émasculé », disposant au mieux « d'éléments de souveraineté » et d'un contrôle des plus limités sur ses frontières, ses finances et sa politique étrangère, rappellera désagréablement les défunts bantoustans de l'Afrique du Sud.

Prenons le cas du réseau routier. Israël procède à la construction, accélérée, d'un réseau de routes parallèles en Cisjordanie, destinées aux Palestiniens, lesquels se voient interdire l'utilisation d'un grand nombre des routes existantes. L'association de défense des droits de l'homme B'Tselem, estime que la stratégie israélienne dans ce domaine « présente des ressemblances évidentes avec le régime raciste d'apartheid, tel qu'il existait en Afrique du Sud ».

Pour l'armée, qui décrit les routes interdites aux Palestiniens comme « stériles », cette politique ne répond qu'à des considérations sécuritaires. Mais il est évident que le système routier de la Cisjordanie est un outil, avec la barrière de 700 kilomètres, pour consolider les blocs de colonies et modeler le territoire. « Le régime routier n'est pas le fait d'une loi, c'est le résultat de décisions prises à l'échelon gouvernemental et militaire », commente Goldreich. « Quand je regarde toutes ces cartes et que je regarde les routes, cela évoque pour moi *Alice au Pays des Merveilles*. Il y a des routes pour Israéliens, des routes pour Palestiniens, et des routes pour Israéliens et Palestiniens », ajoute-t-il. « Les routes, les checkpoints, la barrière, tout cela par décret. Je regarde, et je pose la question : qu'y-a-t-il donc derrière tout cela ? »

Il y a trois ans, le quotidien israélien *Haaretz* avait publié des déclarations de l'ancien Premier Ministre italien Massimo D'Alema. D'Alema y racontait comment, quelques années plus tôt, Sharon lui avait confié qu'à son avis, **le modèle des bantoustans constituait la meilleure solution au conflit** avec les Palestiniens. D'Alema avait fait cette confidence à l'occasion d'un dîner officiel, à Jérusalem. Un des participants au dîner mit alors en cause le récit de D'Alema, disant à ce dernier qu'il n'avait pu qu'interpréter à sa manière, et non rapporter fidèlement les propos de Sharon. « Pas du tout monsieur, ce que je viens de dire n'est pas une interprétation des paroles de votre Premier ministre. C'est une citation exacte », rétorqua D'Alema. Sharon étant désormais hors jeu, son successeur Ehud Olmert a pris l'engagement de parvenir à une définition des frontières définitives d'Israël, plongeant profondément à l'intérieur, et conservant, pour l'Etat juif, la totalité de la ville de Jérusalem.

### Alors, est-ce de l'apartheid ?

Toute personne qui a connu l'ancienne Afrique du Sud et qui met le pied aujourd'hui en Israël ne trouve pas, à première vue, beaucoup de ressemblances frappantes entre les deux pays. Ici, pas de signaux indiquant ce qui est réservé aux juifs, et interdit aux non-juifs. Et pourtant, tout comme dans l'Afrique du Sud blanche, il y a tout un monde de discrimination et d'oppression que la plupart des Israéliens refusent de regarder en face.

Des soldats israéliens humilient et harcèlent régulièrement les Palestiniens aux checkpoints ; des colons peignent des inscriptions de haine raciste sur les murs des maisons arabes à Hébron. A Jérusalem-Ouest, la police a pour habitude de faire des contrôles d'identité, des passants dont elle pense que ce sont des Arabes.

Certaines localités juives refusent d'accueillir des Arabes, en alléguant des « différences culturelles ». Le maire d'une colonie juive a même eu le projet d'exiger des Arabes entrant dans la colonie qu'ils portent un badge les identifiant comme Palestiniens. Dans les années 1990, l'extrême-droite juive a menacé des commerces (juifs), afin qu'ils licencient leurs salariés arabes. Et ceux qui se plièrent à cette injonction reçurent un label « Ici, il n'y a pas d'Arabes ». Certains tentent parfois de camoufler cette haine raciale en combat religieux, mais dans les stades de football, c'est « Mort aux Arabes » qu'on entend, pas « Mort aux musulmans »

La presse israélienne délaisse largement l'occupation au quotidien, malgré les reportages de quelques journalistes courageux, qui dénoncent le nombre particulièrement élevé d'enfants palestiniens tués par l'armée (plus de 650 depuis le début de la deuxième intifada en octobre 2000, dont un quart avaient moins de 12 ans) ; les attaques de Palestiniens par les colons, et l'humiliation sans cesse renouvelée aux checkpoints.

Le mur de 8 mètres de haut élevé à Jérusalem est presque invisible aux yeux des habitants de la partie occidentale, juive, de la ville. La topographie étant ce qu'elle est, la plupart des habitants juifs de la ville ne voient pas ce mammoth de béton qui divise les rues et les familles, non plus qu'ils ne voient les maisons démolies - exactement de la même façon que la plupart des blancs d'Afrique du Sud restaient à l'écart des bidonvilles, et restaient sourds à ce qui était commis en leur nom.

Peu après mon arrivée à Jérusalem, je fus invité à dîner dans une famille juive de gauche. Il y avait, autour de la table, un éditeur américain, un historien de renom, et plusieurs militants politiques. On se mit bientôt à parler des Palestiniens, et la conversation dégénéra vite sur la question de savoir si ces derniers « méritaient » ou pas d'avoir un Etat. L'intifada, et les attentats-suicide qui l'ont accompagnée, justifiaient, aux yeux de plusieurs, les 37 années d'occupation, et effaçaient les crimes qu'avait pu commettre à l'encontre des Arabes placés sous sa domination.

Tout cela me rappelait des conversations tenues en Afrique du Sud, et il faut dire aussi que l'image des Palestiniens, dans l'opinion israélienne, n'est pas très éloignée de celle qu'avaient de nombreux blancs sud-africains vis-à-vis des noirs. Les sondages montrent que pour beaucoup d'Israéliens, l'Arabe est « sale », « primitif », « violent », sans considération pour la vie humaine.

Sharon a fait entrer dans ses gouvernements des hommes appelant ouvertement au nettoyage ethnique, avec des mesures qui dépasseraient nettement les déplacements forcés de populations auxquels se livra le régime d'apartheid. L'un de ces hommes était le ministre du Tourisme Rehavam Ze'evi, avocat du « transfert » des Arabes hors d'Israël et des territoires occupés. Même la presse israélienne le qualifiait ouvertement de raciste. Ze'evi fut abattu en 2001 par des Palestiniens, qui déclarèrent que la politique de cet homme en faisait une cible légitime.

Mais les opinions de Ze'evi ne sont pas mortes avec sa personne. Un député influent du parti Likoud, Uzi Cohen, a déclaré qu'Israël et ses alliés occidentaux devraient exiger qu'une partie de la Jordanie soit détachée de ce royaume, et érigée en Etat palestinien, dans lequel les Arabes des territoires occupés auraient 20 ans pour émigrer « volontairement ». « Au cas où ils ne partiraient pas, il faudrait envisager leur expulsion par la force », ajouta Cohen. Uzi Cohen est l'un des 70 parlementaires qui ont déposé une proposition de loi tendant à l'instauration d'une « Journée nationale du souvenir » de Rehavam Ze'evi, et la création d'une institution destinée à perpétuer son « message ».

En 2001, Uzi Landau fut nommé par Sharon ministre de la Sécurité, une fonction dont il profita pour proposer, ouvertement, la déportation des Palestiniens vers la Jordanie, parce qu'ils étaient un obstacle à l'expansion d'Israël en Cisjordanie.

Sharon ne s'opposait que rarement à de tels discours, et, quand il le faisait, ce n'était pas pour en condamner le racisme ou l'immoralité. Une fois, Sharon répondit à des membres de son parti, le Likoud, qui le pressaient de déporter les Palestiniens, qu'il ne pouvait pas le faire, « car la situation internationale ne serait pas porteuse ».

« On a toujours eu des fanatiques parlant du Grand Israël », commente Krausz, le survivant du génocide, toujours à Johannesburg. « Il y a des cinglés qui disent qu'il est écrit dans la Bible que cette terre est à nous, que Dieu nous l'a donnée. Pour moi, c'est du fascisme ».

### Dépossession coloniale

Yossi Sarid, un député israélien de gauche, s'exprimait dans les termes suivants, à propos d'un ministre qui réclamait le départ forcé des Arabes : « Ses propos me rappellent ceux tenus

sur d'autres peuples, dans d'autres pays, et qui ont abouti à l'anéantissement de millions de juifs ». Ils rappellent aussi ceux de P.W. Botha, un homme qui accèderait ultérieurement à la présidence de l'Afrique du Sud. En 1964, alors qu'il était ministre chargé des « Affaires des gens de couleur », Botha dit : « je suis pour qu'il n'y ait pas de zone de résidence permanente, ne serait-ce que pour une partie seulement des Bantous, dans la zone blanche de l'Afrique du Sud : cette question est cruciale pour l'avenir de l'Afrique du Sud. Si nous acceptons le principe d'une résidence permanente de l'homme noir en zone blanche, alors c'est le début de la fin de la civilisation que nous connaissons dans ce pays ».

Il fut un temps où une grande partie des Israéliens partageaient les vues d'un Ze'evi, ou celles d'un Cohen. Mais au cours des dix dernières années, beaucoup ont accepté le projet de création d'un Etat palestinien, en tant que moyen pour s'affranchir de la responsabilité du sort de la majorité des Arabes. Séparation. Apartheid.

Sauf que l'apartheid sud-africain était autre chose qu'une simple séparation. « L'apartheid était une question de territoire », analyse John Dugard, avocat sud-africain et expert des Nations-Unies pour les droits de l'homme. « Avec l'apartheid, le projet était de garder pour les blancs les meilleures terres du pays, et d'envoyer les noirs dans les parties les moins habitables, les moins attractives du pays. Et on peut voir ce phénomène tout le temps, ici dans les territoires palestiniens occupés, en particulier maintenant avec le mur, qui représente vraiment un vol de la terre. On voit les Palestiniens dépossédés de leurs maisons par des bulldozers. On peut établir certains parallèles avec la situation sud-africaine, puisqu'aux plus durs jours de l'apartheid, les déplacements de populations se traduisaient aussi par des démolitions. Mais pas à la même échelle que ce que l'on a vu à Gaza et en Cisjordanie ».

Arthur Goldreich est réticent avec ce genre de comparaisons. « L'analogie semble fondée, tentante même. Personnellement, j'ai longtemps été très réticent, et je le reste, pour recourir à cette analogie, parce que je pense qu'elle a quelque chose de trop commode. Cela ne m'empêche pas de penser qu'il y a des ressemblances frappantes entre toutes les formes de discrimination raciale », explique-t-il.

« Il nous est possible de décrire chaque bantoustanisme auquel nous assistons à travers ses politiques d'occupation et de séparation : chacune d'entre elles a son vocabulaire et ses propres implications, et il n'est pas nécessaire de chercher des exemples extérieurs pour les trouver », poursuit-il.

Kasrils est du même avis. « Oui, il y a des parallèles énormes avec l'apartheid sudafricain, mais l'inconvénient, quand on fait la comparaison, c'est que cela nous éloigne du contexte local », dit-il. « Il serait préférable d'avoir une autre définition. Moi, j'ai été frappé par le phénomène de dépossession coloniale. Historiquement, la plupart des déposessions, au fil des siècles, se firent avec des colons, et des déplacements forcés de populations. En Afrique du Sud, ce fut un processus qui s'étala sur 300 ans. Ici, c'est ramené à 50 ans : 1948, 1967, et aujourd'hui, en termes d'augmentation de la pression militaire en Cisjordanie et à Gaza conduisant au mur, que je n'appelle pas un mur de sécurité, mais un mur de dépossession ».

Hirsh Goodman est quelqu'un qui a émigré en Israël il y a trente ans, après avoir effectué son service militaire dans l'armée sud-africaine. Son fils, inversement, est allé en Afrique du Sud après avoir fait son service dans l'armée israélienne. « L'armée l'a envoyé dans les territoires occupés, et il a dit qu'il ne pardonnerait jamais à son pays de l'avoir forcé à faire ce qu'il a fait », dit son père, spécialiste d'affaires de « sécurité » à l'université de Tel-Aviv. Pour Goodman, Israël a pas mal de comptes à rendre, mais il est outrancier de parler d'apartheid. « Si Israël retient les territoires occupés, il cesse d'être une démocratie, et en sens, c'est de l'apartheid parce que cela revient à avoir deux catégories de citoyens, et créée une législation à deux vitesses, ce qu'était l'apartheid. Avec des normes différentes pour l'accès à l'éducation, à la santé, ou à l'allocation des dépenses collectives. Mais vous ne pouvez pas dire que c'est un État d'apartheid quand 76% des gens déclarent vouloir un accord avec les Palestiniens. Oui, il y a de la discrimination à l'encontre des Arabes, des Ethiopiens, et d'autres, mais ce n'est pas une société raciste. Colonialisme, oui, apartheid, non. Ce mot d'apartheid veut dire beaucoup pour moi. Alors je déteste que l'on en abuse ».

Daniel Seidemann, un avocat israélien qui se bat contre la municipalité de Jérusalem sur le front du logement et de la planification urbaine, dit que dans le passé, il ne supportait pas lui non plus le parallèle avec l'apartheid sud-africain, mais qu'il a de plus en plus de mal à rejeter cette notion aujourd'hui. « Au niveau des tripes, disons que ma réaction première était de penser 'Ah non ! Pas nous ! Mon Dieu, pas nous !' Normal, dès lors que l'apartheid était assis sur une idéologie raciale, qui structurait les réalités sociales, politiques, économiques. Pour un Juif, reconnaître la prédominance d'une vision raciste pour dominer les Palestiniens est dur à avaler », dit-il. « Mais malheureusement, l'absence d'une idéologie raciale ne suffit pas à vous

protéger, car les réalités qui ont émergé rappellent clairement, par certains côtés, des aspects du régime de l'apartheid ».

On peut alors se demander ce qui est arrivé pour que cette comparaison d'Israël avec l'apartheid puisse être envisagée. Israël est-il victime des circonstances, et contraint de pratiquer l'oppression par la nécessité de sa propre survie ? Ou alors, la soif de terres est-elle un ingrédient si puissant du projet sioniste que la domination en a été la conséquence inévitable ?

Krausz a travaillé pendant quelques années en Israël, peu après la naissance de l'Etat. « J'ai compris le conflit, en me rendant compte que j'essayais de prendre la terre sur laquelle les Palestiniens vivaient depuis des siècles. J'ai compris que la guerre d'indépendance de 1948 ne se satisfaisait pas d'une explication manichéenne : beaucoup d'Arabes sont partis, non pas volontairement, mais parce qu'on les y a forcés. Comment se seraient-ils comportés s'il n'y avait pas eu la guerre, je ne sais pas », dit-il.

« Je sais bien qu'à un endroit où il m'est arrivé de forer à la recherche de pétrole, j'étais sur l'emplacement de ce qui avait été un village arabe. Étant d'origine sud-africaine, j'avais l'habitude de rendre visite à des amis et parents, un cousin notamment, qui avaient créé un kibboutz avec des immigrants d'Afrique du Sud. Je me promenais ici et là dans cette région, et je trouvais, les uns après les autres, ces villages arabes abandonnés, dont on avait fait sauter les maisons à l'explosif ».

### Etats de peur

En Israël, au moins jusqu'à la fin des années 1970, la menace que faisaient peser ses voisins arabes était bien réelle. Mais la peur jouait elle aussi son rôle dans le comportement des blancs d'Afrique du Sud, qui observaient avec une horreur croissante, puis avec terreur, le déclin impérialiste sur le continent, et l'émergence de gouvernements noirs partout en Afrique. L'Afrique du Sud fit bon usage de tous ces récits de femmes blanches violées dans le Congo nouvellement indépendant, puis des blancs fuyant en masse l'Angola, le Mozambique ou la Rhodésie du Sud<sup>3</sup> ; le pouvoir de l'apartheid sut s'en servir pour entretenir la peur chez ses citoyens blancs, et accrédi-ter auprès d'eux des mesures toujours plus répressives contre le peuple noir. Quoi qu'il en soit, cette peur existait réellement. Les Sud-africains blancs, comme les Israéliens, se convainquirent que leur existence même était en jeu.

Les critiques de l'État d'Israël disent volontiers que plus la menace sur l'existence du pays recula, et plus le pays se mit à ressembler au modèle d'apartheid, notamment pour ce qui concerne l'appropriation de terres et la législation sur les droits de résidence, et que les ressemblances ont finalement été plus fortes que les différences entre les deux pays. Liel, l'ancien ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud, dit qu'il n'y eut jamais d'intention en ce sens.

« Les problèmes existentiels d'Israël étaient réels. On a toujours honte des injustices commises. Nous avons toujours essayé de nous conduire de manière démocratique. Bien sûr, au niveau individuel, il y avait beaucoup de discrimination, beaucoup, beaucoup. Au niveau gouvernemental, aussi. Mais nos actions n'étaient pas construites sur le racisme. Elles l'étaient principalement sur des considérations sécuritaires », dit-il.

Goldreich n'est pas d'accord avec lui. « C'est une distorsion grossière des faits. Liel me surprend. En 1967, pendant la guerre des Six Jours, dans l'euphorie générale, le gouvernement israélien - de manière intentionnelle, pas par la grâce de Dieu ni par accident - occupa la Cisjordanie et la bande de Gaza, avec leurs populations palestiniennes désormais captives, dans le but évident d'étendre le territoire du pays et d'en repousser les frontières », répond-il.

« Moi-même, avec d'autres, nous nous engageâmes politiquement après la guerre des Six Jours ; nous cherchâmes désespérément à convaincre notre public qu'un accord de paix entre Israël et les Palestiniens serait bien meilleur, pour la sécurité, que l'occupation de territoires et les installations de colons. Mais le gouvernement aimait mieux les territoires que la sécurité. »

« Je suis convaincu que dans l'esprit de nombreux dirigeants gouvernementaux, la bonne chose à faire était de se débarrasser des Arabes. »

Mais, comme les Israéliens devaient le découvrir, un tel système rencontre forcément la résistance de ceux à qui on veut l'imposer. L'apartheid s'écroula parce que la société sud-africaine était épuisée, mais aussi parce que le mythe de victimes que les blancs s'étaient forgé finit par s'épuiser également. On n'en est pas là en Israël. Beaucoup d'Israéliens se vivent encore en victimes de l'occupation.

Pour Seidemann, le plus important, ce n'est pas de voir comment le système d'apartheid fonctionnait, mais plutôt comment il s'est désintégré. « Cela ne pouvait pas marcher. L'apartheid exigeait une telle mobilisation d'énergie de la part de l'Afrique du Sud, que ce fut l'une des raisons, au-delà des sanctions économiques et des pressions internationales, qui amenèrent le

gouvernement De Klerk à juger que ce n'était plus tenable. **Et cela va arriver en Israël** », selon lui.

Mais le conflit peut aussi empirer, et nous amener à évoquer des parallèles encore plus choquants que celui établi avec l'apartheid sud-africain.

Arnon Soffer a travaillé plusieurs années comme conseiller du gouvernement chargé de la « menace démographique » posée par les Arabes. Professeur de géographie à l'Université de Haifa, Soffer fait un pronostic pessimiste sur la situation dans la bande de Gaza, une génération après le retrait israélien.

« Quand vous aurez 2,5 millions de gens vivant dans ce territoire fermé, ce sera une catastrophe humanitaire. Ces gens deviendront des animaux encore plus féroces qu'aujourd'hui, avec le renfort de la folie du fondamentalisme islamique. La pression aux frontières deviendra horrible. Il y aura une guerre terrible. Alors, si nous voulons rester en vie, il nous faudra tuer, tuer et encore tuer. Tuer toute la journée, tous les jours », déclare cet universitaire dans le *Jerusalem Post*.

« Si nous ne tuons pas, nous cesserons d'exister. La seule chose qui me préoccupe, c'est comment on fera pour que les jeunes et les hommes qu'on va envoyer pour massacrer seront capables de revenir à la maison et de rester des êtres humains normaux »

1 Note du traducteur : l'histoire coloniale de l'Afrique du Sud a comporté plusieurs étapes. Au XVIIe siècle, la conquête du pays commence avec l'arrivée de colons d'origine néerlandaise, qui se définissent comme « Afrikaner », et parlent une langue très proche du néerlandais, l'afrikaans. Mais l'Empire britannique pénètre à son tour le pays. Il entre en compétition avec les premiers colonisateurs, les Afrikaners. Il en résultera une guerre entre les deux camps, la guerre des « Boers » (1899-1902), Boer signifiant paysan en néerlandais, la colonisation ayant d'abord été rurale, avant le développement des ressources minières et industrielles du pays avec une main-d'œuvre noire privée de droits. Après 1902 et la défaite des Afrikaners, l'Afrique du Sud entre dans le giron de l'Empire britannique, sans que cela mette fin aux volontés « indépendantistes » -façon de parler, la majorité noire étant promise à une exploitation encore plus féroce- de la partie afrikaner de la population blanche. En 1948, le PN afrikaner gagne les élections comme on l'a vu plus haut, il construit le régime d'apartheid, et rompt officiellement ses derniers liens avec l'Empire britannique en 1961 (voir Serge Thion: *Le Pouvoir pâle*, Le Seuil, 1969.)

2 ndt : c'est précisément au cours de l'année 1976 que le mouvement de libération du peuple noir émergea dans les villes, avec le soulèvement du ghetto de Soweto, réprimé dans le sang.

7 février 2006 *The Guardian*. Traduction : CAPJPO-EuroPalestine

[http://www.europalestine.com/article.php3?id\\_article=2006](http://www.europalestine.com/article.php3?id_article=2006)

Republié sur le site LesOGRES.org le 27 mars 2006

COMPLICES

## Les ventes d'armes de l'équipe Chirac au régime de l'Apartheid

*Téléchargez ces 14 pages avec des p.v et des documents bancaires sur les livraisons d'armes clandestines d'Aérospatiale à l'Afrique du Sud. [Faut raquer 87 euros. On refuse de payer. Non au rackett.]*

Le 22.02.07 Comme [www.geopolitique.com](http://www.geopolitique.com) le prouve et le détaille grâce à des documents jamais révélés jusqu'à aujourd'hui : entre 1986 et 1988, quand Jacques Chirac était Premier Ministre, la France a militairement et massivement assisté le régime de l'apartheid. Dans un livre flatteur pour l'actuel président de la République, et qui connaît un grand succès, l'auteur Pierre Péan présente pourtant sous un nouveau jour les relations entretenues par Jacques Chirac avec des personnalités sud-africaines à cette période. Ainsi, l'ouvrage reprend sans nuance des assertions du chef de l'État sur son rôle supposé dans le financement de l'ANC de Nelson Mandela - le mouvement de libération anti-apartheid.

Il se prête ainsi à un travail de réécriture des pages les plus sombres de l'histoire des relations africaines de la France. Au final : **Jacques Chirac** y apparaît comme un soutien important et inconditionnel des réseaux de l'ANC, à l'époque où ceux-ci étaient pourchassés par

les services secrets de Pretoria. Presque un héros...

Une impression opposée s'impose cependant en prenant connaissance des preuves sur les accords de défense secrets passés entre la France et l'Afrique du Sud, quand l'apartheid y sévissait encore et que Jacques Chirac était Premier Ministre - du 20 mars 1986 au 10 mai 1988. En ce temps-là, la communauté internationale marquait d'opprobre le régime sud-africain, et un embargo des Nations-Unies interdisait strictement toutes les ventes d'armes ou de matériels de sécurité à ce pays (l'embargo n'a été levé qu'après l'abolition de l'apartheid, décrétée le 30 juin 1991).

En 1986, Paris a rompu de manière radicale avec cette politique en organisant, clandestinement, le renouvellement de la flotte d'hélicoptères de combats de l'armée sud-africaine. Des appareils qui alors pouvaient être utilisés contre des insurrections intérieures. Ainsi, la société **Aérospatiale** a vendu 50 Puma S2, avec leurs armements, pour 13 milliards FF, au profit d'**Armscor**, le consortium d'équipements militaires sud-africain. L'opération a été parachevée le 16 avril 1986, moins d'un mois après la nomination de Jacques Chirac au poste de Premier Ministre. Et elle a été préparée dans la perspective de son arrivée aux affaires.

D'un point de vue technique, elle a été rendue possible par la corruption de l'état-major de l'Armée de l'Air portugaise, qui accepta alors de créer des structures écrans, pour tromper la communauté internationale, et faire croire que cette grande quantité d'hélicoptères quittant les chantiers français devait équiper le Portugal.

Dans les documents que [www.geopolitique.com](http://www.geopolitique.com) vous propose de télécharger, vous découvrirez les procès-verbaux des premières et dernières réunions secrètes entre les dirigeants d'Aérospatiale, d'Armscor et les généraux portugais ; avec les rôles joués par des personnalités qui occupent de nos jours encore des responsabilités. Vous prendrez connaissance de tous les circuits financiers créés pour la circonstance, grâce à des pièces émanant de la direction financière d'Armscor, ainsi que des opérations assumées par de grandes banques françaises et luxembourgeoises en violation de l'embargo de l'ONU.

Officiellement, le 7 mai 1986, peu de temps après sa prise de fonction, le gouvernement de Jacques Chirac a réinstallé un ambassadeur de France à Pretoria – en la personne de **Pierre Boyer** – alors que les relations entre les deux capitales étaient précédemment au plus bas, surtout après l'état d'urgence décrété par **Pieter Botha** et qui frappait durement la population noire. Trois semaines plus tard, Jacques Chirac se prononçait en personne en faveur d'un assouplissement des sanctions économiques contre l'Afrique du Sud. Et à l'occasion des commémorations du 11 novembre 1986, le président Pieter Botha effectuait une visite privée en France ; une première pour une démocratie occidentale, provoquant de vives protestations dans les rangs de l'**ANC**.

*Langue du document : anglais Identification : signatures et tampons des protagonistes*

**Pour télécharger ce document vous devez être abonné et connecté (si vous possédez un compte vous devez vous identifier dans la colonne à gauche de cet article)**

*Ces pauvres cons veulent faire du fric avc des documents pris dans les archives. C'est du frelaté réchauffé. Et s'ils étaient moins pignoufs, ils sauraient que les ventes d'armes allaient leur train déjà sous de Gaulle. Et ils parleraient de la coopération dans le domaine des armes nucléaires... avec Israël en tiers... C'est une grande tache noire sur la politique française en Afrique... déjà accablée de crimes de toutes sortes... Chirac "ami des Africains"? Tu parles! Un esclavagiste, plutôt. Un ami du pal et de la chicotte...*

MÊME LES COLLABOS DRUZES

## **Confiscations de terres, attaques du bétail, profanations des lieux saints, menaces de mort et de déportation**

**Le gouvernement sioniste poursuit son nettoyage ethnique envers les Palestiniens de 48**

**CIREPAL**

Dans *Fasl al-Maqâl* (hebdomadaire du Rassemblement national démocratique), Walid Ayyûb écrit, sous le titre : « ils confisquent les terres qui nous restent encore »:

« Les gouvernements successifs israéliens poursuivent l'étouffement des Arabes jusqu'à leur appauvrissement, afin de faire pression sur eux et exécuter leurs plans de vols des terres arabes. Nous affirmons que toutes les larges étendues des terres confisquées appartiennent aux propriétaires originaires de cette terre, les Arabes de ce pays. Mais cela n'a pas suffi à calmer son appétit et sa convoitise des terres qui restent aux portes de nos maisons. Il n'est pas étonnant que le gouvernement confisque les terres de Yânuh, Kisra, Jitt et Kfra Sami, ou n'importe quelle autre terre arabe, mais ce qui étrange est que cela se prépare précisément au cours de la dernière agression contre le Liban, comme si le gouvernement voulait montrer qu'il se venge de son échec au Liban en spoliant une terre arabe !

Les villages druzes n'ont pas été plus chanceux, même pas d'un iota, que les autres villages arabes. Certains dirigeants de cette confession ont fait croire aux gens que si les Arabes druzes acceptaient le service militaire obligatoire, cela servirait leur confession, qui serait distinguée des autres en accédant à l'égalité avec les citoyens juifs. Certains exploiters sont même allés jusqu'à chanter l'alliance de sang entre les druzes et l'Etat.

Mais de nombreux Arabes druzes se sont levés et, sous la bannière du « Pacte des Maaroufiyins libres », ont repoussé les traîtres, agissant et s'activant au sein des Arabes druzes et notamment parmi les jeunes, pour leur faire prendre conscience et empêcher leur chute vers l'israélisation et la rupture avec leurs racines arabes. (...)

### **Actes de brigandage**

Prenons l'exemple de Yânuh, qui possédait en 1948 près de 13.500 dunums de terres variées. L'épée des confiscations n'a laissé que 2800 dunums. Mais cette épée n'est pas fatiguée. Elle a été prise par une autre institution, récemment, pour couper des centaines et des milliers de dunums de quelques villages arabes druzes, dont Yânuh.

La découverte de ces plans de confiscation ont suscité une grande colère dans ces villages, et de plus, ils ont été concoctés en « pleine nuit, comme des brigands ! », au cours de l'agression et la guerre contre le Liban. Ces plans n'ont été rendus publics que récemment. Les meilleures terres de Kisra et près de 2500 dunums et 300 autres vont être coupées des terres de Yânuh-Jitt pour être données à la région des colonies juives.

Sheikh Mahmûd Sayf Abu Wahib, anciennement maire du village Yânuh (entre 91 et 96) considère que la population est consciente et qu'elle s'opposera par tous les moyens à ces confiscations : « Le vol des terres a commencé dans les années 60, lorsque le pouvoir a commencé à négocier avec certains et a réussi, en s'appuyant sur leur naïveté, à faire un accord sur le fait que toute terre rocheuse deviendrait propriété de l'Etat, et c'est ainsi qu'ils ont volé 70% des terres. Bien que Yânuh n'ait plus que 2800 dunums, l'institution israélienne veut en prendre 350, selon son dernier plan. D'ailleurs, toute la zone industrielle de Tifin a été installée sur les terres de Yânuh, ce sont des propriétés privées, appartenant aux habitants de Yânuh.

Actuellement les jeunes de Yânuh réclament les terres antérieurement confisquées du fait de la naïveté de leurs pères. Ils s'opposent et s'organisent pour faire face à ce nouveau plan de déracinement, comme l'affirme Abu Wahib : « La terre est nos racines, et nous en sommes les arbres, et par conséquent, nous ne pouvons pas vivre sans nos racines. Nous lutterons sans relâche pour supprimer cette décision tyrannique du ministère de l'intérieur. »

Abu Jawad, maire du village Jitt, tout proche et menacé également par les confiscations, considère que la décision du ministre israélien de l'intérieur est un acte de brigandage en plein jour, profitant de la période de la guerre contre le Liban pour le faire passer en douce.

« Mais nous allons lutter, nous ne nous arrêterons pas. Il n'y a pas longtemps, l'institution israélienne a essayé de tracer une route dans les terres de Jitt, afin que les terres de la colonie proche, Ghita, ne soient pas touchées. Nous nous sommes opposés au projet, ils ont reculé et l'ont stoppé » et il compare la situation entre la colonie et le village, disant : 40 maisons ont été construites dans la colonie sans autorisation, mais aucune n'a été encore démolie ».

### **Les patrouilles vertes tuent le bétail dans le Naqab (=Negev)**

Les célèbres patrouilles vertes de l'Etat d'Israël (nommées « vertes » parce qu'elles sont sensées protéger la nature et que les Palestiniens appellent patrouilles noires, parce qu'elles détruisent la terre, l'habitat et l'homme palestiniens) ont lancé une attaque dimanche dernier (18 février), soutenues par des hélicoptères, sur la région de pâturage en cette période de l'année, dans la région d'al-Khabu. 30.000 têtes de bétail ont été encerclées dans une zone réduite avant de lancer un ultimatum à la population du Naqab afin de l'obliger à régler le problème avec les autorités militaires et le bureau de l'agriculture.

Hussayn Rafaya, président du conseil régional des villages non reconnus, a déclaré : cela fait des mois que nous essayons de discuter avec le bureau de l'agriculture afin de ne pas arriver à cette situation, pour permettre l'entrée du bétail dans cette zone, la dernière réunion ayant été tenue le 24 janvier dernier. Le conseil régional a fait appel au tribunal il y a un mois réclamant de l'Etat une zone spéciale pour le bétail. L'attaque a eu lieu alors que nous poursuivons nos discussions avec les administrations concernées. Mais ils ont attaqué pour faire pression. Nous allons organiser une manifestation, avec le bétail, jusqu'à la Knesset, pour faire pression sur le gouvernement pour trouver une solution. Il faut savoir que l'Etat accorde aux propriétaires juifs de bétail des zones de pâturage tout au long de l'année, alors que les Arabes n'ont que 3 mois, et depuis l'année dernière, même ces trois mois sont remis en cause. »

Les propriétaires palestiniens de bétail se sont organisés, ils ont un comité qui les représente pour organiser leur résistance.

Le comité et le conseil régional ont organisé une manifestation devant le bureau sioniste de l'agriculture l'an dernier, pour réclamer la réouverture de zones de pâturages notamment dans les zones Um Khashram et al-Khabu, et pendant deux jours, ils ont organisé une protestation populaire en faisant entrer dans ces zones plus de 20.000 têtes de bétail. La patrouille verte est intervenue pour les obliger à quitter ces zones, mais ils ont réclamé des discussions, pour finalement obtenir satisfaction, et le bétail a pu rester dans ces zones pendant quelques mois.

Cette année, les autorités sionistes reviennent à la charge. En réalité, le but est de détruire le bétail de la population palestinienne du Naqab afin de l'obliger à quitter la terre. En détruisant le bétail, l'institution israélienne cherche à réduire encore plus les régions encore habitées ou utilisées par les Palestiniens dans cette partie de la Palestine occupée en 48, mais non incluse dans la zone juive du plan de partage de 47.

Le bétail est une des causes du maintien des populations palestiniennes dans le Naqab, il constitue une source de revenus tout comme il lui permet d'être présent sur une superficie relativement large de terres. Lorsque le bétail est détruit, la population est plus facilement « transférable » vers d'autres régions, selon les autorités sionistes.

Commentant les événements, Hussayn Rafaya a déclaré que le plan israélien vise à déraciner la population de sa terre, en détruisant la richesse animale des Palestiniens, il vise à réduire les chances de leur maintien dans le Naqab. Les Arabes du Naqab sont conscients de la gravité de ces mesures et attaques, ils savent que le but final est leur expulsion. C'est ce plan que les diverses institutions israéliennes étudient et planifient, jour et nuit.

### **Profanation des cimetières et lieux saints : Kfar Birim, Bisân**

A Kfar Birim, c'est le cimetière chrétien qui a été visé par les barbares il y a quelques jours. Une délégation du Rassemblement national démocratique s'est déplacée pour reconforter la population, réfugiée à Haïfa et dans le village al-Jish, puisque l'armée sioniste a déclaré le village zone militaire, empêchant ses habitants d'y revenir malgré les multiples décisions juridiques prononcées en leur faveur.

En effet, les habitants de Kfar Birim ont été expulsés de leurs villages deux ans après la Nakba, en 1950, mais la cour suprême de justice de l'Etat d'Israël a autorisé leur retour. En attendant ce jour, ils continuent, bien que réfugiés à Haïfa et à Jish, à enterrer leurs morts dans le cimetière et à fréquenter l'église, qu'ils visitent et entretiennent régulièrement. Des croix ont été cassées, les cercueils fracassés, mais les médias israéliens n'ont pas rapporté les faits.

Le dr. Azmi Bishara, président du Rassemblement national démocratique, a d'ailleurs remarqué : « Quand des tombes juives sont profanées, Israël ameute le monde entier et les dirigeants des Etats du monde font des déclarations fracassantes, mais en Israël, bien que la profanation ait eu lieu il y a une semaine, aucun média n'en a parlé, bien que les journalistes soient venus et aient pris des photos. La police n'a arrêté personne. » Il a ajouté : « C'est la résistance et la détermination des habitants de Kfar Birim, leur attachement à leur village et à leur nationalité qui suscitent l'admiration, c'est l'écho de leur souffrance qui fait peur à l'institution. Le complot du silence sur la profanation des cimetières et des lieux saints chrétiens en Israël se poursuit ».

### **Profanation du cimetière musulman à Bisân**

La Fondation al-Aqsa a fait état le 19 février dernier de la profanation du cimetière musulman dans la ville de Bisân dont la population palestinienne a été complètement expulsée en 48.

Les extrémistes sionistes ont cassé et arraché plus de trente stèles dans le cimetière.

Une équipe de la fondation s'est rendue vers Bisân pour constater les dégâts et a accusé la police israélienne de connivence avec les extrémistes car elle n'a pas jugé utile de poursuivre les profanateurs.

**Sheikh Raed Salah : menacé de déportation**

Les autorités sionistes ont menacé Sheikh Raed Salah, président du mouvement islamique à l'intérieur de la « ligne verte » de déportation s'il poursuivait ses actions pour sauver la mosquée al-Aqsa. Des députés extrémistes juifs ont demandé l'interdiction du mouvement islamique et des appels au meurtre ont été lancés. Ces cris et menaces visant sheikh Raed Salah font partie d'une tentative sioniste de briser le mouvement populaire autonome palestinien qui se consolide dans les parties de la Palestine occupée en 48. Après l'arrestation de plusieurs membres de la direction du mouvement Abnaa al-Balad et les menaces contre les dirigeants du Rassemblement national démocratique, les nouvelles menaces contre sheikh Raed Salah et son mouvement montrent que l'institution sioniste abandonne, là aussi, ses gants de velours pour montrer son vrai visage d'État usurpateur, colonialiste et raciste.

Centre d'Information sur la Résistance en Palestine. Traduit de l'arabe.

SUR UN MONDE DE RUINES

## Out of sight maybe, but not out of mind

By [Zafir Rinat](#)

Up until a year and a half ago, the vast majority of visitors to Canada Park, one of the most popular hiking and picnic sites on the way to Jerusalem, had no idea that the park was built on the ruins of three Palestinian villages whose inhabitants were forced to leave in the wake of the Six-Day War. It was only after the Keren Kayemet Lelsrael-Jewish National Fund agreed to the demands of the Zochrot non-governmental organization and posted signs in the park about two villages, Yalu and Emmaus, that their existence first became known to hikers. But since their posting, someone has already made sure to tear down one of the signs and vandalize the other. But the members of the NGO have not given up. The director of Zochrot, Eitan Bronstein, recently turned to the JNF and asked its director to examine the possibility of posting signs to mark abandoned Palestinian villages at all the sites it administers. The NGO offered its professional help in locating the remains of the villages and finding important details about life in them. The JNF did not reject the request out of hand. Its administration held a discussion last month on the matter and issued the following response to Bronstein: "For the purpose of concentrated handling of the subject, the JNF administration would like to receive information from you about the additional sites where, in the opinion of the NGO, there is room to mark the Palestinian communities that existed until 1948. The JNF has research tools for examining the subject, and therefore we are asking at this stage only to receive the list of the relevant sites."

As far as Zochrot is concerned, marking the location of Palestinian communities that were destroyed in 1948 is part of the effort to make Israel recognize its responsibility for the Nakba ("The Catastrophe"; the Palestinians' term for the 1948 war), and for the right of the refugees to return to their villages. This goal is unacceptable to most Israelis. But providing information about these villages also contributes to knowledge of the country's history and culture, and to greater awareness of the factors that have shaped the Israeli landscape. This has taken on added importance mainly in light of recent efforts by planners and environmental protection groups to preserve "cultural landscapes" - in other words, areas whose landscape was shaped by human activity. What may appear to hikers as a product of nature is usually a landscape that has undergone human adaptation that began thousands of years ago and ended with the Palestinian villages. The terraces (graduated steps on the hillside used for farming), the orchards, the aqueducts and various aspects of

the landscape were shaped and plowed by farmers through generations. This is especially apparent in the Jerusalem hills, the shfela (Judean lowlands) and the Galilee.

Hundreds of agricultural structures that once served a magnificent and successful network of irrigation in the Palestinian village of Ein Kerem can still be found around Ein Kerem, now a Jerusalem neighborhood. On the hills of Beit Nataf adjacent to Beit Shemesh, an area which the Israel Nature and National Parks Protection Authority (INNPA) wants to turn into a national park, the orchards of the Palestinian village that once stood there continue to shape the landscape. Historians who are very critical of the Zionist movement, such as Dr. Ilan Pappé, claim that disregarding the existence of Palestinian villages is part of a deliberate effort to erase their history in favor of creating a new one that suits the Zionist narrative of a country that was barren, and only flourished thanks to groups like the JNF. In a study he published, Pappé analyzes the information that JNF provides on several sites, including the Biria Forest, the Jerusalem Forest, the area of Ramat Menashe and the Sataf site near Jerusalem. "The Palestinian orchards are presented as a product of nature, and the history of Palestine is relocated to the period of the Bible and the Talmud," he writes in his discussion of the site of the village of Ein Zeitun in the Biria Forest.

Pappé also points out that the JNF publishes information about unique sites in the Jerusalem Forest and Sataf that testify to the extensive agricultural activity in the region. The information emphasizes the presence of terraces, describing them as ancient, even if they were built and maintained by Palestinian villages. A recent study conducted by Noga Kadman (as part of her studies in the Department of Peace and Development Research at Goteborg University in Sweden, under the tutelage of Prof. Oren Yiftachel of Ben-Gurion University of the Negev), found **about 86 Palestinian villages** inside the JNF forests - sites she describes as "emptied." Most of the sites have directional signs, but only 15 percent of them mention the villages by their Arab name. Most of the pamphlets and brochures do not even mention the villages. And in half of the literature where the villages are mentioned, the fact that their inhabitants were Arabs is elided. Only in one case did it say how many people lived in the village, and only in isolated instances is there any discussion of the lives of the inhabitants. "In most cases, the fact that the villages ceased to exist is not specifically mentioned," writes Kadman. "This can be concluded from the text regarding most of the villages, which are called 'abandoned,' and are described as ruins or remains, or mentioned in the past tense." Bronstein has already submitted Kadman's list of villages to the JNF. He also intends to approach INNPA and ask that it, too, mention the location of abandoned villages in nature reserves and national parks. The INNPA said in response that no site is given preference or ignored because of national or religious affiliation, and that there are several Palestinian villages that are mentioned in signs and in the informational material prepared by the authority.

Yehuda Ziv, who heads the Government Names Committee's subcommittee for community names, and is considered one of the leading experts in Israel in the field, supports the idea of marking the location of abandoned Arab villages. "I support the mention of the Arab names of various sites, including villages, streams and other places, and I think that they should not have been erased from the map," says Ziv. "One reason is that these names often teach us about the country's Jewish past. There is an additional reason, and that is the fact that these names teach us the history of the country and its landscape. I claimed that original Arab names of existing communities should be added as part of a first map of Israel in Arabic being prepared by the Israel Mapping Center, but I was told that there is no room for that. However, regarding destroyed villages, I think that we should make do simply with a mention of the name of the village."

<http://www.haaretz.com/hasen/spages/870315.html>

## 2 - L'horizon iranien

### Zbigniew Brzezinski lance une bombe politique

#### Un ancien conseiller américain à la sécurité déclare que Bush cherche un prétexte pour attaquer l'Iran

Par Barry Grey

Témoignant devant la commission sénatoriale sur les relations avec l'étranger jeudi passé, Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale dans le gouvernement du président Jimmy Carter, a émis une critique acerbe de la guerre en Irak et averti que la politique de l'administration Bush menait inexorablement à la guerre avec l'Iran, avec des conséquences incalculables pour l'impérialisme américain au Moyen-Orient et internationalement.

Brzezinski, qui s'était opposé à l'invasion de l'Irak en mars 2003 et qui a publiquement dénoncé la guerre comme étant une erreur monumentale de politique étrangère, a commencé ses remarques sur ce qu'il a nommé « le choix de la guerre » en Irak en qualifiant cette guerre de « calamité historique, stratégique et morale ».

« Entreprise sur la base de fausses hypothèses, » a-t-il continué, « elle mine la légitimité des Etats-Unis partout dans le monde. Ses victimes civiles collatérales ainsi que certains abus ternissent la réputation morale des Etats-Unis. Menée sur la base de principes manichéens et d'un orgueil impérial démesuré, elle intensifie l'instabilité régionale. »

Brzezinski a raillé « la lutte idéologique décisive » contre l'islam radical des discours de Bush comme étant « simpliste et démagogique », et l'a qualifiée de « récit historique mythique » utilisé pour justifier une « guerre qui dure et qui est potentiellement en expansion ».

« Argumenter que les Etats-Unis sont déjà en guerre dans la région contre une menace islamique plus large, dont l'Iran est l'épicentre, consiste à faire la promotion d'une prophétie dont on provoque la réalisation. »

Ce qui est encore plus étonnant et inquiétant c'est sa description d'un « scénario plausible de conflit militaire avec l'Iran. » Cela impliquerait, a-t-il suggéré, « le fait pour l'Irak de ne pas atteindre les objectifs fixés, suivi d'accusations sur la responsabilité de l'Iran dans cet échec, puis enfin par une *provocation en Irak ou par un attentat terroriste aux Etats-Unis attribué à l'Iran*, culminant en une opération militaire "défensive" des Etats-Unis contre l'Iran qui plonge une Amérique solitaire dans un borborygme toujours plus vaste et plus profond finissant par englober l'Irak, l'Iran, l'Afghanistan et le Pakistan. » [italiques ajoutés]

Voilà assurément un avertissement lancé au Congrès américain, truffé de guillemets, dans lequel l'auteur indique qu'il doute du caractère « défensif » de l'action militaire en préparation et que l'administration Bush cherche plutôt un prétexte pour attaquer l'Iran. Même s'il ne l'a pas dit explicitement, Brzezinski n'était pas loin de suggérer que la Maison-Blanche était capable de concocter une provocation — comme un éventuel attentat terroriste aux États-Unis — afin de fournir le *casus belli* nécessaire pour la guerre.

Qu'une personnalité comme Brzezinski, qui a des décennies d'expérience aux plus hauts échelons de l'establishment des Affaires étrangères des États-Unis et qui entretient des liens des plus étroits avec l'armée et les services de renseignement, lance une telle mise en garde lors d'une audience publique du Sénat américain est extrêmement sérieux et significatif.

Brzezinski sait de quoi il parle, ayant lui-même organisé des provocations de son cru alors qu'il était conseiller à la sécurité nationale sous Jimmy Carter. À ce poste, comme il l'a depuis admis publiquement, il avait élaboré un plan secret à la fin des années 1970 pour mobiliser les moudjahiddin fondamentalistes islamiques afin qu'ils renversent le régime prosoviétique en Afghanistan et entraînent l'Union soviétique dans une guerre désastreuse dans ce pays.

À la suite de son introduction, et en réponse aux questions des sénateurs, il a de nouveau évoqué le risque d'une provocation.

Il a attiré l'attention des sénateurs sur un reportage du *New York Times*, paru le 27 mars 2006, concernant « une rencontre privée entre le président et le premier ministre Tony Blair, deux mois avant la guerre, et qui se basait sur un mémorandum rédigé par le représentant britannique présent à cette rencontre ». Dans l'article, a affirmé Brzezinski, « on cite le président qui déclare être inquiet du fait qu'il risque de ne pas y avoir d'armes de destruction massive à

trouver en Irak, et qu'il est nécessaire de réfléchir pour trouver d'autres prémisses pour entreprendre cette action. »

Brzezinski continue : « Je vais juste vous lire ce qu'apparemment ce mémo disait, selon le *New York Times* : "Le mémo affirme que le président et le premier ministre avaient reconnu qu'aucune arme non conventionnelle n'avait été trouvée en Irak. Confronté à la possibilité de ne pas en trouver avant l'invasion prévue, M. Bush avait parlé de plusieurs moyens de provoquer une confrontation. »

« Il a décrit les différents moyens de le faire. Je ne vais pas entrer dans le détail... Les moyens étaient plutôt extraordinaires, du moins l'un d'entre eux.

« Si l'on considère que l'on a affaire à un ennemi implacable qu'il faut écarter, cette ligne de conduite, peut dans certaines circonstances, être tentante. Je crains que si la situation en Irak continue à se détériorer et que si l'Irak est perçu d'une manière ou d'une autre comme étant impliqué voire responsable, ou bénéficiaire potentiel de cette situation, cette tentation pourrait se présenter. »

A un autre moment, Brzezinski a fait une remarque sur les méthodes de conspirateur de l'administration Bush qu'il a presque décrit comme une cabale. « Je suis perplexe, a-t-il dit, de voir que des décisions stratégiques majeures semblent être prises par un cercle très restreint de personnes — quelques-unes seulement, une poignée probablement, peut-être pas plus nombreux que les doigts de ma main. Et ce sont ces mêmes personnes, à une exception près, qui ont pris la décision initiale d'entrer en guerre et ont utilisé les justifications initiales pour entrer en guerre. »

Aucun des sénateurs présents n'a tenu compte de l'avertissement absolument clair de Brzezinski. Les démocrates en particulier, mous, complaisants et complices des conspirations de guerre de l'administration Bush n'ont rien dit sur le danger, clairement mentionné par le témoin, d'une provocation.

Suite à l'audience, le reporter du WWSW a demandé à Brzezinski directement s'il suggérait que cette éventuelle provocation pouvait émaner du gouvernement américain lui-même. L'ancien conseiller national à la sécurité est resté évasif.

L'échange suivant a eu lieu :

Q : Dr Brzezinski, à votre avis, qui conduirait cette éventuelle provocation ?

R : Je n'en sais rien. Comme je l'ai dit, on ne peut jamais prédire ces choses. Cela peut être spontané.

Q : Suggérez-vous qu'il y ait une possibilité qu'elle émane du gouvernement américain lui-même ?

R : Ce que je dis c'est que toute cette situation peut échapper à tout contrôle et toutes sortes de calculs peuvent créer une situation dont il serait très difficile de remonter aux origines.

(Article original paru le 2 février 2007) Lire aussi

[Les Etats-Unis intensifient les préparatifs de guerre contre l'Irak](#) [22 janvier 2007]

World Socialist web site

[http://www.wsws.org/francais/News/2007/fevrier07/050207\\_brzezinski.shtml](http://www.wsws.org/francais/News/2007/fevrier07/050207_brzezinski.shtml)

## L'IRAN POST-SASSANIDE

# «Rayé de la carte»: la rumeur du siècle - ce qu'a vraiment dit Mahmoud Ahmedinejad

par Arash Norouzi, janvier 2007

### Présentation du traducteur

#### 1) L'objectif de cet article et de sa présente traduction

L'objet du présent article est d'éventer une manipulation médiatique délibérément exploitée à des fins de démonisation à l'encontre du régime du Président iranien, M. Mahmoud Ahmadinejad. Il ne constitue cependant en rien une défense de ce régime, ni de ses abus ou exactions réels. La conclusion même de cet article

qualifie le régime d'Ahmadinejad d' « arriéré » et, établissant un parallèle avec une citation (réelle, celle-ci) d'Ahmadinejad, de « cruel » et d' « oppressif ».

Cette précision m'apparaît nécessaire en introduction de cette traduction, d'autant plus que Téhéran a accueilli les 11 et 12 décembre 2006 une conférence intitulée « **Review of the Holocaust : Global Vision** » (« Réexamen de l'Holocauste : une vision globale »). Selon Wikipédia [http://en.wikipedia.org/wiki/Holocaust\\_conference#\\_note-0](http://en.wikipedia.org/wiki/Holocaust_conference#_note-0), citant le journal allemand *Der Spiegel* du 12 décembre, le Ministre des Affaires Etrangères iranien, M. Manouchehr Mottaki, a déclaré que la conférence ne cherchait « ni à nier ni à prouver la réalité de l'holocauste [...] mais à permettre aux universitaires de profiter d'une atmosphère scientifique appropriée pour exprimer leurs opinions en toute liberté sur un sujet historique ». Il n'en reste pas moins que parmi les intervenants figuraient des grands noms du négationnisme, comme M. David Duke et M. Robert Faurisson.

Qu'il soit donc clairement affirmé que le présent article ne constitue ni pour son auteur ni pour son traducteur une quelconque défense de cette manifestation qui a eu, sinon pour objectif, en tout cas pour effet, de donner tribune à des assertions factuellement et historiquement fausses, niant le génocide des Juifs par les nazis.

## 2) Une courte présentation de l'auteur et de son positionnement politique

M. Arash Norouzi est un artiste illustrateur et co-fondateur du site web [The Mossadegh Project](#) (« Le projet Mossadegh »).

Citons la présentation - faite sur ce site web - de M. Mohammad Mossadegh (ancien premier Ministre de l'Iran à partir de mai 1951 jusqu'au coup d'Etat du 19 août 1953 qui rétablit le Chah sur son trône) :

« Pendant la période où il dirigeait l'Iran, Mossadegh initia des lois visant à mettre en place des systèmes de « transparence gouvernementale » et d'indépendance du pouvoir judiciaire, défendit la liberté d'affiliation religieuse et politique, et promu des élections libres. Il mit en place de nombreuses réformes sociales et lutta en faveur des droits des femmes, des travailleurs et des paysans. [...] Et surtout, Mossadegh contribua à développer une auto-suffisance nationale que l'Iran n'a jamais plus réussi à atteindre depuis l'achèvement de son mandat [...] Ses choix politiques rencontrèrent souvent l'opposition du Chah, des généraux de l'armée, des principaux clercs, des propriétaires terriens, du parti communiste (Tudeh) et des gouvernements britannique et usaméricain. »

Pour achever cette introduction, voici ce qu'on peut lire également sur le site du Projet Mossadegh :

« QUESTION :

1) Quelle est la principale force déstabilisatrice et négative au Moyen-Orient ?

2) Qui encourage la déstabilisation d'Etats, la déstabilisation de la paix et la résolution de tous les problèmes à coups de fusil ?

Selon le néo-conservateur usaméricain M. Nicholas Burns, la réponse à la question 1) n'est pas le sionisme, en dépit du fait qu'Israël a plus d'ennemis dans la région que n'importe quel autre Etat, est constamment en guerre avec ses voisins, et vient d'être condamné par les Nations Unies pour crimes de guerre lors de son agression contre le Liban (crimes que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont totalement endossés et soutenus). Et la réponse à la question 2) n'est pas non plus Israël, bien que ce soit, dans la région, l'Etat le plus militarisé et le seul possesseur d'armes nucléaires (hors le Traité de Non-Prolifération (TNP) [dont Israël n'est pas signataire, NDT] et [par conséquent] sans droit de regard ni contrôle de l'AIEA – l'Agence Internationale de l'Energie Atomique). La réponse n'est pas non plus les Etats-Unis, bien que leur gouvernement ait abusé le pays pour l'entraîner dans une guerre illégale et artificielle en Irak, qui a coûté des centaines de milliers de vies innocentes, et en coûtera encore de nombreuses avant de s'achever. Et tout ça pour quoi ?

Non, la réponse à ces deux questions, selon Burns, est la nation qui n'a attaqué aucun pays depuis plus de 250 ans, qui est signataire du TNP, déclare être opposée aux armes nucléaires, a condamné les attaques terroristes du 11 septembre 2001, a aidé les Etats-Unis à se débarrasser des Talibans, et a tenté à plusieurs reprises d'ouvrir le dialogue avec les États-Unis (voir <http://news/mahmoud-ahmadinejad/letter-to-american-people>). Ce pays, c'est évidemment... l'Iran.

Le régime islamique iranien peut être décrit de plusieurs façons : non démocratique, oppressif, dur, dictatorial, fasciste, arriéré... mais il n'est pas belliqueux. En d'autres termes : les crimes de l'Iran sont dirigés contre son propre peuple, tout juste comme les crimes du Chah envers son peuple, qui furent soutenus par les Etats-Unis. Les véritables ennemis de la paix qui aiment « tout résoudre à coups de fusil » sont les Etats-Unis – l'Etat qui a les dépenses militaires les plus élevées au monde, et a été en guerre avec le plus grand nombre de pays – et Israël – la quatrième puissance militaire mondiale et un Etat d'apartheid qui mène l'occupation

militaire la plus longue de l'histoire connue. Lorsque l'on évalue les vices et les vertus des nations du monde, on a besoin de moins de « révélation des tripes » \* et de plus de vérité.

\* jeu de mots intraduisible entre le mot d'argot usaméricain « truthiness », qui désigne une vérité connue instinctivement, que nous révéleraient nos « tripes », par opposition à la vérité réelle « truth », qui s'appuie sur des faits et des arguments, sur des preuves.

**Xavier Rabilloud, Tlaxcala**

*« Nous devons parler vrai à propos de l'Iran. C'est la principale force déstabilisatrice et négative au Moyen-Orient. Pensez à ce que nous voulons encourager au Moyen-Orient : nous voulons voir les Israéliens et les Palestiniens trouver la paix, et une solution à deux États. Nous voulons voir un Liban libre et indépendant. Nous voulons un Irak libéré du terrorisme. Qu'est-ce que l'Iran encourage ? L'Iran encourage la déstabilisation d'États, la déstabilisation de la paix et la résolution de tous les problèmes à coups de fusil. »*

**M. Nicholas Burns, Sous-Secrétaire d'Etat des États-Unis, Bruxelles, 3 décembre 2006**

**Une dangereuse rumeur s'est propagée à travers le monde ; elle pourrait bien avoir des conséquences catastrophiques. Si l'on en croit la légende, le Président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a menacé de détruire Israël, ou, pour reprendre la citation erronée : « Israël doit être rayé de la carte » [1]. Contrairement à une certitude très répandue, une telle déclaration n'a jamais été faite [par Ahmadinejad, NDT], et c'est ce qui sera démontré dans cet article.**

## LE CONTEXTE

Le mardi 25 octobre 2005, dans la salle de conférences du Ministère de l'Intérieur à Téhéran, Mahmoud Ahmadinejad - le Président iranien élu depuis peu [2] - prononça un discours à l'occasion d'une conférence intitulée « Le monde sans le sionisme ». Selon les rapports qui en ont été faits, plusieurs milliers de personnes y ont assisté. De grandes affiches l'entouraient, qui affichaient ostensiblement ce titre en anglais – « The World Without Zionism », à destination évidente des médias internationaux. Sur les affiches figurait, en-dessous de cette inscription, une illustration qu'un regard superficiel pouvait trouver réussie et qui montrait un sablier contenant le globe terrestre dans sa partie supérieure. Deux globes plus petits figurant les États-Unis et Israël étaient représentés en train de tomber à travers l'orifice médian du sablier, et finissant leur chute brisés.

Avant d'en venir à la formule tristement célèbre en elle-même, il est important de noter que la « citation » en question était elle-même une citation – ce sont les mots du défunt Ayatollah Khomeiny, le père de la Révolution Islamique [3]. Bien qu'il ait cité Khomeiny pour affirmer sa propre position à l'égard du sionisme, le choix des mots eux-même appartient à Khomeiny et non à Ahmadinejad. Ainsi, Ahmadinejad s'est vu principalement crédité (ou blâmé) pour une citation qui non seulement n'est pas de son cru, mais en outre véhicule un point de vue déjà exprimé bien avant son entrée en fonction.

## LA VÉRITABLE CITATION

Qu'a donc réellement dit Ahmadinejad ? Commençons par citer ses mots exacts en persan [4] : « *Imam ghoft een rezhim-e ishghalgar-e qods bayad az safheh-ye ruzgar mahv shavad.* »

Ce passage ne signifiera rien pour la plupart des gens, mais un mot cependant devrait faire dresser l'oreille : « rezhim-e ». C'est le mot « régime », prononcé comme le mot français avec un son supplémentaire – « eh » - à la fin. Ahmadinejad ne se référait pas au pays-Israël ou au territoire-Israël, mais au régime israélien [5]. Il s'agit là d'une distinction cruciale, puisqu'il est impossible de rayer un pays de la carte [6]. Ahmadinejad ne se réfère même pas à Israël par son nom ; à la place, il utilise la périphrase « rezhim-e ishghalgar-e qods » (c'est-à-dire littéralement « régime occupant Jérusalem »).

Ce qui soulève une autre question : que voulait-il exactement voir « rayé de la carte » ? La réponse est : rien du tout. Puisqu'il n'a jamais utilisé le mot « carte ». Nulle part dans sa phrase originale en persan, ni d'ailleurs dans l'intégralité de son discours, n'apparaît le mot persan « *nagsh* » qui signifie « carte ». Pas plus que la formule occidentale « rayer ». Et pourtant, on nous pousse à croire que le Président de l'Iran a menacé de « rayer Israël de la carte », bien qu'il n'ait jamais prononcé les mots « carte », « rayer » ni même « Israël ».

## LES PREUVES DE LA DEFORMATION

Voici maintenant la citation dans son intégralité, directement traduite en anglais :

« The Imam said this regime occupying Jerusalem must vanish from the page of time » [c'est-à-dire en français et tout aussi directement : « L'Imam disait que ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître de la page du temps. », NDT]

Traduction mot par mot :

Imam (Khomeini) ghoft (said) een (this) rezhim-e (regime) ishghalgar-e (occupying) qods (Jerusalem) bayad (must) az safheh-ye ruzgar (from page of time) mahv shavad (vanish from).

[Même chose en français :

Imam (Khomeini) ghoft (disait) een (ce) rezhim-e (régime) ishghalgar-e (occupant = qui occupe) qods (Jérusalem) bayad (doit) az safheh-ye ruzgar (de la page du temps) mahv shavad (disparaître de). NdT] [7] La transcription complète en persan du discours d'Ahmadinejad est archivée sur le site du Président : [www.president.ir/farsi/ahmadinejad/speeches/1384/aban-84/840804sahyonizm.htm](http://www.president.ir/farsi/ahmadinejad/speeches/1384/aban-84/840804sahyonizm.htm)

## LE DISCOURS ET SON CONTEXTE

Alors que la fausse citation « rayé de la carte » a été répétée à l'infini sans vérification, le discours réel fait par Ahmadinejad a été en lui-même presque entièrement ignoré. Vu l'importance accordée au commentaire de la « carte », il serait judicieux de présenter les mots utilisés dans leur contexte complet, pour donner une meilleure compréhension de la position d'Ahmadinejad. En fait, lorsque l'on considère le discours dans son intégralité, une trajectoire claire et logique se dégage qui conduit à son exigence d'un « monde sans le sionisme ». On peut être en désaccord avec ce raisonnement, mais aucune évaluation critique n'est possible si l'on ne s'en enquiert pas d'abord.

Dans son discours, Ahmadinejad déclare que le sionisme est l'instrument d'oppression politique utilisé par l'Occident contre les musulmans. Il dit que le « régime sioniste » a été imposé au monde islamique en tant que tête de pont devant assurer la domination [occidentale, NdT] sur la région et ses ressources. Il soutient que la Palestine est la ligne de front de la lutte qui oppose le monde islamique à l'hégémonie usaméricaine, et que son destin aura des répercussions dans tout le Moyen-Orient [8].

Ahmadinejad reconnaît que la fin de la puissante mainmise usaméricaine qui s'exerce sur la région par le biais des sionistes est une perspective qui peut sembler inconcevable à certains, mais rappelle à son auditoire que d'autres empires apparemment invincibles ont disparu, ainsi que l'avait prédit Khomeiny, et n'existent plus à présent que dans les livres d'histoire. Il énumère ensuite trois régimes de cette sorte, qui se sont écroulés ou ont disparu, tous au cours des trente dernières années :

1) Le Chah d'Iran [Mohammed Reza Pahlavi, NdT] monarque installé par les Etats-Unis [9]

2) L'Union Soviétique

3) L'ancien « ennemi numéro un » de l'Iran, le dictateur irakien Saddam Hussein.

Ahmadinejad introduit le premier et le troisième exemples par les propres mots de Khomeiny prédisant la fin de ces régimes personnels. Il conclut en rappelant le vœu inaccompli de Khomeiny : « L'Imam disait que ce régime qui occupe Jérusalem doit disparaître de la page du temps. Cette affirmation est très sage. » C'est là le passage qui a été si fameusement isolé, déformé et dénaturé. Du fait de la comparaison qu'il opère, Ahmadinejad semble appeler de ses vœux un changement de régime, et non pas la guerre.

## L'ORIGINE DE LA CITATION ERRONÉE

On peut se poser la question suivante : où cette fausse interprétation a-t-elle trouvé son origine ? Qui est responsable de la traduction qui a lancé une telle controverse internationale ? La réponse est surprenante.

La citation incendiaire « wiped off the map » (« rayé de la carte ») a d'abord été diffusée non pas par les ennemis de l'Iran, mais par l'Iran lui-même. L'Agence de presse de la République Islamique (IRNA, c'est-à-dire Islamic Republic New Agency) – l'organe de propagande officiel de l'Iran – a utilisé cette formule dans la version anglaise de certains de ses communiqués de presse au sujet de la conférence « The World Without Zionism ». Les médias internationaux, parmi lesquels la BBC, Al-Jazeera, Time Magazine et d'innombrables autres supports, ont repris la citation de l'IRNA et en ont fait leurs gros titres sans en vérifier l'exactitude, et ne citant que rarement la source. Le Ministre des Affaires Etrangères iranien a rapidement tenté de clarifier la déclaration d'Ahmadinejad, mais la citation avait déjà acquis une vie propre. Bien que la formulation provenant de l'IRNA soit inexacte et profondément trompeuse, les médias l'ont présumée véridique, et en outre, elle leur a fait vendre du papier et de l'audience.

En pleine controverse sur le programme nucléaire iranien, et après des mois d'accusations constantes et infondées visant à rallier des soutiens en vue d'attaques préventives contre l'Iran, les impérialistes se sont ainsi vu fournir la raison d'être [10] idéale pour justifier une invasion. Pour les faucons bellicistes, c'était un cadeau du ciel.

Il faut noter qu'en d'autres occurrences qui se référaient également à la conférence, la traduction faite par l'IRNA a varié. Par exemple, « map » (« carte ») a été remplacé par « earth » (« terre », notre planète). Dans certains articles, on pouvait lire « The Qods [11] occupier regime should be eliminated from the surface of earth » (c'est-à-dire « Le régime occupant de Jérusalem devrait être éliminé de la surface de la terre ») ou la formulation similaire « The Qods occupying regime must be eliminated from the surface of the earth » (c'est-à-dire « Le régime occupant Jérusalem doit être éliminé de la surface de la terre »). La versatilité de la traduction faite par l'IRNA devrait suffire à démontrer qu'on ne peut la tenir pour une source fiable, en particulier en ce qui concerne leurs transcriptions en anglais de leurs propres communiqués publiés d'abord en persan.

## LES RÉACTIONS

Traduite de travers et attribuée au Président iranien [12], la citation « wiped off the map » (« rayé de la carte ») a été propagée partout dans le monde, répétée des milliers de fois dans les médias internationaux, et nombre de dirigeants internationaux ont tenu à la dénoncer. Virtuellement, tout support médiatique, quel qu'en soit l'audience, a publié ou diffusé cette fausse déclaration auprès des masses. De grandes agences de presse, comme Associated Press et Reuters, se réfèrent à la citation erronée, mot à mot, et quasi quotidiennement.

Une fois rendue publique la formule de l'IRNA, les condamnations ne se sont pas faites attendre. Le Premier Ministre britannique, M. Tony Blair, a exprimé sa « révolte » et a laissé entendre qu'il pourrait s'avérer nécessaire d'attaquer l'Iran. En raison de la controverse, le Secrétaire Général de l'ONU, M. Kofi Annan [13], a annulé un voyage en Iran qui était déjà programmé. M. Ariel Sharon [14] a exigé (sans que cela soit suivi d'effets, NdT) que l'Iran soit expulsé des Nations Unies pour avoir appelé à la destruction d'Israël [15]. M. Shimon Pérès [16] a plus d'une fois menacé de rayer l'Iran de la carte. Plus récemment, M. Benjamin Netanyahou [17], qui a affirmé en guise d'avertissement que l'Iran « est en train de préparer un nouvel holocauste pour l'État juif [18] », en appelle à traduire Ahmadinejad en justice sous le chef d'inculpation de crime de guerre, pour incitation au génocide.

La citation factice a également subi des altérations additionnelles. Les officiels et les médias usaméricains s'autorisent fréquemment à éliminer complètement la métaphore de la « carte », en la remplaçant par la formule bien plus menaçante « wipe Israel off the face of the earth » (« rayer Israël de la (sur)face de la terre »). Des articles de journaux et de magazines rapportent consciencieusement qu'Ahmadinejad a « appelé à la destruction d'Israël », comme le rapportent également des officiels de haut rang au sein du gouvernement des Etats-Unis.

Le Président usaméricain, M. George W. Bush, a dit que les commentaires d'Ahmadinejad représentaient une « menace explicite » de détruire Israël. Dans un discours prononcé à Cleveland en mars 2006, Bush a juré qu'il pourrait recourir à la guerre pour protéger Israël de l'Iran, parce que « la menace représentée par l'Iran est, bien évidemment, constituée par son objectif affirmé de détruire notre proche allié Israël. » L'ancien Conseiller de la Présidence M. Richard Clarke a déclaré à la télévision australienne que l'Iran « parle ouvertement de détruire Israël », et il soutient que « le Président de l'Iran a dit à plusieurs reprises qu'il veut rayer Israël de la surface de la terre ». Interviewé en octobre 2006 par Mme. Amy Goodman [19], l'ancien inspecteur de l'UNSCOM [20] M. Scott Ritter a parlé d'Ahmadinejad comme de « l'idiot qui se manifeste pour dire des choses vraiment stupides et nauséabondes, comme « L'Iran a pour objectif de rayer Israël de la surface de la terre » ». Le consensus est évident.

Complicant encore plus les choses, Mahmoud Ahmadinejad pontifie plutôt que de répondre de manière directe lorsqu'il est interrogé sur sa déclaration, comme dans son interview par Mme Lally Weymouth pour le *Washington Post* en septembre 2006 :

- « - *Etes-vous vraiment sérieux lorsque vous dites qu'Israël devrait être rayé de la surface de la terre ?*
- Nous devons regarder ce qui se déroule au Moyen-Orient – 60 années de guerre, 60 années de déplacement [des populations palestiniennes, NdT], 60 années de conflit, pas un seul jour de paix. Regardez la guerre au Liban, la guerre à Gaza – quelles sont les causes de ces situations ? Nous devons nous attacher à résoudre le problème qui est à la racine de tout cela.
- *Votre suggestion [à cette fin, NdT] est de rayer Israël de la surface de la terre ?*
- Notre suggestion est très claire : ... Laissons le peuple palestinien décider de son destin par un référendum libre et juste, et le résultat, quel qu'il soit, devrait être accepté... Les gens qui règnent actuellement sur ce pays n'y sont en rien enracinés.
- *On vous a cité disant qu'Israël devait être rayé de la surface de la terre. Est-ce là ce que vous pensez ?*
- Ce que j'ai dit exprimait clairement ma position. Si nous regardons une carte du Moyen-Orient tel qu'il était il y a 70 ans...
- *Donc votre réponse est « oui », vous croyez qu'Israël devrait être rayé de la surface de la terre ?*
- Etes-vous en train de me demander de répondre par « oui » ou par « non » ? Est-ce un examen ? Respectez-vous le droit à l'auto-détermination de la nation palestinienne ? « Oui » ou « non » ? La Palestine, en tant que nation, est-elle considérée comme ayant le droit de vivre dans des conditions humaines, ou pas ? Faisons en sorte que ces droits puissent s'appliquer aux 5 millions de personnes déplacées. »

Cet échange est typique des interviews d'Ahmadinejad dans les médias usaméricains. Ainsi qu'il était prévisible, M. Mike Wallace dans le programme « 60 Minutes » sur CBS News et M. Anderson Cooper sur CNN lui ont tous deux demandé s'il voulait « rayer Israël de la carte ». Comme d'habitude, Ahmadinejad renvoie la question au visage du journaliste avec sa réplique habituelle « Les Palestiniens n'ont-ils aucun droit ? etc. » (question à laquelle il n'est jamais répondu plus directement qu'à la première, d'ailleurs). Néanmoins, jamais il ne confirme la véracité du commentaire de la « carte ». Ce qui n'a nullement empêché Anderson Cooper, se référant au début de l'interview après une pause publicitaire, de mentir en disant « comme il l'a dit précédemment, il veut qu'Israël soit rayé de la carte ».

Même si tous les médias du monde en venaient demain à démentir la citation erronée, le dommage a déjà été fait en majeure partie, en fournissant les fondations de la phase de désinformation suivante : la démonisation complète du personnage. On nous dit qu'Ahmadinejad est le prochain Hitler, une grave menace sur la paix mondiale [21] qui veut déclencher un nouvel Holocauste [22]. Selon certains de ses détracteurs, il ne se contente pas de vouloir détruire Israël, puisqu'ensuite il larguera des bombes nucléaires sur les Etats-Unis puis sur l'Europe ! En octobre 2006, le puissant groupe de lobbying israélien AIPAC [23] a publié un mémo intitulé « Mots de haine : l'Iran, une surenchère de menaces » [24], qui s'ouvre sur cet avertissement : « Ahmadinejad et d'autres dirigeants iraniens font des déclarations de plus en plus belliqueuses menaçant de détruire les Etats-Unis, l'Europe et Israël ». De telles affirmations non seulement fabriquent une menace dénuée de réalité, mais en outre attribuent à Mahmoud Ahmadinejad bien plus de pouvoir qu'il n'en a en fait. Les alarmistes feraient bien mieux de surveiller les déclarations de l'ultra-conservateur Guide Suprême, l'Ayatollah

Khamenei, le personnage qui détient le plus de pouvoir en Iran.

Comme s'en est plaint M. M.A Mohammadi (le responsable iranien des relations-presse aux Nations Unies) dans une lettre de juin 2006 adressée au *Washington Post*:

« Rien de surprenant dans tout cela – cette approche dillettante qui consiste à mettre en avant les remarques mal interprétées émises par le Président Mahmoud Ahmadinejad en octobre, et à ignorer les paroles prononcées ce mois-ci par le guide suprême de l'Iran, l'Ayatollah Ali Khamenei, selon lequel « Nous n'avons aucun problème avec le [reste du] monde. Nous ne sommes en aucune façon une menace pour le monde, et le monde le sait bien. Nous ne déclencherons jamais une guerre. Nous n'avons pas la moindre intention d'entrer en guerre avec quelque État que ce soit. »

Le gouvernement israélien a pressé chaque lettre de la citation spécieuse pour en tirer supposément avantage. Lors de son adresse à l'Assemblée Générale des Nations-Unies en septembre 2006, le Ministre des Affaires Etrangères israélien, Mme Tsipi Livni, a accusé l'Iran de se préparer activement à faire usage d'une bombe nucléaire contre Israël et à malmenier le reste du monde. « Ils parlent fièrement et ouvertement de leur désir de « rayer Israël de la carte ». Et à présent, ils orientent leurs actions en vue de disposer des armes nécessaires à la réalisation de cet objectif – mettre au danger toute la région et menacer le monde ». Faisant face à la menace en décembre, c'est plein d'ardeur que le Premier Ministre israélien, M. Ehud Olmert, a révélé par inadvertance que son pays possède déjà des armes nucléaires [25] : « Nous n'avons jamais menacé d'annihiler quelque nation que ce soit [26]. L'Iran menace ouvertement, explicitement et publiquement de rayer Israël de la carte. Comment peut-on dire que ces deux attitudes sont du même ordre, alors que l'Iran aspire à posséder des armes nucléaires – à l'instar des États-Unis, de la France, d'Israël, de la Russie ? ».

### L'IRRESPONSABILITÉ DES MÉDIAS

Le 13 décembre 2006, plus d'un an après la conférence « The World Without Zionism » (« Le monde sans le sionisme »), deux éminents journaux israéliens, *The Jerusalem Post* et *Haaretz*, ont fait état d'une menace réaffirmée de la part d'Ahmadinejad. La manchette du *Jerusalem Post* titrait « Ahmadinejad : Israël sera « anéanti » » (en anglais « Ahmadinejad : Israël will be « wiped out » »), tandis que *Haaretz* titrait « Ahmadinejad à la conférence sur l'Holocauste : Israël sera « bientôt anéanti » » (en anglais : « Ahmadinejad at Holocaust conference : Israel will « soon be wiped out » »).

Où ont-ils trouvé leurs informations ? Il s'avère que les deux journaux, comme la plupart des médias occidentaux et américains, utilisent très largement les dépêches d'agences de presse comme Associated Press et Reuters en guise de sources pour leurs articles. Il est relativement certain que dans le cas présent leurs sources sont en fait les articles de M. Paul Hughes pour Reuters [27] et de M. Ali Akbar Dareini pour Associated Press [28], parus le 12 décembre.

Les cinq premiers paragraphes de l'article paru dans *Haaretz*, attribué à « la rédaction et [aux] agences de *Haaretz* », sont un plagiat à presque cent pour cent des cinq premiers paragraphes du papier de Reuters. La seule différence est que *Haaretz* a changé « l'État juif » [18] en « Israël » dans le second paragraphe ; cela mis à part, les deux textes sont identiques.

L'article de M. Herb Keinon paru dans le *Jerusalem Post* fait sa petite cuisine avec les ingrédients pris chez Reuters et Associated Press. Comme *Haaretz*, il utilise sans mentionner sa source la citation suivante d'Ahmadinejad : « « Exactement comme l'Union soviétique a été anéantie et n'existe plus aujourd'hui, le régime sioniste sera bientôt anéanti » a-t-il ajouté ». Un autre passage repose apparemment sur une dépêche de l'IRNA :

« « Le régime sioniste sera bientôt anéanti de la même façon que l'a été l'Union Soviétique, et l'humanité atteindra alors la liberté. » [29] a déclaré Ahmadinejad mardi lors d'une rencontre dans ses bureaux avec les participants à la conférence, selon l'agence de presse officielle de l'Iran, l'IRNA. Il a déclaré que des élections devraient être tenues qui impliqueraient à la fois « les juifs, les chrétiens et les musulmans de sorte que la population de Palestine puisse choisir elle-même son gouvernement et son avenir, de façon démocratique » ».

Une fois encore, la première phrase du passage ci-dessus a été purement recopiée de l'article d'Associated Press. La seconde phrase y était identique, si ce n'est que « Il a appelé à la tenue d'élections » (« he called for elections ») est devenu « il a déclaré que des élections devaient être tenues » (« he said elections should be held »).

Mais c'est ensuite que cela devient plus intéressant.

La citation utilisée dans l'article original d'Associated Press et reprise dans l'article du *Jerusalem Post* provient prétendument de l'IRNA. Si tel est bien le cas, on doit pouvoir le vérifier facilement. Ça vous dit ? Aller voir à l'adresse suivante : [www.irna.ir/en/news/view/menu-234/0612134902101231.htm](http://www.irna.ir/en/news/view/menu-234/0612134902101231.htm)

Là, vous découvrirez que la véritable citation rapportée par l'IRNA est :

« Comme a disparu l'Union Soviétique, disparaîtra aussi le régime sioniste et l'humanité sera libérée. »

[30]

Comparez cela avec la prétendue citation de l'IRNA rapportée par Associated Press :

« Le régime sioniste sera bientôt anéanti de la même façon que l'a été l'Union Soviétique, et l'humanité atteindra alors la liberté. » [29]

Dans la version réelle de l'IRNA, le régime sioniste disparaîtra (« vanish ») exactement comme a disparu l'Union Soviétique. Disparaîtra (« vanish », « disappear »). Dans la version malhonnête de l'Associated press, le régime sioniste sera « anéanti » (« wiped out »). Et comment sera-t-il anéanti ? « De la même façon que l'a été

l'Union Soviétique. » Cette référence à la Russie [à l'Union Soviétique, plus exactement... NdT] confirme dans les faits le sens réel et la véritable intention des précédentes déclarations antisionistes d'Ahmadinejad, interprétées de manière inexacte, plutôt que d'impliquer une menace militaire ou une surenchère rhétorique.

**Ce qui vient d'être exposé constitue la preuve irréfutable d'une manipulation médiatique** et d'une propagande en action. Associated Press déforme délibérément une citation de l'IRNA pour la faire rendre plus menaçante. Les médias israéliens non seulement répètent la citation factice, mais en plus reprennent sans vergogne les termes exacts de l'article d'origine. Le grand public, sans rien soupçonner, lit cela, se forge une opinion et soutient des guerres d'agression totalement superflues, présentées comme de l'autodéfense, et fondées sur la désinformation.

Voilà le reflet des déclarations mensongères qui ont conduit les Etats-Unis à envahir illégalement l'Irak, déclenchant une guerre qui est à présent très largement considérée comme une erreur catastrophique. Et pourtant, l'administration Bush et les grands médias serviles continuent de mariner dans la propagande et les spéculations en vue d'attaques contre l'Irak – en augmentant considérablement leur force de frappe –, et contre son voisin bien plus redoutable, l'Iran. Tout cela repose majoritairement sur la supposition dénuée de preuve que l'Iran est en train de fabriquer des armes nucléaires, et sur le mensonge selon lequel l'Iran a promis de détruire physiquement Israël. Vu son étendue et le désastre qui pourrait en résulter, on peut arguer qu'il s'agit là de la rumeur du siècle.

Le président de l'Iran a écrit deux lettres d'une tonalité plutôt philosophique à l'attention des Etats-Unis. Dans sa première lettre, il signalait que « l'histoire nous montre que les gouvernements oppressifs et cruels ne survivent pas ». Par cette déclaration, Ahmadinejad a également formulé l'avenir probable de son propre régime arriéré, qui lui aussi « disparaîtra de la page du temps » (« will vanish from the page of time »).

### Notes du traducteur

[1] La citation anglaise sur laquelle se base l'auteur de l'article est : « Israel must be wiped off the map », ce qui a le même sens que la traduction française.

[2] Ahmadinejad a été élu au second tour le 24 juin 2005. Il est en poste depuis le 3 août 2005.

[3] Les majuscules sont évidemment de l'auteur.

[4] Le farsi, ou persan, est la langue parlée en Iran. Elle s'écrit en alphabet arabe, mais est une langue tout à fait distincte de la langue arabe. Il s'agit bien-sûr ici d'une transcription en alphabet latin à l'usage du lecteur occidental. La phonétique adoptée est plus précisément à l'usage d'un lecteur anglophone. J'ai choisi de ne pas l'adapter à la phonétique française, n'étant pas moi-même locuteur du persan.

[5] « régime israélien » sans qualificatif est bien-sûr synonyme de « régime politique israélien ».

[6] Pour la simple et bonne raison qu'un « régime politique » est une notion dénuée de toute matérialité géographique.

[7] J'ignore si la double attribution de la particule « de » (dans « disparaître de ») aux expressions « az safheh-ye ruzgar » et « mahv shavad » est une imprécision de l'auteur ou bien une ambiguïté due au persan.

[8] Les anglophones nomment « Middle-East », c'est-à-dire « Moyen-Orient », ce qu'en français on appelle généralement le « Proche-Orient ». J'ai pris le parti de conserver ici la dénomination issue de l'anglais, qui est géographiquement moins restrictive, et me paraît donc ici plus proche de la réalité, notamment du fait des résonances de la question palestinienne dans tout le monde musulman (y compris non arabe, donc).

[9] En fait, il fut réinstallé en 1953 par un coup d'Etat téléguidé par la CIA usaméricaine et le MI6 britannique.

[10] En français dans le texte.

[11] Dans cette traduction en anglais, comme dans la phrase en persan, Jérusalem est désignée par son nom arabe, « Qods » (la formule arabe complète étant « Al-Qods al-Sharif »). A noter que le nom hébreu Jérusalem existe dans une forme arabisée (« Urshalim ») qui témoigne au moins en partie du processus systématique d'hébraïsation de la toponymie mis en place par Israël depuis 1948.

[12] Sous-entendu : de manière également inexacte, puisqu'il s'agit d'une formule reprise de l'Ayatollah Khomeiny.

[13] Remplacé depuis le 1er janvier 2007 par M. Ban Ki-Moon.

[14] Ancien Premier ministre d'Israël de 2001 à 2006, co-fondateur du Likoud et du nouveau parti « centriste » Kadima.

[15] Rappelons au lecteur distrait, auquel une telle exigence ne paraîtrait pas incongrue, qu'Israël bafoue quotidiennement et depuis des décennies plusieurs dizaines de résolutions de l'ONU. Le 19 juin 1967, M. Aba Eban, le Ministre des Affaires Etrangères israélien de l'époque, a d'ailleurs déclaré au New York Times : « Si l'Assemblée Générale [de l'ONU] devait voter par 121 voix contre 1 [celle d'Israël] le retour aux frontières de l'armistice (frontières d'avant juin 1967), Israël refuserait de se plier à cette décision. »

[16] Ancien Premier Ministre d'Israël de 1984 à 1986, ancien dirigeant du Parti Travailleiste israélien, actuel vice-Premier Ministre et Ministre du Développement Régional, figure éminente du parti Kadima fondé par Ariel Sharon, à la tête duquel lui a succédé hud Olmert.

[17] Ancien Premier ministre d'Israël de 1996 à 1999, et actuel dirigeant du Likoud, le grand parti de la droite israélienne.

[18] Je traduis ici « the jewish state » littéralement, par l'expression « l'État juif ». Je conseille néanmoins au lecteur rigoureux de se reporter à la préface de Claude Klein à sa traduction de l'ouvrage le plus connu parmi les œuvres fondatrices du sionisme, « Der Judenstaat » (« L'État des Juifs ») de Theodor Herzl (La Découverte, 2003). On y trouvera une discussion importante sur la traduction en diverses langues de l'expression allemande

originale « Der Judenstaat » qui a essaimé comme on sait.

[19] Co-fondatrice de Democracy Now ! et charismatique journaliste du réseau de radios indépendantes usaméricaines Pacifica Radio.

[20] La « United Nations Special Commission » (Commission spéciale des Nations Unies) a été créée le 3 avril 1991 par la résolution 687 du Conseil de sécurité de l'ONU, un mois après la fin de la première « guerre du Golfe » contre l'Irak de Saddam Hussein. L'Unscorm a d'abord été chargée de contrôler, conjointement avec l'Agence internationale à l'énergie atomique (AIEA), le démantèlement des armes de destruction massive irakiennes, puis (depuis la résolution 715 du 11 octobre 1991) d'empêcher, par un contrôle permanent, toute reconstruction éventuelle d'un tel arsenal. Source : <http://www.monde-diplomatique.fr/cahier/irak/presentation-unscom>

[21] On pourrait légitimement se demander : « Quelle paix mondiale ? »...

[22] La majuscule est de l'auteur. Le lecteur pourra utilement se reporter à la distinction opérée par Norman Finkelstein dans son livre « L'industrie de l'Holocauste : réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs », Ed. La Fabrique, 2001. Finkelstein y distingue l'« Holocauste » comme mythe et l'« holocauste » comme événement historique (l'extermination des Juifs par le régime nazi, qui a assassiné 5,1 millions de Juifs, selon Raul Hilberg, « La destruction des Juifs d'Europe »).

[23] L'AIPAC (American Israel Public Affairs Committee – c'est-à-dire le Comité Américain aux/sur/pour les Affaires Publiques d'Israël) est le principal lobby pro-israélien (et donc pro-sioniste) juif aux États-Unis. Il est bien écrit ici « lobby pro-israélien juif », ce qui n'a rien à voir avec la notion de « lobby juif », qui prête le flanc aux accusations d'antisémitisme. L'AIPAC se définit lui-même comme « lobby pro-Israël » ([www.aipac.org](http://www.aipac.org))

[24] En anglais, « Words of Hate : Iran's escalating threats ».

[25] Ce qui est bien sûr un secret de Polichinelle connu de tous, mais les dirigeants israéliens ne s'en gardent pas moins de le révéler. Rappelons que M. Mordechai Vanunu, le technicien atomiste israélien qui en 1986 a révélé au Sunday Times l'existence de l'arsenal nucléaire israélien, a passé dix-huit ans en prison (en isolement total). Il est toujours assigné à résidence en Israël et étroitement surveillé.

[26] Ce qui n'a nullement empêché les gouvernements israéliens successifs de mettre beaucoup en œuvre pour procéder à ce que l'historien israélien Ilan Pappé lui-même a qualifié de « nettoyage ethnique » (une forme d'« annihilation », jusqu'à preuve du contraire !) à l'encontre des Palestiniens (et donc de la « nation » palestinienne).

[27] Intitulé « Iran president says Israel's days are numbered », c'est-à-dire : « Le Président iranien affirme que les jours d'Israël sont comptés ».

[28] Intitulé « Iran President : Israel will be wiped out », c'est-à-dire : « D'après le président iranien : Israël sera anéanti ».

[29] « The Zionist regime will be wiped out soon the same way the Soviet union was, and humanity will achieve freedom. »

[30] « As the Soviet Union disappeared, the Zionist regime will also vanish and humanity will be liberated. »

Traduit de l'anglais et présenté par Xavier Rabilloud, membre de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est en Copyleft : elle est libre de toute reproduction, à condition de respecter son intégrité et de mentionner auteurs et sources.

URL de cet article : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=1976&lg=fr>

Versione italiana : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=2076&lg=it>

Publié par *Basta !* 2/22/2007

<http://azls.blogspot.com/2007/02/ray-de-la-carte-la-rumeur-du-sicle-ce.html>

CREDIBLE MIGHT ?

## What Scares Iran's Mullahs?

By Abbas Milani

Stanford, Calif.

IRAN has once again defied the United Nations by proceeding with enrichment activities, the International Atomic Energy Agency reported yesterday. And yet, simultaneously, Iranian officials have been sending a very different message — one that has gone largely unremarked but merits close attention.

After a meeting with the supreme leader Ayatollah Ali Khamenei, the leader's chief foreign policy adviser, Ali Akbar Velayati, declared last week that suspending uranium enrichment is not a red line for the regime — in other words, the mullahs might be ready to agree to some kind of a suspension. Another powerful insider, Ali Akbar Hashemi Rafsanjani, said much the same thing in a different setting, while a third high-ranking official acknowledged that the Islamic Republic is

seriously considering a proposal by President Vladimir Putin of Russia to suspend enrichment at least long enough to start serious negotiations with the United Nations.

There have also been indications that the Iranians are willing to accept a compromise plan presented by Mohamed ElBaradei, the director general of the International Atomic Energy Agency. That plan calls for the suspension of all major enrichment activities but allows the regime to save face by keeping a handful of centrifuges in operation.

The mullahs are keen on damage control on another front as well. After his meeting with Ayatollah Khamenei, Mr. Velayati announced that the Holocaust is a fact of history and chastised those who question its reality. Ali Larijani, Iran's chief nuclear negotiator, also declared the Holocaust a "historical matter" to be discussed by scholars (and not, he implied, by ignorant politicians). In short, there is a new willingness among the Iranian political elite to avoid the rhetoric of confrontation and to negotiate.

There are three ways to analyze this turn. Advocates of an American invasion of Iran say that last month's strengthening of the American armada in the Persian Gulf has frightened the Iranian regime. What diplomacy could not do for years, a few destroyers did in less than a month. These advocates encourage more of the same, hoping either that the mullahs will accept defeat in the face of an imminent attack, or that a Gulf of Tonkin incident will lead to a full attack on Iran's nuclear facilities.

A second camp attacks the build-up of the armada as dangerous saber-rattling at best, and at worst as camouflage for already settled plans to attack Iran's nuclear sites. Such an attack, they say, might provide a much-needed feather for President Bush's empty cap at a time when his Middle East policy has manifestly failed. According to this camp, what changed the minds of Iranian officials was only the United Nations resolution threatening economic sanctions, and the possibility of other resolutions and more serious sanctions.

Both camps are partly right and yet dangerously wrong. There is a third way of looking at the facts.

The mullahs have historically shown an unfailing ability to smell out and, when pragmatic, succumb to credible power in their foes. Indeed, the presence of the American ships has helped encourage them to negotiate. But no less clear is the fact that the mullahs' attitude change began in late December, when the United Nations Security Council finally passed a resolution against the regime in Tehran.

The passage of the resolution hastened the demise of President Mahmoud Ahmadinejad's confrontational approach to the West. And the falling price of oil, leading to declining revenues for the regime, magnified the resolution's economic impact. Top leaders of the Islamic Republic, from Ayatollah Khamenei to Mr. Rafsanjani, have made it clear that they consider sanctions a serious threat — more serious, according to Mr. Rafsanjani, than the possibility of an invasion.

In other words, what the unilateral and increasingly quixotic American embargo could not do in more than a decade, a limited United Nations resolution has accomplished in less than a month. And the resolution succeeded because few things frighten the mullahs more than the prospect of confronting a united front made up of the European Union, Russia, China and the United States. The resolution was a manifestation of just such a united front.

While the combination of credible force, reduced oil prices and a United Nations resolution has worked to create the most favorable conditions yet for a negotiated solution to the nuclear crisis, any unilateral American attack on Iran is sure to backfire. It will break the international coalition against the Islamic Republic's nuclear adventurism; it will allow China, Russia and even some countries in Europe to legitimately side with the mullahs; it will lead to higher oil prices and an increase in Iranian government revenues; and finally, it will help revive the waning power of the warmongers in Tehran.

Those convinced that only the combination of credible might and diplomatic pressure will work worry rightly that the Bush administration, frustrated by its failures in Iraq and goaded by hawks in Washington, will do to Iran what it did to Iraq. In confronting Saddam Hussein and the threat of his weapons of mass destruction, the Bush administration insisted that amassing an armada in the Persian Gulf was necessary to frighten Mr. Hussein into submission. But once the armada was in place, they used it to carry out a long-ago planned invasion of Iraq.

Today, many worry that the plans for an invasion of Iran, too, were made long ago, and that the armada is there to make possible either another Gulf of Tonkin resolution or an Iranian act of provocation against American forces, which could then serve as an excuse for an attack on Iran.

War and peace with Iran are both possible today. With prudence, backed by power but guided by the wisdom to recognize the new signals coming from Tehran, the United States can today achieve a principled solution to the nuclear crisis. Congress, vigilant American citizens and a resolute policy

from America's European allies can ensure that this principled peace is given a chance.  
*Abbas Milani is the director of Iranian studies at Stanford and a research fellow at the Hoover Institution.*

*New York Times, 23 Feb. 2007*

Fondé sur l'interview de Bernard Guetta (juif) de M. Velayati, conseiller diplomatique du Guide Ali Khamenei :

...

**Bernard Guetta** - Can one believe that when Iran has just organized an international conference denying the reality of the Holocaust?

Dr. Velayati - I did not take part in this conference, but the purpose of it was not to deny the Holocaust. It wanted to try to examine the facts. One can wonder about the number of the victims of this genocide without denying that it took place. And can I remind you, on this subject, that Holocaust was made by Europeans, the Nazis, and that this massacre had been prepared by all European persecutions of the previous centuries, to start with those that Spain had organized? At all events, Coran teaches us that: "When somebody takes the life of an innocent, he kills the whole of humanity". There never was genocide against the Jews in the lands of Muslims. To the contrary, it was in the Ottoman Empire, to which they brought all their talents, that the Jews of Spain had been able to find refuge.

**Bernard Guetta** - Is the genocide thus a historical reality?

**Dr. Velayati** - Yes, but we do not accept that this reality be used to justify the oppression of the Palestinians.

Paru dans *La Repubblica* et *Libération*

<http://www.iran-press-service.com/ips/articles-2007/february-2007/ali-akbar-velayati-adviso.shtml>

*Donc la chaîne est la suivante : les propos de M. Velayati ont déformés par M. Guetta, ils sont ensuite déformés par Abbas Milani, et sont ensuite déformés par Lipstadt... et ainsi de suite.*

## 3 - L'Iraq des marais

UN COUP DE JARNAC

**JACQUES VERGÈS : « la condamnation à mort de Saddam Hussein n'était pas légale »**

*Quel est à votre avis le sens du procès de Saddam Hussein ?*

**Jacques Vergès** : Le procès de Saddam Hussein était du point de vue américain nécessaire puisqu'à défaut de la possession d'armes de destruction massive, ses « crimes » (essentiellement l'usage présumé d'armes chimiques contre les Kurdes et les « massacres » présumés de chi'ites au lendemain de la guerre du Golfe) devraient justifier à posteriori l'agression contre l'Irak.

*Mais il n'en a pas été question...*

**J.V** : C'est normal puisque les deux procès réclamés par les chi'ites et les Kurdes ne mettaient pas seulement en cause le gouvernement de Saddam Hussein mais aussi les Américains et leurs alliés qui, en ce qui concerne les Kurdes, avaient fourni à l'Irak des armes chimiques; en ce qui concerne les chi'ites, avaient laissé faire alors qu'ils avaient la maîtrise du ciel. Tout en accusant Saddam Hussein pour ces deux « crimes », il fallait faire en sorte qu'il ne puisse s'exprimer. Pour cela, il fallait le tuer avant leur conclusion.

*D'où le procès pour l'affaire de Doujail qui s'est déroulé seulement entre Irakiens...*

**J.V** : D'où le procès pour les exécutions de civils commises après l'attentat contre Saddam Hussein en 1982 à Doujaïl. Ce procès était un leurre puisqu'il permettait de condamner Saddam Hussein à la mort et donc au silence avant les procès réclamés par les Kurdes et les chi'ite.

*Mais personne n'a dénoncé cette manipulation...*

**J.V** : C'est, je crois l'erreur de la défense. Car c'était l'argument principal à soulever : la manipulation consistant à tuer l'accusé principal pour l'empêcher de parler et mettre en cause ses alliés d'alors devenus ensuite ses ennemis.

*La peine de mort est-elle légale ?*

**J.V** : Là aussi c'est un argument dont je m'étonne qu'il n'ait pas été soulevé par la défense. La peine de mort en effet existait en Irak mais elle a été suspendue le 9 mai 2003 par les autorités d'occupation. Si Saddam Hussein avait été jugé en 2003, il n'aurait pas pu être condamné à mort. La peine de mort a été rétablie par les autorités irakiennes en août 2004. En vertu du principe de la non rétroactivité de la loi par la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, elle ne pouvait être appliquée à des faits antérieurs à son rétablissement, ce qui est le cas.

*Qu'auriez-vous fait pour la défense de Saddam Hussein si la discorde dans sa famille ne vous avait pas incité à vous retirer ?*

**J.V** : J'aurais dénoncé sur le plan international la manipulation dont je parle et qui consistait à trouver, à travers l'affaire Doujaïl, un prétexte pour le tuer avant d'examiner les actions qu'on lui reproche concernant les Kurdes et les chi'ites, actions dans lesquelles la complicité des occidentaux était patente. J'aurais aussi poursuivi sur la plainte que j'avais portée devant la Cour pénale internationale contre M. Tony Blair pour complicité de crimes contre l'Humanité commises en Irak par la coalition.

*Pourquoi Tony Blair et non pas Bush ?*

**J.V** : Parce que l'Angleterre a reconnu la compétence de cette cour et non pas les USA. J'ai rêvé que les avocats américains et français de Saddam suivent sur cette plainte. M. Blair aurait ravi la vedette à Bush et Abou Ghraïb à Doujaïl.

(propos recueillis par Gilles Munier - 18/1/07)

*Iraqi resistance. Samedi 20 Janvier 2007 - 22:38*

Source : <http://www.alterinfo.net>

LA GUEGUERRE COÛTE BONBON

ÉTATS-UNIS PLUS DE 600 MILLIARDS DE DOLLARS DÉPENSÉS À LA FIN 2007

## Le coût des guerres en Irak et en Afghanistan équivaut à 1 % du PIB américain

Eric Leser

Pour financer la seconde guerre mondiale, les Américains ont investi leurs économies dans les fameux War Bonds (obligations de guerre). Pendant les conflits coréens et vietnamiens, les impôts ont augmenté et les dépenses civiles diminuées. Mais pour payer les guerres en Irak et en Afghanistan, l'administration Bush a fait comme si de rien n'était. Non seulement elle a baissé les impôts, mais les crédits supplémentaires sont votés tous les ans en catimini par le Congrès comme des dépenses d'urgence et ne sont même pas intégrés dans le calcul du déficit budgétaire.

« Il est juste de dire que l'argent dépensé pour la guerre a été emprunté presque subrepticement sans mettre en face des recettes », souligne Richard Kogan, du Center on Budget and Policy Priorities (Centre sur les priorités politiques et budgétaires). « Mais tout finit un jour par se payer », prévient-il. Avec une majorité démocrate au Congrès décidée à contester la stratégie en Irak de la Maison Blanche, l'heure des tours de passe-passe budgétaire arrive sans doute à son terme. Le Pentagone vient d'ailleurs d'annoncer qu'à partir de l'année fiscale 2008, qui commence le 1er

octobre 2007, il renoncera aux financements exceptionnels.

Il demandera quand même une dernière fois, dans les prochaines semaines, au moins 100 milliards de dollars (77 milliards d'euros) en urgence et les débats au Capitole s'annoncent houleux alors que George Bush a écarté lundi 22 janvier, dans le quotidien USA Today, tout calendrier de retrait. « Le coût de nos opérations militaires dans le monde est passé de 96 milliards en 2004 à 122 milliards en 2006 et il pourrait atteindre jusqu'à 170 milliards cette année. Il nous faudra des explications », prévient le représentant démocrate John Spratt.

Depuis 2001, le Sénat et la Chambre des représentants ont voté en tout 503 milliards de dollars de crédits pour les guerres en Irak et en Afghanistan, selon le bureau du budget du Congrès. Les dépenses d'entretien des troupes au jour le jour ne cessent de gonfler et approchent maintenant 10 milliards de dollars par mois. Le secrétaire adjoint à la défense, Gordon England, souligne qu'après quatre ans en Irak, les hélicoptères, avions et autres véhicules blindés usés ou détruits doivent être remplacés. Douze soldats ont été tués le 20 janvier après le crash d'un hélicoptère et 13 autres dans des attaques à la veille de l'arrivée en renfort, dimanche, de 3 200 soldats. A la fin de l'année, nul doute que le coût de la guerre dépassera largement les 600 milliards de dollars approchant en termes réels ceux des conflits du Vietnam (660 milliards en dollars d'aujourd'hui) et de Corée (690 milliards).

Il existe toutefois une différence de taille avec le passé qui a permis à l'administration d'en masquer les conséquences : la taille, en proportion, de l'économie américaine. Entre 1942 et 1945, les Etats-Unis ont consacré 30 % de leur produit intérieur brut (PIB) à l'effort de guerre. En 1953, le financement de la campagne de Corée représentait 14 % du PIB et celle du Vietnam jusqu'à 9 %. Le coût des guerres en Afghanistan et en Irak équivaut à peine à 1 % d'un PIB de l'ordre de 13 000 milliards de dollars.

La guerre a ainsi des conséquences économiques presque invisibles pour l'Américain moyen, sauf à prendre en considération les calculs de deux célèbres professeurs d'économie, le prix Nobel Joseph Stiglitz, de l'université de Columbia, et la spécialiste des dépenses publiques Linda Bilmes, de Harvard. Ils ont publié une étude il y a un an, actualisée en octobre 2006, évaluant le coût total de la guerre à plus de 2 000 milliards de dollars. Ils soulignent que le Congrès mesure les dépenses immédiates pas les coûts à long terme comme celui de devoir soigner pendant des décennies plus de 22 000 soldats blessés et mutilés. Ils y ajoutent des dépenses cachées dans le budget de la défense, les pertes pour l'économie et même en partie la hausse du prix du pétrole.

« L'administration a tenté de nous vendre l'idée qu'elle peut changer les lois de l'économie », explique M. Stiglitz dans une interview au magazine Rolling Stone. « Ils veulent nous faire croire que nous n'avons pas à choisir entre les canons et le beurre, que nous pouvons avoir les deux. La réalité est que l'argent dépensé pour la guerre aurait pu servir à autre chose », ajoute-t-il.

*Le Monde*, 23 janvier 2007

## L'OR NOIR S'ÉCLAIRCIT

### Bagdad brûle, Calgary prospère

**Naomi Klein**

Contrairement aux apparences, je ne suis pas en train de vous décrire les effets du nouveau projet de loi irakien sur le pétrole. Cela viendra plus tard. Le boom pétrolier dont il est question apparaît déjà bien engagé, et il se déroule aussi loin de Bagdad qu'il est possible de l'imaginer, dans les étendues désolées du nord de l'Alberta. Depuis quatre années, maintenant, l'Alberta et l'Irak semblent liés par un étrange système de vases communicants. Pendant que Bagdad brûle, et que la guerre en Irak déstabilise toute la région en propulsant les prix du pétrole vers de nouveaux sommets, Calgary connaît une prospérité inégalée.

Voici comment le chaos en Irak a déclenché ce que le Financial Times a récemment décrit comme « le plus grand boom de richesses naturelles depuis la ruée vers l'or du Klondike ». Les Albertains ont toujours su que dans le nord de leur province, se trouvaient les vastes réserves des sables bitumineux - une sorte de matière goudronnée et visqueuse dans laquelle

le pétrole est mélangé à du sable, à de l'eau ou à de la glaise. On y trouve approximativement de quoi produire 2,5 trillions de barils de pétrole. La plus importante réserve d'hydrocarbure du monde...

Il est possible de transformer la matière brute albertaine en pétrole brut, mais c'est difficile. La première méthode consiste à l'extraire à partir de vastes mines à ciel ouvert. D'abord, on rase la forêt, puis on enlève la couche d'humus qui recouvre le sol. Ensuite, d'énormes machines vont extraire la matière goudronneuse du sol pour la charger sur les plus grands camions du monde (deux étages de hauteur, une seule roue vaut 100 000 dollars). Le goudron est dilué dans de l'eau et des solvants à l'intérieur de vastes cuves qui tournent jusqu'à ce que le pétrole remonte à la surface. Les résidus sont ensuite rejetés dans des bassins plus grands que la plupart des lacs naturels de la région. Une autre méthode d'extraction consiste à séparer le pétrole des autres résidus sur les lieux même de l'extraction. D'énormes foreuses injectent de la vapeur, profondément dans le sol, pour que cette dernière se mélange au goudron. Un pipe-line siphonne le mélange et poursuit le raffinage durant le transport, grâce à un système alimenté au gaz naturel.

### **Le principal fournisseur des USA**

Les deux méthodes se révèlent coûteuses : entre 18 et 23 dollars le baril, juste pour couvrir les dépenses. Jusqu'à tout récemment, cela rendait l'extraction totalement irréaliste. Au milieu des années 1980, le pétrole se vendait 20 dollars le baril ; en 1998-1999 : il est même descendu à 12 dollars. Les grands joueurs internationaux n'avaient aucune intention de payer davantage pour extraire le pétrole que ce qu'il pouvait espérer en retirer. C'est pourquoi, lorsqu'on évaluait les réserves mondiales de pétrole, les sables bitumineux n'étaient même pas inclus. Tout le monde, à l'exception de quelques compagnies canadiennes grassement subventionnées, savait que les sables bitumineux restaient hors d'atteinte.

C'est alors qu'est survenue l'invasion américaine de l'Irak. Dès mars 2003, le prix du pétrole a atteint 35 dollars le baril, instaurant la possibilité de réaliser des profits avec les sables bitumineux. Cette année-là, la United States Energy Information Administration a « découvert » l'existence des sables bitumineux. Elle a annoncé que l'Alberta - dont les réserves de pétrole étaient jusque là évaluées à cinq milliards de barils - se retrouvaient assise sur au moins 174 milliards de barils « économiquement possible à extraire ». L'année suivante, le Canada remplaçait l'Arabie saoudite comme principal fournisseur de pétrole des États-Unis.

Tout cela signifiait que le boom pétrolier irakien n'avait pas seulement été reporté ; il avait été relocalisé. Toutes les grandes multinationales du pétrole, à l'exception de BP, se sont ruées vers le nord de l'Alberta : Exxon Mobil, Chevron et Total, qui prévoyait dépenser à lui seul entre neuf et 14 milliards. En avril 2003, Shell a payé huit milliards de dollars pour prendre le contrôle de sa filiale canadienne. La ville de Fort McMurray, le point de départ du boom, n'avait même plus d'espace pour accueillir les dizaines de milliers de travailleurs qui arrivaient. Une compagnie a même dû construire sa propre piste d'atterrissage pour pouvoir acheminer le personnel dont elle avait besoin.

Environ 75 % du pétrole extrait des sables bitumineux s'en va directement aux États-Unis. Les plus enthousiastes décrivaient même les sables bitumineux comme « la couverture de sécurité de l'Amérique ». J'espère que vous appréciez l'ironie de la situation. Les États-Unis ont envahi l'Irak au moins en partie pour sécuriser leur approvisionnement en pétrole. Maintenant, grâce aux répercussions désastreuses de cette décision calamiteuse, ils ont trouvé la « sécurité » qu'ils recherchaient désespérément juste à côté de chez eux.

### **141 millions de barils additionnels**

Il est devenu de bon ton de prédire que les cours élevés du pétrole vont accélérer la réponse du marché aux changements climatiques, suscitant une « explosion » d'innovations et de nouvelles solutions, comme l'a écrit le chroniqueur Thomas Friedman, du New York Times. La situation en Alberta dément toutes ces belles prédictions. Les prix élevés du pétrole conduisent effectivement à une orgie de nouveaux investissements dans la recherche et dans le développement. Mais les efforts n'ont pas comme objectifs de prévenir les changements climatiques. Le plus souvent, ils visent à découvrir comment on peut extraire le pétrole le plus salissant qui soit, dans les régions les plus difficilement accessibles. Shell, par exemple, travaille sur un « nouveau processus d'extraction thermique », qui impliquerait l'enfouissement d'énormes éléments chauffants électriques. On ferait littéralement cuire le sol...

Voilà ce que les sables bitumineux de l'Alberta signifie pour vous : l'industrie qui contribue plus que n'importe quelle autre aux changements climatiques essaie frénétiquement d'augmenter encore la température. Le raffinage des sables bitumineux produit trois ou quatre fois plus de gaz à effet de serre (GES) que celui du pétrole provenant

de puits traditionnels. Au point que les sables bitumineux sont devenus la principale cause de l'augmentation des émissions de GES produites par le Canada. Les quelque 100 milliards d'investissements prévus dans les sables bitumineux ont aussi transformés le Canada en renégat du climat mondial.(...) Sans qu'on puisse en prévoir la fin. Si les prix du pétrole demeurent élevés, il sera bientôt profitable d'extraire un autre 141 millions de barils additionnels des sables bitumineux, ce qui ferait de l'Alberta la plus grande réserve de pétrole du monde.

L'exploitation des sables bitumineux dévore les arbres et la faune - L'institut Pembina, qui constitue une autorité en matière d'évaluation de l'impact environnemental des sables - prévient qu'une superficie de forêt boréale « équivalente à l'État de la Floride » risque de disparaître. Et voilà que le débit de la rivière qui fournit une bonne partie des prodigieuses quantités d'eau nécessaire à l'exploitation montre des signes de diminution inquiétants. Des climatologues estiment que cette baisse serait causée par le réchauffement climatique, ce qui montre qu'il y a quand même une justice.

En contemplant la folie collective en Alberta - que même le Financial Times décrit comme un « fantôme délirant » - il m'est soudain apparu évident que le Canada a fini par récolter beaucoup plus que le boom pétrolier initialement prévu en Irak. En fait, nous avons aussi hérité de ses armes de destruction massive. Vous pouvez les voir près de Fort McMurray, dans la boue goudronneuse qui se trouve sous la croûte terrestre. Et grâce au travail infatigable d'une armée de camions et de tuyaux crachant de la vapeur et du gaz, nous sommes en train d'actionner le détonateur.

*The Nation*, 31 mai 2007. [www.thenation.com](http://www.thenation.com)

Source : [www.alternatives](http://www.alternatives)

Traduit par les valeureux Belges :

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2007-07-12%2006:11:09&log=invites>

## ÉPURATION

### Point de vue de Frank Furet : Meurtres étranges (avec des suspicions sur le Mossad..)

(transmis par le journal de Marcus Lemaire)

Les organisations de défense des droits de l'homme irakiennes ont découvert des informations de la police qui prouvent que plus de mille universitaires et scientifiques irakiens ont été assassinés depuis le début de l'invasion américaine.

Selon l'Université des Nations Unies, 84% des institutions irakiennes de l'enseignement supérieur ont été incendiées, pillées ou détruites. Le système éducatif irakien était pourtant parmi les meilleurs de la région; l'instruction de sa population était une des ressources les plus importantes du pays. Cette situation est le miroir de l'occupation dans son ensemble: une catastrophe aux proportions impressionnantes qui se déroule dans un climat de négligence criminelle.

Le gouvernement américain a lui-même admis l'assassinat de «plusieurs centaines» de professeurs universitaires. Mais la destruction systématique des universités en Irak est un aspect fort bizarrement ignoré par la presse occidentale .

La vague d'assassinats aurait débuté peu de temps après que les forces d'occupation américaines aient licencié près de **15500 chercheurs**, scientifiques, professeurs et enseignants en raison d'un prétendu lien avec le parti Baath. Le personnel universitaire craint qu'une campagne pour priver l'Irak de ses enseignants universitaires ne soit en cours, campagne qui complèterait la destruction culturelle du pays, qui a commencé quand l'armée américaine est entrée à Bagdad.

Les tentatives d'assassinat continuent. Des menaces répétées sur la vie sont faites pour forcer des personnes à quitter l'Irak. La dernière semaine d'avril 2006, les médecins de Mossoul ont fait l'objet d'une campagne de menaces pour les pousser à quitter l'Irak. Les assassinats, les enlèvements et les menaces sur la vie, pour contraindre les universitaires et les médecins à quitter l'Irak, ne semblent suivre aucune logique religieuse ou ethnique.

Les meurtres impliquent les universités aussi bien que d'autres instituts académiques, des professeurs de tous âges, spécialisations et convictions politiques ou religieuses. Les assassins sont des professionnels, et **personne n'a jusqu'à présent jamais entendu qu'un assassin ait été**

**arrêté.** Les meurtres ont lieu partout : sur la route, au travail, et aussi au domicile. Personne ne les a revendiqués et les raisons n'en ont pas été éclaircies.

Les meurtres sont accomplis par tir, certains sont tués avec 3, d'autres avec 30 balles. Le nombre de ces tués, dans la seule université de Bagdad, a dépassé 80 selon les rapports officiels. Les gens craignent de demander des détails sur ces crimes. Beaucoup de professeurs et docteurs célèbres ont quitté l'Irak pour sauver leurs vies, les messages de menace de mort étant devenus quelque chose de très habituel...

### Souçons

Pour certains, une part des tueries seraient apparemment menées par la police irakienne, d'autres par les Brigades Badr. Mais les assassinats ont aussi lieu dans le nord du pays, qui est contrôlé par les milices kurdes Peshmerga. Or ces milices ont été financées et entraînées par les forces d'occupation.

Le Pentagone a dépensé 3 milliards de dollars, des 87 milliards du Budget 2004, pour créer des milices et des escadrons de mort. Et d'aucuns de rappeler que **John Negroponte** a appris son travail au Salvador avant d'être nommé ambassadeur en Irak où il aurait transféré ses méthodes de liquidations systématiques, employées dans les sales guerres en Amérique centrale et latine au cours des années 70 et 80, à l'Irak.

De nombreux mercenaires d'Amérique latine ayant appartenus aux escadrons de mort au Chili, Nicaragua, Salvador etc. auraient été recrutés par des compagnies privées et opéreraient maintenant à l'intérieur de l'Irak.

Des organisations comme les Brigades Badr, la brigade « Wolf », Peshmerga et mercenaires étrangers ont remplacé l'armée régulière irakienne démantelée et peuvent être tenues pour responsables de beaucoup des tueries extralégales qui ont lieu. Ils ont fait leur apparition sur la scène irakienne derrière les tanks US. Ces milices opèrent aussi auprès des forces US contre la résistance irakienne. Mais elles ne seraient pas les seules impliquées dans les tueries d'universitaires d'Irak.

### Info ? Intox ?

Osama Abed Al-Majeed, le président du Département Recherche et Développement du ministère de l'enseignement supérieur, accuse le Mossad, les services secrets israéliens, d'être coupable de cette violence sélective. Un rapport du Centre d'informations palestinien publié en juin 2005 déclarait également le Mossad responsable. Un rapport compilé par le département d'Etat américain et destiné au président américain, signalerait que les agents israéliens et étrangers envoyés par le Mossad, en coopération avec les Etats-Unis, en Irak, ont tué au moins 350 scientifiques irakiens et plus de 200 personnalités académiques et de professeurs d'université.

**Les agents de Mossad** auraient, selon ce rapport, opéré en Irak dans le but de liquider les scientifiques irakiens (spécialistes du nucléaire et de la biologie) et d'éminents professeurs d'université après que les États-Unis aient échoué à les persuader de travailler pour eux.

**Les services de sécurité américains auraient fourni à Israël des biographies complètes des scientifiques et des universitaires irakiens pour faciliter leur élimination.** Le rapport indique aussi que la campagne du Mossad, visant les scientifiques irakiens, est toujours en cours.

### Opinions

Toutes les organisations et individus qui sont impliqués dans la planification et l'exécution de ces meurtres, ne semblent pas connus, mais il semble y avoir un modèle de liquidation systématique de la classe moyenne irakienne qui refuse de coopérer avec l'occupation.

Le tir sur des pacifiques universitaires irakiens est le fait de plusieurs forces différentes qui partagent un même intérêt, celui de démanteler davantage l'état irakien. Tout irakien qui s'oppose à l'occupation et à son gouvernement semble une cible possible.

Pour certains, le gouvernement US est responsable de cet état de fait. **Le Pentagone a dépensé 3 milliards de dollars pour créer des milices et escadrons de mort.** Ce seraient ces gangsters qui exécuteraient une part des tueries extralégales. Personne n'a été arrêté pour ces crimes. Or, c'est à l'intérieur de la Zone verte que se trouve l'ambassade US, incluant de nombreux officiers des Renseignements. Ils auraient dû être capables d'enquêter et de résoudre un minimum de ces crimes et d'arrêter des meurtriers. Pour qui assemble toutes les pièces déjà disponibles du puzzle, il semble logique de conclure que l'occupation US porte une lourde responsabilité, en tant que puissance occupante, de cette situation.

Le professeur Dr. Mohammed Munim al-Izmerly, un professeur irakien de chimie, aurait d'ailleurs été torturé et tué par l'équipe d'interrogation Américaine, et serait mort sous garde américaine d'un coup à l'arrière du crâne. La famille du Dr. Al-Izmeri à Londres a officiellement accusé le Pentagone de l'avoir tué au cours d'un interrogatoire basé sur de fausses allégations. L'accusation l'associant aux armes biologiques, était selon sa famille, pure propagande d'occupation ; il avait d'ailleurs été relâché après 3 ans de détention.

### Protestations et réactions

Le problème des assassinats d'universitaires irakiens devient très urgent. Les tueries semblent être systématiques et très bien préparées. Le personnel universitaire irakien est désespéré. Ce sont les irakiens qui ont poussé le BRussells Tribunal à entamer une campagne à ce sujet. Le comité irakien pour les sciences et les intellectuels en Scandinavie a publié la déclaration suivante:

Le meurtre de masse, la tuerie de tous les scientifiques et intellectuels irakiens a son propre but : Il s'agit d'annihiler la richesse intellectuelle de l'Irak..

Le 18 janvier 2006, une pétition rassemblait déjà les signatures de plus de 4 000 personnes. Parmi elles: Noam Chomsky (USA), Tony Benn (UK), l'écrivain et prix Nobel de littérature John M. Coetzee (Afrique du Sud), l'écrivain Eduardo Galeano (Uruguay), Michael Parenti (USA), Naomi Klein (Canada), Dario Fo (Italie), Jean Bricmont (Belgique).

Les pétitionnaires exigent que l'UNESCO assure la défense des intellectuels et des professionnels en Irak et que l'Office du haut commissaire pour des droits de l'homme accomplisse son devoir pour protéger les vies et les droits de l'homme des médecins et des universitaires irakiens et de tous les civils irakiens.

Ils demandent aussi de diffuser la problématique de cette campagne à la fédération internationale des universités ; ils invitent les médias du monde à comprendre que le massacre des universitaires et des professionnels de santé irakiens est un résultat de l'occupation.

Ils veulent établir une campagne internationale de solidarité liant des universitaires irakiens en exil et en Irak aux universités dans le monde entier. Ils souhaitent également pousser les parlements nationaux et régionaux à débattre le problème de la destruction de la classe intellectuelle et professionnelle de l'Irak.

Frank Furet

Mardi 16 Janvier 2007, Sources Banc Public, Posté par Adriana Evangelizt

## LES ESCADRONS DE LA MORT, REPORTAGE À BAGHDAD

### BAYAN JABR LE TIGRE SANGLANT DE BAGHDAD

#### Deborah Davies reports from inside Baghdad

Standing in a large family house in the Hurriya district of Baghdad a little boy, no more than ten years old, with huge round eyes silently points out the bullet holes in each of the bedrooms. He goes from room to room, pointing out the marks in the wardrobe door, in the bed-frame, in the wall - he knows where they all are. It's the kind of knowledge no child should be burdened with.

Downstairs, six almost identical figures in black robes, sit in a row holding large pictures of their murdered men-folk, with a clutter of children on their laps.

These six women - all of them members of the same family, all of them recently widowed - have not been back into their bedrooms since last November, when a convoy of police cars drew up outside their home in the early hours and dozens of uniformed men burst in.

Another of the children, Hanin, was asleep in her parents' bed. She's almost matter of fact as she describes what happened next. 'I heard a gunshot so I cuddled my Dad. They came into our room and I told them not to kill my Daddy but the man threatened to shoot me. They shot Daddy and then they shot my Uncle.'

Five men were shot dead that night - a sixth had been killed in the street three weeks earlier. Their crime? The head of the family, Sheik Khadem Sarheed, was leader of a well-known

Sunni tribe. Now he's dead, along with four of his adult sons and one son-in-law. One of the sons was a policeman and recognised the killers. 'He told them he was a policeman like them', says his widow, 'But they shot him in the neck and in the stomach'.

Neighbours saw the police cars parked outside the house and recognised the uniforms of the notorious police commandos. They're highly trained, heavily armed officers, more like soldiers than ordinary policemen. And they report directly to the Ministry of the Interior. Over the last eighteen months these commandos - who are almost exclusively Shia Muslims - have been implicated in rounding up and killing thousands of ordinary Sunni civilians.

### **A hundred dead bodies a day**

Up to a hundred bodies a day are found dumped on waste ground and rubbish tips around Baghdad. They've usually been dreadfully tortured. Acid and electric drills are the favourite methods and many of the bodies are still wearing police handcuffs.

As we discovered, there is even compelling evidence that the secret prisons of Saddam's day are back - stinking hell-holes where hundreds of victims are herded together to be raped, tortured and maimed for no crime other than belonging to the wrong sect.

And it's all happening under the eyes of US commanders, who seem unwilling or unable to intervene. These are the chilling findings of a special investigation, filmed for a Channel 4 documentary, *The Death Squads* that reveals how one of the most senior ministers in Iraq's new administration stands accused of presiding over a campaign to torture, maim and execute his enemies. And this is the dossier that utterly explodes the myth that peace and a liberal democracy are blossoming in the new 'liberated' Iraq.

In the bloody mayhem of Baghdad it's very difficult to untangle exactly who's who amongst the various death squads who now rule the streets. There are organised criminal gangs, kidnapping and killing for ransom money, and there are private militia groups loyal to particular clerics or clan leaders. But there is no question that among the most efficient of the death squads are the police commandos.

As part of our investigation, we traced how these commando units have been deliberately infiltrated and taken over by one of the most militant Islamic groups, the Badr Brigade. They're the military wing of an Iraqi political party, The Supreme Council for the Islamic Revolution in Iraq. SCIRI was set up in the early 80's in exile in Iran and its aim was always to overthrow Saddam and his Sunni government and replace them with a Shia government. Now, very helpfully, the Americans have done that for them.

### **Return of the Badr Brigade**

Immediately after Saddam was toppled in the Spring of 2003 thousands of Badr Brigade militiamen flooded back across the border from Iran, along with their political leaders who'd spent years waiting for this moment. They wanted the new Iraq to become a pro-Iranian, Islamic country where the Shia, who are 60% of Iraq's population, would also be the dominant political force.

They soon discovered that the best way to achieve this has been to infiltrate Iraq's new police force - right under the eyes the American administration.

From the early days of the US occupation of Iraq, the warning signs were there. One of the most senior British police officers sent to Baghdad was the former Deputy Chief Constable of South Yorkshire, Douglas Brand. His brief was very simple - to rebuild the Iraqi police. He wanted to create a professional force dedicated to law and order. But the Americans were so keen to build up the numbers they turned a blind eye to who was enlisting. 'They wanted to have the graduation parades, to have them in new uniforms', Douglas Brand told us. 'Nobody was too interested in what happened when they actually went out on the streets'.

Douglas Brand says he voiced his concerns, 'Probably ten times a day to whoever would listen, usually two star Generals and above.' He even spoke directly to the US Defence Secretary, Donald Rumsfeld, 'But I sensed the subtleties were not understood and if there were consequences down the road, that's something the Iraqis were going to have to handle themselves'.

Those consequences became clear very quickly. In June 2004 an American soldier, Kevin Maries, was looking through his sights of his sniper rifle from his usual position on the top floor of the Ministry of the Interior building when he saw Iraqi police commandos bring hundreds of prisoners into a Ministry compound directly below him.

He took a series of astonishing photographs through his rifle sight showing what happened. 'They were forced onto their knees, beaten with rubber hoses,' he remembers, 'The beatings got more severe, a metal bar was used and they were beating the soles of their feet'. When he thought some of the prisoners might die, Kevin alerted his unit and American troops turned up to

stop the torture. But an hour later US Headquarters ordered them to withdraw and leave the prisoners to the mercy of their captors. As far as Kevin knows, most of the prisoners were later moved to an official prison but only after they were beaten again.

### **US reluctance to intervene**

From the start the US authorities have been reluctant to interfere and that became even more marked when a controversial appointment was made to the Iraqi government. In May 2005, a man named Bayan Jabr was made Minister of the Interior - and thus the man in charge of the police. He was one of SCIRI's most senior figures.

Suddenly huge numbers of his own exclusively Shia militiamen from the Badr Brigade were recruited into the police. Gerry Burke witnessed that first hand. A senior Massachusetts policeman, seconded as a police adviser to Baghdad, Burke saw a memo from the new Minister authorising the recruitment of one group of 1,300 men into the Commandos without any obvious qualifications for the job. 'These were men without any police training, without any background checks', Gerry Burke told us, 'It was just changing uniforms from the Badr Brigade to the police'.

A few months later, when groups of Sunni men began to be kidnapped, murdered and their bodies dumped in the same spots every day, Gerry Burke tried to organise a surveillance operation to catch the killers. But the ordinary Iraqi police officers he was working with were too terrified to co-operate. 'They believed the perpetrators were members of the police who would have killed them in retaliation for investigating it'.

But that is by no means the only evidence that Iraq's Minister for the Interior is involved in a covert campaign of terror. One Iraqi MP, accuses Mr Jabr of being behind a network of secret prisons where Sunnis were held without charge and tortured. Of course, in a land where sectarian rivalries often involve wild allegations, we should treat any such claims with caution. But even with that in mind, the evidence provided to us by a Sunni MP named Mohammed al Dini is profoundly disturbing.

### **Torture videos**

Last summer, Al Dini was among a delegation of MPs who turned up unannounced to check one of these suspected illegal sites. He showed us the video his staff took of the inspection. Several hundred men are pictured, crammed into cells. There are chaotic scenes of jubilation as the prisoners realise outsiders have come to end their ordeal and they all clamour to tell Al Dini their stories. One man is an Imam at a mosque. 'They forced us to talk by raping us', he tells the MP. Eventually prisoners sit patiently on the floor while one by one they display their injuries. Some have been branded with hot metal bars or had their fingernails ripped out. They lift their shirts to show bruises, scars and burns all over their bodies.

Then Mohammed Al Dini showed us a second video. Three days after he exposed this illegal prison, a group of his relatives visited him in Baghdad. On their way home their minibus was stopped by uniformed men. They were dragged out and executed on the street. The video shows ten bodies, lying on the pavement, in large pools of blood. Yellow leaflets have been scattered round which say, 'Congratulations to those who killed these Sunni extremists.'

Mohammed Al Dini is in no doubt about who murdered his ten cousins. 'They were militiamen operating as death squads inside the police', he says, 'And the attack was ordered by those people I exposed for running the prison.'

We interviewed Al Mohammed Dini in the safety of the Green Zone but he then made an extraordinary offer - to take us to his office and give us more evidence of police atrocities which have taken place while Bayan Jabr was the Minister in charge. His office was in a district called Yarmuk - a short journey but an incredibly dangerous one.

### **The Green Zone**

The general rule for Western journalists in Baghdad is to stay in the Green Zone - if you go anywhere else you need your own armed guards in armoured cars and you never stay anywhere for longer than ten minutes. Any foreigner venturing out runs the very real risk of being kidnapped by Sunni insurgents.

We discussed it as a team and took the advice of our calm and experienced security man, who's ex-British army. We decided to trust Mohammed Al Dini. We all climbed into his 4 x 4, with two of his own armed guards. As we drove through last checkpoint in the Green Zone and out into Baghdad's wild beyond a dozen more vehicles, four armed guards in each, were waiting.

They swung in to surround us. We were now in a huge convoy which included two pick-up trucks with men stood on the back manning machine guns. We drove past the Jihad district where last July the police and other armed gunman set up unofficial checkpoints. They inspected everyone's ID cards and executed more than forty people with Sunni names.

Then we went past Yarmuk hospital, which was surrounded by police cars. Iraqi hospitals are very dangerous places. We'd spoken to doctors who told us how patients, relatives and medical staff are regularly kidnapped from the treatment rooms by hospital guards and the police. Two doctors - too frightened to meet us - sent us emails. One said 'I'm writing to you crying with tears, they've gone on a wild rampage killing doctors'.

### Religious fanatics killing the educated

The second email, from a woman doctor, said 'These religious fanatics are killing the educated people so the country will be easier to be controlled.' A third doctor, who agreed to be interviewed anonymously, described how an elderly woman was rushed in very ill. When the hospital guards realised she was the wife of a well known Sunni man they shot her.

There was more to come. When we reached Mohammed Al Dini's office, he handed over several CD's full of horrific images of corpses - victims, he claimed, of the death squads. 'Bullet holes?' I asked pointing to a picture of two round wounds. Mohammed Al Dini corrected me. 'No - electric drill holes'.

Then he fished out a five page document from his briefcase. It was a top secret report from Military Intelligence describing how they had caught eighteen policemen in the act of kidnapping two Sunni civilians. The police had confessed that they'd been ordered to pick up the men by their own senior officers who were members of the Badr Brigade. They were paid for each captive they handed over and they knew of at least nine men who'd later been found dead.

Mohammed Al Dini told me this all started when Bayan Jabr became Interior Minister - he was later promoted to Finance Minister, a role he continues to hold. 'There's a great deal of evidence against him, he's been involved in many human rights breaches in Iraq', he says.

Could it be true? Could one of the most senior figures in Iraq's new administration be presiding over a regime of terror every bit as savage as that under Saddam? We wrote to Bayan Jabr to ask for his response to all these allegations - but so far he hasn't replied.

One thing is for sure: life in 'liberated' modern day Iraq is every bits as terrifying as it was under Saddam - perhaps even more so. The videos that Mohammed Al Dini gave us were only part of a huge collection we built up during our time in Baghdad. Human rights organisations gave us hours and hours of material. One mass funeral after another, lines of coffins, crowds of wailing relatives.

But among the most heartbreaking tapes are ones the women in the 'House Of Six Widows' gave us. One shows the immediate aftermath of the killings - the Sheik and his sons covered in blood stained blankets. Another video is of the funeral.

But the third is quite different. The final video is from 2002, a year before the war began, and it shows the joyful scenes at a huge wedding of one of the sons - now murdered. The house where the Sunni family still live is in a mixed area and among the hundreds of friends and neighbours pictured dancing in the street with the wedding party many were Shia. But since the coming of the death squads, many Sunni families have fled the area altogether. It's a pattern of ethnic cleansing being repeated across Baghdad as the city descends into ever deeper sectarian chaos.

It's impossible to work in Baghdad and leave with any ideas about simple solutions. Beware of anyone who offers them. The only certain thing is that tonight and every night for the foreseeable future, the death squads will be roaming the streets. And many of them will be so-called policemen.

Channel 4

<http://www.channel4.com/news/dispatches/article.jsp?id=301>

## LA CLAIRVOYANCE DES IRAKIENS

### Les Irakiens voient des Juifs partout

Un reportage publié récemment par le journal *Asia Times* (1) dresse un tableau inquiétant de l'obsession antijuive qui semble régner au sein de la population irakienne, qui fut soumise durant plusieurs décennies à une propagande antisioniste systématique. Le journaliste rapporte que, lorsque l'imam de la mosquée Hudheifa, à Bagdad, rencontra trois officiers américains pour traiter d'un différend local lié à l'entrée de soldats dans la mosquée,

il demanda d'abord s'il y avait des Juifs parmi eux ; la rencontre ne se poursuit qu'après qu'il eut reçu l'assurance qu'aucun des officiers n'était juif. Avant la venue des trois officiers, l'imam Mahdi Al-Jumeili avait déclaré que « le judaïsme et la franc-maçonnerie sont en guerre contre l'islam ».

Les Juifs (« al-yahoud ») sont, rapporte *Asia Times*, invoqués « partout » en Irak. « Pour un journaliste, il ne se passe pas un jour sans qu'il ait entendu parler des Juifs et d'Israël. Même les chauffeurs de taxi parlent des Juifs lorsqu'ils se plaignent de l'occupation. » Un chauffeur de taxi déclare : « Nous sommes des Musulmans, et des Juifs viennent dans notre pays. Ce sont tous des Juifs. Les Américains sont tous des Juifs et des mercenaires. Nous connaissons leur religion. » Un autre chauffeur : « L'Amérique et les Juifs, c'est la même chose... Ils ont les mêmes objectifs et la même religion. » Un troisième chauffeur de taxi explique que si l'ambassade de Jordanie a été la cible d'un attentat, c'est parce qu'elle organisait l'immigration de Juifs en Irak.

#### « tuez les Juifs »

Sur un marché d'Abu Ghraib, une ville à l'ouest de Bagdad, un homme déclare à l'envoyé spécial d'*Asia Times* : « Au moins Saddam était un Musulman. Est-ce que ce n'est pas mieux que les Juifs ? Les Américains sont des Juifs, **ce qu'ils font est juif.** » Le chef de la prière à la mosquée locale surenchérit : « Ces occupants, ce sont tous des Juifs et des Chrétiens. »

Des inscriptions sur les murs de la mosquée Abu Hanifa mettent en garde les Irakiens : des Juifs sont installés à l'hôtel Ekal, et ils se préparent à acheter des terres, comme ils l'ont fait en Palestine, afin d'expulser les Irakiens de leur pays. Le journaliste se rend à l'hôtel Ekal : il est fermé pour travaux, personne n'y habite. Mais les étudiants de l'université locale continuent à distribuer des tracts mettant en garde les Irakiens contre les agents juifs qui viennent acheter des terres.

Sur les murs de la mosquée de Maalef, à Bagdad, on lit en grosses lettres : « Tuez les Juifs ». Également à Bagdad, dans la mosquée Rahman située dans le quartier Mansour, le cheikh Ali Al-Ibrahimi dénonce devant ses ouailles une récente décision des autorités irakiennes sur l'obtention de la nationalité. « Si les Juifs s'installent en Irak, ils deviendront des citoyens irakiens, ils prendront le contrôle de l'Irak et nous serons leurs invités », déclare-t-il. Il explique que les fondateurs des États-Unis craignaient de laisser entrer chez eux « les détenteurs d'argent », mais que « c'est ce qui s'est produit lorsque les Juifs sont venus : les Américains et les autres sont devenus leurs invités ».

#### les « protocoles »

À Sadr City, le chef de la mosquée Musin, Seyid Hassan Naji Al-Musawi, annonce que le Mahdi (équivalent du Messie) viendra bientôt, « et quand il viendra il tuera les chefs juifs ». Qui sont ces chefs ? Les Américains d'abord, dit le leader chiite, mais pas seulement : **Jules César était juif**, dit-il, et les Romains aussi. Et il cite un verset du Coran sur la défaite finale des Juifs.

Le journaliste retrouve chez les Irakiens la croyance, répandue dans l'ensemble du monde musulman [y compris sur les sites islamistes francophones –Arche] selon laquelle le logo Coca-Cola devient dans un miroir « Non à La Mecque, Non à Mahomet » – preuve que Coca-Cola appartient à des Juifs. Quant aux *Protocoles des Sages de Sion*, ils sont, dit-il, « omniprésents » sous la forme d'une traduction arabe en deux volumes.

Autres ouvrages vendus dans les rues de Bagdad : le livre *Les crimes des Juifs*, et un livre intitulé *Les drogues et les Fils du Diable* (les « Fils du Diable » dont il est question ici sont les Juifs). On peut aussi acheter un livre en langue kurde, *Dans les mâchoires des Juifs*, illustré d'une étoile de David et d'un monstre dégoûlant de sang. Le Conseil suprême de la Révolution islamique, qui est l'une des composantes de l'Autorité provisoire mise en place par les Américains, distribue un livre intitulé *Nuits juives*, consacré à la réfutation de diverses affirmations des Juifs concernant leur propre histoire. Dans la ville de Najaf, on peut acheter dans les bureaux du dirigeant religieux Seyid Muqtada Sadr un livre consacré à Ali et les Juifs.

La presse irakienne semble, elle aussi, obsédée par les Juifs. Une des croyances les plus répandues est que les Juifs s'apprêtent à revenir en masse [et peut-être à réclamer les biens dont ils ont été dépouillés lors de leur départ forcé – Arche]. Le quotidien *Al-Yawm Al-Aakher* écrit que « la campagne frénétique pour réinstaller les Juifs a suscité le mécontentement des Irakiens, particulièrement les hommes de religion ». Un journal nommé *Al-Adala*, qui appartient au Conseil suprême de la Révolution islamique, met en garde contre « un certain nombre de Juifs qui essaient d'acheter des usines à Bagdad ».

**Michel Aflak, juif**

Dans *Al-Rassed*, un éditorial annonce que des Juifs tentent d'acheter des terres. Dar Al-Salam, qui appartient au Parti islamique irakien, rend compte d'une décision prise par les hommes de religion de Mossoul interdisant la vente de terres à des non-Irakiens, parce que ces terres pourraient se retrouver entre les mains de Juifs. Un autre journal, *Al-Saah*, invite les Irakiens à vérifier les appareils ménagers, provenant de Taiwan ou de Chine, qu'ils achètent : ces appareils risquent de contenir des étoiles de David cachées, car les Israéliens essaient de vendre subrepticement leurs produits en Irak.

Le journaliste rapporte une rumeur insistante, selon laquelle le fondateur du parti Baas, le Chrétien Michel Aflak, était en réalité un Juif caché. Une autre rumeur assure qu'en Israël des bordels sont construits en forme de mosquées, avec un minaret. Enfin, *Asia Times* se fait l'écho d'une légende – répandue dans l'ensemble du monde musulman – selon laquelle la bataille finale entre les Juifs et les Musulmans aura lieu lorsque les Juifs viendront au bord de l'Euphrate visiter la tombe d'un prophète ; au cours de cette bataille, les Juifs se cacheront derrière des rochers, les rochers se mettront à parler pour dire : « Il y a un Juif derrière moi », et les Musulmans vaincront les Juifs.

1. « Iraqis wrestle with Jewish factor », *Asia Times*, 26 novembre 2003.

*L'Arche* 551-552 février 2004

*Rassurez-vous, ça n'a pas changé !*

## LA DÉGRADATION

## Irak: 200 membres d'une secte messianique tués et 250 arrêtés près de Najaf

Deux cents membres d'une secte messianique dont le chef prétendait être le Mahdi, l'imam caché dont les chiites attendent le retour, ont été tués et 250 autres arrêtés dans de violents combats avec les forces irakiennes et américaines près de la ville sainte de Najaf.

Les déclarations contradictoires se sont multipliées lundi sur l'identité des miliciens qui se sont affrontés dimanche avec les forces irakiennes près de Zarka, une région rurale à 20 km au nord de Najaf (au sud de Bagdad).

Près de 200 d'entre eux ont été tués et 250 arrêtés, a affirmé lundi soir le porte-parole du ministère de la Défense, Mohammed al-Askari. Il a ajouté que plus de 500 armes ont été saisies. Dans un premier temps, il avait parlé de 120 arrestations.

Les affrontements ont aussi fait six morts dans les rangs des forces irakiennes. Deux soldats américains ont été tués lorsque leur hélicoptère s'est écrasé, a indiqué l'armée américaine.

Des chasseurs-bombardiers F-16 et des avions d'appui au sol A-10 américains ont bombardé à plusieurs reprises les positions des miliciens, a-t-elle ajouté. La Force multinationale avait transféré le 20 décembre 2006 aux forces irakiennes la responsabilité de la sécurité dans la province de Najaf.

Selon la police de Najaf et des témoins, les miliciens, qui se font appeler "Jound al-Sama" (les soldats du ciel), font partie d'une secte ésotérique chiite obéissant à un "chef spirituel" qui se prétend l'incarnation du Mahdi, l'imam caché dont les chiites espèrent le retour. Samer Abou Kamar, alias al-Yamani, avait installé son quartier général à Zarka, une zone rurale près de Najaf, où il avait rassemblé ses partisans, quelque 500 jeunes disciples.

Le corps de cet Irakien de 40 ans, originaire de Diwaniyah (sud), a été retrouvé et identifié par ses partisans arrêtés, selon une source au gouvernorat. Le vice-gouverneur de la province de Najaf, Abdel Hussein Attan, a déclenché une controverse en accusant les miliciens d'être liés à l'organisation terroriste Al-Qaïda.

"D'après les aveux des miliciens interpellés et les renseignements recueillis, ce groupe très bien structuré entendait attaquer les responsables religieux chiites et prendre le contrôle de Najaf et de ses lieux saints", a-t-il affirmé. "Il s'agit d'un groupe chiite en apparence, mais la conviction profonde de ses membres est secrète et différente", a estimé M. Attan, qualifiant d'"opération préventive" l'intervention des forces irakiennes. L'organisation terroriste al-Qaïda en Irak est

constituée d'extrémistes sunnites, qui vouent une haine particulière aux chiites, qu'ils considèrent comme des hérétiques.

Le porte-parole du gouvernement, Ali Al-Dabbagh, a pour sa part affirmé, à la télévision publique Iraqia, que le groupe "devait avoir des liens avec des terroristes de l'intérieur et de l'extérieur". "Nous enquêtons, mais ce qui est certain, c'est qu'il recevait une aide importante (de l'étranger)", a dit M. Dabbagh. Parallèlement, plusieurs centaines de milliers de pèlerins chiites se pressaient dans la ville sainte de Kerbala, à 110 km au sud de Bagdad pour commémorer mardi l'Achoura, la mort de l'imam Hussein, alors que les mesures de sécurité ont été renforcées pour empêcher tout attentat.

"Cinq terroristes, quatre ressortissants arabes et un Irakien, ont été arrêtés au nord de la ville alors qu'ils tentaient de pénétrer, avec des ceintures explosives pour commettre un attentat", a affirmé à la presse le gouverneur de Kerbala, Aqil al-Khazaali. Les violences se sont poursuivies à travers le pays et 37 Irakiens ont été tués dans des attaques lundi, tandis que les corps de 22 personnes assassinées ont été découverts à Bagdad.

afp 30 janvier 2007 *Edicom*

[http://www.edicom.ch/fr/news/international/271\\_3097444.html](http://www.edicom.ch/fr/news/international/271_3097444.html)

## C'EST OÙ, LE VIËTNAM ?

### Rideaux

Par Juan Gelman

Le porte-parole de la Maison Blanche Tony Snow l'a dit. Finalement. Les USA pensent maintenir des troupes en Irak pour longtemps. Snow a comparé cette situation avec celle de la Corée du Sud, où il y a 53 000 soldats US depuis la guerre avec le Nord qui éclata en 1950. Prenant en compte le contexte - par exemple le nombre de navires de guerre que les USA concentrent dans le Golfe Persique -, il ne s'agit pas seulement de l'Irak : l'Irak fut le premier pas de la construction d'un empire colonial au Moyen-Orient et la puissance militaire qui s'en suivra sur son territoire parle d'un projet de contrôle qui recouvrerait aussi la Syrie, le Liban, les zones pétrolières d'Arabie Saoudite et encore les steppes d'Asie Centrale au moyen de l'installation de l'oléoduc Bakou (Azerbaïdjan)-Tbilissi (Géorgie)-Ceyhan (Turquie). Washington a déjà commencé les hostilités, pour le moment verbales, avec la Russie: il a découvert soudain que Poutine est un autocrate.

La « révélation » est depuis quelque temps connue. Le Pentagone est en train d'investir des milliers de millions de dollars dans la construction de quatre bases en Irak. Le journaliste Thomas Rick a visité l'an dernier la base Balad Air, située à 68 kilomètres au nord de Bagdad, et sa description ne laisse pas de doute sur l'intention de l'utiliser de manière permanente (The Washington Post, 4-2-06). Ce complexe militaire abrite un ensemble où vivent 20 000 militaires-avec l'air conditionné -, le siège d'une unité spéciale des opérations conjointes entouré de murs très hauts qui confirment son secret, quatre grandes cantines, un hôpital, une très grande piste d'atterrissage, 250 avions et certains « agréments » : des restaurants Subway et Popeye's, un Burger King ouvert 24h sur 24, une imitation de Starbucks, des magasins. Il y a plus : Internet, la télévision par câble et le téléphone pour les appels internationaux. On est loin d'une base militaire transitoire. Il s'agit plutôt d'une île usaméricaine militarisée en territoire hostile.

Une semaine avant la publication de l'article de Rick, le général Mark Kimmitt, n°2 du commandement central des occupants en matière de planification et de stratégie, avait déclaré publiquement : « Nous avons livré d'importantes zones de territoire aux Irakiens... Il ne s'agit pas seulement d'un plan, c'est notre politique de n'avoir aucune base permanente en Irak » (settelepi.nwsourc.com, 28-1-06). Celui qui était alors le chef du Pentagone, Donald Rumsfeld, n'avait pas dit autre chose : « Il n'est pas prévu pour le moment l'installation de bases permanentes en Irak. C'est un sujet dont nous n'avons même pas parlé avec le gouvernement irakien ». La base Balad était alors construite. Il semblerait que sous le gouvernement Bush le mensonge est un monopole d'État.

Tony Snow soulignait que la présence à l'infini des troupes US en Irak servirait seulement à renforcer sa sécurité interne et non pour agresser des pays tiers. Mais les bombardements de l'Iran non seulement étaient prévus, mais furent rendus publics. Le prétexte pour la permanence pour un temps indéfini de 30 000 à 50 000 militaires est toujours le même : employer le territoire irakien comme plateforme dans la lutte contre Al Qaïda et autres groupes terroristes. Cela entraînerait le retrait d'une bonne partie des 160 000 militaires usaméricains aujourd'hui en Irak et on peut imaginer que W. Bush obtienne une sorte de consensus bipartisan pour continuer l'occupation même si le gouvernement passe d'un Républicain aux mains d'un Démocrate lors des prochaines élections présidentielles. Ainsi, le programme des «poulets-faucons-» ne serait pas perturbé. Contre l'opinion de ses électeurs, la direction du parti démocrate a capitulé en approuvant l'énorme budget de guerre de l'année fiscale 2007-2008. En Irak, les USA ne sont pas disposés à baisser le rideau.

Un rideau qui en revanche n'a pu se lever a été celui du théâtre du prestigieux Collège Wilton du Connecticut, dans lequel 16 étudiants en théâtre allaient représenter « Voix dans le conflit », une oeuvre sur l'Irak. La pièce consiste en une série de monologues qui reprennent les propos de soldats combattants et « décrivent graphiquement la violence et une ambiguïté morale qui paraît remettre en question l'impartialité de la guerre » (The Christian Science Monitor, 12-6-07). Le doyen du Collège, Timothy Canty, annula en mars la représentation parce qu'elle pouvait blesser les sentiments des parents des soldats morts en Irak. Le fait motiva qu'Edward Albee et une trentaine d'autres dramaturges connus signèrent une lettre de protestation et que plusieurs théâtres de New York proposèrent leurs installations pour que l'oeuvre arrive au public. Les acteurs reprennent des phrases comme celle du soldat Donald Hudson Jr : « Pourquoi continuons-nous encore dans ce pays qui ne nous veut pas ». Ou celle du capitaine Jeff Leonard, qui s'occupe des militaires traumatisés par la guerre : « Je suis fatigué de voir pleurer des jeunes dans la plénitude de leur force » (<http://www.vaiw.org/>, 12-6-07). On le sait : un conflit guerrier produit des mutilations de tout type.

Les gens disent "L'Irak, c'est comme le Vietnam" et cette question m'amène à me poser de sérieuses questions, du genre...C'est où le Vietnam, et est-ce qu'il faudrait l'attaquer ?

14 juin 2007. Source :

[www.pagina12.com.ar/diario/contratapa/13-86538-2007-06-14.html](http://www.pagina12.com.ar/diario/contratapa/13-86538-2007-06-14.html)

Traduit de l'espagnol par **Gérard Jugant** et révisé par **Fausto Giudice**, membres de Tlaxcala, le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique.

*Basta !* le 15/6/2007

## Ce que dit la Rand

(l'un des "cerveaux" de la politique américaine) :

**Political Persuasion.** Insofar as the United States seeks to support the Iraqi national unity government, it should work with that government to

- prevent a Kurdish takeover of oil-rich Kirkuk
- prevent the creation of additional autonomous regions within Iraq, which could lead to the partitioning or breakup of the country along ethnic lines
- help the central Iraqi government maintain control over oil revenue, which is essential to fund Iraq's security forces and Iraqi government operations.

These approaches are becoming less viable as the political situation in Iraq develops. The United States must therefore be **prepared for their failure**. Regardless of how Iraq's government evolves, however, the United States should also engage Iraq's neighbors—including Iran and Syria—in efforts to reduce support for violent groups in Iraq and to cooperate with Iraq and the coalition.

**Security Policies.** Current strategies call for Iraq's security forces to take a growing, and ultimately primary, role to contain sectarian, insurgent, and other violence. These forces are largely, and increasingly, composed of former or current members of the very groups they are to restrain. If the effectiveness and credibility of Iraq's security forces are to improve, the United States should help the Iraqi government to

- recruit and vet security forces to make them less sectarian and more effective
- purge employees of the Ministry of Interior and the security forces who have been implicated in

malfeasance and violence

- implement better financial controls throughout the government to prevent government funds from flowing to militias and other violent groups
- ensure that coalition forces patrol with Iraqi units—not alone.

U.S. efforts should focus not on ingratiating the coalition with the Iraqi public but on winning Iraqis' support for their own government.

**Economic Assistance.** The United States should focus its economic aid policies to help the Iraqi government increase stability and reduce sectarian violence. Other programs should be postponed until stability is improved, as they are wasteful of resources and ineffective under violent conditions. In particular, the United States should

- press the Iraqi government to continue to raise and eventually fully liberalize gasoline and diesel prices to prevent sectarian militias and insurgents from profiting from black markets for these commodities
- improve and restructure the operations of the Iraqi oil ministry and provide technical assistance to create a professionally managed national oil company, which will increase oil production, exports, and government revenue to support efforts to quell the violence
- help the Iraqi government improve security for pipelines and terminals, both through private security providers and through more capable Iraqi forces.

In addition to identifying alternative approaches and policies to help reduce the violence in Iraq, this monograph recommends that the U.S. government begin considering next steps. Some policies should not be undertaken unless violence declines. Other policies will become necessary if and when the United States determines that its attempts to reduce violence in Iraq have failed and **decides to withdraw**.

**If—and only if—violence declines**, the United States should adopt policies and programs to ensure that a stabilized Iraq does not slip back into conflict. If violence declines, the United States should commit to continuing to provide security assistance in Iraq. It also should encourage the international community to pledge its support for the inviolability of Iraq's borders and to commit to Iraq's security. If the security situation stabilizes, the United States should support Iraqi government efforts to demobilize, disarm, and reintegrate those active in sectarian militias and insurgent groups into peaceful society. A sharp decline in violence would also enable the United States to provide greater economic support to rebuild Iraq's infrastructure and reform its social welfare programs, helping to cement stability.

However, none of these policies can effectively be undertaken while violence levels remain high. Attempts to pursue such policies under conditions of continuing conflict will waste resources and likely backfire.

**If the violence fails to decline**, pressure to withdraw troops will become more difficult to resist. Well in advance of any decision to withdraw, the U.S. government should prepare to mitigate the consequences of continuing violence and of its curtailed presence. If the United States decides to withdraw, it should

- inform the Iraqi government and public, Iraq's neighbors, and U.S. allies, of U.S. plans
- reassure U.S. friends and allies that withdrawal from Iraq does not mean that the United States plans to evacuate other bases or reduce its commitments to other countries in the region
- stage the withdrawal such that it can be undertaken safely and deliberately
- work through the United Nations to obtain guarantees of Iraq's territorial integrity
- assist Iraqi refugees by supporting neighboring countries, assisting in resettlement efforts, and helping specifically those refugees who worked for or helped the coalition
- be prepared to build and maintain friendly relations with whatever Iraqi government (or governments) ultimately emerges. ■

This research brief describes work done for RAND Project AIR FORCE and documented in *U.S. Policy Options for Iraq: A Reassessment*, by **Olga Oliker, Keith Crane, Audra K. Grant, Terrence K. Kelly, Andrew Rathmell, and David Brannan**, MG-613-AF (available at <http://www.rand.org/pubs/monographs/MG613>), 2007, 102 pp., ISBN: 978-0-8330-4168-5. The RAND Corporation is a nonprofit research organization providing objective analysis and effective solutions that address the challenges facing the public and private sectors around the world. RAND's publications do not necessarily reflect the opinions of its research clients and sponsors. R® is a registered trademark.

**RAND Offi ces**

Santa Monica, CA • Washington, DC • Pittsburgh, PA • Jackson, MS • Cambridge, UK • Doha, QA

[http://www.rand.org/pubs/research\\_briefs/2007/RAND\\_RB241.pdf](http://www.rand.org/pubs/research_briefs/2007/RAND_RB241.pdf)

*Bref, tous ces gens-là tortillent du cul de toutes les manières pour éviter la grosse baffe que sera une défaite. Mais ils ne l'éviteront pas. Préparons le champagne.*

## 4 - Là-haut sur la montagne : Afghanistan

L'AFGHANISTAN OU LE BOMBISTAN

### **The eternal struggle between the good guys and the bad guys**

**William Blum**

The United States and its wholly owned subsidiary, NATO, regularly drop bombs on Afghanistan which kill varying amounts of terrorists (or "terrorists", also known as civilians, also known as women and children). They do this rather often, against people utterly defenseless against aerial attack. In the first half of this year, US/NATO forces killed more people than the Taliban and others opposed to the Western occupation did.[6] This was immediately followed by a reported 133 additional bombing victims in the first week of July.[7]

US/NATO spokespersons tell us that these unfortunate accidents happen because the enemy is deliberately putting civilians in harm's way to provoke a backlash against the foreign forces. We are told at times that the enemy had located themselves in the same building as the victims, using them as "human shields".[8] Therefore, it would seem, the enemy somehow knows in advance that a particular building is about to be bombed and they rush a bunch of civilians to the spot before the bombs begin to fall. Or it's a place where civilians normally live and, finding out that the building is about to be bombed, the enemy rushes a group of their own people to the place so they can die with the civilians. Or, what appears to be much more likely, the enemy doesn't know of the bombing in advance, but then the civilians would have to always be there; i.e., they *live* there; they may even be the wives and children of the enemy. Is there no limit to the evil cleverness and the clever evilness of this foe?

Western officials also tell us that the enemy deliberately attacks from civilian areas, even hoping to draw fire to drive a wedge between average Afghans and international troops.[9] Presumably the insurgents are attacking nearby Western military installations or troop concentrations. This raises the question: Why are the Western forces building installations and/or concentrating troops near civilian areas, deliberately putting civilians in harm's way?

US/NATO military leaders argue that any comparison of casualties caused by Western forces and by the Taliban is fundamentally unfair because there is a clear moral distinction to be made between accidental deaths resulting from combat operations and deliberate killings of innocents by militants. "No [Western] soldier ever wakes up in the morning with the intention of harming any Afghan citizen," said Maj. John Thomas, a spokesman for the NATO-led International Security Assistance Force. "If that does inadvertently happen, it is deeply, deeply regretted." [10]

Is that not comforting language? Can any right-thinking, sensitive person fail to see who the good guys are?

During its many bombings from Vietnam to Iraq, Washington has repeatedly told the world that the resulting civilian deaths were accidental and very much "regretted". But if you go

out and drop powerful bombs over a populated area, and then learn that there have been a number of "unintended" casualties, and then the next day drop more bombs and learn again that there were "unintended" casualties, and then the next day you bomb again ... at what point do you lose the right to say that the deaths were "unintended"?

During the US/NATO 78-day bombing of Serbia in 1999, which killed many civilians, a Belgrade office building -- which housed political parties, TV and radio stations, 100 private companies, and more -- was bombed. But before the missiles were fired into this building, NATO planners spelled out the risks: "Casualty Estimate 50-100 Government/Party employees. Unintended Civ Casualty Est: 250 -- Apts in expected blast radius." [11] The planners were saying that about 250 civilians living in nearby apartment buildings might be killed in the bombing, in addition to 50 to 100 government and political party employees, likewise innocent of any crime calling for execution. So what do we have here? We have grown men telling each other: We'll do A, and we think that B may well be the result. But even if B does in fact result, we're saying beforehand -- as we'll insist afterward -- that it was *unintended*.

It was actually worse than this. As I've detailed elsewhere, the main purpose of the Serbian bombings -- admitted to by NATO officials -- was to make life so difficult for the public that support of the government of Slobodan Milosevic would be undermined. [12] This, in fact, is the classic definition of "terrorism", as used by the FBI and the United Nations: The use or threat of violence against a civilian population to induce the government to change certain policies.

Another example of how "the enemy" can't be trusted to act as nice as god-fearing regular Americans ... "Defense officials said they believe at least 22 -- and possibly as many as 50 -- former Guantánamo detainees have returned to the battlefield to fight against the United States and its allies." [13] The Defense Department has at times used the possibility of this happening as an argument against releasing detainees or closing Guantánamo.

But is it imaginable, not to mention likely, that after three, four or five years in the hell on earth known as Guantánamo, even detainees not disposed to terrorist violence -- and many of them were picked up for reasons having nothing to do with terrorist violence -- left with a deep-seated hatred of their jailors and a desire for revenge?

Extract from [The Anti-Empire Report Read this or George W. Bush will be president the rest of your life](http://members.aol.com/bblum6/aer47.htm) ,  
July 9, 2007  
<http://members.aol.com/bblum6/aer47.htm>

L'INTROMISSION DE LA DÉMOCRATIE PAR LES VOIES BASSES

## Sodomy Returns to Afghanistan

Timothy Bancroft-Hinchey

The Taleban gone, the tradition of sodomy returns to Kandahar. Bearded men, accompanied by their "*ashna*" (beloved boys) are again openly visible on the streets.

The Taleban had forbidden the Pashtun tradition of "*ashna*", the grooming of favourite boys for sexual pleasure. In one of his first acts in 1994, Mullah Omar freed a boy who was being fought over by two Mujaheddin warlords in Kandahar, who had started firing artillery rounds at each other's positions, destroying part of the city. Called to mediate in other such affairs, the Taleban movement quickly implanted itself in Kandahari society.

The Taleban quickly applied their medieval rules to those caught practising sodomy: they were forced to stand under a stone wall, which was felled on top of them. Eye witnesses in Kandahar speak of the change under the Taleban, and the subsequent return of the *ashna*.

One witness is the soldier Torjan. "In the later Mujaheddin years", he told the British newspaper *The Times*, "more and more soldiers would take boys by force and keep them for as long as they wished. When the Taleban came, they were very strict about the ban". However, the streets of Kandahar are now full of bearded men (usually married with families), walking openly accompanied by 15- or 16-year-old boys.

The *ashna* are approached in the street, in cinemas or football stadiums, and are coerced into sex by the offer of a drink, a piece of clothing, jewellery, money or a fighting pigeon, with which they can make a comfortable living. In the poverty-stricken world of Afghanistan, survival is the order of the day.

In their quest to help feed their brothers and sisters, these boys are marked for life by the paedophiles who prey on them to raise their social status: a poor man seen with an *ashna* is considered to have increased in social level.

There is a local saying that birds fly over Kandahar using only one wing, the other covering their posterior. Now the population claims "Birds flew with both wings under the Taleban...but not any more".

*Pravda.Ru*

<http://english.pravda.ru/main/2002/03/27/27200.html>

On-Line PRAVDA, English edition.

2002-03-27

## 5 - Le pays des faux-juifs

### RETOUR SUR LE PAGANISME JUIF

**Thursday, January 11** The Jerusalem Friends of the Hebrew University will hold a seminar on Magic Mystery and Witchcraft at the Inbal Hotel, Jerusalem, commencing at 9 a.m. Among subjects to be discussed are: The Righteous, the Healers and the Sorcerers in Netivot; Magic in the Jewish Tradition and Halacha; and Witchcraft and Politics in Israeli Society. The latter, which is the concluding session, will be moderated by Israel Television's Nitzan Chen with the participation of Prof. Moshe Idel and Prof. Rachel Elijor of the HU's Department of Jewish Thought; Rabbi Isaac Bazri of the Hashalom Kabbalists Yeshiva, Jerusalem, Rabbi Arie Deri, the former Shas leader and former Minister of the Interior and Israel Segal, author and journalist.

*Jerusalem Post* 7 janvier 2006

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1167467676801&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

## 6 - Le ROW

GRANDSON

### Abe says World War II leaders tried by allies cannot be considered war criminals

TOKYO — Prime Minister Shinzo Abe said in the Diet on Friday that Japanese World War II leaders tried and convicted by the U.S. and its allies cannot be considered war criminals.

Referring to the 14 Japanese convicted as Class-A war criminals by the tribunal's justices from 11 nations and who are now enshrined at Tokyo's Yasukuni Shrine, Abe said they had stood trial for crimes against peace and humanity "but it was a concept established at that

time, and based on the principle that crimes and penalties must be defined by law it is ridiculous to call them criminals. That also was the case for my relative."

Abe, 52, is the grandson of Nobusuke Kishi, who served in the wartime cabinet and helped supervise the industrialization of Manchukuo, the puppet state Japan set up in northeastern China.

Kishi was jailed by U.S. forces as a top war criminal after the war, although he was not tried by the Tokyo tribunal. He later served as prime minister from 1957 to 1960.

Abe said that war criminals should have been freed when Japan signed the 1951 San Francisco Peace Treaty, which ended the U.S. occupation of Japan.

"Japan was not in a position to lodge objections over its relations with other countries when signing the treaty," he noted. "These people were not tried under Japanese laws, and I, as prime minister, must not decide whether they are war criminals or not."

*Japan Today* 7 October 2006

<http://www.japantoday.com/jp/news/386506>

C"EST L'HISTOIRE D'UN PAUVRE CON

## L'AFFAIRE DU FACHO JUIF MEURTRIER INTENTIONNEL

Affaire Schoenmann

Paris 17 janvier 2007

Ci-joint mon témoignage " mémoire et conclusion" , remis au greffier au moment de la comparution devant la Cour d'appel. L'affaire n'a pas pu être rejugée sur le fond car le ministère public n'a pas fait appel de la sentence qu'avait accepté M. Schoenmann. Les parties civiles qui avaient interjeté l'appel ont juste pu s'exprimer sur les préjudices subis par les menaces accompagnées de balles.

M. Schoenmann, ainsi que son avocat étaient toujours aussi arrogants, passant leur temps à nous injurier à nous traiter d'antisémites, de négationnistes et d'adeptes du troisième Reich. Chacun/e d'entre nous, y compris les deux avocats, a insisté sur le danger d'agressions à venir, dont j'ai été la première victime, qui découle de la clémence du tribunal.

La suite au 14 février.

Ginette Hess Skandrani

-----

Mémoire et conclusion Affaire Schoemann

Ginette Hess Skandrani

Appel 10<sup>e</sup> ch.

N°06/06174.

Objet : Citation à partie civile devant la Cour d'Appel de Paris

Le 17 janvier, 2007 à 13 h30 pour voir statuer sur l'appel interjeté.

### **Mémoire et Conclusion.**

J'ai interjeté appel à l'encontre des dispositions du jugement en date du 22 juin 2006 rendu contre M. Raphaël Schoemann pour menace de mort matérialisée par écrit, image ou autre objet, détention sans autorisation d'armes ou munitions de catégorie 1 ou 4 d'arme. Ce Monsieur, retraité., m'ayant envoyé, ainsi qu'à d'autres personnes par courrier des menaces de mort accompagnées de

balles de 22 long rifle, a employé des méthodes terroristes comme le faisait l'OAS au temps de la guerre d'Algérie ou le KKK aux USA.

Entre 2002 et 2003, douze personnes connues pour leur engagement et leur soutien au peuple palestinien ou ayant simplement critiqué la politique terroriste israélienne ont reçu des menaces de mort sous la forme de coups de téléphone anonymes ou d'une lettre contenant des balles assorties d'un message inquiétant : " La prochaine n'arrivera pas par la poste". Le coupable de ces faits, M. Schoemann, a été appréhendé en février 2004 et a avoué les faits reprochés.

Lors du procès du 22 juin 2006, il été condamné à 6 mois de prison avec sursis et à verser 1000 euros pour frais d'avocat aux personnes qui étaient défendues et 1 euro à celles qui se défendaient toutes seules.

Les enquêteurs ont trouvé chez R. Schoemann un nombre impressionnant d'armes : carabine, pistolet, revolver, fusil d'assaut, cartouches de différents calibres, un réducteur de son et une lunette de visée laser la nuit. De quoi assassiner discrètement les personnes qu'il a menacées et qu'il accuse mensongèrement de propager des thèses antisémites et négationnistes.

Le procureur avait demandé 12 mois de prison avec sursis, une amende et la confiscation des armes. J'avais demandé, ainsi que d'autres victimes des agissements de M. Schoemann, 10.000 euros en réparation du dommage moral et psychologique subi.

Je n'ai pas eu accès au dossier car n'ayant pas été défendue par un avocat, j'ai entendu déclarer que seuls les avocats pouvaient prendre connaissance du dossier. J'ai pu récemment, en consultant le dossier d'une des parties, constater les insuffisances manifestes de l'instruction lors de ce procès. Insuffisances dont je n'ai eu connaissance qu'une semaine avant le jugement d'appel à savoir :

- aucun approfondissement sur les liens entre M. Schoemann et un Etat étranger, en l'occurrence Israël.

- aucun approfondissement sur ses liens avec les organisations sionistes et paramilitaires comme le BETAR et la Ligue de Défense Juive qui agressent les gens dans des lieux publics et privés, y compris les forces de l'ordre.

- aucun approfondissement sur ses activités politiques.

- Aucune réelle recherche sur l'origine de cet énorme arsenal, particulièrement sur les armes de guerre que l'accusé n'a pas pu se procurer en France. Il n'y a eu aucune vérification réelle sur les achats d'arme dans les pays étrangers, ni sur des présumées relations de l'accusé avec le terrorisme international.

Malgré la gravité des faits et le manque évident d'enquête objective, il a d'une part été laissé en liberté provisoire, et il a d'autre part bénéficié de circonstances atténuantes pour sa condamnation, actes autorisant de ce fait et justifiant toutes sortes d'agressions contre des militants de la cause palestinienne, comme celle dont j'ai été victime le 25 octobre à 17 H 45 à mon domicile par deux jeunes gens tout de noir vêtus avec des casques à la main dont ils se sont servis pour me cogner.

Ils étaient d'une extrême violence et je ne pensais pas m'en sortir vivante.

J'ai tout de suite pensé au BETAR (groupe paramilitaire juif) ou à la Ligue de défense juive, car ils sont coutumiers de ce genre d'agressions. D'ailleurs l'un des deux a crié : " Tu sais pourquoi on est là ".

Ils se sont enfuis car des portes commençaient à s'ouvrir suite à mes cris. La concierge à appelé la police. J'habite au troisième étage d'un immeuble avec digicode. J'ai appris par la police judiciaire, que selon la concierge, ils étaient quatre, deux qui sont rentrés derrière elle en lui proposant de porter ses courses et deux autres qui sont restés en faction dans le couloir extérieur, entre le portail d'entrée et la porte vitrée intérieure. Leur coup était bien prémédité.

Ils savaient où je logeais car ils sont immédiatement montés à mon étage en courant.

J'ai pu les décrire à la police : environ 25 à 28 ans, assez grands, des cheveux noirs courts, portant des blousons de cuir noir, de type européen mais de peau un peu hâlée. Et ressemblant à des séfarades de Belleville.

La procédure a été enregistrée sous le n° 2006/J/ 1510, par M. Bruno Jacquel, capitaine de police de la 2° DPJ.

J'ai également reconnu, sur photo, un de ceux qui m'ont agressée.

Suite à cette agression et vu la clémence dont profite les agresseurs, je demande un renforcement de la condamnation de M. Schoemann et réitère ma demande de dommages et intérêt que je fixe à 10.000 euros pour atteinte psychologique.

**Ginette Hess Skandrani**

Paris, 14 janvier 2007

C'EST PAS SA FAUTE

## Nuisibles

### Maria Poumier

Le 17 janvier 2007, comparaisait à la 10<sup>ème</sup> chambre d'Appel du Palais de justice de Paris Raphaël Schoemann, auteur de menaces de mort matérialisées par l'envoi de 12 lettres anonymes (au moins) accompagnées de balles de 22 long rifle, et détenteur à son domicile d'un arsenal d'armes, dont certaines parfaitement interdites en France. Chaque intervention a confirmé le sentiment commun : le jugement en première instance, très bénin (le condamnant à 6 mois avec sursis et à verser 1000 euros aux plaignants qui avaient un avocat, et 1 euro (un euro, oui) aux autres, avait sous-estimé notre Schoemann, le terroriste qui se réclame du judaïsme. Celui-ci a gardé la même arrogance que la première fois, ne s'est pas privé d'insulter et de calomnier sur plusieurs points précis les parties civiles, en les traitant de « Service après vente du Troisième Reich », qui n'avaient pas volé ce qui leur arrivait, étant donné leur « férocité verbale ». Les avocats présents ont signalé des détails troublants, qui n'avaient pas encore été relevés : les munitions saisies chez M. Schoemann ne correspondaient pas aux armes saisies ; la seule arme chargée (de 5 balles) était le revolver 22 long rifle trouvé chez lui, acquis juste avant l'envoi des missives chargées ; après sa première condamnation, il a à nouveau menacé l'une des victimes, M. **Gilles Munier**, avec un courrier mentionnant explicitement les pratiques des ligues de défenses juives qui ont tenté d'assassiner M. Faurisson et qui ont été protégées par le silence (citations d'un texte de 1995, écrit par M. Faurisson en personne !). Une avocate aimerait vraiment savoir dans quel genre de société d'export-import avait travaillé M. Schoemann avant de prendre sa retraite, qui change d'ailleurs d'adresse constamment ces derniers temps. Bref, comme l'a écrit et répété **Ginette Skandrani**, l'enquête a été extrêmement superficielle, et tout, à commencer par la conviction de notre Rambo sur le retour qu'il ne risquait rien de bien méchant, indique que l'inculpé est un professionnel parmi d'autres professionnels de la terreur.

Voici quelques réflexions supplémentaires, présentées comme telles au tribunal : « Ce n'est pas ma faute si les faits sont les faits : un ancien Président des Etats-Unis, devenu prix Nobel de la paix en 2002 et qui avait négocié le traité de 1979 entre Israël et l'Égypte est monté sur la scène du monde pour crier que la politique étrangère des Etats-Unis est largement devenue l'otage de l'Etat hébreu et qu'il s'agit de délivrer le pays des agents de l'étranger dont la nation d'Abraham Lincoln serait devenue la proie à son corps défendant, ou sans s'en douter, ou encore avec son consentement discret. Mais, dans ce cas, comment Israël s'est-il infiltré au sommet de l'Etat et comment a-t-il pris la direction des plus importants rouages de l'empire américain ? M. Carter ne s'en explique pas ... [dans son livre *Palestine, La paix et non l'apartheid*, paru aux Etats-Unis il y a deux mois, encore inédit en France] » Les victimes de M. Schoemann partagent l'analyse du président Carter, et l'angoisse du philosophe français récompensé par l'Etat français par une médaille de la Monnaie de Paris en 1987 pour l'ensemble de son œuvre Manuel de Dieguez, à qui sont empruntées les phrases ci-dessus ([http://pros.orange.fr/aline.dedieguez/tstmagic/1024/tstmagic/europolitique/lang\\_deux.htm](http://pros.orange.fr/aline.dedieguez/tstmagic/1024/tstmagic/europolitique/lang_deux.htm)).

Nous tous qui constituons les cibles de M. Schoemann, présents et absents, ceux qui font appel et ceux qui se sont résignés ou qui enragent en silence, nous avons une base de réflexion commune : nous avons choisi de nous battre par des moyens strictement pacifiques pour que la France ne tombe pas aussi bas que les USA dans la soumission à des intérêts étrangers, le meurtre de masse, le sacrifice des intérêts de sa population pour des fantasmes criminels de toute puissance, et la « tartuferie complète » des élites.

Il y avait des gens très bien cotés sur la place publique, parmi les fiches que M. Schoemann constituait, tel MM. **Pascal Boniface**, **Michel Warshawsky**, **J.-P. Chagnolleau**, outre MM. **José Bové**, **Alain Lipietz**, **Maurice Butin**, **Jean-Claude Willem**, **Eyal Sivan**, Mme **Monique Chemillier Gendreau**, concrètement menacés ; et il est important de le savoir parce que M. Schoemann a essayé de convaincre le tribunal que les gens qu'il veut toujours éliminer en priorité (il a agi « en état de nécessité », dit-il) sont des réprouvés, des monstres. Le jugement en première instance partait de l'hypothèse de la bonne foi complète de l'accusé, qui serait un individu complètement isolé, et dont toute la fantaisie culminerait dans un plaisir solitaire inoffensif quoique honteux, l'envoi de lettres anonymes et néanmoins personnalisées, avec le menu cadeau des balles de 22 long rifle. C'est à partir de cette hypothèse optimiste que le parquet n'avait pas fait appel, et l'audience d'hier n'avait pour enjeu que le montant des dédommagements aux victimes.

Maître **Isabelle Coutant-Peyre**, victime, a souligné la gravité du fait qu'une avocate ne puisse pas faire son travail en France sans danger, et qu'elle risque l'assassinat, comme les avocats de

Saddam Hussein, parce que les gens qu'elle défend déplaisent. **Mondher Sfar**, historien et chercheur, a renchéri sur cette atteinte tout à fait précise à notre liberté de pensée et d'expression. Il y a lieu d'affirmer que M. Schoemann avait bel et bien entrepris de passer à l'acte, qu'il n'était pas seul, et que s'il avait réussi son forfait, il aurait eu le soutien explicite d'une partie conséquente de ce qui se qualifie comme juif et/ou défenseur de l'Etat d'Israël. Tant qu'il ne sera pas sérieusement pénalisé, d'autres pourront croire qu'ils peuvent « finir le travail » sans trop de dégâts pour eux.

En effet, la LICRA partage entièrement l'opinion de M. Schoemann sur mes activités personnelles, puisqu'elle fait un procès à l'auteur et à l'éditeur du livre *L'autre visage d'Israël*, par Israël Shamir, Israélien dissident au sujet duquel il m'avait adressé une première lettre de menaces très argumentée parce que je tiens à le faire connaître, de même qu'à Mlle **Annie Coussemant**, l'une de ses traductrices. Et la LICRA a toujours approuvé le meurtre extrajudiciaire des gens dont les opinions déplaisent aux fanatiques se réclamant du judaïsme. Fondée en 1927 sous le nom de « Ligue contre les pogroms », devenue ensuite LICA « Ligue contre l'antisémitisme », et enfin LICRA, cette ligue s'est créée pour soutenir un assassin qui a avoué son crime et l'a revendiqué au nom du judaïsme « pour venger les siens » : il s'agissait d'un Ukrainien nommé Schwartzbad qui abattit en pleine rue à Paris un autre Ukrainien, le général Simon Petlioura ; celui-ci avait obtenu du gouvernement français le statut de réfugié ; Schwartzbad l'avait donc abattu froidement, sous prétexte qu'il aurait organisé des pogroms dix ans auparavant, ce qui est contesté par une partie des historiens ukrainiens, et alors que ce général est considéré comme un héros national par les Ukrainiens, encore aujourd'hui. L'avocat de la Ligue dans cette affaire était Henri Torrès, et il a obtenu l'acquiescement pur et simple, demandé au nom des juifs. 80 ans plus tard, la LICRA, en la personne de son actuel président, M. Patrick Gaubert, a réaffirmé qu'elle considérait comme justifié cet exploit sous prétexte du droit à la vengeance des juifs, en protestant le 25 mai 2006 contre les cérémonies organisées par les Ukrainiens à Paris en honneur de leur héros et martyr le général Petlioura (voir *Le Monde*, 27 mai 2006).

Personnellement, j'affirme en conscience que M. Schoemann avait commencé à mettre son projet d'assassinat à exécution. C'est après l'audience du jugement en première instance que j'ai réalisé que j'avais déjà vu M. Schoemann quelque part, et en fait, dans des circonstances sans équivoque, rôdant autour de mon domicile, et guidé par un individu brandissant une carte de police, qui cherchait à savoir ce qu'on voyait de mes fenêtres. J'avais d'ailleurs prévenu le commissariat de police auprès duquel j'avais déjà déposé plainte. C'était à une époque où ni moi ni les gendarmes n'imaginions autre chose qu'un cinglé à interner, à l'origine de la lettre de menaces, et ils s'étaient bornés à me rassurer... A l'audience, M. Schoemann n'a pas démenti les faits.

L'avocat de M. Schoemann n'avait pas craint, lors de la première audience, de faire état de son amitié avec son client et avec Eric Raoult, député qui n'a jamais cessé de manifester son soutien à l'Etat juif, cette entité unique au monde qui impose la terreur avec des attentas ciblés, sur son territoire comme à l'étranger, depuis sa fondation en 1948, déjà imposée à l'ONU par l'intimidation et les manigances. M. Schoemann se croit donc assuré de bénéficier de soutiens bien placés dans l'Etat Français, de même que toute une racaille qui pratique impunément des tabassages sous prétexte de judaïsme en France, en particulier au sein de groupements para-militaires comme le Betar et la Ligue de Défense Juive, dont les antisionistes conséquents réclament la dissolution depuis des années.

Un exemple, outre celui de l'agression dont Mme **Skandrani** a été victime chez elle, récemment : le 28 septembre 2004, une bande masquée a fait une descente à la librairie Au Pays de Cocagne, dans le quartier du Marais, à Paris, parce qu'un auteur y présentait un livre qui déplaisait aux fanatiques du sionisme. J'étais là, et j'y ai écopé de quelques bleus. Mais la librairie et d'autres personnes présentes ont été sérieusement amochées, outre des dégâts matériels considérables. Plusieurs plaintes ont été déposées, mais l'officier de police judiciaire qui s'est présentée sur les lieux n'a jamais convoqué personne pour entendre nos témoignages, il n'y a eu aucune enquête, la librairie a fermé, et la jeune femme libraire est en hôpital psychiatrique.

Les expertises psychiatriques ont conclu que M. Schoemann, quant à lui, n'était pas exactement un malade mental. Il faut bien revenir cependant sur son cas, car il correspond à un type psychologique très répandu, qui prétend asseoir son immunité sur l'usurpation des souvenirs de souffrances de la Shoah, que seuls des farfelus peuvent mettre en doute par ailleurs, comme l'a dit l'un des avocats.

M. Schoemann a eu l'outrecuidance d'invoquer le passé de ses parents pour justifier un traumatisme psychologique. En fait, ses parents ont passé quelques mois dans le camp de transit de Rivesaltes, puis à Gurs et Noé, dans le midi, à la suite de la rafle du Vel d'hiv, après quoi toute la famille s'est retrouvée en liberté en 1943. Heureusement, en France, ces camps de concentration n'ont nullement donné lieu à des carnages. Des carnages de civils innocents, oui, il y en a eu, dans l'histoire de France récente, bien sûr, de chrétiens, de musulmans, d'animistes et de juifs: Haïtiens gazés sur ordre de Napoléon en 1802, gazage d'Algériens en 1845, massacres de Sétif en 1945,

massacre de 300 000 Malgaches en 1947, encore des gazages d'Algériens en 1957, massacres de manifestants à Paris en 1961 et 1962. Il est même très important de rectifier l'opinion du président Carter, qui considère le traitement des Palestiniens comme pire que l'apartheid en Afrique du Sud. C'est l'histoire coloniale, et en particulier l'histoire coloniale française, qui a fourni les modèles dont s'est inspirée l'Afrique du sud, que continue à appliquer l'Israël, et qui sont sous-tendus par le mépris complet pour une partie de l'humanité.

La gravité de la logique de M. Schoemann est là : lui et ses comparses sont prêts à traiter tous les Français comme des êtres inférieurs, des colonisés, des bêtes, des « nuisibles », comme il dit. Le cas le plus récent est celui de deux éboueurs agressés dans le Marais, qui se veut une enclave où les juifs auraient le droit de faire la loi, au lieu d'obéir à la loi française. Notre combat est un combat pour l'égalité des Français en France, et l'égalité de tous les habitants de la Palestine historique chez eux. Les tribunaux, m'a-t-on expliqué, n'ont pas exactement pour but de faire régner la justice, mais plutôt l'ordre public. Imaginons ce qui se passerait si des descendants des Haïtiens et des Algériens massacrés jadis, ou encore reclus dans des camps de travail pendant 1 ou 2 ans, comme cela fut le cas pour les parents de M. Schoemann, décidaient de se venger en flinguant quelques personnes de leur choix....

« A l'heure où la planète est redevenue une poudrière théologique, il n'est pas besoin de se montrer grand clerc pour savoir qu'au cours des prochaines années, le peuple élu écrira l'histoire de la planète sur le mode le plus sanglant et qu'il est urgent d'approfondir une science politique qui souffre de légèreté » écrit Manuel de Dieguez. Confirmer à M. Schoemann la mansuétude de la justice à son endroit, c'est donner le feu vert aux tueurs se réclamant du judaïsme, tandis qu'un Redeker, se disant menacé par un jeune musulman, a reçu d'emblée une protection médiatique et policière. Quel rapport avec l'ordre public ?

18 janvier 2007.

<http://www.israelshamir.net/French/Poumier2.htm>

L'ASSASSIN HABITE AU 21

## L'AFFAIRE SCHOEMANN EN APPEL

*Et pour 400 euros de plus...*

**par Gilles Munier**

Raphaël Schoemann, le fanatique qui m'a menacé de mort en juillet 2003, ainsi que douze personnes connues pour leur soutien au peuple palestinien (1), avait été condamné le 11 mai 2006 à 10 mois de prison avec sursis, et à payer à ses victimes la somme ridicule de... 1 euro de dommages et intérêts, plus 1000 euros à quatre avocats.

L'instruction ayant été bâclée, et les miliciens du *Bétar* et de la *Ligue de Défense Juive* jouissant en France - *de facto* - d'un statut particulier les mettant au dessus des lois, je ne m'attendais pas à ce que Schoemann soit vraiment sanctionné. En revanche, je pensais qu'il écoperait, pour la forme, de quelques mois de prison ferme pour « *détention d'armes non déclarées* » : la police avait en effet découvert à son domicile une cache d'armes de guerre, des caisses de munitions, un réducteur de son et une lunette de visée laser de nuit. Je me faisais des illusions.

### **L'incroyable et scandaleuse mansuétude de la Justice française**

En France, comme jadis les Européens dans l'Empire Ottoman, des « *capitulations* » protègent les partisans d'Israël, du moins ceux qui changent d'allégeance en fonction des délits qu'ils commettent. On a l'impression qu'ils ne peuvent être jugés que par les lois du pays dont ils se réclament. Autant dire : jamais.

La loi française ne permettant pas de remettre en cause une décision pénale, nous avons été cinq à faire appel sur le plan civil et à solliciter « *une appréciation plus juste du préjudice causé* » (2). Là encore, nous nous faisons des illusions. Le 14 février, la

Cour d'appel de Paris a condamné Raphaël Schoemann à verser à chacun de nous 500 euros et 800 à nos avocats!

« **Service après vente du 3ème Reich !** »

Au cours du procès qui s'est déroulé le 17 janvier 2007, il était arrogant, comme sûr de son impunité. Il n'a présenté aucune excuse, ni dit qu'il ne recommencera pas. Pour sa défense, il nous a simplement désigné comme étant « *le cœur du mouvement négationniste français... le service après vente du 3ème Reich...* » !

Il n'a pas nié s'être rendu au domicile de Maria Poumier, une de ses victimes, accompagné d'un complice apparemment muni d'une carte de police, comme pour reconnaître les lieux.

Il n'a pas nié, non plus, m'avoir adressé - *malgré sa mise en examen* - un courriel inspiré d'un article paru dans une revue d'extrême droite, pour me rappeler qu'il existe des milices juives, intouchables, qui sont à l'origine de : « *mort d'hommes, blessures suivies de coma profond, infirmités à vie, séquelles graves, actes de barbarie, yeux crevés, tabassage, vitriolage..., en la présence des policiers ou de gardes refusant d'intervenir, nombreuses hospitalisations, nombreux guet-apens...* ». Autrement dit : « *Voilà ce qui peut t'arriver... et à bon entendeur, salut !* ».

Ginette Hess-Skandrani, 68 ans, a relaté aux juges l'agression dont elle a été victime à son domicile le 25 octobre dernier, et dit qu'elle a peut être un lien avec l'affaire Schoemann. Deux jeunes miliciens juifs ont pénétré chez elle et l'ont rouée de coups de casques en lui criant : « *Tu sais pourquoi nous sommes venus* ». Elle a été transportée d'urgence à l'hôpital. Un des agresseurs est connu de la police qui enquête. Espérons que son procès aura lieu un jour, et sous de meilleurs auspices que le nôtre !

**Pot de terre contre pot de fer**

Ulcérée par le verdict de la Cour d'appel, Ginette Hess-Skandrani a décidé de se pourvoir en cassation. Moi, je laisse tomber. En portant plainte, nous avons prouvé une nouvelle fois l'incroyable et scandaleuse mansuétude des tribunaux républicains pour les nervis pro-israéliens. Arrivés comme victimes, nous nous sommes quasiment retrouvés en position de coupables et notre procès s'est transformé en bataille de pot de terre contre pot de fer.

Comme je l'ai dit aux juges de la Cour d'appel : « *L'impunité dont jouissent en France les extrémistes juifs les rend de plus en plus violents. Elle favorise l'antisémitisme et risque de pousser un jour leurs victimes excédées à faire justice elles mêmes* ».

15 février 2007

(1) Eyal Sivan, Isabelle Coutant-Peyre, Ginette Hess-Skandrani, Maria Poumier, Lucien Bitterlin, Monique Chemiller-Gendreau, Alain Lipietz, Gilles Munier, José Bové, Annie Coussement, Mondher Sfar, Jean-Claude Willem.

(2) Isabelle Coutant-Peyre, Gilles Munier, Maria Poumier, Ginette Skandrani et Mondher Sfar.

NOTRE AMIE ZEINAB

« **Il n'y a pas seulement des musulmans chiites au Hezbollah** »

Entretien avec Mme **Zeinab Al-Saffar** réalisé par **Irmgard Wurdack**

08.01.2007

**Le parti de Hassan Nasrallah gagne surtout de l'estime au Liban, à cause des aides pour la reconstruction et des projets sociaux.**

Dr. Zeinab Al-Saffar est professeur d'anglais à l'Université Libanaise de Beyrouth. Elle travaille en tant que journaliste pour le programme d'actualité en anglais d'Al-Manar, chaîne TV du Hezbollah au Liban.

*Comment évaluez-vous la situation des sinistrés des bombardements israéliens?*

J'ai été moi-même sinistrée par les bombardements dans le sud de Beyrouth, et si je n'avais pas obtenu d'aide du Hezbollah pour louer et meubler un nouveau logement, je me serais retrouvée dans la rue. Le gouvernement libanais s'est peu préoccupé de la reconstruction des maisons détruites de la population des quartiers sud de Beyrouth et des villages du Sud- Liban. Beaucoup des victimes des bombardements sont encore sans toit, et il y en aurait beaucoup plus, si le Hezbollah ne s'était pas occupé d'eux.

*Vous êtes vous-même membre du Hezbollah. Pourquoi?*

Le Hezbollah est un mouvement de résistance qui a protégé et défendu le Liban et sa population contre l'agression d'Israël, mais il est aussi un parti politique avec 14 représentants au Parlement et deux ministres. (Ils ont démissionné depuis, ndt.) De plus, le Hezbollah a des organisations sociales qui proposent des programmes d'alphabétisations, qui aident les nécessiteux, les déshérités et les opprimés dans le pays.

*N'avez-vous pas de problèmes en tant que femme dans l'organisation?*

Je travaille en tant que journaliste à Al-Manar, la station de télévision du Hezbollah, où je jouis des mêmes droits que mes collègues hommes. Autour de moi il y a d'autres femmes qui travaillent dans différentes directions éditoriales et de commissions du Hezbollah. Une femme travaille aussi dans le bureau politique.

Aucune restriction ne nous est imposée en tant que femmes dans notre organisation, et nous ne sommes absolument pas opprimées. Nous prions et suivons les prescriptions religieuses, et portons le voile, parce que cela fait partie de notre foi. Le Hezbollah n'opprime pas les femmes, mais les encourage.

*Le Hezbollah encourage les femmes ?*

Nous avons fondé une association de femmes qui s'engage en faveur de la formation politique et des œuvres sociales des femmes dans la société. La lutte contre l'analphabétisme y est particulièrement importante. Il y a quelques années, une grande partie de la population libanaise, notamment les pauvres, ne savait pas lire ni écrire. La majorité d'entre eux étaient des femmes. Cela est dû aux traditions. Dans les zones rurales surtout, beaucoup de familles croient qu'il est superflu d'envoyer les filles à l'école. Pour cette raison, nous sommes allées directement dans les villages pour faire bouger l'image de la femme traditionnelle, et donner de l'instruction aux femmes et aux filles.

*Donc c'est positif. Cependant, en Allemagne la crainte de l'Islam prédomine. Est-ce que cela vous semble infondé?*

Il existe des extrémistes parmi les musulmans. Mais il y a aussi des extrémistes dans d'autres religions, par exemple les néo-conservateurs chrétiens aux USA, et les sionistes avec leur bourrage de crâne raciste contre les Arabes non juifs. Pour nous, tous les Hommes sont égaux. C'est-à-dire peu importe que vous soyez musulman ou chrétien, je ne peux pas vous imposer mon point de vue. Je ne crois pas au « choc des civilisations ». L'humanité est un et indivisible. Il y a par contre une lutte entre le dominant et le dominé, entre oppresseurs et opprimés. Nous nous opposons à l'oppression et à ceux qui veulent nous imposer leur volonté. C'est la raison pour laquelle on nous qualifie de terroristes.

*Si tous les Hommes sont égaux, pourquoi le Hezbollah n'est qu'un parti chiite et ne concerne pas les autres couches de la société?*

Le Hezbollah regroupe plus d'un million de partisans, qui ne sont pas seulement des musulmans chiites. Ils appartiennent à toutes les confessions et à toutes les couches du peuple: des chrétiens, des musulmans sunnites, des Druses etc..., qui ont soutenu la résistance, des jeunes et des personnes âgées, des croyants et des athées, et aussi des communistes. Tous sont venus aux grandes manifestations contre la guerre d'agression d'Israël avec des pancartes décorées par eux-mêmes, des drapeaux du Hezbollah et des portraits de Nasrallah, pour soutenir les combattants. Parmi eux aussi beaucoup de femmes - avec et sans voile. D'autres partisan ont écrit des articles ou ont hébergé des réfugiés du Sud-Liban. Le Hezbollah a des sympathies dans toute la population libanaise. Nos membres et partisans se trouvent partout dans le pays et dans toutes les classes sociales: chez les pauvres et les déshérités, dans la classe moyenne et même parmi les riches et l'élite. Médecins,

avocats et professeurs d'université comme moi, qui soutiennent le Hezbollah, pour venir en aide aux autres.

Source : <http://www.jungewelt.de/2007/01-08/028.php>

Version originale en allemand : Traduction **Monica Hostettler**

RIEN NE VA PLUS

## Hoenein: Delegation of Israel rising among US elite

by Haviv Rettig

In the coming years American Jewry will face the most significant delegitimization of Israel it has ever encountered, Malcolm Hoenein, executive vice-chairman of the Conference of Presidents of Major American Jewish Organizations, told *The Jerusalem Post* on Monday.

This will occur, he believes, as the blueprint developed at the Durban Conference on Racism in 2001 is implemented by anti-Israel activists in America.

Hoenein is expected to deliver this message on Tuesday to the Herzliya Conference run by the Institute for Policy and Strategy of the IDC Herzliya, in a speech titled "The Poisoning of America," along with recommendations for action on the part of American Jews and Israel to help fight what he sees as a growing threat to support for Israel in America.

"Right now we enjoy the broadest support for Israel than perhaps at any time since the creation of the state, about 70 percent of the American people," he asserted.

Nevertheless, he insisted, "at the next Herzliya Conference we're going to be discussing how this could happen, how this cancer was allowed to spread to the United States."

The process Hoenein sees happening in America is similar to what occurred in Britain, he said, "where the elite in society were turned against Israel. The fact that [Harvard and University of Chicago professors] Walt and Mearsheimer couldn't publish [their study claiming overwhelming influence of the 'Israel lobby' in Washington] in the United States, but had to go to the *London Review of Books*," was telling, he believes.

Now however, Walt and Mearsheimer "have a major contract, and are anticipating sales of one million copies."

In addition, "sales of [former US President Jimmy] Carter's book [*Peace Not Apartheid*] have been topping best seller lists."

"What was once acceptable on the fringes is now acceptable in the mainstream," he said, concluding that "at times, the American Jewish community has to [exercise] greater assertiveness."

*Jerusalem Post*, 22 Jan. 2007 Jan. 22, 2007 23:45 | Updated Jan. 24, 2007 15:20

<http://www.jpost.com/servlet/Satellite?cid=1167467790606&pagename=JPost%2FJPArticle%2FShowFull>

CONGRÈS JUIF MONDIAL : COMMENT ILS POMPENT LES CAISSES

## 3,8 millions de dollars dépensés sans justificatifs

GENÈVE - La société d'audit PriceWaterhouseCoopers a découvert dans la comptabilité du **Congrès juif mondial** 3,8 millions de dollars «non documentés». Un terme poli pour dire que de l'argent s'est évaporé sans justificatifs

**Ian Hamel**

Début 2004, le Congrès juif mondial (CJM), dont le siège est à New York, ferme son bureau de Genève du jour au lendemain, et licencie le personnel. La Fédération suisse des communautés israélites, organisation faïtière des communautés juives de la Confédération, très choquée, demande

des explications. Le Congrès juif mondial n'a-t-il pas été créé en 1936 à Genève? De plus, l'avocat Daniel Lacq, représentant du CJM auprès des Nations Unies, a repéré de curieux transferts d'argent. En plusieurs versements, 1,2 million de dollars sont partis de New York pour atterrir à Genève, avant d'être transférés en Israël, puis à Londres. Ils réapparaissent enfin à New York, sans raison apparente.

«Au lieu de nous répondre directement, **Israël Singer**, le président du conseil d'administration du Congrès juif mondial, a choisi de faire un esclandre sur la voie publique en déformant les faits, et en nous mettant en cause. On n'a même pas cherché à m'entendre», souligne Daniel Lacq, avocat étranger au barreau de Genève.

Les relations n'ont jamais été très bonnes entre Israël Singer et les communautés israélites de Suisse. Alfred Donath, le président de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI), lui a vivement reproché d'avoir qualifié la neutralité suisse pendant la Seconde Guerre mondiale de «crime». Accusations «inacceptables» a déclaré Alfred Donath.

### Des manquements graves

Le mutisme du CJM va conduire les juifs de Suisse à réclamer un audit à PriceWaterhouseCoopers. Celui-ci est tombé en décembre 2006. En fait, il ne s'agit pas d'un audit mais d'un rapport, les personnes convoquées n'ayant pas souhaité répondre aux questions. Le rapport est accablant. Les comptes financiers et comptables du Congrès juif entre 1995 et 2004 confirment «les accusations d'insuffisance de tenue de comptes et de situations financières peu claires». On peut même parler de «manquements graves», puisqu'au 1,2 million de dollars déjà cités, s'ajoutent 3,8 autres millions de dollars qui ne sont pas «documentés». En d'autres termes, **de grosses sommes partent en liquide sans motif et vers des destinations inconnues.**

«Nous demandons que le Congrès juif mondial se sépare des dirigeants responsables de cette situation afin de restaurer la confiance des communautés vis-à-vis du CJM», insiste Alfred Donath, le président de la FSCI (18.000 personnes affiliées). Il constate que cette puissante organisation, présidée par Edgar Bronfman depuis 1981, a commencé à remettre de l'ordre dans la maison. Dans un éditorial paru vendredi dernier, Gary Rosenblatt, journaliste au *Jewish Week* de New York, veut espérer qu'à l'avenir, le Congrès juif mondial passera un peu moins de temps à combattre au sein même de la communauté juive tous ceux qui ont l'outrecuidance de lui faire des reproches, surtout lorsqu'ils sont fondés.

*Le Matin* online, Lausanne, 3 février 2007

[http://www.lematin.ch/nwmatinhome/nwmatinheadactu/actu\\_monde/3.8\\_millions\\_de\\_dollars.html](http://www.lematin.ch/nwmatinhome/nwmatinheadactu/actu_monde/3.8_millions_de_dollars.html)

BILAN PAS ROSE

## Assez de récriminations, place aux réparations

Si la douleur et les condamnations pouvaient se convertir en argent, l'Afrique serait certainement plus riche de quelques billions de dollars du fait de la traite des esclaves, cette forme cruelle de commerce portant sur des chargements humains, institutionnalisée par ceux-là même qui ont déraciné des millions d'Africains, vendus comme travailleurs forcés dans d'autres parties du monde.

Il n'existe pas de chiffres rendant exactement compte de l'ampleur de ce drame, mais les spécialistes de l'histoire politique estiment que des "dizaines de millions" d'Africains passés par les mains des marchands d'esclaves européens ont été orientés vers les activités d'exploitation de la canne à sucre, du coton, du tabac et des plantations de riz en Amérique et dans les Caraïbes.

Le prétendu commerce transatlantique a duré plus de 300 ans, du 16ème siècle au mois de mars 1807, date de l'adoption de la Loi portant abolition de cette pratique par la Grande-Bretagne, le pouvoir qui, à l'époque, étendait sa domination sur les trois continents (Europe, Afrique et Amériques).

Les Noirs étaient piégés puis capturés comme des animaux, bon nombre d'entre eux furent bâillonnés, les plus récalcitrants ayant la bouche fermée par un cadenas. Dans les navires transportant les esclaves, les malades étaient jetés par-dessus bord, pour servir de nourriture aux requins. Ceux qui arrivaient à destination, dans les plantations, mouraient à la tâche ou, souvent, de faim.

L'abolition officielle de l'esclavage n'a pas marqué la fin du trafic, l'entreprise criminelle s'étant poursuivie, la richesse et la main-d'œuvre à bon marché qu'elle fournissait étant devenues indispensables aux puissances occidentales qui, inspirées par leur "sagesse coloniale", avaient également décidé du partage de l'Afrique à l'occasion de la Conférence de Berlin (en Allemagne), en 1884.

Dans leur ouvrage conjoint "Les pêcheurs d'hommes: Profits du commerce des esclaves", paru dans la *Revue de l'Histoire économique*, Vol. 34, N° 34 de décembre 1974, les essayistes Robert Paul Thomas et Richard Nelson Bean expliquent que: "... les esclaves destinés à être exportés d'Afrique provenaient essentiellement de marchés organisés comme la pêche contemporaine de haute mer".

Il n'a pas manqué de regrets et, dans certains cas, d'excuses faites à contrecœur, alors que le monde marque, cette année, le 200ème anniversaire de ce commerce honteux dans lequel l'Etat, l'Eglise, le secteur privé et la monarchie se sont tous sali les mains.

Cependant, les Européens ne furent pas les seuls dans ce commerce. Les trafiquants d'esclaves arabes sévissaient déjà entre le 9ème et le 19ème siècles, donc avant l'arrivée des marchands d'esclaves européens.

La traite arabe, qui aurait touché 14 millions de Noirs, était surtout présente en Afrique du Nord et de l'Est, avec l'ouverture de comptoirs le long des itinéraires empruntés par les trafiquants, comme à Zanzibar.

Si le commerce arabe ou "oriental" des esclaves s'est fait sur une grande échelle et a été cruel, les esclaves mâles étant castrés et transformés en eunuques pour leur ôter toute possibilité de se reproduire, la version britannique du "commerce des esclaves" fut, en comparaison, mieux organisée, institutionnalisée et documentée.

Il n'est pas surprenant qu'un service religieux soigneusement organisé ait été récemment célébré à Westminster Abbey, à Londres, pour commémorer l'abolition, par les Britanniques, de la traite négrière. Il a été marqué par la présence de la reine Elisabeth II, du Premier ministre Tony Blair et de l'Archevêque de Canterbury, Rowan Williams, qui a qualifié l'esclavage d'atteinte à la dignité et à la liberté humaines et de "plus grand motif de peine pour l'esprit de Dieu".

Mgr Williams, chef de l'Eglise anglicane, a déclaré, devant les fidèles: "Nous les héritiers des pays qui ont possédé et vendu des esclaves dans le passé, devons accepter le fait que notre prospérité historique s'est construite, en grande partie, sur cette atrocité".

De son point de vue, "les héritiers de ces communautés ravagées par la traite des esclaves sont pleinement conscients du fait que leurs souffrances et luttes actuelles sont le résultat de plusieurs siècles d'exploitation".

Devant cette ferme condamnation, bon nombre d'individus se seraient attendus à ce que ce monde, qui a fait bloc derrière Israël en garantissant la mobilisation d'une compensation financière pour l'Holocauste, survenu bien plus tard (pendant la Seconde guerre mondiale, 1939-1945), fasse définitivement la paix avec son passé colonial au lieu de se lancer dans des dénégations condamnables ou de feindre l'amnésie dès lors qu'il est question d'indemniser les victimes du commerce des esclaves.

La lutte contre l'antisémitisme a pris une dimension universelle, neuf pays européens, parmi lesquels l'Autriche, la Belgique, la France et l'Allemagne, ayant fait de la négation de l'Holocauste une infraction pénale. En février dernier, un négationniste, l'auteur allemand Ernst Zündel, a été condamné à une peine de prison ferme pour avoir chanté les louanges d'Adolf Hitler dans son ouvrage. [Ce qu'il n'a pas fait. aaargh]

En revanche, tout ce que les bénéficiaires de la traite des esclaves et leurs descendants peuvent offrir c'est un chagrin et des regrets superficiels, un intérêt de pure forme et plutôt condamnable, à la limite de l'hypocrisie.

Il ne fait aucun doute que les profits tirés de la traite des esclaves ont financé la Révolution industrielle en Grande-Bretagne et la première industrialisation des Etats-Unis et, encore de nos jours, les villes modernes de Bristol, de Leeds, de Liverpool, de Londres et de Glasgow doivent l'essentiel de leur richesse au commerce des esclaves.

Même la célèbre bibliothèque Codrington, de l'Université d'Oxford, l'épicentre de la vie intellectuelle britannique, a bénéficié d'une dotation du colonel Christopher Codrington, un gouverneur de l'époque coloniale qui possédait des plantations en Barbade.

Si d'importantes compagnies britanniques, telles que Tate and Lyle, Lloyds of London et Imperial Tobacco, continuent de fuir leur responsabilité pour leur passé esclavagiste peu glorieux, les compagnies américaines quant à elles, comme JP Morgan Chase, n'ont que des excuses à offrir.

Les douloureux vestiges de l'esclavage sont éparpillés dans le monde, du fort d'Elmina Castle, au Ghana (ancienne Gold Coast), à la Maison des Esclaves de l'Île de Gorée, au Sénégal, en passant

par la capitale de la Sierra Leone, Freetown, fondée en 1792 par l'ancien esclave africain-américain Thomas Peters et Haïti dans l'hémisphère Ouest.

L'Eglise d'Angleterre elle-même avait des esclaves dans ses plantations de la Barbade, baptisée "Petite Angleterre" où l'économie nationale est encore sous la domination et le contrôle de la minorité européenne, estimée à 4% de la population de 280.000 habitants.

Si la traite des esclaves a eu un impact si important sur le développement économique et historique de l'Afrique et sur la croissance de la Grande-Bretagne ainsi que sur son empire et l'avenir de l'Europe et des Amériques, alors pourquoi cette attitude schizophrénique vis-à-vis de la question des réparations?

Par ailleurs, si les marchands d'esclaves ont été dédommagés par l'Etat, une mesure conçue comme une incitation pour les amener à renoncer à ce qui était généralement reconnu comme une pratique criminelle et cruelle, alors pourquoi ce monde qui prêche la justice et les droits humains reste-t-il si indifférent à l'appel en faveur de la réparation des préjudices causés par l'esclavage?

Le Premier ministre Tony Blair a regretté les atrocités commises au nom du commerce des esclaves, sans pour autant aller jusqu'à présenter des excuses. L'hypothèse est que la présentation d'excuses conforterait le sentiment de culpabilité et de responsabilité, ce qui pourrait donner de la consistance aux arguments de ceux qui revendiquent des réparations.

Nul doute que l'incapacité des dirigeants africains à défendre la thèse de la réparation, du fait, en particulier, du "faible pouvoir économique et de marchandage" du continent, dans un monde globalisé, n'a pas rendu les choses plus faciles.

Il faut regretter que l'effort le plus hardi en faveur de la réparation des préjudices dus à l'esclavage ait été coupé dans son élan par le décès brutal, en 1998, du millionnaire, philanthrope et homme politique nigérian, Moshood Abiola, qui avait juré de donner un caractère international à la campagne.

Son compatriote, le président Olusegun Obasanjo du Nigeria, aurait, pour sa part, estimé qu'"une excuse fermerait le chapitre (de l'esclavage) sans ouvrir la possibilité à des représailles ou des procès, ce qui ne devrait d'ailleurs pas être le cas", tandis que le président Ghana, John Kufuor, président en exercice de l'Union africaine (UA), pense que la réparation serait "problématique".

En conséquence, les diverses réclamations qui suivent leur cours, notamment une plainte pour des réparations d'un montant de 777 milliards (=milliards) de dollars US, introduite par la "World Reparations and Repatriation Truth Commission", basée au Ghana, ont été rejetées par les politiciens africains, qui estiment qu'elles ont peu de chances d'aboutir.

Il est vrai que le commerce des esclaves fait naître de fortes émotions, mais c'est exactement pour cette raison que son héritage hideux ne doit pas être enterré.

Le bicentenaire de l'abolition de la traite des esclaves, célébré cette année, à Londres, a en fait rouvert la plaie, que les organisateurs de l'événement pensaient pourtant aider à cicatriser.

Les communautés noires d'Europe, des Amériques et des Caraïbes se sont exprimées par la voix du militant Toyin Agbetu, qui a perturbé le service religieux organisé dans le cadre de la commémoration de l'abolition de cette odieuse pratique. En effet, il a qualifié cette commémoration d'"insulte" pour le peuple noir, tandis que la présidente de la Chambre des Lords, la Baronne Amos, qui faisait partie des invités de marque présents à la cérémonie religieuse, déclarait que "la protestation de Toyin est révélatrice de la colère et de la douleur qui continuent d'exister".

Pour sa part, Michael Eboda, rédacteur en chef du quotidien noir *New Nation*, a jugé exagérée l'importance accordée au rôle d'Européens comme William Wilberforce, le parlementaire britannique, porte-parole du mouvement abolitionniste, tandis que les efforts des "grands combattants noirs de la liberté", comme **Nanny Maroon**, **Yaa Asantewa**, **Bukman Dutty**, **Sam Sharpe** et **Toussaint Louverture**, contre l'esclavage sont passés sous silence.

Les malheurs de l'Afrique ne peuvent être mis totalement sur le compte du commerce des esclaves ou du colonialisme. Les dirigeants africains de l'ère post-indépendance ont contribué, dans une très large mesure, au retard du continent et doivent rendre compte, individuellement et collectivement, de l'échec de leur action, caractérisée par une corruption phénoménale, la mauvaise gestion des ressources, le copinage et les violations des droits humains.

Les militants opposés à l'idée des réparations citent même le rôle des chefs africains qui ont vendu leurs compatriotes noirs comme esclaves. Même si ce rôle est également condamnable, la plus grande responsabilité revient aux "inventeurs" de la traite négrière. Ils ont été les concepteurs et les animateurs de cette entreprise macabre. En tout état de cause, peut-on comparer les avantages tirés par les complices africains de cette ignoble activité avec ceux des Européens?

Des communautés africaines autrefois pacifiques et stables ont été désorganisées par les esclavagistes européens et leurs collaborateurs africains, qui ont suscité des conflits communautaires pour ainsi profiter du chaos afin de capturer de nombreux esclaves.

Les problèmes logistiques rencontrés en termes d'identification des individus ou des pays ayant droit à une forme précise de réparation ne devraient pas justifier le blocage du paiement, il suffirait que les marchands d'esclaves aient la volonté politique de s'acquitter de ce paiement.

La nécessité de réparer les torts causés par la traite négrière est d'autant plus impérieuse que l'Afrique est actuellement confrontée à une véritable tragédie. Ce continent richement doté, pour diverses raisons, a aujourd'hui une réputation peu enviable d'excellence dans les domaines de la pauvreté, de la faim, de la maladie, des catastrophes humanitaires et des dettes. Il s'agit-là d'indicateurs du sous-développement qui ont des effets directs sur le passé du continent qui se définit par rapport à l'esclavage et au colonialisme et, naturellement, à l'échec de ses dirigeants de la période post-indépendance.

Autre fait qui contribue à exacerber une situation déjà tragique, l'Afrique continue de perdre ses meilleurs cerveaux au profit des pays occidentaux, alors que ses jeunes meurent par milliers chaque année en entreprenant des voyages très risqués et périlleux vers l'Europe, s'exposant eux-mêmes à une forme d'"esclavage volontaire".

L'Europe lutte avec détermination contre les flux de l'immigration illégale en provenance du continent africain, notamment en érigeant des barrières à ses frontières. Cependant, la meilleure solution est de rendre la vie plus facile en Afrique, il s'agit peut-être d'une des raisons qui avaient motivé le lancement, il y a deux ans, par la Grande-Bretagne, de la Commission pour l'Afrique, même si ce dernier pays refuse de présenter ses excuses pour le commerce des esclaves, à plus forte raison de payer des réparations.

L'idée de la création de la Commission est un argument qui plaide en faveur de la thèse du versement de réparations afin de compenser les victimes de la traite des esclaves qui, si elles sont bien gérées et associées à l'annulation de la dette extérieure de l'Afrique de plus de 300 milliards de dollars US, contribueront en grande partie à satisfaire les besoins.

Les réparations proposées peuvent faire l'objet d'un paiement convenu d'accord parties à un fonds qui sera utilisé pour financer des programmes ciblés centrés sur les besoins, prenant en charge les préoccupations des démunis et basés sur les populations qui seront gérés par un groupe de technocrates internationaux essentiellement intéressés par l'Afrique et dans le but de prendre en charge les problèmes de développement qui accablent le continent.

Ce mécanisme se fera sur le modèle du Plan Marshall qui avait été utilisé pour doper les économies de l'Europe occidentale après la dépression consécutive à la Deuxième guerre mondiale.

Compte tenu du fait que la défense et la sécurité sont intrinsèquement liés au développement économique, les diverses initiatives de maintien de la paix que l'Union africaine s'évertue à mettre en place avec beaucoup de difficultés peuvent tirer un considérable profit du système des réparations.

La prise en charge de la question du commerce des esclaves est complexe et soulève les passions, tout comme d'ailleurs celle de l'Holocauste. Si l'on se fonde sur les principes élémentaires du Droit, la réparation est une exigence minimale qui permettra de clore le chapitre sur ce crime contre l'humanité, un commerce épouvantable qui a déshumanisé, diabolisé et décimé la race noire.

Une telle initiative hardie, qui va au-delà de la simple expression du chagrin, donnera également au monde l'autorité morale nécessaire pour agir contre les Etats, les groupes et les individus qui continuent de pratiquer l'esclavage sous diverses formes, en particulier par le biais du trafic des êtres humains, la prostitution forcée et le travail forcé ainsi que le travail des enfants.

11 avril 2007 - PANAPRESS

*Jeune Afrique*

[http://www.jeuneafrique.com/jeune\\_afrique/article\\_depeche.asp?art\\_cle=PAN70027assezsnoita0](http://www.jeuneafrique.com/jeune_afrique/article_depeche.asp?art_cle=PAN70027assezsnoita0)

NOTRE FRÈRE SUR LE FRONT

**LE SIONISME, C'EST PAS BEAU = CINQ MOIS DE TAULE !!!**

[www.kamayiti.com](http://www.kamayiti.com)

Venu avec l'intention claire et formelle de délivrer un message de DIGNITE, de VERITE auprès de la branche de GKS à Chartres, le Fara KEMI SEBA et ses proches collaborateurs se sont donc pliés au contrôle d'identité en question, avant de répondre aux questions de la presse (quotidiens locaux et télévision) présente.

Alors que le Fara KEMI SEBA devait officialiser le jeudi 8 Février 2007 à 18h30 une antenne de son organe politique GENERATION KEMI SEBA (GKS), à Chartres, la pieuvre sioniste s'est déployée de toutes ses tentacules pour tenter, en vain, de l'étouffer. A peine arrivé à Chartres pour l'officialisation d'une antenne qui était déjà opérationnelle, de façon officieuse, le Fara KEMI SEBA et ses proches collaborateurs se voyaient faire face à un TRES important déploiement de forces de l'ordre (sioniste?) manifestement mandaté pour le faire taire. Des chiens étaient d'ailleurs présents, comme à l'époque de l'apartheid en Afrique du Sud, pour compléter les effectifs policiers.

Venus avec l'intention claire et formelle de délivrer de DIGNITE, de VERITE auprès de la branche de GKS à Chartres, le Fara KEMI SEBA et ses proches collaborateurs se sont donc pliés au contrôle d'identité en question, avant de répondre aux questions de la presse (quotidiens et télévision locaux) présente. Toujours avec la verve qui le caractérise, il a délivré un message pétri de vérité, de dignité et de férocité certaine envers l'impérialisme sioniste qui gangrène l'Humanité entière. Dans ce discours d'officialisation de l'antenne de GKS à Chartres, le Fara KEMI SEBA n'a donc pas manqué d'indexer tous les suppôts de cette mafia sioniste, toutes ces entités soumises à cette mafia sioniste. Et parmi ces suppôts figurent des intellectuels, des journalistes, des politiciens, des hauts fonctionnaires, comme des représentants des forces de l'"ordre". Tous ces suppôts se caractérisant par leur haine acérée envers le peuple Noir et ce depuis des siècles. Pendant plus de 500 ans ils ne se sont distingués que par leur RACISME sans nom envers nous. Et une telle attitude est HAÏSSABLE, donc à vomir! C'est en ce sens que le Fara KEMI SEBA a déclaré, à l'égard des ces suppôts qui se couchent devant le sionisme, que "votre comportement RACISTE envers nous me donne envie de gerber". De cette phrase, les autorités soumises au sionisme, après maintes manipulations et tronçonnages, retiendront "vous me donner envie de gerber". C'est sur la base d'une falsification scandaleuse, honteuse, en somme sioniste, que l'impulsif, colérique et incontrôlable commissaire divisionnaire Erick Degas, Directeur de la Sécurité Publique d'Eure-et-Loire a ordonné la mise en garde-à-vue du Fara KEMI SEBA, de son Porte-parole National Hery Sechat ainsi que d'un de ses gardes du corps Konga.

A nous de rappeler que le soumis au sionisme qu'est le commissaire Erick Degas, s'est déjà illustré par sa BRUTALITE sans bornes, notamment quand il était commissaire à Poissy. Suite à une enquête diligente entre autres par le Syndicat de la Magistrature, la Ligue des Droits de l'Homme et le Syndicat des Avocats de France, un rapport rédigé par une commission composée d'Aïda Chouk (magistrate), Laurence Gillet (avocate), Antoine Spire (journaliste) et Emmanuel Terray (professeur à l'EHESS) fit référence à ses "exploits". A l'époque même, une famille avait voulu d'ailleurs porter plainte contre ce type et ses hommes, mais le juge avait ordonné une consignation de 3.050 euros pour que cette plainte soit recevable. Ce qui a contraint cette famille à renoncer à sa plainte. Nous voyons donc les méthodes très "DEONTOLOGIQUES" du pauvre commissaire Degas victime, qui, selon lui, serait victime d'un "outrage", de la part du Fara KEMI SEBA, un homme de droiture-vérité, épris de dignité.

Est-ce même utile de rappeler qu'un des collaborateurs du Fara KEMI SEBA a été interpellé, sur ordre du divisionnaire Erick Degas, parce qu'il aurait pris une photo avec un téléphone portable dépourvu de la fonction photo? Qu'un autre de ses collaborateurs a aussi été interpellé parce qu'il a eu la mauvaise idée de prononcer le mot interdit [sionisme] trop proche des chastes oreilles du divisionnaire Erick Degas? Et qu'enfin un troisième collaborateur du Fara KEMI SEBA a également été interpellé, parce qu'il serait, selon ce même Erick Degas, la cause de cette petite voix qui aurait proféré des menaces de mort à l'encontre du divisionnaire et de ses hommes? Comme nous le voyons, AUCUN MOTIF sérieux ne peut supporter ces interpellations si ce n'est une idéologie partisane, lépreuse, cancérigène dont nous connaissons tous le nom et la puanteur. Et que dire de l'issue d'un "procès", ou plus justement d'une parodie de procès, quand le procureur de la République lui-même, parlant du sionisme, dit que c'est là, accrochez-vous bien, une idéologie ROMANTIQUE et HEROÏQUE! C'est pourtant ce même sionisme qui fut condamné par l'ONU à de multiples reprises et assimilé à du COLONIALISME. Mais peut-être que Monsieur le procureur de la République considère que 600 millions de Noirs morts à cause du sionisme relève du romantisme et de l'héroïsme? Peut-être que, selon notre bon procureur de la République, l'apartheid qui avait pour PRINCIPAL soutien l'Etat sioniste d'Israël, relève lui aussi du romantisme et de l'héroïsme?

C'est uniquement par ces mensonges, ces falsifications, ces brutalités, cette félonie que ce système soumis à l'inique hégémonie sioniste, peut condamner le Fara KEMI SEBA à 5 mois de prisons et ces deux collaborateurs, son Porte-parole National, le Dr Hery Sechat et son garde du corps Konga, à 2 mois de prison chacun. Notre peuple a connu 500 ans d'esclavage, qu'est ce donc quelques mois privés de liberté, dirait le Fara KEMI SEBA? JAMAIS au grand JAMAIS les sionistes n'arriveront à nous bâillonner! Plus que jamais le triptyque politique du Fara KEMI SEBA [DESIONISATION - DEDOMMAGEMENT - RAPATRIEMENT] est d'actualité. Nous nous attèlerons, le Fara en tête, à débouter ces sionistes de leurs pouvoirs. Plus que jamais nous arracherons la mairie de Sarcelles, en 2008, des tentacules de la pieuvre sioniste. Pour terminer, nous

reprendrons un des propos du Fara KEMI SEBA, lors de ce "procès" : "Je suis fier de me battre pour cette cause noble qu'est la mienne, quitte à subir la brutalité de ces géôles sionistes!

**Nous exigeons la libération immédiate du frère Kemi Seba !**

**Enfin il a été condamné avec sursis ! Nous sommes solidaires !**

## CONFERENCE - ECHANGE D'ANALYSES

**entre Kemi Seba et Dieudonné  
au Théâtre de la Main d'Or.  
Deux diabolisés s'invitent à la Table des débats.**

**Par Ginette Hess Skandrani**

J'étais présente au Théâtre de la Main d'Or ce mercredi 30 mai 2007, lors de cet échange fructueux, ne serait-ce que par la diversité des deux intervenants. Dieudonné s'étant toujours prononcé pour l'universalité de l'humanité et pour une société multiculturelle et Kémi préférant avant tout organiser les Kémites avant qu'ils ne s'insèrent dans une universalité plus juste et plus égalitaire.

Ce débat très ouvert, sans tabous, et non instrumentalisé, changeait de tous ceux qui sont programmés sur notre petit écran ; il était surtout très chaleureux. Tous deux se définissent comme des résistants à la globalisation et à la pensée unique qui dominent la planète et n'acceptent pas de se laisser marcher sur les pieds lorsqu'ils veulent se prononcer contre le néo-colonialisme ou le sionisme. Ils refusent également de laisser tronquer la mémoire de leurs ancêtres.

Dieudonné s'est prononcé contre cette justice à deux vitesses concernant Kemi-Seba condamné pour avoir dénoncé une idéologie raciste comme le sionisme, alors que d'autres, rabbins y compris, ont souvent trompé la presse et ceux qui la lisent... en inventant ou fabriquant des actes antisémites qui n'ont jamais eu lieu.

Un échange a eu lieu sur les élections, passées et futures. Sur Sarkozy et son entourage, qui favorisent toujours un certain communautarisme tout en empêchant d'autres de s'organiser. La GKS [Génération Kemi Seba] s'est vue interdire de débat car des pressions ont été exercées sur ceux qui voulaient leur prêter des salles.

Dieudonné nous informe sur la campagne qu'il est en train de lancer afin de dénoncer la disparition des pygmées du Cameroun liée à la déforestation. "Des arbres millénaires qui sont la mémoire des populations et l'équivalent de nos cathédrales " sont abattus par des sociétés tenues par des incultes de la civilisation africaine, qui massacrent les forêts pour le négoce du bois, comme Bolloré (celui qui fait bronzer Sarkozy). Il se propose d'organiser la venue des Pygmées afin qu'ils puissent lancer " l'Appel de leurs forêts " en direct à ceux, écologistes y compris, qui sont à l'origine de leurs morts annoncées.

Kémi nous a exposé la raison de sa candidature aux municipales de Sarcelles où se pratique un véritable apartheid entre les banlieues défavorisées et la ville. Il se veut le porte-parole de ceux qui ne peuvent s'exprimer.

Tous les deux ont apporté leur solidarité aux exclus d'ici, ainsi qu'aux populations opprimées en Afrique, en Palestine, en Irak, en Afghanistan, tout en critiquant les guerres que ceux qui veulent continuer à piller la planète (France y compris) nous préparent : Soudan sous prétexte de vouloir sauver le Darfour, Liban sous prétexte de démocratie imposée comme en Irak, Syrie sous prétexte de vouloir juger son président ou Iran sous prétexte d'empêcher l'accès au nucléaire.

Kémi a dénoncé les potentats africains, larbins de ceux qui pillent leurs ressources et affament leurs peuples, tout en se remplissant les poches.

Un jeune journaliste de *Libération*, mal à l'aise, n'a pu ou n'a pas voulu répondre aux questions que lui posait Dieudonné sur la liberté de la presse et sur l'alignement politique des journalistes.

Nous vous donnons rendez-vous pour l'accueil des pygmées et pour la campagne de sauvegarde des arbres géants d'Afrique ainsi que pour le prochain procès de Kémi.

Dieudonné et Kémi nous préparent une initiative pour la rentrée.

Paris 30 mai 2007

Lien vidéo :

[http://www.dailymotion.com/video/x24l2b\\_conference-de-kemi-seba-et-dieudonn](http://www.dailymotion.com/video/x24l2b_conference-de-kemi-seba-et-dieudonn)

<http://www.alterinfo.net/CONFERENCE-ECHANGE-D-ANALYSES-entre-Kemi-Seba-et-Dieudonne-au-Theatre-de-la-Main-d-Or-video-a9003.html>

### LE PROJET DE KEMI SEBA ET DIEUDONNÉ ENFIN RÉVÉLÉ!

Il y a quelques mois, Kemi Seba et Dieudonné avaient promis un projet dont le but était de rassembler les damnés du système et contribuer ainsi à mettre à genou le système SARKOZISTE. Résultat: à partir du **DIMANCHE 9 Septembre** au Théâtre de la Main D'or (PARIS 11ème, Métro Ledru Rollin) à 17 h, et ce toutes les semaines, vous êtes TOUS conviés à assister à ce qui deviendra à n'en pas douter la messe des antisionistes et des antisystèmes

VOIR l'affiche sur ces liens:

<http://myspace.com/kemisebaofficiel>

<http://politikstreetshow.skyrock.com/>

### LETTRE OUVERTE AU PEUPLE IRANIEN ET AU PRÉSIDENT AHMADINEJAD

## Les deux attaques terroristes contre l'ambassade d'Israël en mars 1992 et contre le centre communautaire juif AMIA en juillet 1994 à Buenos Aires : la connexion israélienne

José Petrosino et Oscar Abudara Bini

Le juge argentin Rodolfo Canicoba Corral a délivré jeudi 9 novembre un mandat d'arrêt international, transmis à Interpol, contre l'ancien président iranien Ali Rafsanjani, l'ancien ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Velayati, l'ancien ministre des Renseignements Ali Fallahian. Sont aussi visés par la mandat Mohsen Rezai, ancien commandant des Gardiens de la Révolution, Moshen Rabbani, ex-conseiller culturel de l'ambassade d'Iran en Argentine, Ahmad Reza Ashgari, ex-secrétaire de cette même ambassade, Ahmed Vahidi et le Libanais Imad Fayez Moughnieh, ancien responsable du service de sécurité extérieure du Hezbollah. À cette liste impressionnante s'ajoute le nom de Hadi Soleimanpour, ancien ambassadeur d'Iran en Argentine. Tous ces hommes sont soupçonnés par la justice argentine d'avoir organisé l'attentat contre le siège de l'AMIA, le centre communautaire juif de Buenos Aires en juillet 1994.

José Petrosino et Oscar Abudara Bini, qui enquêtent depuis 14 ans sur les deux attentats de 1992 et 1994 à Buenos Aires, ne partagent vraiment pas l'opinion du juge argentin. Ils viennent d'écrire au président Mahmoud Ahmadinejad. (Tlaxcala)

## Les attentats terroristes de Buenos Aires, Londres, Madrid et New York (11 septembre) : des caractéristiques comparables

Nous demandons le soutien du gouvernement iranien pour ouvrir une enquête internationale.

Nous enquêtons depuis dix ans sur les attentats de Buenos Aires dont l'Iran et le Hezbollah sont injustement accusés, et considérons que le travail de l'ambassadeur (en fait chargé d'affaires, NdT) Mohsen Baharvand est très important. En mai 2006 nous avons remis une documentation à ce sujet au Réseau Voltaire en France, déposée auprès de Thierry Meyssan.

La présence d'un faux procureur israélien a été signalée dans le journal local Nueva Sion, dont nous vous joignons copie.

Voici quelques détails à ce sujet :

Pendant quatorze ans d'enquête indépendante, nous avons confronté les informations officielles et avons découvert un secret de Polichinelle : tout le monde est convaincu qu'il faut enquêter sur une piste israélienne bien plus plausible que la piste iranienne sur laquelle nous poussent vainement les USA et Israël.

Nous avons transmis nos informations aux tribunaux argentins. Nous suivons attentivement la presse, les médias et les publications, et sommes en mesure d'affirmer que nous avons les preuves de ce que nous affirmons, sur certains points, et de très fortes présomptions sur les autres. Ce sont des faits concrets qui nous amènent aux conclusions suivantes :

1. Les explosions ont eu lieu à l'intérieur des deux bâtiments.
2. De fausses preuves ont été introduites sur les lieux afin de faire figurer des voitures piégées inexistantes dans les deux attaques
3. De faux témoignages, relayés par les services de police locale, les agences de renseignement et la classe politique, ont visé à impliquer des voitures piégées et des kamikazes, de façon à orienter l'opinion sur des terroristes musulmans fondamentalistes.

De ces trois certitudes, nous déduisons :

Qu'il est impossible qu'il s'agisse d'attaques commises par des musulmans et que le gouvernement argentin a été accompagné ou plutôt guidé par l'État d'Israël sur cette fausse piste.

La complicité conjointe des USA, de l'Argentine et d'Israël est établie. Quels que soient les coupables de ces attentats, la responsabilité solidaire des trois États est engagée.

Tout ceci relève de la « raison d'État » ; elle seule est à l'œuvre, pour expliquer ces attentats israéliens contre leurs propres institutions représentatives, ceux d'un État qui mène une guerre pour subsister comme tel, avec un pronostic de plus en plus réservé. Cela se produit dans un contexte où la puissance hégémonique, qui est également le mentor et l'unique soutien d'Israël, les USA, déploie des stratégies de contrôle de la planète toute entière. Ces stratégies sont complexes et tellement audacieuses, qu'il devient difficile pour le public non averti de comprendre ce qui s'est passé.

Nous demandons l'assistance internationale pour une enquête internationale sur les caractéristiques communes des attaques commises à Buenos Aires, Madrid, Londres et New York.

Notre groupe de citoyens argentins est convaincu, après dix ans d'enquête locale, de la nécessité d'enquêter sur la responsabilité d'Israël et des USA, pour les attentats perpétrés en Argentine. Le professeur James Petras a récemment exposé les falsifications à l'œuvre dans la tentative britannique pour expliquer l'attaque dont les Anglais ont été victimes. En Espagne, les mensonges sur le « sac à dos de Vallecas » apparaissent comme une manœuvre pour plomber des musulmans. Thierry Meyssan est le pionnier qui a montré que le Pentagone n'a pas été attaqué par un Boeing mais par un missile de l'armée américaine.

Il est très difficile aux USA mêmes d'enquêter sur les attentats du 11 septembre, qui ont été réalisés par le gouvernement américain. C'est pourquoi le héros William Rodriguez et le millionnaire Jimmy Walter ont demandé son aide au président Chavez. Nous demandons un soutien international pour organiser une rencontre des enquêteurs argentins, espagnols, anglais et américains, pour établir des conclusions sur les caractéristiques communes à tous ces attentats et un modus operandi commun. Nous demandons au peuple iranien et à son président de collaborer à ce projet, avec leur approche propre.

José Petrosino est ingénieur. [Oscar Abudara Bini](#) est cinéaste, psychiatre et psychanalyste. Il poursuit en justice Munir Menem, frère de l'ex-président Carlos Menem, responsable de la « connexion syrienne » en Argentine (connu et dénoncé dans la presse pour trafic d'armes et enrichissement illicite) pour complicité dans les attentats commis à Buenos Aires en 1992 (ambassade d'Israël) et 1994 (siège de l'AMIA), tuant 92 personnes. Le documentaire qu'il a réalisé sur ces attentats fait l'objet de la censure en Argentine.

---

José Petrosino est ingénieur. [Oscar Abudara Bini](#) est cinéaste, psychiatre et psychanalyste. Il poursuit en justice Munir Menem, frère de l'ex-président Carlos Menem, responsable de la « connexion syrienne » en Argentine (connu et dénoncé dans la presse pour trafic d'armes et enrichissement illicite) pour complicité dans les attentats commis à Buenos Aires en 1992 (ambassade d'Israël) et 1994 (siège de l'AMIA), tuant 92 personnes. Le documentaire qu'il a réalisé sur ces attentats fait l'objet de la censure en Argentine.

URL de cet article : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=1514&lq=fr>

**[Sur cette affaire lire aussi Argentine 1992-1994 : deux attentats suspects ont fait 92 morts ; en 2005, la vérité éclate sur les complicités israélienne, Usaméricaine et au sommet du gouvernement argentin. L'ONU doit prendre position. Le rôle de l'Argentine dans la préparation psychologique de l'attaque de l'Iran: Consolider la thèse L'Iran poursuit l'Argentine en justice pour les accusations portées contre ses représentants](#)**

Traduit par Maria Poumier et révisé par Fausto Giudice, novembre 2006  
tlaxcala.es

MÉCONTENT

## Lettre ouverte au Président de la République italienne

**Mauro Manno**

Monsieur le Président,

D'après ce que je lis sur la télévidéo, vous auriez déclaré ceci :

« Non à l'antisémitisme, même quand il prend les apparences de l'antisionisme ».

« L'antisionisme signifie la négation de la source inspiratrice de l'Etat juif, des raisons qui, hier, l'ont fait naître, et, aujourd'hui, de sa sécurité, quelques soient les gouvernement qui se succèdent à sa tête. »

Si telle est réellement votre pensée, et je souhaite naturellement que ce ne soit pas le cas, permettez-moi de dire que ces affirmations sont gravement erronées et d'espérer qu'elles susciteront une réaction calme, raisonnée mais ferme chez de nombreux Italiens.

Monsieur le Président,

vous me permettrez d'être en désaccord avec la première phrase que vous avez prononcée. Vous affirmez que l'opposition au sionisme est un antisémitisme masqué. On ne peut penser que vous ayez voulu dire que seuls quelques antisémites cachent leur réel antisémitisme derrière un antisionisme prétendu ou faux. Votre formule est sans équivoque : pour vous, qui est antisioniste est antisémite, point à la ligne. Je tombe d'accord avec vous pour dire que l'antisionisme est « la négation de la source inspiratrice de l'Etat juif et des raisons qui l'ont fait naître » mais je suis d'avis que la négation des raisons qui l'ont fait naître et son remplacement par un Etat démocratique rassemblant les juifs et les Palestiniens sur la totalité de la Palestine ne pourra qu'améliorer le sort des juifs, des Palestiniens, des peuples du Moyen-Orient et du monde entier. Je pense, et je suis conforté en cela par le fait que de nombreux juifs antisionistes sont du même avis, qu'un Etat sionistes réservé aux seuls juifs est un Etat raciste, colonialiste, expansionniste, qui ressemble beaucoup à l'Etat raciste réservé aux Blancs qui dominait l'Afrique du Sud. La nature sioniste d'Israël en fait une menace pour la paix dans le monde et pour les juifs eux-mêmes.

Monsieur le Président,

je ne suis pas un négationniste de l'Holocauste et je ne nourris pas de sentiments anti-juifs. Je désire seulement que les juifs de Palestine ne dénie pas aux Palestiniens un droit qu'ils revendiquent pour eux-mêmes. Les Palestiniens, qu'ils soient réfugiés ou résidents en Israël, ou dans les territoires occupés, ont le droit de vivre en Palestine, en paix et en harmonie, et de jouir des libertés démocratiques que méritent tous les autres peuples du monde. Ce principe, que nous ne refusons pas aux juifs de Palestine, Israël le refuse aux Palestiniens.

Peut-être êtes vous en faveur des Etats à base ethnique ? Il me semblait avoir compris que vous, et le parti d'où vous provenez, étiez en faveur des Etats démocratiques où les citoyens sont égaux entre eux, quelle que soit leur appartenance à une religion, une ethnologie, une culture, ou autre. Peut-être me suis-je trompé. Je ne comprends pas pourquoi l'Italie et l'Union européenne se sont engagées pour l'égalité des droits entre les noirs et les blancs en Afrique du Sud, ou pour l'égalité et la coexistence entre les Serbes et les Kossovars au Kosovo, entre les Macédoniens et les Albanais en Macédoine, entre les musulmans, les catholiques et les orthodoxes en Bosnie, entre les shi'ites, les sunnites et les chrétiens au Liban, mais qu'elles soutiendraient le caractère uniquement juif d'Israël.

Peut-être Olmert vous a-t-il demandé, comme il l'a fait à Monsieur Prodi, de défendre Israël en tant qu'Etat exclusivement juif et sioniste ?

Si telle est bien votre pensée, permettez-moi de vous demander :

— si Israël décidait de déporter ses citoyens non-juifs, comme le réclame de temps à autres le ministre raciste Avigdor Liberman, soutiendriez-vous cette politique au nom de la défense du caractère juif de l'Etat hébreu ?

— Ignorez vous peut-être que les citoyens non juifs d'Israël n'ont pas les mêmes droits que les juifs ? Vous ne savez peut-être pas que la loi interdit à un citoyen israélien non juif d'acheter une propriété à un juif ? Vous ignorez peut-être qu'il existe des routes reliant Israël aux colonies situées dans les Territoires occupés sur lesquelles les citoyens arabes d'Israël ne peuvent pas circuler ? Pour ne rien dire des Palestiniens des Territoires, ce que chacun sait. Vous vous souvenez également, entre autres choses, que l'on refuse le rassemblement familial à un citoyen arabe israélien si son conjoint vient des Territoires occupés. J'espère que vous êtes renseigné sur le projet de loi qui est devant la Knesseth et qui prévoit de retirer la nationalité israélienne aux citoyens arabes d'Israël qui ne souscriraient pas une déclaration de fidélité au sionisme. On voit bien qu'il s'agit là de forcer les victimes de l'injustice à entériner l'injustice historique que le sionisme a faite aux Palestiniens.

— Je ne pense pas que pousser les juifs qui soutiennent Israël, et heureusement ce ne sont pas tous les juifs, à se débarrasser d'une forme étatique qui organise la discrimination des citoyens non juifs, qui implante des colonies sur des territoires qui sont au-delà de ses frontières, qui conduit une guerre contre une population occupée et sans défense, qui possède des armes nucléaires et qui n'a pas souscrit au traité de non prolifération et à l'Agence de Vienne, qui a été condamnée mille fois par des résolutions de l'ONU, ne serait pas un bien pour les juifs et les Palestiniens.

— et enfin une dernière question : Si l'Italie, comme elle l'a déjà fait dans le passé, devait mettre en œuvre une politique discriminatoire à l'encontre de ses citoyens juifs, comme celle d'Israël à l'encontre de ses citoyens non juifs, et devait se lancer dans une malencontreuse politique coloniale,

ne seriez-vous pas amené à reprendre la lutte contre un régime ou un gouvernement qui se comporterait de la sorte ?

Alors pourquoi ne pourrait-on pas combattre un régime, le régime sioniste, qui est discriminatoire, raciste et colonialiste ? Personne n'envisage un nouvel holocauste juif. Les antisionistes ne veulent qu'un seul Etat non confessionnel, non ethnique, non raciste en Palestine, pour les juifs et les Palestiniens. Un Etat qui ne serait pas différent de tous ceux qui sont authentiquement démocrates à travers le monde.

Monsieur le Président,

Il se trouve que j'ai étudié le sionisme. C'est donc sur la base d'une étude attentive de cette idéologie politique que je vous écris. Je vous rappelle certains faits :

En premier lieu, la collaboration des sionistes, de droite comme de gauche, avec les antisémites comme avec les fascistes et les nazis. Il s'est agi d'une collaboration longue et extrêmement dommageable pour les juifs non sionistes, qui étaient à cette époque-là la très grande majorité des juifs. Bien que la chose puisse sembler incroyable, la collaboration des sionistes avec les fascistes, les nazis et les antisémites, historiquement attestée, était fondée sur une logique d'échange criminel aux dépens des juifs. Les sionistes ont appuyé les régimes fascistes et antisémites avant et pendant la seconde guerre mondiale en leur demandant en échange de leur permettre d'amener des juifs en Palestine pour réaliser leur projet colonial. Les juifs qui n'acceptaient d'émigrer en Palestine étaient abandonnés à leur sort. Les antisémites étaient bien contents de se débarrasser des juifs de cette façon-là. Il n'est pas vrai que les antisémites soient des antisionistes, comme vous l'avez dit, mais c'est justement le contraire. On ne mettra pas en doute, je l'espère, ce qu'a dit, il y a quelques années, l'écrivain israélien Yehoshua :

« Les gentils ont toujours encouragé le sionisme, dans l'espoir qu'il les aiderait à se débarrasser des juifs qui vivent parmi eux. Encore aujourd'hui, et de manière perverse, un antisémite se doit d'être sioniste. » <sup>(2)</sup>

L'écrivain israélien oublie pourtant de dire que les sionistes, eux aussi, de manière perverse, ont encouragé les antisémites à éloigner les juifs de leur pays en les confiant à des militants sionistes disposés à les faire parvenir en Palestine. Un vrai sioniste est un ami des antisémites.

Cet aspect honteux de l'histoire du sionisme remonte à son fondateur lui-même, Théodore Herzl. En août 1903, Herzl s'est rendu en Russie pour une série de rencontres avec le comte Plehve, ministre antisémite du tsar Nicholas II, et Witte, ministre des finances. Ces rencontres eurent lieu moins de quatre mois après le pogrom de Kichinev dont Plehve était directement responsable. Herzl proposa une alliance, fondée sur un désir commun de voir la plus grande partie des juifs quitter la Russie et, à plus court terme les dissuader de rejoindre les mouvements socialiste et communiste. Au début de la première rencontre, le 8 août, Plehve déclara qu'il se considérait comme « un ardent défenseur du sionisme ». Comme Herzl commençait à décrire les objectifs du sionisme, le comte l'interrompit en lui disant : « Vous prêchez un convaincu ».

Au cours d'une autre rencontre avec Witte, le fondateur du sionisme a cru devoir déclarer ouvertement : « J'avais l'habitude de dire au pauvre empereur Alexandre III : s'il y avait moyen de noyer six ou sept millions de juifs dans la Mer Noire, j'en serais parfaitement satisfait ; mais comme ce n'est pas possible, nous devons les laisser vivre ». Et quand Herzl se prit à espérer quelques encouragements du gouvernement russe, Witte lui répondit : « Mais nous encourageons les juifs à émigrer, par exemple en leur donnant des coups de pied au cul ». <sup>(3)</sup>

La rencontre aboutit à une promesse de Plehve et du gouvernement russe de donner « un appui moral et matériel au sionisme dans la mesure où ses actions pratiques serviraient à diminuer la population juive en Russie ». <sup>(4)</sup>

« Si nous [les sionistes] — disait Jacob Klatzkin — n'admettons pas que les autres aient le droit d'être antisémites, alors nous nous refusons le droit d'être nationalistes. Si notre peuple désire vivre, et le mérite, sa propre existence nationale, il est naturel qu'il se perçoive comme un corps étranger obligé de rester dans les nations entre lesquelles il vit, un corps étranger qui insiste pour avoir sa propre identité distincte et qui est par conséquent obligé de réduire la sphère de sa propre existence. Il est donc juste qu'ils [les antisémites] luttent contre nous pour sauvegarder leur intégrité nationale.

<sup>2</sup> *Jewish Chronicle*, 22 janvier 1982.

<sup>3</sup> Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?* Paris, Petite collection Maspéro, 1981, p. 174-5.

<sup>4</sup> Maxime Rodinson, *Peuple juif ou problème juif ?* cit. p. 174.

Au lieu de mettre en place des organisations pour protéger les juifs des antisémites, qui veulent restreindre nos droits, nous devons mettre en place des organisations pour protéger les juifs et nos amis qui veulent défendre nos droits ». <sup>(5)</sup>

Ces paroles et les attitudes prises par les sionistes ont certainement fourni de précieux arguments aux nazis qui voyaient dans les juifs une nation étrangère à la nation allemande.

« Pour les sionistes, affirmait sans honte Hary Sacher, sioniste anglais – l'ennemi est le libéralisme, qui est aussi celui du nazisme ; *ergo*, le sionisme devrait avoir beaucoup de sympathie et de compréhension pour le nazisme, pour lequel l'antisémitisme est probablement un aspect passager ». <sup>(6)</sup>

Ce n'est pas seulement de l'aveuglement politique, c'est de la collaboration criminelle avec l'ennemi des juifs. Et vous, Monsieur le Président, vous voudriez fermer les yeux sur cet aspect de l'histoire du sionisme ? Je vous rappelle que les nazis ont répondu très positivement aux offres des sionistes, ainsi que le montre cet extrait de l'une de leurs circulaires :

« Les membres des organisations ne devront pas être traités avec la même rigueur que celle qui doit s'appliquer aux membres des organisations judéo-allemandes, de tendance assimilationniste, en raison de leur implication directe dans l'émigration vers la Palestine ». <sup>(7)</sup>

Reinhardt Heydrich, chef des services secrets de la SS déclarait :

« Le moment n'est maintenant plus très loin où la Palestine sera en mesure d'accueillir à nouveau les fils qu'elle a perdus depuis plus de mille ans. Nos bons vœux et toute notre bienveillance officielle les accompagnent. » <sup>(8)</sup>

La colonisation de la Palestine était bien vue des nazis. Entre colonialistes, on se comprend. Ceci a pour objet de vous rappeler que les nazis, avec l'aide consciente des sionistes n'ont persécuté que ceux des juifs qui voulaient vivre dans le pays où ils étaient nés et qui se refusaient la responsabilité de l'occupation de la Palestine et de l'expulsion des Palestiniens qui en a découlé. Ces victimes juives n'étaient pas sionistes, elles étaient seulement assimilationnistes ou antisionistes. Après l'Holocauste, l'Occident n'a fait que récompenser les sionistes en leur livrant la terre des Palestiniens et en faisant payer à ceux qui n'avaient commis aucune faute le prix élevé de l'extermination des juifs, qui était de la responsabilité directe de certains pays européens ainsi que de l'inaction de certains autres, sans compter la folie du plan sioniste. La collaboration entre sionistes et nazis a été aussi rendue possible, au delà des aspects pratiques d'une volonté commune de pousser les juifs vers la Palestine, par un fonds commun à l'idéologie sioniste comme à celle du nazisme, ainsi que le reconnaît Prinz, juif et sioniste :

« Un Etat fondé sur le principe de la pureté de la nation et de la race (c'est-à-dire l'Allemagne nazie) ne peut avoir que du respect pour les juifs qui se voient eux-mêmes de la même façon ». <sup>(9)</sup>

Le même personnage se rendait bien compte du paradoxe que cette situation en venait à créer et il admettait :

« Pour les sionistes cette façon d'agir était très désagréable. Ils éprouvaient un embarras moral quand il semblait qu'ils étaient le fils de prédilection du gouvernement nazi, en particulier au moment où il décrétait la dissolution des groupes de jeunes juifs

<sup>5</sup> Javob Klatzkin, (1925), cité par Jacob Agus, *The Meaning of Jewish History*, in *Encyclopedia Judaica*, vil. II, p. 425.

<sup>6</sup> Hary Sacher, *Jewish Review*, Londres, septembre 1932, p. 104.

<sup>7</sup> Circulaire de la Gestapo bavaroise adressée à la police bavaroise, le 25 janvier 1935, publiée par Kurt Grossman, *Zionists and Non-Zionists under the Nazi Rule in the 1930's*, Herzl Yearbook, vol. vi, p. 340.

<sup>8</sup> Reinhardt Heydrich, chef des services secrets de la SS, *The Visible Enemy*, article publié dans *Das Schwarze Korps*, organe officiel de la SS, mai 1935.

<sup>9</sup> Joachim Prinz, (1936) cité par Benyamin Matuvo, "The Zionist Wish and the Nazi Deed", *Issues* (1966/67), p. 12.

antisionistes alors qu'il favorisait les sionistes par d'autres moyens. Les nazis réclamaient un "comportement sioniste plus cohérent" ». (10)

Toutefois, la collaboration a fonctionné. Elle revêtait beaucoup de formes, que j'ai décrites dans mon essai sur «la nature du sionisme » (11) Il faut rappeler, pour finir, les propos de Dov Joseph, un des chefs de l'Agence Juive, tenus au moment où les juifs mouraient par centaines de milliers dans les camps. Il parlait aux journalistes, en Palestine, qui s'inquiétaient des nouvelles annonçant ces massacres. Il les mit en garde contre :

« la publication de nouvelles qui exagèrent le nombre des victimes juives parce que si nous annonçons que des millions de juifs sont massacrés par les nazis, on nous demandera ensuite, non sans raison, où sont les millions de juifs pour lesquels nous revendiquons une patrie, quand la guerre sera finie.» (12)

Ceci pourrait suffire mais j'aurai la hardiesse, Monsieur le Président, de vous demander d'approfondir la question.

L'histoire du sionisme est celle d'un crime et il n'est donc pas surprenant que les sionistes et l'Etat sioniste continuent à traiter les Palestiniens de cette façon barbare. Mais ce qui me préoccupe se situe bien au delà de la situation tellement triste du peuple palestinien que tout le monde semble oublier.

Sincèrement, Monsieur le Président, voulons-nous pousser les Américains à quitter l'Iraq ? Aujourd'hui, des gens aussi importants aux Etats-Unis que l'ancien président Carter ou les chercheurs universitaires Mersheimer et Walt essaient d'ouvrir les yeux de leurs concitoyens sur les conséquences de la politique étrangère aveugle, élaborée à Tel-Aviv et dans les cercles néo-conservateurs à Washington, menée actuellement au Moyen Orient. Croit-on que la guerre en Iraq a été faite pour les armes de destruction massive de Saddam ? Pour la menace que l'Iraq représente pour l'Occident ? Pour l'exportation de la démocratie ? Pour les intérêts pétroliers de l'Amérique ? Beaucoup soutiennent cette dernière hypothèse (les autres se sont écroulées misérablement). Mais le pétrole ne s'achète-t-il pas sur le marché ? Et si les prix augmentent, devons-nous faire la guerre à chaque pays producteur ? Monsieur le Président, la guerre a été faite pour éliminer un rival éventuel d'Israël et pour consolider la domination sioniste sur le Moyen Orient. Aujourd'hui Tel-Aviv invite l'Occident à détruire l'Iran et exerce un chantage qui consiste à dire que si nous ne le faisons pas, ce sera à eux, Israël, de le faire. Comment ? Envahir l'Iran ? Non, Monsieur le Président, nous savons tous qu'Israël recourerait à ses armes nucléaires.

Les Américains sont en train de s'apercevoir, à leurs dépens, ce que signifie le fait de s'embourber dans une guerre absurde en Iraq pour le plus grand profit d'Israël. Et nous, nous préférons ne pas nous en rendre compte. Voulons-nous vraiment nous engager dans la guerre nucléaire contre l'Iran ? Dans la guerre mondiale contre l'islam ?

Suivez l'exemple de l'ancien président Carter et dénoncez l'apartheid en Israël. Si vous ne voulez pas le faire vous-même, faites-le faire par quelqu'un d'autre, pour le bien de l'humanité, des juifs et des Palestiniens, pour continuer à dénoncer le sionisme et pour lutter en faveur d'un Etat unique, démocratique et pacifique, en Palestine, pour tous ses habitants, sans exception.

Monsieur le Président,

Vous ne vous souvenez pas de moi et pourtant nous nous sommes rencontrés et nous nous sommes parlé. Ce fut une triste occasion. Il y a quelques années, à l'aéroport de Fiumicino, vous êtes venu témoigner de votre solidarité, au nom de votre parti, à ma sœur Marisa qui venait de perdre un œil dans une manifestation pacifiste à Jérusalem. Alors qu'elle regardait les policiers massacrer un jeune Palestinien dans la rue, derrière une fenêtre d'un hôtel, une bouche d'incendie a fait partir un jet d'une violence telle qu'il a cassé la vitre et qu'un éclat de verre s'est fiché dans son œil. Vous êtes alors venu apporter un salut à ma sœur qui a payé pour défendre le droit et la dignité des Palestiniens. Aujourd'hui, dans votre déclaration inacceptable, vous accusez les antisionistes et les nombreux juifs qui luttent pour un seul Etat démocratique en Palestine, en les mettant dans le même tas d'immondices que les antisémites.

<sup>10</sup> Joachim Prinz, "Zionisme under the Nazi Government", *Young Zionist*, Londres, novembre 1937, p. 18.

<sup>11</sup> *La Natura del sionismo*, supplément au numéro 56 d'*Aginform*, novembre 2006.

<sup>12</sup> Yoav Gelber, *Zionist Policy and the Fate of European Jewry*, p. 195.

Je crois, Monsieur le Président, que les sionistes ont réussi à vous faire pire que ce qu'ils ont fait à ma sœur. Ils ont réussi à vous faire perdre non pas un œil mais les deux yeux.

## LA BAVE DU CRAPAUD, LA VOILÀ !!

Ainsi, la petite bande du site négationniste de l'Association des anciens amateurs de récits de guerres et d'holocaustes (Aaargh) toujours en recherche d'un damné de la terre fleurant bon la haine du « sionisme », n'hésite pas à accompagner dans le même temps les communautaristes islamistes (cf article « Allah va comme je te pousse ») et à fréquenter, paradoxe, le théâtre de la Main d'Or de l'anticommunautariste Dieudonné. Officiellement, le soutien à la cause palestinienne et l'antisémitisme radical sont la base de l'alliance. Ginette Skandrani, copine du facho-islamiste Latrèche, intègre même le staff de campagne présidentiel de l'ex-comique. Son bon camarade, le chercheur négationniste Serge Thion, viré pour cette raison du CNRS en 2000, intervient dans le site dieudo.net sous le pseudo peu original de Serge Noith ; Israël Shamir, alias Adam Ermash (anciennement Jöran Jermas) a fait de même, ne cachant même plus sa haine sous le vocable « sioniste », et parlant ouvertement de « juiverie » : il est vrai que le malheureux était alors sous le choc de l'emprisonnement de son ami négationniste britannique David Irving, aux sympathies néonazies affichées... La traduction de ses textes est de Maria Poumier, autre rédactrice du site, enseignante à l'université Paris 8-Saint-Denis et proche de Roger Garaudy, puis qu'elle est secrétaire de rédaction de sa revue A Contre Nuit. Elle est aussi responsable de l'association « Entre la plume et l'enclume », que l'on trouvait au côté de Dieudo organisatrice d'une manifestation en soutien au peuple palestinien en juin 2006. Cette manifestation avait la particularité d'être appelée par tout ce que la cause palestinienne peut compter de soutien nauséabond, à savoir La Pierre et l'Olivier de Ginette Skandrani, l'Association Zapatiste de Libération Sociale et le Collectif Guantanamo de son vieux pote Fausto Giudice, le Comité Cheik Yassine, (du nom de l'ancien chef du Hamas tué par les Israéliens) de Abdelhakim Sefrioui, membre lui aussi du bureau de campagne de Dieudonné et trésorier du Conseil des Imams de France(!), et le Collectif de la Communauté Tunisienne en Europe de Mondher Sfar, aussi bien connu de la sphère négationniste. Pas de surprise : ce petit monde travaille ensemble depuis bien longtemps.

*et ainsi de suite...*

"Dieudonné par Le Pen repris"

*Reflex*, 26 mars 2007

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article313>

## DES MÊMES MALHEUREUX TROTZ:

### Fafs verts et démagos

Au premier rang, le Parti des Musulmans de France, fondé en 1997 par Mohamed Ennacer Latrèche pour « libérer les musulmans de France de l'influence du Parti Socialiste » qu'il jugeait « sionisé » et pour "les 7 millions de musulmans qui ont renoncé à rentrer dans leur pays". Il revendique 2000 militants, principalement sur Strasbourg, en fait probablement 10 fois moins. Après un échec aux législatives de 2002 où il ramasse moins de 1% des voix, Latrèche s'est fait un nom au niveau national en 2003 en allant bruyamment jouer les boucliers humains en Irak. Il emporte dans ses bagages Hervé Van Laethem, führer du groupement belge Nation (cf dans ce numéro), ainsi que quelques autres fafs français proches des Cercles Résistances de Christian Bouchet, des Belges et des Italiens. Il utilisera d'ailleurs souvent la situation au Moyen-Orient pour ses discours marqués par la haine du « sionisme », en l'occurrence clairement des Juifs. Certains slogans assenés dans les cortèges du PMF, lors des manifestations pro-palestiniennes, dépassent le soutenable, comme un « mort aux juifs » à Strasbourg en 2000. Malgré des mises en examen, Latrèche lui-même n'a jamais pu être condamné. On l'a souvent vu, en manif comme en réunion publique sur l'Irak, en compagnie du négationniste Serge Thion. Dans la famille négationniste tendance « Vieille Taupe », Ginette Skandrani, ex-verte venue de l'ultra-gauche, tellement investie dans le combat pro-palestinien qu'elle en oublie les frontières de l'éthique, copine de Garaudy, a accompagné cousin Serge chez le PMF, et son association « La pierre et l'Olivier » a co-publié avec la bande à Latrèche Le Manifeste judéo-nazi d'Ariel Sharon, prêtant à l'ex-premier ministre des propos violemment racistes (d'après Amos Oz, si le texte est authentique, ce n'est pas Sharon qui en est l'auteur). Autres co-publieurs et collègues négationnistes, vieux potes de Ginette, Mondher Sfar et son Collectif de la Communauté tunisienne en Europe ou Tawkik Mathlouti, inventeur du Mecca-Cola, directeur de Radio-Méditerranée, où sévit l'ensemble de cette petite bande plus

quelques personnages hauts en couleur comme l'avocate Isabelle Coutant-Peyre, devenue la femme du terroriste Carlos (Illitch Ramirez Sanchez) et le maintenant mieux connu militant négationniste Israël Shamir/Jöran Jermas/Adam Ermash. Latrèche renvoie d'ailleurs la balle à tous ses amis : son service d'ordre n'a-t-il pas protégé des diffuseurs de tracts de la « Vieille Taupe » en 2002 ? Thion lui adresse ses très officiels remerciements dans le journal islamiste At-Tajdid, en avril 2006, publié au Maroc. On a dit Latrèche proche de Robert Grossmann, l'actuel président UMP de la Communauté urbaine de Strasbourg, qui se serait commis au début de sa carrière politique avec le vieux NPD allemand du néo-nazi Adolf Von Thadden. Mais il semble que cette rumeur ait fait partie d'une cabale interne à l'UMP pour couler Grossman (comme quoi l'affaire Clearstream n'est pas une première chez ces gens-là). Latrèche, décidément plus intéressé par les pays arabes laïques, ira aussi en Syrie où il dit avoir rencontré le général Tlass, alors ministre de la défense, antisémite forcené et par ailleurs vieux copain des néo-nazis français (cf Réflexes n°51 et n°4 nouvelle série). En passant par Beyrouth, il rencontrera le Hezbollah, qu'il ne cessera ensuite de soutenir par radicalisme antisioniste (le Hezbollah est chiite, et lui sunnite ; il fallait bien une bonne raison pour les rapprocher). A Strasbourg, il fréquente le Milli Görüs, mouvement proche des islamistes conservateurs en Turquie, très implanté surtout en Allemagne. Son heure médiatique sonne lors des mobilisations des musulmans radicaux contre l'interdiction du port de voile dans les établissements scolaires publics. Il est le principal et très opportuniste organisateur de la manifestation du samedi 17 janvier et l'un des principaux signataires de l'appel à la manif du 7 février 2004, cette fois en réaction à la mobilisation pour le 14 février appelé par le collectif « Une école pour tou-te-s » (voir encadré Ramadantitaire ?)

"Allah va comme je te le pousse"

*Reflex*

<http://reflexes.samizdat.net/spip.php?article312>

## LES CROCODILES SE BOUFFENT ENTRE EUX

### La gazette des gazettes

Fabien Granjon

Une fois encore, l'inénarrable Philippe Val a frappé. Dans son édito de *Charlie Hebdo*, le 21 mars, à propos du procès fait par Robert Faurisson à Robert Badinter, il écrit : « À la porte du tribunal, des militants négationnistes venus soutenir Faurisson distribuent leur journal, La Vieille Taupe, du nom de la librairie d'extrême gauche où, dans les années 1970, la jonction s'est faite avec l'extrême droite. Et depuis, c'est sur la musique persistante de la haine du Juif qu'ils dansent ensemble sur un charnier, dont à la fois ils se réjouissent qu'il ait existé et dont ils nient l'existence. » Et d'ajouter : « Le négationnisme n'est pas apparu comme ça, une petite génération après la fin de la guerre, dans cette librairie du Quartier latin, où trotskystes et fascistes venaient se désaltérer ensemble dans l'égout de l'antisémitisme. Il n'a fait que ressurgir du fond de la tragédie nazie. »

On savait Philippe Val va-t-en-guerre, favorable à la politique israélienne, pour le traité constitutionnel européen, contre le mouvement altermondialiste, parfois à la limite de l'islamophobie, le voilà donnant dans l'hitléro-trotskyisme. Le commissaire politique Val n'a eu de cesse, ces dernières années, de déverser son fiel sur une gauche radicale qu'il exècre au plus haut point. Il vient de franchir un pas supplémentaire dans le maniement de la calomnie et de l'amalgame. S'appuyant sur le spécieux principe des extrêmes censés se rejoindre, Val pose l'équivalence entre trotskysme et négationnisme, entre extrême gauche et antisémitisme.

Mais les ignobles dérives de Pierre Guillaume (cofondateur de La Vieille Taupe, la librairie, puis la maison d'édition révisionniste) et de ses acolytes n'ont strictement rien à voir avec le mouvement trotskyste. S'il est une vieille taupe reconnue des trotskystes, c'est celle qu'évoquent Karl Marx ou Rosa Luxemburg, celle qui « sait si bien travailler sous terre pour [faire] apparaître brusquement la Révolution ». Il n'en existe pas d'autre. À moins que Philippe Val ne se fasse, lui aussi, falsificateur de l'histoire ?

LCR 30 avril 2007 LE COIN Où RÂLENT LES DEMEURÉS...

[http://www.lcr-rouge.org/article.php3?id\\_article=5602](http://www.lcr-rouge.org/article.php3?id_article=5602)

# NN

## §§§§§ VIDÉOS

Une vidéo de 7 min d'une conférence de Stephen Pelletiere ancien analyste de la CIA dans une salle de classe d'une université américaine. Il parle du rapport encore classifié de la DIA qui attribue à l'Iran la responsabilité du gazage à Halabja.

<http://video.google.com/videoplay?docid=-6632883213617278542>

Le même vidéo sur YouTube  
<http://youtube.com/watch?v=N3hRaDye4zA>

Videos sur la Palestine, accès direct  
<http://www.akramawad.com/>

## Chomsky & Faurisson

<http://www.youtube.com/watch?v=zz6Vbl-TwgI>

## §§§§§ Terroristes à la retraite

**Terroristes indemnisés** - Le Parlement israélien a voté, à la demande du Likoud, une loi permettant aux anciens membres des organisations terroristes Hagana, Lehi et Irgoun - *emprisonnés par les Anglais avant la création d'Israël* - d'être indemnisés. 600 anciens terroristes sont concernés. (D'après *Israelinfos.net*, 16/11/06)  
AFI flash 66

## §§§§§ Assassinats de coopérants

Un site d'une richesse inouïe en matière d'affaires françaises louches en Afrique et ailleurs.

<http://assassinatsdecooperants.ouvaton.org/index1.php3>

## Pourquoi un site sur les assassinats de coopérants français en Afrique ?

Parce que moi Mariama Keïta, la fille aînée d'un ancien coopérant français, unique rescapé d'un groupe de coopérants assassinés en Guinée Equatoriale, j'ai décidé de créer et d'alimenter un site consacré aux coopérants français assassinés en Afrique.

Parce que de 1993 à 1994, en Guinée Equatoriale, au rythme d'un tous les six mois, quatre coopérants français MM. Mationni, Sotier, Branger et Desgranges ont été sauvagement assassinés...

Et qu'en 1995, le juge Bernard Borrel a été assassiné à Djibouti....

J'ai voulu posséder un instrument suffisamment efficace sur un support universel et facile d'accès afin :

D'informer le plus largement possible sur une sombre réalité françafricaine tous les meurtres de coopérants français depuis que la Coopération française en Afrique existe...

De rendre hommage à tous les coopérants assassinés et perpétuer leur mémoire.

De démontrer les capacités de la Françafrique à s'affranchir des suites judiciaires de tous ces assassinats et ce même si les coopérants font partie de la haute magistrature, comme dans le cas du coopérant judiciaire, le juge Bernard Borrel.

De présenter tous les arrières plans qui entourent ces assassinats, ceci explique la présence sur mon site des rubriques "pays" ou "les protagonistes" comme "la Françafrique".

At last but not least, affirmer mon parti pris tout en exposant tous les résultats de mes investigations poursuivies depuis 1994 dans ces dossiers et, au passage régler, solder des comptes avec la Françafrique et certains membres de ma famille... (se reporter au mémorandum sur les frères Mamadi et Mori Diané ou la rubrique sur les contentieux juridiques de la famille Keïta). Voici énoncées toutes mes motivations à propos de mon site [www.assassinatsdecoopérants.info](http://www.assassinatsdecoopérants.info)...

Dernière précision : mon site possède un plan qui se révélera au fur et à mesure de sa construction...

Chapeau Mariama !! Et bonne route à toi !

## §§§§§ Suède : Le meurtre du doux Olof

La découverte d'une arme, qui pourrait être celle utilisée dans l'assassinat en 1986 du Premier ministre suédois Olof Palme, relance de faibles espoirs de voir aboutir une enquête qui piétine depuis plus de 20 ans.

L'arme, un revolver Smith et Wesson 357 Magnum, a été repêchée lundi dans un lac de Mockfjärd, dans le centre de la Suède, par des plongeurs embauchés par le journal populaire Expressen, mis sur la piste par des appels anonymes.

Elle a servi au braquage d'un bureau de poste en octobre 1983 à Mockfjärd, a expliqué mardi Stig Edqvist, qui dirige l'enquête, dans une conférence de presse.

Si l'arme s'avère être celle ayant servi au meurtre d'Olof Palme, crime qui a profondément et durablement choqué les Suédois, il s'agira d'un grand bond dans l'enquête, la police ayant examiné, en vain, de très nombreuses pistes au fil des années.

Des tests effectués sur les balles montrent que celles retrouvées sur le lieu de l'assassinat du Premier ministre avaient été faites dans le même moule que celles tirées pendant le braquage, a indiqué M. Edqvist.

Cette arme, confiée au laboratoire spécialisé SKL, constitue un élément-clé, d'une "très grande priorité", a souligné l'enquêteur.

La police a toutefois jeté une zone d'ombre en affirmant que l'arme avait été jetée dans le lac en 1983 sans préciser comment celle-ci aurait pu être utilisée trois ans plus tard pour le meurtre de Olaf Palme.

Des experts se montraient en outre sceptiques quant à la possibilité de trouver des éléments probants à partir d'une arme immergée aussi longtemps.

"Théoriquement, il peut y avoir des empreintes digitales mais dans la pratique c'est beaucoup plus difficile", a déclaré à l'agence TT Roger Carlsson, directeur de l'unité technique et chimique de SKL, soulignant que l'ADN devait être détruite par l'eau.

Le procureur chargé du dossier, Agneta Blidberg, a elle-aussi reconnu que la probabilité d'avoir trouvé l'arme du crime "n'était pas très grande".

La police avait été vivement critiquée pour son manque de sérieux et les pistes hasardeuses qu'elle avait empruntées au détriment d'un travail plus professionnel entrepris seulement quelques années après le meurtre.

Charismatique chef de gouvernement, Olof Palme avait été abattu à 59 ans d'une balle de 357 magnum dans le dos par un tireur isolé à Stockholm, le 28 février 1986. Bien qu'admiré, il s'était fait beaucoup d'ennemis en Suède comme à l'étranger.

Adversaire déclaré de la guerre au Vietnam, il avait beaucoup irrité Washington et l'Otan par sa politique tiers-mondiste et neutraliste.

Il avait ainsi soutenu les régimes castriste de Cuba et sandiniste au Nicaragua, pourfendu l'apartheid, prôné la redistribution des richesses.

Les enquêteurs ont soupçonné aussi bien des cercles de l'armée et de la police suédoise que le groupe séparatiste kurde PKK ou encore les services secrets sud-africains.

Mais d'autres pistes ont été écartées comme l'affaire de pots-de-vin, mettant en cause la société suédoise d'armement Bofors pour une vente d'obusiers à l'armée indienne.

Palme aurait accepté une réunion en relation avec Bofors, une thèse qui s'appuie sur des témoignages selon lesquels il aurait parlé avec son assassin avant que les coups de feu ne soient tirés.

Mais l'épouse du Premier ministre a démenti qu'une telle réunion ait été prévue et a désigné formellement Christer Pettersson, délinquant et toxicomane, comme l'homme qui avait tiré sur son mari.

M. Pettersson a été condamné en juillet 1989 à la réclusion à perpétuité mais libéré quelques mois plus tard par la Cour Suprême pour insuffisance de preuves. Il s'est vanté par la suite du meurtre, puis s'est rétracté. A l'automne 2004, il a emporté son secret dans la tombe.

20Minutes.fr avec AFP | 22.11.06 | 08h09

## §§§§§ Les Guerres Scélérates

### Les interventions de l'armée américaine et de la CIA depuis 1945

de William Blum

*"Nous possédons environ 60% des richesses mondiales, mais seulement 6,3% de la population mondiale... Notre tâche dans l'avenir est... de maintenir cette situation de disparité."*  
George KENNAN, responsable de la planification du département d'Etat, 1948

"Ce livre très documenté relate plus d'une cinquantaine d'interventions américaines de 1945 à nos jours et révèle le visage des Etats-Unis qui, sous couvert de guerre froide et d'anticommunisme, ont commencé à forger leur empire depuis de nombreuses décennies.

En effet, la propagande américaine contre le communisme et les Soviétiques a été d'une violence inouïe et a eu pour but de justifier les interventions militaires US et de la CIA partout dans le monde depuis 1945. Aujourd'hui, le bloc de l'Est n'existe plus mais c'est le même élan impérialiste qui guide le gouvernement américain dans sa lutte contre le terrorisme, au nom de la démocratie et des valeurs universalistes américaines.

*Les Guerres Scélérates* nous démontre que la période d'après-guerre, loin d'avoir été froide, a fait des millions de victimes, particulièrement dans les Etats qui ont eu la volonté de s'affranchir politiquement et économiquement de Washington. Tout au long de cette période, les Etats-Unis ont soutenu de nombreuses dictatures, écrasé des gouvernements démocratiquement élus et des mouvements de libération, au nom de la démocratie et de la lutte contre le complot communiste international. En particulier, les Etats-Unis se sont empressés de liquider tout mouvement ou gouvernement qui aurait porté atteinte aux intérêts économiques des firmes américaines. Ainsi, l'expression de la démocratie "à la sauce" Washington, d'est-elle exercée à coups de massacres de masse, d'escadrons de la mort, de tortures, de coups d'Etat militaires et de corruption généralisée."

William Blum est un ancien haut fonctionnaire du département d'Etat, qu'il quitte en 1967 en raison de son opposition à la guerre du Vietnam. Il est l'un des membres fondateurs de la Washington Free Press, revue alternative typique des années 1960-1970. En 1969, il rend publics le nom et l'adresse de plus de 200 employés de la CIA dans le Quicksilver Times, journal alternatif de Washington. Il passe plusieurs mois au Chili entre 1972 et 1973, où il écrit une série d'articles sur l'expérience d'Allende. Au milieu des années 1970, il retrouve à Londres l'ex-officier de la CIA Philip Agee, avec qui il a le projet de révéler un nombre d'actions secrètes de la CIA dans différentes parties du monde.

Son livre *Les guerres scélérates* est publié pour la première fois aux Etats-Unis en 1995 [sous le titre *Killing Hope - Tuer l'espérance*] et connaît plusieurs mises à jour, notamment à mesure que les documents officiels sont déclassifiés.

En 1999, William Blum a reçu le *Project Censored's Award* pour un article censuré ayant pour titre "Les Etats-Unis contre l'Irak, une étude de l'hypocrisie" dans lequel il établit la liste des matériaux biologiques fournis à l'Irak par les Etats-Unis.

Il écrit pour *The Ecologist* et collabore régulièrement aux sites *Znet* et *Counterpunch*. Ses livres sont traduits dans plus de douze langues.

Editions Parangon - L'Aventurine -16 rue Victor Hugo  
69002 LYON  
tél : (33) (0)4 72 56 00 57 - fax : (33) (0)4 72 77 60 36  
456 pages 20 euros

Le site internet donne une adresse différente : **Parangon/Vs - 31, rue de Brest - 69002 Lyon - Tel : 04 72 40 08 87**

## L'Etat Voyou

de [William Blum](#) - Editions Parangon

«Si j'étais président, j'arrêteraï en quelques jours les attaques terroristes contre les États-Unis. Définitivement. D'abord, je présenterais mes excuses à toutes les veuves, aux orphelins, aux

personnes torturées, à celles tombées dans la misère, aux millions d'autres victimes de l'impérialisme américain. Ensuite, j'annoncerais aux quatre coins du monde que les interventions américaines dans le monde sont définitivement terminées, et j'informerai Israël qu'il n'est plus le 51<sup>e</sup> État des États-Unis mais dorénavant - chose curieuse à dire - un pays étranger. Et puis, je réduirais le budget militaire d'au moins 90 %, utilisant le surplus à payer des réparations aux victimes. Ce serait plus que suffisant. Le budget militaire d'une année, soit 330 milliards de dollars, équivaut à plus de 18.000 dollars de l'heure depuis la naissance de Jésus-Christ. Voilà ce que je ferais les trois premiers jours.

Le quatrième jour, je serais assassiné.»

William Blum **L'auteur vu par l'éditeur** : Ancien fonctionnaire du département d'État, Blum nous rappelle que, s'il n'y a pas de justification au 11 Septembre, il y a certainement des raisons. L'État voyou démontre comment, sous couvert de liberté, de démocratie et de droits de l'homme, les États-Unis commettent des actes criminels barbares et agissent de la façon la plus belliqueuse qui soit.

**§§§§§ Les éditions Akribeia** (45/3 route de Vourles, 69230 ST GENIS LAVAL) viennent de sortir deux nouveaux ouvrages:

1) Le volume 11 de "Tabou". Au sommaire:

— Dan Michaels passe en revue 3 ouvrages récemment publiés en Russie sur le déroulement de la deuxième guerre mondiale et tente notamment d'expliquer pourquoi l'Armée rouge subit des pertes aussi lourdes alors qu'elle disposait, à son entrée dans le conflit, de forces dont la puissance était à cette date absolument sans équivalent dans le monde;

— Alex Auvray livre la seconde partie de sa relecture des manuels d'espagnol en usage dans les lycées français. La première partie, publiée dans "Tabou" 10 [20 euros, 25 euros franco], avait concerné la guerre d'Espagne. Auvray s'intéresse ici à l'Amérique latine, aux notions de violence et de dictature, au nombre des victimes et des disparus, à la différence de traitement entre, par exemple, le Chili et Cuba, à la nature des mouvements dits de libération, à Che Guevara, à Rigoberta Menchú, etc.;

— Alex Auvray revient ensuite longuement sur le cas de Rigoberta Menchú, prix Nobel de la paix en 1992, et analyse son autobiographie qui s'apparente plus à un roman qu'à un récit authentique;

— Issam Younis traite du rôle des médecins israéliens dans la torture des prisonniers palestiniens; (voir AAARGH reprints)

- Pour finir, on découvrira le cas d'un ancien soldat australien qui, en 1995, prétendit dans un ouvrage avoir été détenu plusieurs mois dans le camp de concentration d'Auschwitz au cours de la deuxième guerre mondiale alors que bien des éléments font douter de son histoire.

192 p., br., 20,00 euros (25,00 euros franco).

2) *Le Terrorisme sioniste* (présenté par Serge Thion). Pour créer et consolider un État juif en 1948, les sionistes ont expulsé 750.000 Palestiniens de chez eux et ne leur ont jamais permis, ni à eux ni à leurs descendants, d'y retourner. De plus, les forces israéliennes ont détruit plus de 400 villages palestiniens et ont perpétré près de 40 massacres. Le présent recueil revient en détail sur nombre d'épisodes du terrorisme israélien: assassinat du comte Folke Bernadotte (médiateur des Nations unies), dynamitage de l'Hôtel King David, massacre de Kibya, attentats contre les juifs irakiens pour les forcer à émigrer en Israël, attentats contre des bâtiments britanniques et américains en Egypte, provocations multiples et politique de représailles, etc.

L'État d'Israël est également un État belliciste qui, dès sa création, a utilisé avec un froid cynisme sa puissance militaire pour dominer la région sous le prétexte d'un souci pour sa sécurité. Sa stratégie a été de diviser le Moyen-Orient en petits États en faisant se disloquer tous les États arabes existants. La guerre lancée contre l'Irak en mai 2003 et la campagne de bombardement menée contre le Liban en juillet 2006 ne sont que les dernières applications en date de cette politique.

Avec des textes de Nasser H. Aruri, Ronald Bleier, Noam Chomsky, Naeim Giladi, Khalil Nakhleh, Livia Rokach, Israël Shahak, Arno Weinstein, Oded Yinon.

256 p., br., 25,00 euros (30,00 euros franco)  
Frais de port pour 2 ouvrages et plus : 6,50 euros.

### §§§§§ Un nouveau livre de Tomislav SUNIC

*Homo Americanus: Child of Postmodern Age*, avant-propos du professeur Kevin MacDonald.

Ed. Booksurge. Disponible sur Amazon.com. 16 \$

Tomislav vient d'une vieille famille croate, catholique et conservatrice, sans lien avec les oustachis. Elle a survécu tant bien que mal à la répression titiste. Elle a repris souffle à l'indépendance mais le soleil nouveau a bien vite pâli. Il n'est pas facile d'être Croate en échappant aux différentes servilités qui cherchent à s'imposer dans la région.

Dans ce livre Tomislav Sunic décrit les origines et la dynamique des mythes fondateurs américains. Le livre contient de nombreuses citations ainsi que des traductions de longs passages d'ouvrages longtemps disparus ou supprimés, tous issus du domaine de la philosophie, de la sociobiologie et de la littérature. *Homo americanus* représente un solide compendium sur la nouvelle religion de l'américanisme. La généalogie du calvinisme puritain, mêlée à la religion de l'éternel progrès technoscientifique et enveloppée dans un obscur langage parabolique et judéo-centrique, a abouti au début du 21ème siècle à un système n'ayant rien en commun avec ses fondements originels. L'Américanisme postmoderne, avec ses théories abstraites sur le multiculturalisme et son désir d'améliorer le monde entier, a fait de l'Amérique un continent autodestructif qui tout en mettant en danger l'héritage de ses citoyens de souche européenne, menace également les autres peuples du monde.

Tomislav Sunic est auteur, traducteur et ancien professeur en sciences politiques aux Etats Unis. Il a obtenu son doctorat à l'Université de Californie. Il est également ancien diplomate croate. Dans son livre il examine comment les élites postmodernes en Amérique et dans tout l'Occident américanisé justifient leur répression contre les mal-pensants. M. Sunic a déjà publié des ouvrages et des articles en français, allemand, anglais et croate sur des thèmes traitant du pessimisme culturel ainsi que de l'usage et de l'abus du langage moderne par les pourvoyeur de l'idéologie libéralo-communiste. (<http://doctorsunic.netfirms.com/>)

In this book Tomislav Sunic describes the origins and dynamics of America's founding myths. Quoting and translating from many long-forgotten or suppressed sources from the fields of literature, history, anthropology and philosophy, the book represents an interdisciplinary compendium dealing with the topic of Americanism. The genealogy of early Calvinist Puritanism mixed with the techno-scientific religion of boundless economic progress and legally veiled in the obscure para-Biblical and Jewish-inspired sense of political self-chosenness, created a system that has little in common with its original design. Postmodern Americanism, with its abstract theories of multiculturalism and its global desire for world improvements, turned America into a menacing and self-destructive continent that puts not only the survival of America's European heritage at risk, but threatens the heritage of other peoples worldwide as well.

### §§§§§ Avant de crever la gueule ouverte

#### ***Pesticides, révélations sur un scandale français***

**Un grand merci des auteurs de ce livre, Fabrice Nicolino et François Veillerette**

**Vous êtes très nombreux à venir visiter ce site, ce qui est pour nous un précieux soutien.** La vraie bataille a commencé le 1er mars, jour de la publication, et elle s'annonce épique. Nous avons déjà participé à plusieurs émissions de radio et de télé, et ce n'est, semble-t-il, qu'un début. La presse écrite nous a fort bien relayés, avec des articles très favorables dans Libération, La Vie, Politis, L'Express. Et ce n'est pas fini. Nous serons le

7 mars au Salon de l'Agriculture.

Reste que ce livre de révélations sur l'univers des pesticides en France est entre vos mains. Vous avez le pouvoir d'en faire un grand succès populaire, gage d'un débat public que nous souhaitons de toutes nos forces.

L'UIPP, qui représente l'industrie des pesticides chez nous (voir le tout nouveau **BLOG DU LIVRE**), commence à montrer les dents, ce qui ne saurait nous étonner. L'UIPP a par ailleurs acheté sur le Net des espaces commerciaux qui parasitent la libre information autour de notre livre. Il faut que vous le sachiez, nous sommes entre vos mains. Et c'est très bien ainsi. À bientôt !

<http://www.pesticides-lelivre.com/?IdTis=XTC-DI5-HHNX9-HH-IHGVY-XVS>

§§§§§ Ils ne se mouchent pas du pied

## UN NOUVEAU GÉANT NOUS EST NÉ

« Ignacio Ramonet est le directeur du mensuel français de référence *Le Monde Diplomatique*, mais aussi l'une des personnalités les plus prestigieuses parmi les intellectuels progressistes à travers le monde. »

<http://www.michelcollon.info/articles.php?dateaccess=2007-03-01%2006:52:27&log=attentionm>

*C'est drôle, nous on pensait que Ramonetgrobis était un con très plat, très ordinaire, un peu néobolcho, qui avait usurpé son poste de directeur du Diplo. Mais où ces mecs vont-ils chercher leurs cireurs de botte ?*

## §§§§§ Rappel : un petit coup de génocide

LINKS RELATED TO THE NATO BOMBING CAMPAIGN OF SERBIA  
24 March - 10 June, 1999

### DESTRUCTION OF YUGOSLAVIA - PHOTO EXIBITION

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/destruction\\_exhibition/index.html](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/destruction_exhibition/index.html)

### WHITE BOOK - NATO BOMBING OF YUGOSLAVIA - PART 1 (March 24- April 24)

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/destruction/white\\_book](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/destruction/white_book)

### WHITE BOOK - NATO BOMBING OF YUGOSLAVIA - PART 2 (April 25 - June 10)

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/destruction/white\\_book2](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/destruction/white_book2)

### Bombing of Residential Houses in Towns and Villages

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/destruction/white\\_book2/02.htm](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/destruction/white_book2/02.htm)

### CIVILIAN DEATHS IN THE NATO AIR CAMPAIGN

<http://www.hrw.org/reports/2000/nato>

### AMNESTY INTERNATIONAL - NATO violations of the laws of war during Operation Allied Force must be investigated

<http://www.web.amnesty.org/ai.nsf/index/EUR700252000>

**CNN (New York Times) Rights Group says NATO killed 500 civilians in Yugoslavia**

<http://www.cnn.com/2000/US/02/07/nato.civilian.deaths>

**Destruction and "Collateral damage"**

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/destruction](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/destruction)

**NATO BOMBING IN THE EYES OF SERBIAN CHILDREN**

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/hope/Belgrade](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/hope/Belgrade)

**Reaction of Artists, Children and Church to the Bombing**

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/hope](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/hope)

**DESTRUCTION OF KOSOVO'S PEOPLE AND HERITAGE**

[http://news.serbianunity.net/documents/heritage\\_destruction](http://news.serbianunity.net/documents/heritage_destruction)

**Tears for victims of - regrettable mistake** - Scott Taylor, *The Toronto Sun*, Thursday, June 3, 1999

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/html/0603-1\\_tsun.html](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/html/0603-1_tsun.html)

**Spanish pilot admits NATO attacked civilians**, Jose Luis Morales, *Articulo 20*, June 14, 1999

[http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo\\_crisis/Jun\\_16/5.html](http://www.balkan-archive.org.yu/kosovo_crisis/Jun_16/5.html)

## §§§§§ L'IGNOBLE STORA

Dans un entretien donné au journal *Le Monde* (27 septembre 2006) Benjamin Stora parle du film *Indigènes*. On lui pose la question suivante:

*Le film a aussi le mérite de souligner l'importance de la campagne d'Italie, où les pertes indigènes furent considérables. On dit aussi qu'à Monte Cassino il y eut quelques exactions, des viols...*

Réponse : Il y en eut, comme dans toutes les guerres, comme celles perpétrées par des Américains à Naples, mais ce que l'on impute aux soldats maghrébins **vient de la propagande allemande et italienne. Cela appartient à l'imaginaire, nourri par les fantasmes sexuels attisés par ces troupes noires et arabes.**

On ne savait pas qu'on été dominé par la "propagande allemande et italienne". On croyait naïvement que le rôle dominant était celui de la propagande alliée... C'est une calomnie dégeulasse. Il suffit d'entendre les témoignages italiens, émis bien longtemps après la fin de la guerre, pour savoir qu'après la bataille (et non pendant, personne n'habitait les pentes du Monte Cassino) les officiers français ont donné carte blanche à leurs hommes (des Nord-Africains, et non pas des Noirs), qui se sont jetés sur une population féminine qui n'entretenait certainement aucun "fantasme" à leur égard. Peut-être Stora est lui-même victime de ce genre de fantasmes et il cherche à blanchir ces soldats colonisés qui allaient bientôt prendre les armes contre ceux qui les avaient envoyé au casse-pipe. Et pourquoi, comme tout occupant, se seraient-ils abstenus de prendre brutalement le butin du vainqueur ? Pour faire bien au cinéma 50 ans plus tard ? Stora est une pute, il n'y a pas d'autre terme pour désigner ce genre de mensonge en reptation.

## §§§§§ Londonistan

Les idéologues sionistes qui sont tapis dans le Vidal Sassoon Center en Israël ont, paraît-il, été impressionnés par une Anglaise qui est venue faire son numéro, une certaine Melanie Phillips, qui est une "columniste", anciennement au *Guardian*, et passée vers la droite toujours plus conservatrice et ultra-libérale. Elle a un site où sa prose peut être consultée et sa bobine étudiée, qui lui donnent une allure de "peuplélue".

<http://www.melaniephillips.com/>

Elle vient de publier un livre qui a gros succès : *Londonistan*;  
Sa grande spécialité est de dénoncer l'islam et tous les musulmans et c'est ce qui la rend de plus en plus populaire. Ceux qui, comme elle, poussent à l'afrontement, à la radicalisation et à la guerre, disons, entre "chrétiens" et "musulmans" travaillent au seul profit de ceux qui la réclament, c'est-à-dire les sionistes.

**Nom de dieu, on a pourtant tout ce qu'il faut comme réverbères ! Qu'est-ce qu'on attend pour se libérer de cette canaille ?**

## §§§§§§ Georges Corm

est économiste de profession, spécialiste du Moyen-Orient et de la Méditerranée, consultant auprès d'organismes internationaux et de banques centrales. Outre les ouvrages et les articles d'économie qu'il a publiés, il est aussi l'auteur de travaux et d'ouvrages et à caractère historique et sociologique sur le bassin méditerranéen et le Proche-Orient arabe, dont : *Le Proche-Orient éclaté*, *L'Europe et l'Orient*, *Orient-Occident*, *la Fracture imaginaire*. Bienvenue au site personnel de Georges Corm. Ce site offre à ses visiteurs une esplanade, où ils peuvent s'informer, pour leur propre recherche, sur les travaux, articles et ouvrages à caractère académique que décrit le site. Le site comprend aussi les plus récents articles et interviews de Georges Corm dans la presse libanaise ou locale.

<http://georgescorm.com/fr/>

+++++

This site contains copyrighted material the use of which has not always been specifically authorized by the copyright owner. We are making such material available in our efforts to advance understanding of environmental, political, human rights, economic, democracy, scientific, and social justice issues, etc. We believe this constitutes a 'fair use' of any such copyrighted material as provided for in section 107 of the US Copyright Law. In accordance with Title 17 U.S.C. Section 107, the material on this site is distributed without profit to those who have expressed a prior interest in receiving the included information for research and educational purposes. For more information go to:

<<http://www.law.cornell.edu/uscode/17/107.shtml> . If you wish to use copyrighted material from this site for purposes of your own that go beyond 'fair use', you must obtain permission from the copyright owner.

Si vous désirez recevoir OU NE PAS RECEVOIR la *Gazette du Golfe et des banlieues*, faites-le savoir à <[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)

If you wish to receive OR NOT RECEIVE the Gazette, please drop a note to <[gazettegb@yahoo.fr](mailto:gazettegb@yahoo.fr)

Former issues are on line at the following URL : <http://revurevi.net>

**LES AUTRES PUBLICATIONS DE L'AAARGH (elles deviennent annuelles)**

<http://revurevi.net>

*El Paso del Ebro*

*Das kausale Nexusblatt*

*The Revisionist Clarion*

*Il Resto del Siclo*

*Conseils de Révision*

*O revisionismo em lingua português*

*Arménichantage*